DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12337 – 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — MARDI 25 SEPTEMBRE 1984

Le symbole de Verdun

Les occasions de célébrer la réconciliation franco-allemande ont été suffisamment nombreuses, depuis le voyage historique de de Gaulle en République fédérale, en 1962, et la signature du traité de l'Elysée, en 1963, pour qu'il soit difficile de ressentir la cérémonie de Verdun comme un tournant dans l'histoire des relations, longtemps tumultueuses, entre les deux nations voisines. Le fondateur de la Vᵉ République et Konrad Adenauer avaient en leur temps échangé le baiser de paix; que l'un fût aussi le chef de la France libre et l'autre le premier chancelier de la nouvelle démocratie allemande avait suffi à donner tout son sens à ce geste.

Depuis, la coopération entre Paris et Bonn n'a pas connu que des temps forts ou des périodes exaltantes. De Gaulle lui-même n'avait-il pas vu, comme il l'avait confié une fois avec amertume, « se faner les roses » si chères au chancelier Adenauer? Mais elle est devenue, et depuis de longues années déjà, le pilier central de la construction européenne. D'innombrables sommets, à raison de deux rencontres institutionnelles par an et de fréquentes entrevues « hors calendrier », comme celle que MM. Kohl et Mitterrand auront à la mi-octobre en France, sans attendre celle de Bad-Kreuznach à la fin du mois prochain, ont permis d'étendre cette coopération à de très nombreux domaines, économiques, techniques, culturels et militaires. Et la concertation proprement politique entre les deux capitales n'a cessé de gagner en importance et en efficacité.

D'où vient alors que la cérémonie de Verdun, dont l'annonce avait été accueillie par un certain scepticisme ironique, allant de l'« Encore une ! » à l'« A quoi bon ? », ait pris, samedi 22 septembre, hors de toute actualité, un caractère aussi saisissant ? Sans doute l'émotion ressentie par les participants, par ceux qui y ont assisté directement ou même simplement par ceux qui en ont vu quelques images à la télévision doit-elle à la solennité du lieu, où plus de sept cent mille soldats des deux pays sont tombés au cours de l'une des plus formidables batailles de tous les temps.

De même était-il habile, pour célébrer la réconciliation et rendre un hommage commun à toutes les victimes, de faire référence à la première guerre mondiale plutôt qu'à la deuxième : quoique plus meurtrier, le conflit de 1914-1918 n'a évidemment pas laissé les mêmes séquelles dans les mémoires et dans les cœurs que l'occupation de l'Hexagone par une Allemagne devenue nazie. Il y a même longtemps que les anciens combattants français et allemands de la Grande Guerre ont noué des liens amicaux par l'intermédiaire de leurs associations et voulu voir dans l'armistice de 1918 une « paix des braves » avant la lettre.

Il n'en reste pas moins que la symbolique de la rencontre de Verdun laissera probablement une trace durable dans la conscience collective des deux peuples. L'image du président français et du chancelier ouest-allemand main dans la main devant un cercueil recouvert des deux drapeaux est de celles qui ne s'oublient pas. Elle devrait, en particulier, avoir frappé les jeunes, à qui elle aura rappelé les affrontements du passé pour mieux montrer, « a contrario », le chemin de l'avenir.

La réconciliation franco-allemande n'a pas seulement marqué la fin d'un long et cruel antagonisme qui n'excluait d'ailleurs pas la fascination mutuelle. Elle a changé radicalement les conditions de la sécurité et de la prospérité de tout un continent. Comme jadis Péguy à la France, MM. Kohl et Mitterrand semblaient dire samedi à l'Europe, cette « commune patrie » : « Mère, voici vos fils qui se sont tant battus. »

(Lire nos informations page 12.)

Les paris de Renault

Le succès de la nouvelle R 5 dépend aussi d'une réduction sans conflit des effectifs

Au moment même où est lancée la nouvelle Renault 5, au volant de laquelle M. François Mitterrand est arrivé, lundi 24 septembre à l'Elysée, en compagnie de M. Bernard Hanon, PDG de la Régie, les dirigeants sont inquiets. La vitesse à laquelle a été réglé le conflit du Mans – qui pourrait n'être que le premier d'une longue série puisque des actions sont envisagées cette semaine dans plusieurs autres unités du groupe – est là pour le prouver. C'est que, avec ce nouveau modèle, ces dirigeants ont fait un pari industriel et commercial mais aussi social, et, pour M. Bernard Hanon, sans doute personnel.

D'abord quelques chiffres. Renault ne détient plus que 32 % du marché national (en moyenne sur les huit premiers mois de 1984), quand cette proportion était de 35,1% en 1983 et 39,1% en 1982. La Régie, naguère première marque européenne, a d'ailleurs dû laisser passer Fiat et quelques autres devant elle au cours du premier semestre de cette année. Quant aux résultats financiers, ils sont catastrophiques : en 1984, le département automobile sera déficitaire et les pertes du groupe pourraient dépasser 5 milliards de francs ; d'autre part le cumul des déficits des dernières années et le maintien d'un niveau élevé d'investissements ont mené l'endettement financier à quelque 45 milliards de francs (dont 28 milliards à moyen et long terme) à la fin de 1983, et la Régie a continué à s'endetter en 1984 à un rythme proche d'un milliard de francs par mois.

La « Supercinq » – thème commercial pour une automobile qui s'appellera en fait, comme la précédente, R 5 – doit donc être impérativement le modèle de la reconquête. L'ambition est d'ailleurs avouée. « *Notre objectif*, dit-on chez Renault, *est de couvrir environ 12% du marché français et 5% du marché européen dès 1985.* » Une gageure lorsque l'on sait que la R 5 (dont le succès a été exceptionnel) n'a dépassé ce niveau de 12% du marché national qu'à trois reprises (16,4% en 1980, 15,47% en 1981, et 13,24% en 1982) et cela huit ans après son lancement. En Europe, les 5% n'ont été obtenus qu'en 1980 et 1981.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 46.)

Déception et colère au Pays basque

La décision d'extrader trois séparatistes risque de relancer les violences

De nos envoyés spéciaux

Biarritz. – Réalité sensible au nord comme au sud : le Pays basque a finalement mieux supporté que prévu l'onde de choc de l'annonce, dimanche 23 septembre, par le gouvernement français de l'extradition de trois des sept Basques espagnols réclamés par Madrid. La déception des *abertzale* (patriotes) s'est bien exprimée par la violence de la rue au cours d'une manifestation à Saint-Jean-de-Luz et d'une nuit d'échauffourées à Vittoria, Bilbao, Saint-Sébastien et Pampelune, mais les observateurs notent que l'ampleur des répliques à la décision française ne sera vraiment perceptible que dans les jours prochains. Cet effet retard est sans doute dû en partie au report de quelques heures ou de quelques jours de l'exécution des extraditions, le Conseil d'État ayant été saisi. Aussi tranchés soient-ils, les commentaires de la presse basque, surtout au-delà de la Bidassoa, intègrent tous le recours déposé par les avocats des trois détenus de la prison de Fresnes. Le mot d'« extradable » – et non d'« extradé » – oblige encore à la prudence pour certains et, pour d'autres, permet encore l'espoir.

Annoncée un dimanche après-midi, après des semaines d'incertitude sur la position française, l'extradition a pris de court tous ceux qui pouvaient la condamner ou refuser de la croire possible. Il faudra sans doute attendre les prochaines manifestations prévues pour lundi soir à Bayonne et dans les principales villes du Pays basque espagnol et, surtout, la journée de grève générale, le 28 septembre, annoncée par la coalition nationaliste Herri Batasuna, pour mesurer avec exactitude les conséquences possibles de la décision de Paris.

Ce ne sont que deux ou trois centaines de jeunes gens qui ont défilé dimanche en fin d'après-midi dans le centre de Saint-Jean-de-Luz, se heurtant à la police, après avoir brisé une vitrine et renversé quelques panneaux de signalisation. Le calme devait revenir après une heure de poursuites dans les rues et neuf interpellations. Au cours de ce rassemblement, les forces de l'ordre ont dû protéger le domicile de M. Jean-Pierre Destrade, député des Pyrénées-Atlantiques et porte-parole du Parti socialiste.

Les griefs des militants nationalistes sont vifs à l'égard du Parti socialiste que certains *abertzale* accusent de les avoir trahis. Les propos apaisants tenus le 16 septembre par M. Lionel Jospin, qui laissait entendre que le Parti socialiste n'était pas favorable à une extradition (*le Monde* du 18 septembre), sont ressentis douloureusement sur la côte basque et les explications de MM. Destrade et Roland Dumas ce week-end ne lèvent pas l'ambiguïté.

PHILIPPE BOGGIO et PHILIPPE ETCHEVERRY.

(Lire la suite page 9.)

Déchirements

En droit, le dossier est solide. Le gouvernement français a clairement fixé, il y a deux ans, ses règles d'extradition. On savait, donc, à quoi s'en tenir. Toutes les juridictions compétentes ont été saisies, et celles qui se sont prononcées jusqu'alors ont justifié la décision prise. Les garanties sérieuses demandées aux autorités espagnoles, et obtenues, sont de nature à lever les derniers scrupules.

Politiquement, le dossier est, presque, aussi bon. Au-delà de la solidarité socialiste entre les dirigeants des deux pays, il y a la reconnaissance d'un fait patent : l'Espagne s'est donné un régime démocratique respectueux des libertés et des droits fondamentaux. La défiance à son égard n'est plus de mise, et la volonté de protéger des ferments de la déstabilisation cette démocratie encore fragile est louable. Les socialistes français devaient bien cela aux démocrates espagnols.

On peut considérer qu'ils anticipent avec audace dans la logique de la construction européenne. Dans un ensemble de nations attachées à la même conception de la liberté et de la justice, la notion d'extradition perd son sens. Un jour, les Européens ayant maille à partir avec la justice seront renvoyés devant les juridictions géographiquement compétentes.

Un jour. Pour l'heure, il y a encore des nations et des frontières, et, à l'intérieur de ces frontières, des communautés avec, chacune, son passé, ses valeurs propres, sa cohérence et ses déchirements. La question basque est l'un de ses déchirements, mais, de l'Irlande à la Corse, il y en a d'autres en Europe. Jusqu'où les Etats doivent-ils s'entraider pour régler ce genre de problème ?

Là encore, le dossier de l'extradition des Basques espagnols s'appuie sur des arguments forts. De l'autre côté des Pyrénées, la revendication autonomiste a été sérieusement prise en compte, et les moyens employés par les extrémistes nuisent à leur cause en même temps qu'ils ébranlent les fondements d'une société démocratique.

A. L.

(Lire la suite page 9.)

TCHAD : N'Djamena refuse des observateurs du Bénin (lire page 4)

ONU : M. Reagan souhaite des négociations « constructives » avec l'URSS (lire page 3)

L'ÉLECTION DE M. GISCARD D'ESTAING

Endiguer la vague barriste

M. Valéry Giscard d'Estaing a été élu le 23 septembre député du Puy-de-Dôme. L'ancien président de la République a obtenu 63,24 % des suffrages dans la deuxième circonscription du département.

En dépit d'un fort taux d'abstentions, M. Valéry Giscard d'Estaing peut être très satisfait du résultat qu'il a obtenu dimanche dans la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme. Ce succès lui permet d'effectuer dans de bonnes conditions son retour à l'Assemblée nationale, où il retrouvera MM. Chirac et Barre. Il lui donne un sérieux « coup de pouce » à un moment où il plafonne dans les sondages, tandis que M. Raymond Barre poursuit son ascension. Il peut l'aider à clarifier une démarche qui, depuis 1981, a pu paraître à maints égards incertaine.

Pensant qu'il manquait à la France « *une idée juste pour l'avenir* », l'ancien président de la République a, au début de cette année, publié *Deux Français sur trois*. Si ce livre a été vendu à plus de cent cinquante mille exemplaires, il n'a pas, néanmoins, permis à M. Giscard d'Estaing de se remettre en selle, comme il pouvait le souhaiter.

Son image, le rôle qu'il peut jouer dans l'avenir, restent flous aux yeux de l'opinion. Veut-il prendre la tête d'un parti, ou rester en dehors, au-dessus de la mêlée ? Quelle politique propose-t-il, qui serait différente de la politique menée pendant son septennat ? Quel est ce nouveau libéralisme, plus « *chaleureux* », qu'il prône ? Et en quoi est-il lui-même différent du président battu de 1981, qui s'était trop coupé de l'opinion ?

Le fait de retrouver son siège de député à l'Assemblée nationale peut aider l'ancien président de la République, ne serait-ce que parce que cette élection lui confère une nouvelle légitimité et qu'il trouve au Palais-Bourbon une tribune qui, selon M. Michel Poniatowski, est « *incomparable et nécessaire au regard des années très difficiles que nous allons vivre* ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Tour

On le disait en mauvaise forme. Ses concurrents croyaient l'avoir lâché pour toujours, et puis, dimanche, il s'est offert un come-back éblouissant. Faux plats, bosses, virages : rien n'y fit. Il avait mis le grand braquet et a remporté l'épreuve en solitaire avec un brio qui ne pouvait laisser personne indifférent.

Dans la course contre la montre où il est engagé, le grand champion du tour – du premier tour – Valéry Hinault d'Estaing a montré qu'il faudrait compter encore avec lui pour le prochain grand prix de la nation, en 1986.

BRUNO FRAPPAT.

LA MORT DE PIERRE EMMANUEL

La gloire et le défi

Le poète Pierre Emmanuel est mort, samedi 22 septembre à Paris, à soixante-huit ans, des suites d'une longue maladie.

Poète exigeant, Pierre Emmanuel n'était pas de ces créateurs qui se murent dans leur œuvre et se détournent du siècle. Ce Gascon enthousiaste rêvait de voir la poésie envahir la vie, s'emparer des pouvoirs, subvertir la société. Il poursuivait le rêve né dans les maquis de la Résistance que la victoire de la liberté s'accompagne d'une révolution culturelle. Il crut en entendre les échos dans les clameurs étudiantes de mai 68. « *Si nous sommes incapables de leur parler, du moins devons-nous les écouter* », écrivait-il dans un article intitulé « La *révolte* des orphelins », paru dans *le Monde* du 29 mai 1968.

Mais pour ce gaulliste de toujours, la rénovation sociale et spirituelle ne pouvait se faire dans le désordre de la rue. Il pensait plutôt à un pouvoir éclairé qui saurait, avec grandeur et générosité, donner les impulsions décisives, et entraîner les forces vives de la nation. D'où ce rôle de « réformateur officiel » que joua Pierre Emmanuel dans les vingt dernières années, accumulant les présidences et les missions officielles.

Toutefois, cet esprit inquiet ne pouvait se satisfaire de vivre dans les honneurs et Pierre Emmanuel était aussi prompt à couper les ponts, à reprendre sa liberté qu'à accepter de se jeter dans la mêlée et de prêter son nom aux causes qui lui semblaient nobles. On ne compte plus les institutions dont il démissionna – tantôt avec fracas, tantôt sur la pointe des pieds : la commission de réforme de l'enseignement du français, le Conseil de développement culturel, l'Institut national de l'audiovisuel... sans parler de la plus prestigieuse d'entre elles : l'Académie française qu'il quitta volontairement pour manifester son opposition à un choix qu'il désapprouvait. Ce geste sans précédent symbolisait assez bien ce mélange de gloire et de défi qui était le sien.

Se faisant du peuple et de la culture une idée ambitieuse, Pierre Emmanuel rêvait d'une société purifiée, réconciliée, où les forces de la création et de l'imagination seraient enfin libérées. Où les hommes, délivrés de la peine et de la médiocrité, seraient tous poètes...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire page 22 l'article d'HUBERT JUIN.)

« LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

Dans la série de nos suppléments sur les matières premières :

Le plomb et le zinc

LIRE PAGES 17 A 21

B. D.

Galerie du Perche, 7, rue du Perche, 75003 Paris. Tél. : 277-21-13.

Galerie Glenat, 15, rue La Fayette, 75009 Paris. Tél. : 246-93-81.

La Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris. Tél. : 320-14-20.

Du 25 au 30 septembre : exposition d'originaux et d'agrandissements de planches de Bilal, Christin ; Rochette, Lob ; Cabanes ; Eberoni, Rodolphe ; Marc Caro ; Florence Cestac ; Louste ; Philippe Paringaux ; Vuillemin, Setrover ; Varenne, Ben Radis, Dodo ; Jean Teulé, Jean Vautrin ; Loisel, Serge Le Tendre ; Margerin ; Jean-Louis Floch ; Ted Benoit ; Tramber, Jano ; Annie Goetzinger, Dionnet, Golo, Franck ; Kent Hutchinson ; Fred Mercier ; Farid Boudjellal ; Olivier Taffin ; Tito Bucquoy ; Laurent Vicomte, [illegible] ; Jean-Claude Denis ; Michel Blanc-Dumont, Laurence Harlé, Baru ; Floch, Rivière ; Truchaud ; Martin Veyron.

FANZINES

Librairie Palissades, 21, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél. : 326-27-81.

Du 25 septembre au 15 octobre : expositions et ventes de fanzines du monde entier.

Espace Kiron, 10, rue de la Vacquerie, 75011 Paris.

Exposition de deux [illegible] : Nina Childress, [illegible] et Muzo, Loïs Plage.

Le 25 septembre à 15 h 30 : [illegible], par la Cie Entr[illegible].

Le 26 septembre à 15 h 30 : [illegible] Fargas », chorégraphie et danse par Stéphane Aubin [illegible] vide », par Mark Tompkins et [illegible].

Le 27 septembre à 15 h 30 : « Les Autres chose », par la Cie Jean-Gaudin.

La Ménagerie de verre, 12, rue Lechevin, 75011 Paris. Tél. : 338-33-44.

Prix des places : 50 F.

Le 30 septembre à 20 h 30 : « Trahisons » par la Cie de Mark Tompkins et « Créacon », duo chorégraphié et dansé par Jacques et Dena Taffanel, pièce chorégraphique de la Cie Contrajour d'Odile Duboc.

PERFORMANCE

Galerie Jean et Jacques Donguy, 57, rue de la Roquette, 75011 Paris.

Entrée libre.

Le 25 septembre à 19 heures : Elisabeth Morcellet.

Le 26 septembre à 19 heures : Narcisse Fiala.

Le 27 septembre à 19 heures : Suzanne Ventura et Bo Medecin.

Le 28 septembre à 19 heures : Monique Hébré.

Le 29 septembre à 19 heures : Nijinsky et Suhem.

MOBILIER CONTEMPORAIN

Duo sur canapé - Espace-Temps, 3, rue de Turbigo, 75003 Paris.

Entrée libre.

Du 25 au 30 septembre, de 10 h 30 à 13 h et de 14 h à 19 h : Mobiliers futurs d'Anne Varone.

VIDÉO

Escurial Panorama, 11, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris. Tél. : 707-28-04. Prix des places : 30 F.

Les 25, 26, 27 et 28 septembre avec [illegible] : Nuits de la vidéo [illegible] Maîtres du Monde [illegible] New Musée, Fondation [illegible] Pierre Marsau, Jean-Francis Sévéhon et Albert Papermann.

Remerciements : [illegible]

Le Monde

idées

Une pierre dans les eaux de l'histoire

Nous avons publié de nombreux récits et témoignages sur la libération de Paris. En voici un nouveau, que nous adresse M. Marcel Bleustein-Blanchet, président de Publicis.

par MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET

PERSONNE n'a rappelé les circonstances très particulières dans lesquelles a été diffusé sur les antennes de la BBC, le 23 août 1944, le fameux communiqué qui annonçait par anticipation que la capitale s'était affranchie du joug allemand. Je connais très bien cette affaire. Et pour cause. C'est moi qui suis à l'origine de cette diffusion, comme je le raconte dans *les Ondes de la liberté*.

J'étais à l'époque officier de presse du général Kœnig à Londres. En ce 23 août 1944, vers 11 h 30 du matin, j'étais en train de rédiger, comme chaque jour, le communiqué destiné à l'émission « Les Français parlent aux Français », qui passait à l'antenne à midi, lorsque le planton m'a annoncé qu'un certain M. Maurice demandait à me voir. Je ne connaissais aucun M. Maurice et je demandai vertement qu'on veuille bien ne pas me déranger, lorsque Georges Boris, représentant à Londres du Comité d'action du gouvernement d'Alger, est entré d'autorité dans mon bureau. C'était un homme froid et distant, qui n'avait pas pour habitude de faire des visites à un simple lieutenant comme moi. « *Je suis venu*, me dit-il, *vous remettre un communiqué de la plus haute importance, qui doit absolument passer sur l'antenne aujourd'hui, avant que ne paraissent les éditions de la presse anglaise. Débrouillez-vous pour obtenir le visa du SHAEF, c'est de la plus haute importance, vous m'entendez, Blanchet ?* » Je connaissais assez Georges Boris pour savoir qu'il n'était pas homme à plaisanter.

Seul devant une décision essentielle

Le SHAEF était le quartier général des forces alliées, à la censure duquel nous devions transmettre impérativement tous nos textes. J'ai lu le texte que me tendait Boris et j'ai manqué tomber de ma chaise : on y annonçait que Paris venait d'être libéré par les FFI !... le 23 !

Seul devant un texte élaboré par je ne savais qui, et rédigé hors des autorités habituelles, et la première seconde de joie passée, j'ai commencé à me poser des questions. J'étais bien placé pour connaître les événements qui se déroulaient sur le sol français. Nous étions tenus au courant heure par heure au quartier général du général Kœnig, commandant en chef des Forces françaises de l'intérieur, du développement des opérations militaires. Deux divisions SS, rameutées de Hollande, étaient en train de descendre vers la capitale, tandis que Leclerc, à la tête de ses blindés, fonçait dans la même direction pour tenter de les prendre de vitesse. Mais je n'avais entendu parler ni de près ni de loin d'une libération de Paris par les FFI.

J'ai demandé à Boris : « *Pouvez-vous m'indiquer vos sources ?* » Il a eu une expression encore plus énigmatique que d'habitude. « *Tout ce que je vous demande*, dit-il, *c'est de vous débrouiller pour avoir le visa du SHAEF.* »

Pour avoir le visa du SHAEF, il fallait en priorité celui du général Kœnig. J'ai galopé jusqu'à son bureau. Pas de général Kœnig. Alors le chef d'état-major ? Pas de chef d'état-major. Il est vrai que nous devions quitter l'Angleterre le lendemain 24 août à 6 heures du matin. Tout le monde devait être occupé à faire ses bagages. Si bien que je me retrouvai seul pour prendre une décision dont je comprenais bien qu'elle était d'une importance capitale.

Consulter le SHAEF sous ma seule responsabilité ? Je me doutais que le visa me serait refusé à tout coup. D'ailleurs je n'avais plus le temps. Les minutes avaient passé, et André Gillois, porte-parole à la radio, chargé de transmettre les communiqués du général Kœnig, m'appelait comme d'habitude juste avant le début de l'émission, pour que je lui donne le texte du communiqué quotidien. Que faire ? Je me suis dit : « *Tant pis, je fonce* », et je lui ai lu le texte de Boris. André Gillois a été fou de joie, comme on peut l'imaginer. « *Vous avez eu le OK du général Kœnig et celui du SHAEF ?* m'a-t-il demandé. – *Je l'ai. C'est OK.* »

A 12 h 30, j'ai entendu André Gillois lire le message d'une voix triomphante au micro de la BBC. A 12 h 35, deux téléphones se sont mis à sonner en même temps dans mon bureau. Je les ai décrochés tous deux et j'ai reçu dans mon oreille un chapelet d'imprécations. A gauche, le responsable du SHAEF m'injuriait. A droite, un général américain de l'état-major d'Eisenhower demandait des explications d'une voix tonnante.

Les cloches de toutes les capitales

Heureusement, le colonel Vernon (de son vrai nom Ziegler, devenu par la suite PDG de Sud-Aviation et général) est entré dans mon bureau à la même seconde. Lui ayant expliqué brièvement mon acte et le risque que j'avais pris, Vernon, énigmatique et probablement dans la confidence, a accepté de répondre pour moi aux deux généraux en colère. Je ne sais pas comment il s'y est pris pour les calmer : on venait de m'appeler sur une troisième ligne. Et là, j'avais au bout du fil un standardiste affolé qui m'a dit : « *J'ai en ligne M. Anthony Eden, ministre des affaires étrangères qui réclame de toute urgence le général Kœnig. Qu'est-ce que je dois répondre ?* ». J'ai crié : « *Répondez que vous ne trouvez personne !* »

Est-ce que vous avez déjà jeté une pierre dans un étang poissonneux ? Les eaux qui paraissaient bien tranquilles se mettent tout à coup à grouiller. Nous, nous avions jeté une pierre dans les eaux de l'histoire. Quel remue-ménage !

Mais quelques minutes plus tard, j'ai entendu à la radio les cloches de toutes les capitales qui sonnaient à la volée pour célébrer la libération de Paris, et j'ai été aussi ému que si je n'avais pas été dans le secret de cette vraie fausse nouvelle. Après tout, elle n'anticipait que de vingt-quatre heures sur l'événement.

Un résultat fulgurant

Finalement, en annonçant à l'avance la libération de Paris, Georges Boris, chef du cabinet du ministre d'Etat à l'intérieur, à l'époque E. d'Astier de la Vigerie, avait accompli un acte d'une grande valeur politique et militaire. Georges Boris et ses amis affirmaient devant le monde entier l'importance du rôle joué par les FFI ; ils jetaient le doute chez les Allemands et ils donnaient à l'insurrection parisienne le plus extraordinaire des encouragements puisqu'ils l'obligeaient en quelque sorte à ressembler au tableau qu'ils en avaient fait. Bref, ils déclenchaient à la fois les conséquences de l'événement et l'événement lui-même.

Quelqu'un qui était bien placé pour juger, Chaban-Delmas, a écrit dans son livre, *la Libération* : « *L'effet de ce texte, orienté par la volonté de souligner la capacité de la France à se prendre en charge, avait été fulgurant : une heure plus tard tout Londres était dans la rue pour saluer Paris libéré ! Il s'agissait maintenant, sous peine de catastrophe militaire et politique, de faire coller la réalité à ce discours audacieux.* »

Une pareille accélération de l'histoire aurait-elle été possible sans la radio ? Sûrement pas. Toute parole est action ; dans des circonstances comme celle-là, on dirait que la parole se solidifie, qu'elle devient dure comme pierre ou comme balle et qu'elle frappe.

Le lendemain matin, j'ai retrouvé le général Kœnig sur le terrain d'atterrissage du Mans, où son avion venait de se poser un peu avant le nôtre. J'ai essayé de l'éviter en me dissimulant derrière une aile de l'appareil, mais il m'a aperçu et il m'a fait venir à l'écart pour me demander : « *Est-ce que vous vous rendez compte de ce que vous avez fait ? Vous mériteriez la cour martiale.* »

Il parlait sévèrement, mais il avait dans l'œil un sourire qui m'a donné à penser qu'il n'était pas tellement mécontent.

LU

« PROCHE-ORIENT : UNE GUERRE DE CENT ANS », d'Alain Gresh et Dominique Vidal

Pour démêler l'écheveau

QUI n'est pas dérouté par la conjoncture au Proche-Orient ? Même les spécialistes ont parfois du mal à dénouer l'imbroglio où des nationalismes exacerbés se mêlent aux intrigues de puissances, l'irrationnel aux calculs machiavéliques. Les œuvres consacrées à cette région sont innombrables. Mais, pour la plupart, elles ne traitent que d'un aspect de la tragédie permanente qui se joue dans une région, berceau des trois religions monothéistes, laquelle aurait pu être, dans l'absolu, une terre de rencontre et non d'affrontement.

Deux journalistes, Alain Gresh et Dominique Vidal, se sont attelés à la tâche d'écrire « *un livre accessible sans être pour autant simplificateur, global, tout en intégrant les aspects spécifiques* », destiné tout autant au lecteur averti qu'à celui qui souhaite s'initier. Ils ont largement atteint leur objectif. Leur *Proche-Orient : une guerre de cent ans* est une sorte de fresque qui décrit, et rassemble, parce que imbriqués, les divers conflits qui ne cessent de déchirer des peuples, pourtant profondément pacifiques. Il en ressort que juifs, Arabes, Palestiniens, Libanais, ne sont pas victimes d'une fatalité, mais d'un concours de circonstances locales, régionales et internationales que les auteurs exposent et analysent sur une toile de fond historique, souvent méconnue ou oubliée. La démarche des deux journaliste est conçue pour démêler l'écheveau, fil à fil. Les chapitres, dans leur succession, mettent à nu les racines de la confrontation, décrivent les aspirations et les contradictions du peuple israélien, puis le drame vécu par les Palestiniens, dans leur dispersion ou sous l'occupation, montrent comment sont venues se greffer la crise libanaise et les manœuvres discordantes des Etats arabes et des puissances étrangères, en particulier les Etats-Unis. Des cartes et des tableaux, une chronologie, une bibliographie, des notes descriptives sur les organisations et sur les partis politiques palestiniens et libanais, les divers plans de paix présentés par des puissances étrangères, s'ajoutent en annexe, pour clarifier le tableau.

Ceux qui s'intéressent tout particulièrement au mouvement palestinien pourront utilement se référer à la thèse de doctorat d'Alain Gresh, consacrée à *l'OLP, histoire et stratégies* (1). D'une tout autre facture que le précédent, cet ouvrage retrace ici avec la précision de l'horloger l'histoire de la centrale des fedayins. A l'appui de textes – résolutions, discours, articles autorisés qu'il a lus dans le texte, en arabe – et d'entretiens qu'il a menés lui-même avec les principaux dirigeants de la résistance, l'auteur enregistre et explique les succès et les revers, l'évolution notable intervenue dans l'idéologie de l'OLP. Engagé mais non partisan, il met en lumière l'incapacité de l'organisation de M. Yasser Arafat à prendre une initiative audacieuse pour faire aboutir le compromis qu'elle souhaite : un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Paralysée par ses contradictions internes et par les pressions qu'elle subit de la part de ses « alliés » arabes, l'OLP se résigne à réagir, négativement ou positivement, aux plans de paix élaborés à Washington, à Moscou, à Ryad ou à Amman. Alain Gresh ne fait pas mystère de son engagement : il dédie son livre à Issam Sartaoui et à Henri Curiel – initiateurs, à Paris, dès 1976, du dialogue entre l'OLP et des personnalités sionistes, – tous les deux « *morts pour que vivent en paix les peuples palestinien et israélien* ».

ÉRIC ROULEAU.

★ Éditions sociales, 207 pages, 85 F.

(1) *Editions Spag-Papyrus*, 293 pages, 89 F.

LETTRES AU Monde

Juridiquement impossible

A propos de l'article « Deux actes courageux » (*le Monde* du 19 septembre), Philippe Pétain a tenu, dans la première guerre mondiale, un rôle important du point de vue militaire, mais cette activité ne peut juridiquement être rattachée à sa mort, survenue après la deuxième guerre mondiale, dans des circonstances liées à son rôle *politique* pendant cette dernière, en qualité de *civil*.

Il n'est pas douteux que l'officier général en question, s'il était mort pendant la première guerre mondiale, aurait eu des titres à la gratitude et au respect de tous les Français et à l'inhumation à titre perpétuel dans un « cimetière national ».

L'homme politique – la même personne – décédé après la deuxième guerre mondiale ne remplit pas cette condition essentielle et primordiale.

YVONNE AUBERT
(Paris).

Encore Victor Serge...

Suite à la lettre « A propos de Victor Serge » de Roger Hagnauer (*le Monde* du 19 septembre), je vous signale que Victor Serge ne resta pas en prison de 1913 à 1917, quoiqu'il eût été condamné à cinq ans de réclusion pour son refus de délation, mais [qu'il] fut libéré l'hiver 1914. Il était resté une quinzaine de mois en cellule. Il gagna ensuite Barcelone (voir le chapitre « Les mémoires d'un révolutionnaire » dans le livre d'Emile Becker : *la Bande à Bonnot*. Nouvelles Editions Debresse, 1968).

GÉRARD LEMAIRE,
écrivain
(Ermont).

Le Chili, trop loin ?

A propos de la lettre de M. Lowell Bennett (*le Monde* du 19 septembre), pourquoi des quotidiens allemands, britanniques, espagnols et... français feraient-ils leur « une » sur le Chili et non *le Monde* ?

En vingt mois, depuis janvier 1983, 150 Chiliens ont été tués du fait de la répression ; il y a eu jusqu'à 800 000 manifestants à Santiago (nov. 1983), des centaines de blessés, des milliers d'arrestations lors des dix *protestas*, sans parler des 30 % de chômage, de la misère, de la dénutrition tant ignorées, méprisées du pouvoir militaire, qui fait tirer sur les *pobladores* : mort du Père André Jarlan.

Les révoltes, luttes, espoirs, la solidarité des [et avec les] peuples d'Amérique centrale et du Sud devraient-ils – selon M. Bennett – être minimisés ?

MICHEL MORIN
(Caluire).

L'austérité à l'hôpital

Je m'étonne de ne pas voir dans vos colonnes s'instaurer un débat sur les problèmes que pose l'austérité appliquée à l'hôpital.

Le malade a vu d'abord apparaître le forfait hospitalier, qui lui coûte 21 francs par jour, comme pour l'encourager à ne pas rester trop longtemps dans ce lieu de délices ! Passons. Au dernier conseil d'administration du CHU de Tours, les administrateurs ont appris que les travaux d'entretien, de peinture, de rénovation de locaux vétustes sont remis aux calendes grecques, l'augmentation permise du budget pour l'année étant de 6,1 %. Mieux encore, on nous apprend que, le budget prothèse étant presque épuisé en juillet, il ne sera plus possible de se faire poser à Tours un cristallin artificiel avant le budget 1985 ; en effet, il faut garder de l'argent pour les piles cardiaques, qui, elles, sont plus urgentes.

Toujours dans la même séance nous avons appris qu'un certain nombre de budgets seront épuisés avant la fin de l'année, tels les radio-éléments permettant des dosages sanguins, les papiers radiographiques et certains médicaments dont les prix ont augmenté de 10 %, voire 20 %.

En tant que médecin très attaché au secteur public, je suis donc inquiet de ces mesures qui ont été prises à Tours.

Pr JACQUES LANSAC
(Tours).

Verlan

A défaut que le langage de l'honneur soit remis à l'endroit, l'honneur du langage s'en remet au verlan.

Ainsi une publicité de voiture vient-elle nous brancher sur le « chébran », et un film nous convaincre qu'à l'écran les pourris étaient devenus des « ripoux ».

D'où il s'ensuit que, pour se marier, un mort vaut bien un vivant ; que l'inceste frère-sœur n'est pas plus inquiétant que l'inceste sœur-frère ; que, somme toute, en politique, il suffit de mettre la gauche au verlan pour en faire une droite à l'envers.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner : cette logique transparente est celle des jeux de miroirs.

MICHEL MATHIEU
(Paris).

Un carcan de contrôles

Pierre Drouin parlait de révolution dans nos mœurs, en envisageant une dissociation entre le diplôme et la garantie du savoir qu'il est censé représenter (*le Monde* du 14 septembre). Il y a un domaine où cette révolution a eu lieu sans qu'on en parle et où, me semble-t-il, on attente aux libertés : c'est celui des analyses médicales. Qu'on en juge.

En 1975 était votée une loi réglementant la biologie médicale. Elle instaurait, par l'envoi d'échantillons à analyser, un contrôle mensuel, obligatoire et onéreux de la qualité des analyses médicales, qui bien entendu est devenu un contrôle de connaissances. Les erreurs ou insuffisances sont passibles de sanctions allant jusqu'à la fermeture du laboratoire. La correction des épreuves, informatisée, est, pour le moment, surveillée par d'éminents professeurs, mais rien n'interdit à l'administration d'intervenir automatiquement après une mauvaise note donnée par l'ordinateur. On en prend d'ailleurs le chemin, puisque, depuis quelques mois, cette correction, qui était auparavant signée, ne l'est plus.

Les biologistes sont tellement convaincus de l'intérêt d'un contrôle de qualité pour comparer les techniques, les appareils et les hommes, qu'ils ont créé bien avant 1975 des groupements régionaux de contrôle ; il eût suffi de rendre l'appartenance à l'un d'eux obligatoire.

Le carcan législatif nous étouffe, sans autre résultat. Si, pour changer, on essayait de faire confiance, simplement ?

ROBERT MESCHARÈS,
pharmacien-biologiste
(Paris).

Le napalm des uns et des autres

La deuxième chaîne nous a repassé le 15 septembre l'interview d'une jeune Vietnamienne (elle a maintenant vingt ans) qui avait été « napalmée » par les Américains en 1972 (par bombardement). Et j'ai essayé – vainement – d'imaginer à partir de cet exemple comment une telle interview, portant sur une jeune Afghane de huit ans « napalmée » cette année par les Soviétiques, pourrait être programmée vers 1996 sur une chaîne de télévision.

ÉTIENNE GOT
(Rouen).

Histoire courte

Au mois d'août, comme je traversais un bidonville de Calcutta, j'ai fait la connaissance d'un homme qui venait de perdre un de ses enfants, atteint par le choléra. Sa femme était décédée la veille, en couches, affaiblie par la faim. Ce jour-là il venait de vendre un autre de ses enfants à un industriel qui se chargeait de l'occuper douze heures par jour. Lui-même était tuberculeux comme d'innombrables Indiens.

« *Mon ami*, lui ai-je dit, *savez-vous que la réduction instrumentale et cognitive à une unilatéralité du concept moderne de la rationalité reflète la réduction à une unilatéralité d'un univers modernisé dans le cadre du capitalisme ?* »

Devant ses yeux ronds, j'ai bien vu qu'il n'avait pas lu la prose limpide de M. Jurgen Habermas, parue dans *le Monde* daté 5-6 août.

J'ai changé de sujet.

« *Au moins*, ai-je ajouté, *vous ne disconviendrez pas que la querelle qui divise les Français à propos des écoles laïque et libre confine à une grandeur tragique ?* »

Devant son visage fermé, j'ai bien vu que personne n'a le souci de nos graves problèmes.

Heureusement qu'il y a *le Monde* pour en parler, en reparler, en rereparler.

PIERRE ANDRÉ
(Pont-d'Ucel).

Morale et politique

Quelle intolérance pousse donc *le Monde*, depuis quelques semaines, à multiplier les injonctions à l'encontre du pape ou des cardinaux jugés conservateurs ? Les positions de Mgr de Roo en faveur d'une politique de l'emploi à court terme plutôt qu'à long terme (réduction de l'inflation) paraissent beaucoup plus « politiques », contrairement à ce que vous prétendez, que celle du cardinal Carter contre l'avortement. Comme vous l'indiquez, aucun des deux grands partis rivaux ne met en question la liberté d'avorter. Il s'agit donc bien, de la part du cardinal Carter, d'une opposition morale, d'un *non possumus* dans la grande tradition de l'Eglise.

Quant au Père Cardonnel (*le Monde* du 13 septembre), pourquoi *se croit-il autorisé à parler au nom des « pauvres » ?* A coup sûr, les victimes de la révolution culturelle chinoise ou de l'annexion du Vietnam par Hanoï, qu'il a toutes deux approuvées, ces victimes ne font pas partie de « ses » pauvres, de même que les mal-pensants d'hier ne faisaient point partie des pauvres de la dame patronnesse...

GUY LEROUX
(Perros).

Gaspillage

Le 14 mai dernier, nous avons fait parvenir au Trésor un chèque de 14767 F représentant le deuxième tiers provisionnel. Quelle ne fut pas notre surprise de constater sur notre relevé bancaire que celui-ci n'a été encaissé par le Trésor que le 30 août dernier !

Ainsi, cette attitude désinvolte, reproduite des milliers de fois, entraîne des pertes considérables pour l'Etat, qui a aujourd'hui tant de mal à boucler ses comptes...

FABIENNE HINI-CHAPUIS
(Marseille).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 350 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

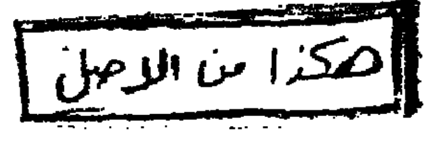
Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

M. Reagan se dit prêt à des négociations « constructives » avec l'Union soviétique

De notre correspondant

New-York. — Une très aimable poignée de mains entre MM. Reagan et Gromyko a ouvert, en avant-première, dimanche 23 septembre, la grande semaine de la reprise de contacts soviéto-américains. La rencontre — la première entre M. Reagan et un membre de la direction soviétique — avait provoqué une vive curiosité.

Le président des Etats-Unis recevait en début de soirée, dans les salons du Waldorf Astoria, les personnalités étrangères venues assister à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies. Quel visage allait arborer le ministre soviétique des affaires étrangères ? Le voilà qui s'avance, point de mire de cent objectifs, dans la foule des invités défilant devant les hôtes américains. Un sourire et quelques mots pour la très antisoviétique ambassadrice à l'ONU, Mme Kirkpatrick et, eh oui, un très large sourire pour M. Reagan avec lequel il échange brièvement une dizaine de répliques. Sourire encore pour Mme Reagan, et sourire toujours pour M. Shultz auquel M. Gromyko va donner, après quelques phrases, une petite tape, familièrement complice, sur l'épaule.

Un peu plus tard — et cela ne devait rien au hasard, — MM. Reagan et Gromyko auront, entre deux buffets, cinq minutes de conversation « *amicale et animée* », selon le porte-parole du président. Le premier se félicite de la perspective de leurs entretiens de vendredi prochain à la Maison Blanche, le second dit attendre avec intérêt le discours de son interlocuteur, ce lundi après-midi (heure de Paris), devant l'ONU. Bref, l'atmosphère est aussi bonne qu'elle pouvait l'être après quatre années — cinq en comptant la dernière du mandat de M. Carter — de phrases glaciales entre les deux superpuissances.

Le rôle de l'URSS au Proche-Orient

A lui seul, le déroulement de cette réception diplomatique donne à M. Reagan l'avantage électoral qu'il espérait. Preuve est faite que sa politique n'a pas rendu impossible tout contact avec l'URSS, et cela ne fait pas l'affaire de M. Mondale.

Mais après ? Prudents et se gardant de laisser espérer une solution rapide de toutes les tensions, les officiels américains font tout pour suggérer que cette semaine sera, côté américain, celle de la bonne volonté et de la recherche du dialogue. Certains, comme l'ambassadeur à Moscou, M. Hartman, disent douter que M. Gromyko soit arrivé avec des propositions précises en tête. D'autres laissent entendre qu'un « marché » a déjà été esquissé entre le Kremlin et la Maison Blanche car M. Gromyko n'aurait, autrement, « *pas fait pareil cadeau* » à M. Reagan. « Marché » ou pas, il paraît, en tout cas, vraisemblable qu'au-delà des sourires des choses bougent.

Dans sa brève allocution prononcée au Waldorf, M. Reagan a fait ainsi un éloge remarqué de l'Organisation des Nations unies, que l'équipe républicaine ne s'était jamais privée de dénoncer comme inefficace et biaisée par les « *majorités automatiques* » en faveur des thèses soviétiques ou tiers-mondistes. « *Les Etats-Unis croient toujours fermement que nous pouvons améliorer, dans le cadre de cette institution, les chances de paix sur la planète* », a déclaré le président américain, annonçant par là, disait-on, qu'il affirmerait devant l'Assemblée générale la volonté de Washington de coopérer avec l'ONU dans la recherche de solutions aux crises régionales.

Cette évolution paraît d'autant plus notable que M. Shulz avait, auparavant, souligné, dans une conférence de presse, que son pays souhaitait que l'amorce du dialogue avec l'URSS ne portât pas seulement sur le contrôle des armements, mais aussi sur les conflits régionaux — notamment celui du Proche-Orient. Or il ne semble pas qu'il se soit agi là d'un souhait d'ordre général, car on a appris, dans le même temps, que le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, M. Richard Murphy, qui avait été envoyé à Beyrouth après l'attentat de jeudi contre l'ambassade américaine, s'était rendu dimanche à Damas. Le matin même, le *New York Times* avait publié un entretien avec M. Shamir dans lequel le ministre des affaires étrangères israélien demandait aux Etats-Unis de servir à son pays d'« *intermédiaire* » avec la Syrie pour permettre à Israël de se retirer du sud du Liban avec des garanties de sécurité pour sa frontière nord. M. Shamir n'exigeait plus dans cet entretien un retrait simultané des Syriens du Liban. Il est prévu qu'il rencontre début octobre MM. Shultz et Reagan, dont il espère obtenir, pour faire face à la crise économique israélienne, une augmentation massive de l'aide américaine.

Dimanche après-midi, M. Reagan a déjeuné avec le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar. Au menu, la mission que vient d'effectuer au Proche-Orient M. Urquhart, le secrétaire général adjoint de l'organisation. Selon M. Urquhart, Damas admettrait aujourd'hui les préoccupations de sécurité israéliennes et une négociation serait donc possible.

La question du rôle de l'URSS dans la région se posant d'elle-même en raison des liens entre Damas et Moscou, M. Shultz a déclaré. « *Nous sommes toujours contents lorsque quiconque joue un rôle positif. Il faut voir*, a-t-il ajouté, *ce que nous pouvons faire. C'est important pour les deux pays.* »

La politique constante du gouvernement républicain avait été jusqu'à maintenant d'empêcher à tout prix l'URSS d'interférer dans le jeu proche-oriental. Aujourd'hui, Israël s'essouffle au Liban du Sud, l'Egypte a renoué avec Moscou, où le roi Hussein de Jordanie s'apprête à faire une visite officielle, et Washington, chassé de Beyrouth en février dernier par la pression syrienne, n'est plus à même d'y assurer la sécurité de ses diplomates.

Le dossier proche-oriental est à suivre en tout cas avec d'autant plus d'attention que l'équipe républicaine n'est totalement pro-israélienne que depuis la débâcle libanaise et le début de la campagne électorale américaine, et que Jérusalem a un besoin pressant de l'aide économique de Washington.

L'un des autres problèmes régionaux qui sera abordé sera celui de l'Amérique centrale, où, selon Washington, l'URSS aurait lourdement augmenté, depuis un an, ses livraisons d'armes. M. Reagan devrait soulever cette question « *très fermement* » devant M. Gromyko.

Des concessions américaines sur les armements

Pour ce qui est enfin du plus gros chapitre, le contrôle des armements, à propos duquel Moscou veut obtenir une limitation des efforts américains sur les armes spatiales, il semble de plus en plus que Washington soit prêt à des concessions. *Newsweek*, citant cette semaine un haut responsable américain, affirme ainsi que les Etats-Unis accepteront de reprendre dans un autre cadre les négociations de Genève, quittées par les Soviétiques à la fin de l'année dernière. L'hebdomadaire croit également savoir que M. Reagan penserait, pour montrer sa bonne volonté, à nommer « *coordonnateur* » de l'ensemble des négociations sur le contrôle des armements le général Scowcroft, une personnalité modérée qui a l'appui de très nombreux démocrates.

Dernier point — le principal, s'il se vérifiait, — M. Reagan serait, dit-on officieusement, enclin à soutenir contre le département de la défense, M. Shultz et M. McFarlane, son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, qui sont tous deux partisans d'accepter un moratoire sur les essais d'armes antisatellites. Ce moratoire serait proclamé dès lors que reprendraient les négociations soviéto-américaines, qui porteraient aussi bien sur l'espace que sur les armements stratégiques et à moyenne portée. « *L'Amérique* [devait dire lundi M. Reagan devant l'ONU] *a rétabli sa force. Nous avons redonné vigueur à nos alliances et à nos amitiés. Nous sommes prêts à des négociations constructives avec l'Union soviétique.* » Reste à connaître les dispositions du Kremlin et à savoir si cette ouverture survivra à l'élection présidentielle.

BERNARD GUETTA.

Washington juge « positive » la signature du plan de Contadora par Managua

M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, a qualifié, dimanche 23 septembre, de « *développement largement positif* » l'annonce faite par le gouvernement de Managua qu'il est prêt à signer le plan de paix proposé par les pays du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama). Ce plan n'a pas été rendu public mais on précise, de source diplomatique, qu'il prévoit le départ de tous les conseillers militaires étrangers en Amérique centrale, des élections libres, une amnistie politique pour les opposants, et le refus de soutenir des groupes armés engagés dans des actions contre les différents Etats de la région. Le plan interdit la construction de bases étrangères en Amérique centrale.

M. Shultz a cependant souligné que le plan de paix du groupe de Contadora laissait de côté un certain nombre de questions. La décision de Managua a d'autre part causé une certaine surprise aux Nations unies où les représentants du gouvernement sandiniste reprochaient au dernier plan de Contadora de « *limiter de droit à le défense du Nicaragua* ». M. Duarte, président du Salvador, en visite officielle à Panama, a exprimé, dimanche, des doutes sur la sincérité des dirigeants de Managua. Il a ajouté que son gouvernement était également disposé à signer le document.

A Managua, le conseil suprême électoral a précisé que la Coordination démocratique (principale coalition d'opposition) pourrait, si elle le souhaitait, présenter ses candidats aux élections du 4 novembre jusqu'au 30 septembre. La date de clôture des inscriptions a déjà été repoussée trois fois. Mais l'un des porte-parole de la Coordination a déclaré, dimanche, que les agressions perpétrées par des groupes de sandinistes contre les réunions électorales de la Coordination laissaient peu d'espoir de participation. — (*AFP, Reuter, AP, UPI.*)

Pékin présente comme « francs, calmes et sobres » les entretiens à New-York de MM. Gromyko et Wu Xueqian

De notre correspondant

Pékin. — L'agence Chine nouvelle n'a réagi que par de brefs communiqués aux deux rencontres à New-York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, entre le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, et son homologue soviétique, M. Gromyko.

Les entretiens des deux hommes ont été « *francs* », ce qui signifie, en clair, qu'ils se sont dit l'un à l'autre leurs quatre vérités. En y ajoutant le qualificatif de « calmes », Chine nouvelle laisse entendre qu'il n'en a pas toujours été ainsi dans les rencontres sino-soviétiques précédentes, tenues au niveau des vice-ministres. Ils ont aussi été « *sobres* » — sans doute dans cette atmosphère de travail peu influencée par les considérations idéologiques que les dirigeants chinois affectionnent aujourd'hui — et « *utiles pour conduire au développement d'une meilleure compréhension* », selon les termes de M. Wu.

Chine nouvelle a encore précisé que les deux ministres avaient « *échangé leurs vues sur les principaux problèmes de la situation internationale actuelle* » et « *exprimé le souhait d'améliorer les relations sino-soviétiques* ».

Aucun texte chinois ne fait, ce lundi 24 septembre, mention des « *trois conditions* » posées par Pékin pour une normalisation avec le Kremlin : réduction de la tension à la frontière sino-soviétique, fin du soutien de Moscou à l'occupation du Cambodge par le Vietnam, et évacuation des troupes soviétiques d'Afghanistan. Pourtant, ces conditions avaient été répétées à plusieurs reprises au cours de l'été dans de violentes attaques portées par la presse chinoise contre la politique étrangère soviétique et contre la personne de M. Tchernenko (*le Monde* du 17 juillet).

Cette polémique n'empêche pas les affaires. Mme Chen Muhua, ministre du commerce extérieur, rentre de deux visites dans les pays de l'Est. Les accords, les échanges, avec le bloc soviétique se sont fortement intensifiés ces derniers temps. Les Chinois qui étudiaient en URSS dans les années 50 sont repartis récemment en visite à Moscou. Des chanteurs soviétiques ont été accueillis chaleureusement à Pékin. Tout se passe comme si la Chine poursuivait avec l'URSS une politique sur deux niveaux : au niveau politique, l'impasse demeure totale — à moins que les rencontres du week-end n'aient débouché sur un miracle ; au niveau économique, culturel, scientifique — au nom du pragmatisme indispensable aux quatre modernisations, — la situation s'améliore en revanche de jour en jour.

Cette rencontre entre M. Wu et M. Gromyko intervient enfin alors que les relations commerciales entre Pékin et Washington se sont tendues ces dernières semaines : les Chinois protestent contre les nouvelles restrictions apportées à l'importation de leurs produits textiles et les Américains s'inquiètent de la baisse des achats de grain en dépit des accords signés. Question épineuse pour le président Reagan en période électorale...

PATRICE DE BEER.

[A Moscou, l'agence Tass, dans un compte rendu daté de New-York, a déclaré que les rencontres sino-soviétiques avaient un « caractère franc et constructif ». « *Les deux parties,* ajoute-t-elle, *se sont prononcées en faveur de la poursuite du dialogue politique entre l'Union soviétique et la Chine à différents niveaux.* »]

PROCHE-ORIENT

Liban

Le Jihad islamique annonce une nouvelle opération contre les intérêts américains

Le Jihad islamique a fait savoir ce lundi 24 septembre, dans un appel téléphonique au journal libanais *Al Safir*, qu'il frapperait à nouveau les intérêts américains au Liban. Le correspondant anonyme a affirmé que la nouvelle attaque serait lancée pour « venger les martyrs de Sohmor », la localité du Liban du Sud où douze villageois chiites ont été massacrés la semaine dernière par des miliciens pro-israéliens (*le Monde* du 22 septembre).

Le président Reagan a démenti dimanche qu'une négligence ait pu permettre l'attentat contre l'annexe de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth. Il a reconnu toutefois que celle-ci avait été transférée à Beyrouth-Est, alors que les travaux de protection du nouvel immeuble de l'ambassade n'étaient « *pas totalement terminés* » et que les barrières de protection n'avaient pas encore été installées. « *Soixante-quinze pour cent du travail était fait* », a-t-il ajouté pour répondre aux critiques, en soulignant qu'il fallait encore attendre les résultats de l'enquête menée sur place par M. Richard Murphy, secrétaire d'État adjoint chargé du Proche-Orient.

M. Murphy, a été reçu lundi à Damas par le président syrien Hafez El-Assad. Aucun communiqué officiel n'a été publié sur le contenu de son entretien avec le président. Le secrétaire d'État adjoint a multiplié les contacts depuis son arrivée à Damas et a notamment rencontré le vice-président Abdel-Halim Khaddam.

D'autre part, Mme Kirkpatrick, ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, a déclaré dimanche à la chaîne de télévision ABC que les États-Unis « *ne peuvent continuer à tolérer* » de tels attentats. Interrogée sur d'éventuelles mesures de représailles américaines, Mme Kirkpatrick a cependant estimé qu' « *au bout du compte on ne peut rien faire pour protéger tous les ressortissants américains* » contre des attaques terroristes. Elle a toutefois reconnu que le gouvernement américain « *n'en sait manifestement pas autant qu'il le faudrait* ».

Samedi, la radio officielle syrienne avait mis les États-Unis en garde contre tout acte de représaille en affirmant qu'il aurait « *des résultats néfastes sur les efforts déployés en vue de parvenir à une solution au problème du Proche-Orient* ».

Se référant à l'arrivée de trois bâtiments de guerre américains dans les eaux internationales au large du Liban, le commentateur a affirmé que ce n'était pas la première fois que l'administration américaine avait recours à de « *telles méthodes d'intimidation* ». « *Les États-Unis*, a-t-il dit, *se cachent derrière la lutte antiterroriste pour mettre à exécution des plans souvent préparés plusieurs mois à l'avance.* » — (*UPI, AFP, Reuter.*)

Multiplication des incidents anti-israéliens dans le Sud

De notre correspondant

Jérusalem. — Les incidents anti-israéliens au Liban du Sud se sont succédé, dimanche 23 septembre, à un rythme rarement égalé. Au cours de quatre attaques, neuf soldats des forces israéliennes ont été blessés et six de leurs assaillants abattus.

L'incident le plus grave est survenu, dimanche à l'aube, sur la côte libanaise au nord de Saïda. Repéré par une vedette israélienne, un commando de cinq personnes, naviguant à bord d'un canot pneumatique, a accosté dans l'estuaire de la rivière Awali. Selon le porte-parole de l'armée de Jérusalem, le commando a ouvert le feu et jeté des grenades sur le détachement israélien venu l'intercepter. Pendant l'accrochage, trois des cinq membres du commando — dont une femme — ont été tués et les autres capturés.

Selon les agences de presse basées à Beyrouth, la femme qui a été tuée est une Française de trente-quatre ans, Françoise Castiman, originaire de Nice. De Beyrouth, le Fath a revendiqué l'action du commando. Celui-ci avait l'intention, estime-t-on à Jérusalem, de s'infiltrer en Israël pour y perpétrer une prise d'otages. Les Israéliens ont trouvé dans le canot, entre autres armes et munitions, un lance-roquettes et une mitrailleuse.

Le second incident est survenu près de Reihan, au nord de Nabatyeh, lorsque cinq soldats israéliens pris en embuscade ont été blessés par les tirs de roquette. Lancée à la poursuite de ses assaillants, la patrouille a tué trois d'entre eux. Lors des deux autres incidents, moins sérieux, des charges télécommandées ont explosé au passage de deux patrouilles sans faire de victimes.

De la multiplication des accrochages au Liban du Sud, la presse israélienne tire une conclusion unanime en encourageant le gouvernement d'union nationale à retirer au plus vite son armée du pays du cèdre. « *Israël*, note le *Jerusalem Post*, *doit explorer toutes les voies de négociation susceptibles de hâter cette échéance.* »

J.-P. LANGELLIER

AFRIQUE

L'ACCORD FRANCO-LIBYEN SUR LE TCHAD ET SES PROLONGEMENTS

N'Djamena refuse que le Bénin participe au contrôle du retrait

De notre envoyé spécial

N'Djamena. – Le fil des relations entre la France et le Tchad s'est renoué, puis s'est brusquement tendu dimanche soir 23 septembre, avec l'annonce par la radio tchadienne de la décision du gouvernement de N'Djamena de rejeter le choix des observateurs béninois pour superviser les opérations de retrait des troupes françaises et libyennes. Une partie diplomatique serrée s'engage donc entre Paris, Tripoli et N'Djamena, avec comme échéance le mardi 25 septembre, qui marque le début de l'opération Vandoise. Or rien ne permet d'affirmer, ce lundi, que le retrait des troupes françaises et celui des *« éléments d'appui libyens du GUNT »*, qui doivent s'effectuer de manière concomitante, auront lieu en respectant le calendrier et les modalités pratiques qui ont été arrêtées, tant la décision de N'Djamena paraît être le grain de sable pouvant gripper la machine.

A l'annonce de l'accord franco-libyen, les autorités tchadiennes ont été d'abord abasourdies puis ulcérées. A aucun moment, le Tchad n'avait été consulté au cours des négociations entre Paris et Tripoli et il avait été informé à la dernière minute. On a sans doute insuffisamment mesuré, du côté français, à quel point cet accord secret pouvait être ressenti à N'Djamena comme une insulte à la fierté nationale tchadienne. Le Tchad était, sinon dans l'intention, du moins dans les faits, considéré comme quantité négligeable. Dès lors, il était urgent pour N'Djamena de manifester clairement au gouvernement français et, plus largement, à l'opinion internationale, que le gouvernement tchadien n'avait pas l'intention de se cantonner au rôle de spectateur muet que l'on avait choisi pour lui.

Il s'agissait de restaurer l'image de la souveraineté tchadienne. Une première occasion s'est présentée à la fin de la semaine dernière. Les journalistes français non munis de visa qui étaient présents à N'Djamena pour suivre le retrait de la force Manta se sont vu signifier avec amabilité, mais fermeté, leur expulsion du territoire tchadien. L'incertitude a duré une journée et demie. Consignés à leur hôtel, puis convoqués à la sûreté nationale samedi matin, les seize journalistes intéressés ont appris dans l'après-midi qu'ils ne prendraient pas – tout bien pesé – le prochain avion pour Paris. Entre-temps le « message » de N'Djamena était passé : Paris était au courant et intervenait, ainsi que l'ambassade de France, pour demander aux autorités tchadiennes de renoncer à leur projet. On sait aujourd'hui que le défaut de visa n'était pas en cause, que l'affaire était politique et que le gouvernement tchadien n'a sans doute jamais eu l'intention de passer aux actes. Il manifestait ainsi fermement que le Tchad n'est pas *« un moulin où l'on peut entrer et sortir »*.

L'annonce du choix d'observateurs de nationalités béninoise et sénégalaise, toujours sans consultation préalable de N'Djamena, portait un nouveau coup au sentiment que les Tchadiens ont de la souveraineté de leur pays : ils étaient une nouvelle fois mis devant le fait accompli. Immédiatement, dans la capitale tchadienne, les ministres et les proches du président Hissène Habré réagissaient violemment contre le choix de l'un des pays désignés comme observateurs, le Bénin.

Après M. Mahamat Nouri (*le Monde* des 22 et 23 septembre), M. Adoum Seif, ministre de l'économie et du commerce, qui assurait l'intérim du ministre de l'information, déclarait samedi : *« Le Bénin nous a battus en 1980 ici à N'Djamena* (1). *C'est un pays qui est soutenu à bout de bras par la Libye. Les Béninois sont des ennemis au même titre que la Libye. »* M. Seif suggérait que les Nations unies envoient une mission pour vérifier le désengagement des troupes ; il ajoutait à propos du communiqué franco-libyen : *« Nous nous demandons si la France s'est pliée à ce point devant Kadhafi pour en arriver là ! »*

M. Adoum Seif manifestait cependant une volonté de ne pas dramatiser la situation, affirmant : *« Non, il n'y a pas de crise diplomatique entre la France et le Tchad, mais il y a un certain nombre de principes que le gouvernement respecte et entend qu'on respecte à son égard. »*

Le « signal » reçu à Paris

Mais le « signal » envoyé depuis plusieurs jours par les Tchadiens avait été reçu à Paris. Vendredi soir, M. Jean Ausseil, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, arrivé secrètement à N'Djamena, rencontrait le président Hissène Habré et lui remettait un message personnel de M. François Mitterrand.

Selon certaines sources, cet entretien se serait déroulé en deux temps. Un tête-à-tête entre l'envoyé spécial du président français et M. Hissène Habré se serait bien passé, puis, l'entretien ayant été élargi, la partie tchadienne aurait réitéré ses griefs. Quant au contenu du message, il semble, selon certaines sources tchadiennes, qu'il était notamment question du choix par Paris et Tripoli des observateurs béninois et sénégalais. Selon ces mêmes sources, si la personnalité de M. Ausseil n'est pas en cause, N'Djamena a été de nouveau mortifié par le rang de l'envoyé spécial de M. Mitterrand, reparti pour Paris dès samedi matin. Compte tenu de la manière dont le Tchad avait accueilli l'accord franco-libyen, nous indiquait au cours du week-end un proche de M. Hissène Habré : *« M. Cheysson n'aurait-il pas pu se déplacer ? On veut vraiment nous piétiner ! »*

En tout état de cause, il apparaît clairement que le président Hissène Habré n'a pas jugé que le contenu du message de M. Mitterrand était suffisant pour aplanir tout contentieux entre les deux gouvernements. En annonçant, dimanche soir, la décision du Tchad de refuser les observateurs béninois, la radio de N'Djamena – c'est-à-dire le gouvernement tchadien – ajoutait : *« Il faut des observateurs neutres, capables de faire leur travail, de veiller effectivement sur le retrait des troupes libyennes et de la légion islamique du territoire tchadien. Le gouvernement tchadien souhaite de préférence des observateurs des Nations unies, le Tchad rejette tout pays inféodé à la Libye. La Libye aligne l'un de ses pays satellites. »*

Cette détérioration apparente des relations entre Paris et N'Djemena ne doit cependant pas cacher deux faits essentiels. D'abord, le voyage de M. Ausseil à N'Djamena a eu le mérite de renouer le dialogue franco-tchadien. Ensuite, depuis l'annonce du communiqué franco-libyen, M. Hissène Habré n'a fait officiellement et officieusement aucun commentaire sur le retrait de la force Manta et sur l'attitude française. En cas de crise politique ou diplomatique, le président tchadien a pour habitude de prendre longuement le temps de la réflexion. C'est ce qu'il fait actuellement, et nul ne sait ce qu'il décidera ultérieurement, notamment à propos de la date et des conditions dans lesquelles les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) entreprendront la reconquête du Nord (Faya-Largeau et Fada, notamment) une fois qu'il aura été évacué par les Libyens. Le principe de la reconquête, en revanche, ne fait aucun doute.

Avec l'opération Vandoise, la France joue une partie considérable en Afrique, notamment francophone. Si des difficultés surgissent ou si – au pire – l'opération capote, c'est tout l'objet de l'opération Manta qui s'effondre. On aura vite fait, dans les capitales africaines et au-delà, de stigmatiser la précipitation avec laquelle Paris aurait choisi de faire si imprudemment confiance au colonel libyen, c'est-à-dire aurait saisi la première occasion pour se « désembourber » du Tchad au mépris des conséquences pour ce pays.

C'est à la demande de Tripoli que le délai de quarante-cinq jours pour achever l'évacuation des troupes françaises et libyennes a été officiellement arrêté, les troupes françaises pouvant techniquement opérer leur retrait du Tchad en un laps de temps inférieur. D'un point de vue politique, les quarante-cinq jours apparaissent maintenant bien courts. D'autant qu'une inconnue de taille demeure : l'objectif poursuivi, au bout du compte, par le président Hissène Habré. Veut-il seulement restaurer la *« souveraineté tchadienne »* ou *« ne pas faciliter »* le bon déroulement de l'opération Vandoise ?

LAURENT ZECCHINI.

(1) La légion islamique recrutée par la Libye comprend des ressortissants des différents pays africains, notamment du Bénin. – *(NDLR)*.

Le dégagement pourra commencer en l'absence d'observateurs

déclare M. Roland Dumas

Invité de l'émission « Le Grand Jury RTL - *Le Monde* », M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement, a donné différentes précisions sur la chronologie des démarches diplomatiques qui ont conduit à l'accord franco-libyen sur le Tchad, et sur la mise en œuvre de cet accord. A propos du rôle de différentes personnalités européennes qui étaient intervenues auprès du colonel Kadhafi, M. Dumas a notamment déclaré : *« Il fallait autant de messagers, parce que la diplomatie classique butait sur des difficultés. Le colonel Kadhafi est un homme singulier. Il n'emprunte pas toujours les voies normales des ambassadeurs, des ministres des affaires étrangères, pour faire savoir son point de vue. Il nous est apparu qu'il était important de lui faire dire des choses par les chefs d'Etat ou anciens chefs d'Etat qui avaient sa confiance. C'est ainsi que, au mois de décembre 1983 ou janvier 1984, j'ai rencontré à Paris, d'accord avec M. Mitterrand, le chancelier Kreisky. Il nous a offert ses services, et nous lui avons demandé de bien vouloir tenter de savoir où voulait en venir le colonel Kadhafi. En avril-mai 1984, Bruno Kreisky est revenu à Paris, porteur d'un message du colonel Kadhafi adressé au président de la République. Ce message contenait déjà, de la part du chef de l'Etat libyen, la volonté assez clairement exprimée de se retirer du Tchad. »*

Interrogé sur la *« diplomatie secrète »*, qui avait été utilisée durant de longs mois vis-à-vis de la Libye, et sur l'importance de son propre rôle par rapport à celui de M. Cheysson, M. Dumas a répondu : *« Il n'y a pas de diplomatie secrète, mais il y a un secret de la diplomatie (...). Le ministre des relations extérieures a été tenu régulièrement au courant, notamment dans les moments où l'on a échangé, par l'intermédiaire du chancelier Kreisky, les messages et les lettres dont je parlais. A partir d'un certain moment, la diplomatie officielle reprend ses droits quand les choses paraissent claires. »*

A propos de la mise en œuvre de l'évacuation militaire du Tchad, le porte-parole du gouvernement a déclaré : *« L'essentiel est que les troupes s'en aillent. La décision est prise »*. Les soldats libyens, a-t-il ajouté à propos de la bande d'Aouzou, *« reviennent à leur point de départ »*. S'agissant du choix des observateurs, que N'Djamena conteste (*le Monde* daté 23-24 septembre), M. Dumas a estimé qu'il fallait *« tenir compte, pour ce choix, de la sensibilité tchadienne »*, mais que le retrait des troupes pourrait commencer sans ces observateurs. Ceux-ci *« viendront constater que le retrait a eu lieu. C'est l'intérêt du Tchad aussi que les troupes libyennes s'en aillent. »*

D'autre part, dans un entretien publié ce lundi par le *New York Times*, le roi Hassan II a déclaré qu'il avait servi d'*« intermédiaire »* entre Paris et Tripoli, précisant qu'au cours des rencontres intervenues voici trois semaines avec le président François Mitterrand, d'un côté, et le colonel Kadhafi, de l'autre, il avait personnellement obtenu et transmis des promesses des deux responsables de retirer leurs troupes respectives du Tchad.

A Paris, à la suite du déplacement à N'Djamena de M. Jean Ausseil, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, l'ambassade du Tchad a mis en cause une *« certaine diplomatie parallèle »* cherchant, selon elle, à faire pression sur N'Djamena pour que les autorités tchadiennes acceptent la mise en place du système de surveillance du retrait. Cette remarque serait une allusion à une démarche effectuée par l'ambassadeur français à N'Djamena, M. Claude Soubeste, qui aurait été chargé de faire savoir aux autorités tchadiennes que les relations entre les deux pays pâtiraient au cas où N'Djamena s'opposerait à l'organisation du système de surveillance du retrait militaire franco-libyen.

Alger cherche à favoriser les contacts entre Tchadiens

De notre correspondant

Alger. – *« Prudence et vigilance »*, afin d'éviter de tomber dans le piège peut-être tendu par *« le colonialisme et l'impérialisme, pour nous diviser et nous détourner des véritables objectifs de notre combat révolutionnaire »*. Tel est le mot d'ordre du dernier éditorial de *Révolution africaine*, relatif à l'accord franco-libyen sur le Tchad, dans lequel l'hedomadaire du FLN voit matière à de *« multiples interrogations »*.

Ces questions, le quotidien *El Moudjahid* les posait avec nervosité dès l'annonce de l'accord, en déplorant que l'Organisation de l'unité africaine, *« cadre naturel et irremplaçable pour le règlement des problèmes africains, ait été laissée dans une ignorance totale de ces dernières péripéties diplomatiques »*. Evoquant le *« remarquable mutisme »* de Paris et de Tripoli sur *« le respect de l'intégrité territoriale tchadienne »*, le quotidien se demandait si n 'avait pas été conclu *« un marché guidé par des préoccupations étrangères aux intérêts du peuple tchadien »*.

Paradoxalement, alors même que va s'effectuer le retrait des troupes étrangères – qu'elle a toujours préconisé comme début de solution au problème – l'Algérie paraît plus soupçonneuse à l'égard de Paris qu'après l'envoi du contingent français, lorsque M. Pierre Mauroy, après des entretiens avec le président Chadli sur le Tchad, constatait que Français et Algériens utilisaient *« les mêmes mots à partir des mêmes principes »*.

Outre des causes de frictions déjà anciennes avec son ancien associé dans le Front du refus – rivalité de prestige dans la région, impossibilité de s'entendre sur une frontière définitive, – l'Algérie n'avait aucune raison de faire un cadeau diplomatique à une Libye qui, depuis l'étonnante visite du colonel Kadhafi au Maroc en juillet 1983, prenait ses distances à l'égard du Polisario. Pendant plusieurs mois à Alger, on évoqua la probabilité d'un double jeu du colonel Kadhafi. Puis force fut de constater que la défection libyenne laissait au Maroc les coudées franches pour l'édification d'un nouveau mur de défense au Sahara occidental, verrouillant la situation sur le plan militaire.

Pour des dirigeants qui manifestaient clairement leur mécontentement au sujet de la visite privée du président Mitterrand au roi Hassan II, l'annonce de l'arrangement conclu ensuite entre Paris et Tripoli ne pouvait pas être une bonne nouvelle. Accusée par Tripoli de vouloir *« coloniser le Sahara »*, l'Algérie ne peut écarter totalement la possibilité de voir dégénérer son contentieux frontalier avec la Libye. Dégagée du Tchad, l'armée libyenne peut être amenée à exercer sa pression sur les confins sahariens.

Sur le plan diplomatique, l'Algérie n'a, d'autre part, aucun intérêt à ce que le colonel Kadhafi, dont elle peut légitimement rappeler les nombreuses volte-face, soit traité en interlocuteur valable aujourd'hui par Paris, demain peut-être par des Etats africains qu'alarmaient ses initiatives.

Ayant déjà contribué à faire élire un Ethiopien, le colonel Menguistu, à la présidence de l'OUA, convoitée par le colonel Kadhafi, l'Algérie pouvait arguer des aspects irresponsables et imprévisibles du personnage pour minimiser la portée de son ralliement aux thèses marocaines sur le Sahara au sein de l'organisation pan-africaine. Cette démonstration sera plus difficile si certains croient que le colonel s'est assagi.

L'Algérie a vu rapidement le parti qu'elle pouvait tirer du mécontentement du gouvernement de N'Djamena, avec lequel elle n'entretenait pas jusqu'à présent de rapports bien chaleureux. M. Guara Lassou, ministre des affaires étrangères de M. Hissène Habré, reçu la semaine dernière par son homologue algérien à son retour de Paris, a eu droit à une longue interview dans *El Moudjahid*. Bien que cela n'ait pas été annoncé de manière officielle dans le passé, il y affirme : *« Nous avons reconnu la RASD* (République arabe sahraouie démocratique), *et cette reconnaissance est valable »* (1).

Officiellement, toutefois, la visite de M. Lassou est liée aux contacts d'Alger avec les différents antagonistes tchadiens, en vue d'une réconciliation dans le cadre de l'OUA, et le président Chadli a dépêché M. Abdelghani, ancien premier ministre, devenu ministre d'Etat auprès du président de la République, dans plusieurs capitales africaines.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

(1) L'agence libyenne Jana a accusé, dimanche, l'Algérie d'avoir *« changé de camp »* en soutenant M. Habré. Elle affirme aussi que la reconnaissance de la RASD par le Tchad a été inspirée par Alger.

République sud-africaine

Nouvelle flambée de violence dans une mine

Deux morts et cent quatre blessés

Une nouvelle flambée de violence dans une mine sud-africaine a fait deux morts et cent quatre blessés parmi les travailleurs noirs, a annoncé, samedi 22 septembre, la direction de la mine, située à 50 kilomètres de Johannesburg. Les troubles ont éclaté quand des mineurs de l'équipe de nuit attendant de prendre leur travail ont commencé à lancer des pierres. La police est intervenue, tirant des balles de caoutchouc et procédant à plusieurs arrestations, selon la direction. Une heure plus tard, le travail avait repris. Plusieurs abris ont été incendiés. Les deux tués, atteints de coups de couteau, auraient été victimes de *« combats entre les mineurs eux-mêmes »*, a affirmé la police.

D'autre part, cinq cents personnes ont été interpellées, dimanche, dans la cité noire de Sebokeng, pendant le déroulement des obsèques – interdites par la police – d'un jeune Noir mort au court des récents troubles. La police a dispersé la foule à l'aide de balles en plastique et de gaz lacrymogènes. De nombreuses personnes ont été blessées, rapportent des témoins. Cent trente personnes ont également été interpellées à Bophelong, autre *township* noire proche de Johannesburg, alors qu'elles assistaient à une réunion politique interdite.

Le Groupe de solidarité des prêtres du Vaal a annoncé, de son côté, avoir identifié soixante-six morts lors des émeutes qui ont éclaté voilà trois semaines dans les cités noires de la région de Johannesburg. Parmi les victimes figurent un nourrisson et de nombreux adolescents.

Enfin, selon un sondage effectué à la demande du département d'Etat américain, les trois quarts des Noirs d'Afrique du Sud sont opposés à un arrêt des investissements étrangers dans leur pays, craignant pour la sécurité de leurs emplois ; 63 % des personnes interrogées, en revanche, se déclarent prêtes à prendre des risques pour mettre un terme à la politique d'apartheid. – *(AFP, Reuter.)*

● *Manifestation anti-apartheid à Paris.* – Environ deux cents militants des Jeunesses communistes ont envahi, samedi 22 septembre, la cour de la chancellerie sud-africaine à Paris pour protester contre l'apartheid. Certains manifestants s'étaient noirci le visage. Au bout d'une heure, la manifestation s'est dissoute dans l'ordre après intervention de la police.

Soudan

Le président Nemeiry se dit prêt à revenir sur sa décision de diviser le Sud en trois régions

Khartoum *(AFP, UPI)*. – Dans le but apparent de couper l'herbe sous le pied des rebelles sudistes, le président soudanais Gaafar Nemeiry a annoncé, samedi 22 septembre, qu'il pourrait renoncer à la division du sud du Soudan en trois régions et revenir à l'ancienne formule d'une région unique autonome.

Prenant la parole à Khartoum devant de nombreuses personnalités islamiques à l'occasion du premier anniversaire de la proclamation de la Charia (loi islamique) au Soudan, le président Nemeiry a affirmé : *« Les citoyens du sud du Soudan sont libres de retourner à la formule de la région unique, à l'expiration de la période transitoire finissant le 4 décembre prochain, s'il est prouvé que tel est le souhait de la majorité exprimé à travers les organes constitutionnels. »*

Cette précision semble exclure d'emblée de la consultation les rebelles du sud du Soudan, groupés au sein de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), sous la conduite de l'ancien colonel de l'armée régulière soudanaise John Garang. L'APLS, constituée en mai 1983 par plusieurs officiers mutins, s'est donné pour objectif *« le rétablissement des libertés démocratique au Soudan »* et *« la chute du régime Nemeiry »*.

[Le sud du pays avait été divisé, en juin 1983, en trois régions – Bahr-el-Ghazal, Equatoria et Haut-Nil – violant ainsi les accords d'Addis-Abeba qui avaient mis fin, en 1972, à la guerre civile. Cette décision avait déclenché une nouvelle rébellion armée, qui s'est amplifiée et radicalisée depuis la proclamation de la Charia. Dans son discours de samedi, le président Nemeiry a souligné, cependant, que son projet d'islamisation du Soudan serait maintenu.]

Kenya

● M. NJONJO EST EXCLU DU PARTI UNIQUE. – Le conseil national de la KANU (Union nationale africaine du Kenya), qui s'est réuni, vendredi 14 septembre, sous la présidence du chef de l'Etat kenyan, M. Arap Moï, a décidé d'exclure dix personnalités, parmi lesquelles trois anciens ministres et quatre anciens ministres-adjoints.

Zaïre

● ENSEIGNANTS LICENCIÉS. – Un décret officiel publié mercredi 19 septembre annonce le licenciement d'environ sept mille enseignants du secondaire et de l'Université. De source bien informée, on indique à Kinshasa que cette décision fait suite à des recommandations du FMI (Fonds monétaire international), qui a accordé une ligne de crédit au Zaïre en échange d'engagements budgétaires de sa part. Le ministère zaïrois de l'enseignement supérieur, universitaire et de la recherche scientifique employait environ seize mille agents, effectif jugé pléthorique par le FMI. – *(AP, Reuter.)*



EUROPE

Suisse

Les électeurs ont refusé de bannir l'énergie nucléaire

De notre correspondant

Berne. — Près de 55 % du corps électoral helvétique a refusé, dimanche 23 septembre, de fermer définitivement la porte au nucléaire comme l'y invitaient deux projets de révision constitutionnelle émanant des milieux écologistes.

Le rejet a été un peu plus net que lors d'une précédente consultation sur le même thème en 1979 mais, entre-temps, la participation au scrutin est tombée de 50 % à 41 %. Les socialistes, les autres formations de gauche et l'Action nationale d'extrême droite avaient fait cause commune avec les écologistes. En revanche, le gouvernement, les partis du centre et de droite ainsi que le patronat s'opposaient à ces révisions constitutionnelles. Sur vingt-cinq cantons six se sont prononcés en faveur des deux projets : Genève, Vaud, Neuchâtel, Tessin, Bâle-Campagne et Bâle-Ville, où les antinucléaires ont enregistré leur meilleur score avec plus de 70 % de « oui » en raison de la proximité du site de la future centrale de Kaiseraugst.

La première des deux « initiatives populaires » soumises au référendum ne cherchait pas seulement à empêcher la construction de trois nouvelles centrales déjà programmées mais s'opposait aussi au remplacement des centrales actuelles une fois atteinte leur limite de vie, entre 2010 et 2025. A toutes fins utiles, le projet stipulait encore que *« la construction et l'exploitation d'installations industrielles de production, d'enrichissement ou de refroidissement de combustible nucléaire, sont interdites sur le territoire de la Confédération ».*

La seconde initiative préconisait toute une série de mesures destinées à économiser de l'énergie, de l'isolation des immeubles à l'amélioration du rendement des installations, des machines et des véhicules. Pour atteindre cet objectif et ainsi éviter le recours à des technologies lourdes, l'Etat aurait été tenu d'encourager *« la mise en œuvre des sources d'énergie indigènes renouvelables »* tels le solaire, le biogaz ou la géothermie. Ces mesures devaient, selon les écologistes, être financées par un impôt sur l'énergie, et leur application aurait permis la création de nombreux emplois, notamment dans l'artisanat et la construction. Elle aurait conduit, en l'an 2000, à une baisse de la consommation de courant électrique et de pétrole.

Actuellement, 67 % de l'énergie consommée en Suisse proviennent du pétrole tandis que l'électricité couvre 20 % des besoins. 30 % de l'énergie électrique sont d'origine nucléaire. Pas plus les énergies douces que les économies, estiment les opposants aux initiatives antinucléaires, ne suffiront à répondre à une demande croissante d'électricité ni à réduire la dépendance par rapport au pétrole. Ils reprochaient aussi à l'impôt sur l'énergie de porter atteinte à la liberté d'entreprise en instaurant de nouvelles contraintes bureaucratiques et en entraînant des charges supplémentaires pour l'économie. Enfin, ils ont brandi la menace du chômage, ce qui a pu influencer certains électeurs.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

URSS

Les soixante-treize ans de M. Tchernenko

De nouvelles médailles, mais un pouvoir réduit

De notre correspondant

Moscou. — M. Constantin Tchernenko, qui a soixante-treize ans ce lundi 24 septembre, a reçu à cette occasion son quatrième ordre de Lénine et sa troisième médaille d'or « faucille et marteau ». L'ordre de Lénine, le plus élevé dans la hiérarchie des décorations, lui avait été déjà décerné en 1971, 1976 et 1981. La *Pravda* de ce lundi publie en première page le décret du Soviet suprême indiquant que cette distinction a été attribuée à M. Tchernenko *« pour ses grands mérites au service du Parti et de l'Etat, ses efforts pour promouvoir le développement de l'économie et de la vie culturelle, et renforcer la capacité de défense de l'URSS, ainsi que pour sa grande contribution personnelle à la consolidation de la paix et de la sécurité des peuples ».*

Le culte de la personnalité n'est pourtant plus ce qu'il était. En fait, la personne même de M. Tchernenko est étrangement absente de cette célébration. Sans remonter à Staline, dont les anniversaires donnaient lieu à une débauche de louanges, il était d'usage, sous Brejnev, d'exalter en pareilles circonstances, et de manière détaillée, dans de longs articles, les « qualités » du chef et ses réalisations les plus marquantes.

Rien de tout cela n'a lieu pour M. Tchernenko, et le seul décret du Soviet suprême paraît un peu court sans l'accompagnement d'une glose autorisée. Le phénomène est d'autant plus significatif que depuis quelques semaines les références à M. Tchernenko se font rares dans la presse. Certes, son nom apparaît régulièrement au bas des textes officiels, mais il n'est presque jamais présenté comme l'inspirateur de la politique économique. En politique étrangère, même les citations, pourtant rituelles, manquent parfois dans les articles de fond, et d'autres anomalies sont perceptibles.

La mauvaise santé du secrétaire général constitue une première explication de cet état de fait peu conforme à la logique du système et à ce qu'on sait des goûts personnels de l'intéressé. Des techniciens occidentaux ont relevé pas moins de neuf coupures dans la prestation télévisée de M. Tchernenko le 21 septembre, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'armistice entre l'URSS et la Finlande. Cette séquence de trois minutes diffusée en différé a fait l'objet d'un « montage » destiné sans doute à donner une meilleure impression du chef de l'Etat soviétique, qui souffre d'emphysème pulmonaire et éprouve des difficultés manifestes de respiration et d'élocution.

Les Soviétiques ont l'habitude depuis plusieurs années d'être dirigés par un homme à la santé précaire et ne s'en préoccupent pas outre mesure. Mais l'absence de références au rôle de « guide » ou d'« inspirateur » du secrétaire général dans les grands domaines de la vie politique, économique et sociale est autrement plus surprenante.

C'est que la faiblesse du *leadership* n'est pas due seulement à la maladie du secrétaire général. Ce dernier n'a pas réussi jusqu'ici à imposer une autorité sans partage sur le bureau politique. Il est non seulement peu présent physiquement, mais peu actif politiquement, et paraît de plus en plus relégué dans une fonction de pure représentation. Un tel rôle convient certes au président du présidium du Soviet suprême (chef de l'Etat), mais constitue une aberration pour un secrétaire général du Parti. Les récents flottements observés dans la diplomatie soviétique, notamment sur l'attitude à adopter à l'égard de l'administration Reagan à propos de la militarisation de l'espace, ou sur les relations avec la Chine, sont peut-être dus à cette absence de direction au sommet qui laisse le champ libre à des factions ou à des personnalités antagonistes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Pologne

Des militants de Solidarité examinent les moyens de sortir de l'impasse actuelle

Les réflexions engagées par les militants de Solidarité sur les perspectives de leur mouvement se poursuivent en Pologne, alors que les autorités se refusent à envisager un quelconque retour au pluralisme syndical.

Un groupe de militants de Cracovie, constitués en Comité de résistance sociale (KOS) local, a fait connaître son analyse de la situation dans un document élaboré à la fin du mois d'août et publié à Varsovie par le dernier numéro de l'hebdomadaire clandestin *Tygodnik Mazowsze*. Ils estiment que, pour sortir de l'impasse politique actuelle, l'action clandestine, bien que toujours nécessaire, n'est pas suffisante. Les *« aspirations de la société »* doivent aussi pouvoir s'exprimer *« dans le cadre d'organisations légales »* — et donc apolitiques.

Le fonds d'aide à l'agriculture

Par ailleurs, le KOS de Cracovie estime que le *« message aux travailleurs de l'Europe de l'Est »* lancé à l'automne 1981 lors du congrès de Solidarité, et souvent considéré comme très imprudent, était parfaitement justifié (ce message, qui provoqua de violentes réactions dans les « pays frères », se voulait un encouragement à ceux qui, dans ces pays, luttent de leur côté pour la liberté syndicale).

Le texte du KOS insiste sur la nécessaire solidarité entre peuples d'Europe de l'Est : *« Il faut surmonter les antogonismes existants, qui permettent à l'Union soviétique d'exercer son pouvoir sur cette partie de l'Europe. »*

D'autre part, les négociations entre représentants du gouvernement et de l'Eglise pour la mise au point des statuts de la fondation destinée à gérer le fonds d'aide à l'agriculture privée ont progressé, au cours d'une réunion d'experts qui a pris fin la semaine dernière à Varsovie. Certains points — techniques mais fort importants — restent cependant en suspens, en particulier le mode d'imposition de la fondation. La commission d'experts doit se réunir à nouveau le 6 octobre prochain. On s'attend à Varsovie à une rencontre, à une date encore indéterminée, entre le général Jaruzelski et le cardinal Glemp, primat de Pologne.

Par ailleurs, selon les dernières indications données par le ministre de la justice, 1916 personnes, condamnées ou poursuivies pour des raisons politiques, ont bénéficié de l'amnistie proclamée le 21 juillet dernier. Parmi les 652 détenus politiques officiellement recensés à cette date, 630 ont recouvré la liberté ; 20 restent emprisonnés en raison de délits de droit commun qui leur sont également attribués, tandis que deux militants clandestins arrêtés peu avant l'amnistie, MM. Bogdan Lis et Piotr Mierzewski, restent sous la menace d'une accusation de haute trahison. Enfin, deux responsables syndicaux de Wroclaw libérés cet été et réarrêtés le 31 août, MM. Frasyniuk et Pinior, ont vu leur condamnation à deux mois de prison confirmée en appel.

Enfin, M. Kazimierz Switon, un militant de la première heure de la lutte pour la liberté syndicale en Pologne, a mis un terme, vendredi 21 septembre, à la grève de la faim qu'il menait depuis trois semaines à Katowice pour exiger le rétablissement du pluralisme syndical. M. Switon a mis fin à son jeûne de trois semaines à la suite d'une démarche du secrétaire de la conférence épiscopale polonaise, qui l'a invité à renoncer à une protestation qui prenait la forme d'un *« suicide »*. — (UPI, AFP.)

ASIE

Afghanistan

Journalisme et espionnage

Il fallait s'y attendre... Jacques Abouchar n'était pas entré en Afghanistan comme journaliste, mais en mission d'*« espionnage »*. Telle est la version que l'agence Tass a présentée dimanche 23 septembre de la capture du journaliste d'Antenne 2 au début de la semaine dernière, non loin de la frontière pakistanaise. A l'appui de cette interprétation, Tass indique que Jacques Abouchar *« a été trouvé en possession d'appareils d'espionnage destinés à recueillir des renseignements secrets en République démocratique d'Afghanistan »*.

Pour faire bon poids, l'agence soviétique, citant l'agence afghane Bakhtar, ajoute que le journaliste français *« dirigeait les activités de la bande criminelle »* (de maquisards avec lesquels il est tombé dans une embuscade) qui a été *« neutralisée »*.

Comme les nombreux journalistes de télévision qui ont tenté de s'informer sur la situation intérieure en Afghanistan, Jacques Abouchar était naturellement porteur d'une caméra et d'un magnétophone, outils de travail dont on voit mal comment il aurait pu se passer. Il est vrai que la conception de l'information que l'on se fait à Moscou assimile volontiers à de l'espionnage toute activité déployée par des journalistes pour ne pas se contenter des plats cuisinés d'avance par la propagande soviétique et tenter de se renseigner de première main sur la réalité des choses.

Les accusations de l'agence Tass vont cependant, cette fois, un peu trop loin. Elles sont à peu près aussi convaincantes que les *« aveux »* et les *« repentirs »* arrachés au mois de mars 1983 au docteur Philippe Augoyard. On sait l'« honneur » qu'en retirèrent Moscou et ses alliés de Kaboul.

A. J.

[Radio-Kaboul a annoncé, pour sa part, samedi, que Jacques Abouchar avait été *« capturé après une bataille entre les rebelles et les forces de sécurité afghanes dans la région de Spinboldak »* (province de Kandahar). Elle l'a accusé d'avoir *« agi avec des contre-révolutionnaires contre le gouvernement »* de M. Karmal, sans toutefois employer le terme d'« espion ». La radio a ajouté que le journaliste français était actuellement détenu par les forces de sécurité afghanes mais n'a pas précisé s'il avait été formellement inculpé, ni s'il devait ou non être jugé par un tribunal révolutionnaire.]

EUROPE

DEUX CONGRÈS SOCIAUX-DÉMOCRATES EN SCANDINAVIE

Suède : pour une timide décentralisation...

De notre correspondant

Stockholm. – Si l'ambition de M. Olof Palme était de montrer que le Parti social-démocrate suédois (SAP) est puissant et uni à un an des élections législatives, le vingt-neuvième congrès national, qui s'est achevé le vendredi 21 septembre, aura été une réussite totale. Les trois cent cinquante délégués ont suivi à la lettre à peu près toutes les recommandations du comité directeur. Celui-ci n'a dû s'incliner que sur quelques questions d'importance mineure : l'aide au tiers monde, ramenée à 0,98 % du produit national brut l'année dernière, en raison des difficultés économiques, devra, dès 1985, retrouver son niveau de 1 % ; tous les films vidéo devront être examinés par la commission de censure cinématographique avant leur mise en circulation dans le commerce...

En revanche, plusieurs sujets d'actualité n'ont pas été discutés. La récente faillite du *Stockholms-Tidningen*, quotidien social-démocrate liquidé par ses propriétaires – le Parti et le syndicat LO, – pratiquement sans préavis et dans des conditions *« socialement inacceptables et indignes du mouvement ouvrier »*, selon les employés, n'a été évoquée que subrepticement. Le système de double appartenance automatique au syndicat et au Parti, bien que très critiqué dans les sections locales, n'a pas été remis en cause. L'impression d'ensemble est que les congressistes ne voulaient pas gêner l'action de leurs dirigeants, presque tous des membres du gouvernement. Les dissensions internes ont été provisoirement oubliées.

En matière de politique économique, par exemple, le discours du ministre des finances, M. Feldt, partisan de la réduction du déficit budgétaire, a été longuement applaudi, bien que la plupart des sociaux-démocrates, notamment les syndicalistes, n'apprécient guère la rigueur. Le chef de la centrale ouvrière LO, M. Malm, a assuré que ces divergences de vues étaient exagérées par l'opposition, et que le syndicat ferait le maximum pour maintenir la bonne entente avec le parti. Mais cette trêve sera sans doute de courte durée.

« Petite menuiserie »

Sur le plan idéologique, la social-démocratie suédoise demeure prudente et fidèle aux recettes traditionnelles. Il n'est pas question de réduire le temps de travail pour résorber le chômage. Seul le retour à la croissance permettra de garantir à l'avenir le bien-être et l'emploi.

Le vice-premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a présenté un rapport intitulé « L'avenir entre nos mains », dans lequel il énumère les trois étapes franchies par la gauche : démocratie politique, démocratie sociale et démocratie économique dans les années 70, par le biais des lois sur la participation des employés aux décisions de l'entreprise. *« La charpente est en place, nous pouvons maintenant nous occuper de la petite menuiserie »*, a-t-il déclaré. Ces menus travaux consistent, en quelque sorte, à humaniser une démocratie excessivement réglementée. Les sociaux-démocrates sont sur la défensive. Ils sont obligés de tenir compte de la campagne menée depuis deux ans avec succès par les conservateurs sur le thème des libertés individuelles, menacées par la bureaucratie et par une gauche estimant que l'Etat est toujours le mieux placé pour régler les problèmes sociaux.

Selon M. Carlsson, la *« petite menuiserie »* doit rapprocher les électeurs des élus. Les sociaux-démocrates semblent, d'une part, vouloir donner plus de responsabilités à l'individu et, d'autre part, marquer que le secteur public n'a pas pour seul objectif la sécurité de l'emploi pour ses agents, mais bien le service du public. Cette position est loin de faire l'unanimité et, pour de nombreux cadres du parti, *décentralisation* est synonyme de désordre. Les délégués ont d'ailleurs voté une résolution demandant l'extension du secteur public, dont les dépenses totales représentent déjà en Suède plus des deux tiers du produit national brut.

ALAIN DEBOVE.

Danemark : élection d'un modéré à la vice-présidence

De notre correspondante

Copenhague. – Le Parti social-démocrate danois vient de tenir, à Copenhague, son premier congrès depuis qu'il est passé dans l'opposition en novembre 1982. Bien que restant la plus importante formation au Parlement, il a enregistré, depuis 1981, un recul constant jusqu'à obtenir, aux élections européennes de juin dernier, moins de suffrages que les conservateurs.

Les huit cents délégués allaient-ils saisir l'occasion pour faire un examen de conscience ? Il n'en a rien été... Le congrès n'a marqué aucun renouveau pour un parti qui ne parvient pas à surmonter ses divisions.

A aucun moment, le rôle de son président, M. Anker Joergensen, n'a été remis en cause. L'ancien premier ministre continue à jouir d'une incontestable popularité qu'il doit à sa bonhomie et à ses origines ouvrières ; il a été réélu à la présidence sans qu'aucun concurrent lui ait été opposé. Mais de nombreux militants s'interrogent sur la succession d'un homme âgé de soixante-deux ans. La désignation d'un des deux vice-présidents a donné un avant-goût des luttes qui se préparent. Elle a mis aux prises Mme Birthe Weis, président du conseil de surveillance de la radiotélévision danoise, appuyée par le comité central du parti et par les grands syndicats, et Mme Helle Degn, présidente du Conseil pour l'égalité entre les sexes, soutenue par l'aile gauche du parti, essentiellement composée du noyau féministe le plus dur. Mme Weis devait très largement l'emporter au grand soulagement de M. Joergensen.

Le congrès a adopté une série de résolutions contre le stationnement d'armes nucléaires au Danemark et contre tout projet de construction de centrales nucléaires.

C. O.

LE PRÉSIDENT AUTRICHIEN EN VISITE A PARIS DU 9 AU 11 OCTOBRE

Le président de la République d'Autriche et Mme Rudolph Kirchschläger effectueront une visite d'Etat en France, du 9 au 11 octobre, a annoncé, lundi 24 septembre, un communiqué de l'Elysée. Le président Mitterrand s'était rendu en visite officielle en Autriche au mois de juin 1982.

هكذا من الاصل

Le Monde

politique

L'EXTRADITION DE TROIS SÉPARATISTES BASQUES

La décision définitive d'extrader vers l'Espagne les trois séparatistes basques qui n'ont pas été expulsés sera prise après examen de leur cas par le Conseil d'Etat. En principe, le décret d'extradition signé dimanche 23 septembre par MM. Laurent Fabius et Robert Badinter est immédiatement exécutoire. Mais M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, qui, comme d'autres socialistes, avait critiqué la manière *« expéditive »* dont l'avocat de la bande à Baader, Mᵉ Klaus Croissant, avait été livré à l'Allemagne fédérale en 1977, a assuré que la décision de Paris ne serait prise qu'après l'épuisement de toutes les voies de recours, même si celles-ci ne sont pas suspensives.

Le délai, indiqué de source gouvernementale, de *« de trois à quatre jours »* pour que le Conseil d'Etat se prononce paraît un peu court, mais il est arrivé au moins une fois, en 1962, que celui-ci statue en une semaine. La demande d'annulation présentée par Mᵉ Philippe Waquet ne peut être fondée sur des arguments très différents de ceux qu'il a développés, vendredi 21 septembre, devant la Cour de cassation, et il serait surprenant que la réponse diffère elle aussi.

Les trois séparatistes ont la jurisprudence plutôt contre eux, encore qu'ils puissent se référer à une décision du Conseil d'Etat de 1977 annulant le décret d'extradition d'un autre Basque espagnol, M. Pedro Astudillo Calleja.

La décision d'extrader trois des sept séparatistes incarcérés à Fresnes et d'expulser vers le Togo les quatre autres avait été annoncée par un bref communiqué de l'hôtel Matignon dimanche 23 septembre à 16 h 40 : *« Les conditions légales étant réunies, le gouvernement a décidé d'expulser quatre des sept détenus réclamés par la justice espagnole. Cette décision est mise en œuvre immédiatement. La justice ayant donné avis favorable à l'extradition et compte tenu des garanties données par les autorités espagnoles, le gouvernement a décidé d'extrader les trois autres inculpés, accusés d'avoir directement commis des crimes de sang. »*

Dès 16 heures, deux hélicoptères étaient venus chercher à Fresnes les quatre expulsés, qui ont été emmenés sous bonne escorte à l'aérodrome militaire de Villacoublay où les attendait un avion spécial avec assistance médicale, en raison de la grève de la faim qu'ils affirmaient avoir observé depuis le 9 août.

Des contacts à un *« haut niveau »* avaient eu lieu, samedi et dimanche, entre Paris et Madrid afin d'« obtenir » du gouvernement espagnol, pour les trois Basques dont l'extradition avait été décidée, *« des garanties juridiques précises, conformes à celles demandées par Amnesty International »*, déclarait-on de bonne source.

● EN FRANCE : des incidents, brefs mais violents, ont éclaté dimanche à Saint-Jean-de-Luz, dès l'annonce de la décision du gouvernement. Aux cris de *« Gonzalez assassin, Mitterrand complice ! »* et *« Le peuple basque ne pardonnera pas »*, un cortège, composé de quelques centaines de personnes refluait de Saint-Jean-de-Luz vers la ville voisine de Ciboure, lorsque certains participants ont tenté, vers 18 h 15, d'ériger une barricade de pierres sur un pont. Les policiers ont aussitôt chargé, tirant des grenades lacrymogènes et des grenades à effet soufflant. M. Poulou, maire (MRG) de Ciboure, a été légèrement blessé à la tête en tentant de s'interposer entre les manifestants et les policiers. Le calme était revenu vers 18 h 40.

A Bayonne, un cortège de cinq cents à mille personnes a défilé pendant une heure dans le centre-ville sans incidents.

A Paris, neuf militants du Comité de soutien aux réfugiés basques — sept femmes et deux hommes — ont été interpellés dimanche à 18 h 15 devant le palais de l'Elysée alors qu'ils tentaient de déployer une banderole contre les extraditions.

A Oloron (Pyrénées-Atlantiques), plusieurs cocktails Molotov ont été lancés, lundi matin, contre la façade de la sous-préfecture provoquant de légers dégâts. A quelques kilomètres au sud de Saint-Jean-de-Luz, d'autres cocktails Molotov ont atteint, mais sans l'endommager, un train qui circulait dimanche vers 18 h 30.

Enfin, un attentat perpétré avec un explosif d'origine militaire a endommagé, dans la nuit de dimanche à lundi, le nouveau bâtiment du conseil régional de Midi-Pyrénées à Toulouse. L'attentat a été revendiqué lundi matin à l'AFP par un correspondant anonyme établissant un rapport entre cette action et la récente mesure d'extradition des trois Basques espagnols. Cet attentat que M. Alex Raymond, président (PS) du conseil régional, a qualifié *« d'imbécile »* a provoqué des dégâts évalués à 5 millions de francs.

● EN ESPAGNE : les réactions diffèrent évidemment selon qu'on se trouve à Madrid ou au Pays basque.

La classe politique et la presse madrilènes se réjouissent bruyamment du coup ainsi porté à l'ETA. Plus largement, les extraditions sont reçues comme la collation d'un *« brevet de démocratie »* à l'Espagne, enfin lavée de tout « soupçon » hérité d'une époque franquiste aujourd'hui bien révolue.

Au Pays basque, en revanche, les premières manifestations ont commencé dès le dimanche 23 en soirée à Bilbao et à Saint-Sébastien ; sans incident grave jusqu'ici. Les forces de sécurité espagnoles ont été mises en état d'alerte, et la protection des installations et biens français a été renforcée. Herri Batasuna (HB), la coalition proche ETA militaire, a appelé à une grève générale pour le 28 septembre. Déjà 4 000 sympathisants de HB avaient le 22 septembre manifesté à Madrid, réclamant la libération de militants de l'ETA emprisonnés en Espagne, notamment à Herrera de la Manche.

Un nationalisme incontournable

Irritante question basque !

Comme en toute problématique de type national, il y a là un défi aux classifications selon le critère droite-gauche. Les clés ouvrant les portes sont... loin des portes, dispersées entre Madrid et Paris. L'« Euzkadi » est en elle-même une réalité fort complexe.

Au sud des Pyrénées, elle forme une entité moins unie que ne l'affirment ses hérauts. Ainsi la grande querelle politique de l'automne au sein de la communauté autonome basque porte-t-elle sur la répartition des pouvoirs entre Vitoria, la capitale, et les « députations » (gouvernement) des trois « territoires historiques », qui la composent : la Guipuzcoa, la Biscaye et l'Alava. La Navarre, quant à elle, est — provisoirement au moins — très hostile à une fusion avec la communauté autonome, même s'il est vrai qu'aucun Basque digne de ce nom ne parvient à la concevoir définitivement comme une réalité excentrique.

Faut-il préciser que l'éventualité d'une union entre l'Euzkadi sud et les trois provinces d'*« Iparralde »* (le pays basque français), le Labourd, la Basse-Navarre et la Soule, demeure une affirmation tout à fait réthorique au sud des Pyrénées et ne provoque que haussements d'épaules au nord !

Autre élément contribuant à un incontestable flou dans la perception du problème : sa prise en compte par les autorités, en France à tout le moins, est très éclatée. L'Elysée y est très sensible, ne serait-ce qu'en raison des fréquentes retraites que son hôte fait dans les Landes, qui jouxtent la région. Matignon y avait, sous Pierre Mauroy, un observateur de première force, en la personne de M. Bernard Garcia, lui-même d'origine espagnole. Le Quai d'Orsay s'y intéresse, évidemment : disons, professionnellement. L'ambassadeur à Madrid, pourtant, est un homme politique, un socialiste du Ceres, M. Pierre Guidoni, et non un diplomate de carrière. Son poids dans la préparation des décisions est loin d'être négligeable. M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, ancien avocat de militants basques, est fréquemment chargé de missions délicates. Le ministre de la justice, M. Badinter, qui défendit lui aussi des « Etarras », suit ce problème à la loupe. M. Pierre Joxe, comme ministre de l'intérieur, a la responsabilité du maintien de l'ordre. Le PS, enfin, par le biais de ses préoccupations relatives aux droits de l'homme, est également partie prenante. Au sein de l'Internationale socialiste, son approche se heurte nécessairement, depuis deux ans, à celle, désormais fondée sur la raison d'Etat, du PSOE.

C'est dire que, *in fine*, toute décision d'importance sur ce sujet revient à l'Elysée.

De quel poids pesèrent, dans le revirement français, les enlèvements et attentats perpétrés par le GAL, qui coûtèrent la vie à neuf réfugiés, d'octobre 1983 à juillet 1984 ? Et, d'abord, qu'était, qu'est ce Groupe antiterroriste de libération ? On doit bien observer que jamais Madrid ne jugea opportun de démentir avec l'indignation requise la thèse prédominante selon laquelle certains services spéciaux espagnols ont planifié la chose, fourni les renseignements et les moyens — quitte à avoir recours, pour l'exécution proprement dite, à des truands français.

L'impunité, d'autre part, dont a paru jouir dans un premier temps ce groupe dans un pays normalement policé comme la France laisse pantois. Tout aussi stupéfiante est la quasi-absence de réaction des partis et de l'opinion face à des actions qui ont transformé un département français en coupe-gorge. L'idée que l'action du GAL, jusqu'à un certain point, arrangeait tout le monde ne peut être si aisément écartée. Au Pays basque espagnol, en tout cas, il n'est nul interlocuteur qui ne soit persuadé que les activités du GAL ont joué un rôle absolument décisif dans le retournement de Paris !

Sans doute, comme en convient, par exemple, Mᵉ Juan Maria Bandres, président d'Euskadiko Esquerra (une sorte de PSU basque) — qui fut un ardent défenseur de militants « étarras » sous le franquisme, — *« la France ne pouvait pas fermer les yeux indéfiniment sur les activités auxquelles elle servait de base »*. On peut cependant, s'étonner qu'il ait été besoin de plusieurs assassinats sur le sol national, comme pour justifier un renversement du cours des choses...

La seule question qui vaille à présent est évidemment : quel est le degré d'enracinement du sentiment nationaliste basque de part et d'autre des Pyrénées ? C'est cela, en effet, qui doit permettre de mesurer la crédibilité des politiques mises en œuvre ici et là.

Même si la réalité culturelle basque est indéniable enracinée dans une langue « impossible » et des traditions de fête très originales, — elle s'est, du fait de l'histoire, développée de façon bien différente en Euzkadi sud et en France. *« L'effort multiséculaire de centralisation »* naguère évíqué par le général de Gaulle a, semble-t-il, obtenu de bien meilleurs résultats de ce côté-ci des Pyrénées qu'en Espagne.

On ne peut, certes, négliger la réalité, côté français, d'un engagement dans le « basquisme » militant d'un certain nombre de jeunes gens bousculés ou laissés pour compte par l'évolution économique et sociale contemporaine. Il existe bel et bien une nébuleuse culturelle, assez vivante, servant de vivier à de petits groupements politiques, parfois d'ailleurs antagonistes, tel celui animant la revue *Enbata*, ou le Laguntza, ou le Herri Taldeak. Ce dernier mouvement, à son tour, est fréquemment considéré comme le « groupe d'appui » aux clandestins d'Iparretarak qui ont mené plusieurs actions terroristes au Pays basque français ces deux dernières années.

Le droit à l'autodétermination

Ce phénomène groupusculaire est, évidemment, observé de très près par les renseignements généraux et la gendarmerie. A plus forte raison la vigilance s'impose-t-elle désormais : le changement d'attitude de Paris envers les exilés de l'ETA fait craindre, en effet, une relance des violences des militants d'Iparretarak. S'il est vrai, comme on l'affirme dans le milieu basquisant, que ceux-ci étaient jusque-là freinés par les « Etarras » espagnols — peu soucieux de se voir eux-mêmes pris dans une spirale répressive de la part de la France, — un tel frein, selon toute apparence, ne devrait plus s'appliquer désormais...

La situation est évidemment très différente au sud des Pyrénées. Là, en effet, le nationalisme basque n'est pas seulement comme le poisson dans l'eau : il est l'eau dans laquelle vit le poisson !

Herri Batasuna, une formation politique très proche de l'ETA, aime à rappeler que *« 67 % des électeurs du Pays basque sud n'ont pas approuvé la nouvelle Constitution espagnole en 1978 »*, — soit qu'ils aient voté contre, soit qu'ils se soient abstenus. L'argument n'est pas négligeable ; mais les basquisants eux-mêmes ne le prennent pas tous pour argent comptant, — conscients que l'état d'esprit en Euskadi était alors beaucoup plus violemment anti-espagnol que jamais au cours de l'histoire.

Mais on doit bien observer que les deux élections régionales qui ont eu lieu dans la communauté autonome depuis 1980 ont donné la majorité absolue aux partis nationalistes : PNV (parti nationaliste basque), Euskadiko Esquerra et Herri Batasuna. Ainsi, le 26 février dernier, ces trois formations ont, ensemble, recueilli 65 % des voix. Le PNV — de loin la plus importante d'entre elles puisqu'il a pu gouverner seul depuis 1980 — n'est pas modérément nationaliste, même si, démocrate-chrétien, il est politiquement modéré. *« Je suis, comme tous les nationalistes basques, absolu partisan du droit à l'auto-détermination »*, nous déclarait récemment M. Carlos Garaikoetxea, chef de gouvernement de la communauté autonome. Herri Batasuna, pour sa part, qui a fait campagne l'hiver dernier sur le thème *« Voter pour H.B., c'est voter pour l'ETA »*, a obtenu près de 150 000 voix — 14,5 % des suffrages exprimés.

L'ETA : un quart de siècle d'existence

Il convient donc d'être prudent lorsqu'on tente d'apprécier la force actuelle de l'ETA militaire. Il est certain que l'organisation a subi ces derniers mois des coups très durs. Elle est, d'abord, de plus en plus isolée au plan international. Le prestige que lui avait valu auprès de la gauche européenne sa qualité de *« fer de lance de lutte antifranquiste »* se ternit dès lors que l'Espagne ne vit plus sous la dictature. L'aspect *« lutte de libération nationale »* dont l'ETA revêt son combat est moins encore susceptible d'emporter aujourd'hui une large adhésion le Vieux Continent. Que la démocratie ne soit pas encore affermie en Espagne, et, en particulier, que l'on torture encore parfois dans les commissariats du Pays basque — est une réalité indiscutable. Mais l'Europe est persuadée — sans doute avec raison — que M. Felipe Gonzalez fait tous ses efforts pour mettre fin à une situation aussi inadmissible.

En second lieu, la police espagnole, agissant sans doute sur des renseignements en provenance de France, a pu, ces derniers mois, porter des coups très durs à l'ETA-militaire et à sa branche dissidente les Commandos anticapitalistes.

L'attitude nouvelle de la police française semble, en particulier, avoir mis fin, en 1984, à la collecte de *« l'impôt révolutionnaire »* dans certains bistrots de Saint-Jean-de-Luz ou de Bayonne. Un industriel français à Saint-Sébastien nous a confirmé que, désormais, ses collègues basques *« se sentent tout à fait libérés par rapport au terrorisme »*. Les journalistes qui observent à la loupe les activités de l'ETA estiment également que l'organisation doit être bien affaiblie ou démoralisée pour devoir envoyer de France en Espagne — comme elle l'a fait à plusieurs reprises ces derniers mois — des militants de haut niveau pour entreprendre des coups de main somme toute subalternes. Enfin un avocat nous confirme que *« ça discute ferme dans les prisons où sont détenus des militants nationalistes »* : les propositions madrilènes de *« réinsertion sociale »* pour les *« repentis »* sont évidemment au centre de ces débats. Il n'y a plus guère que les sympathisants avérés de l'ETA pour assurer que *« si l'organisation a bien subi des revers, on ne peut rien en conclure, car elle a déjà connu de bien pires déboires par le passé, et s'en est toujours remise »*.

« Une partie du peuple »

L'ETA a fêté, le 31 juillet dernier, sa vingt-cinquième année d'existence. Son histoire est celle d'une succession de scissions, d'exclusions, d'« assemblées » antagonistes, à l'issue desquelles, systématiquement, les éléments les plus durs, les plus étroitement marxistes, l'emportaient. L'ETA a tué, de 1968 à 1984, environ cinq cents personnes. Son attentat le plus spectaculaire a été, le 20 décembre 1973, celui qui a coûté la vie à l'amiral Carrero Blanco, chef du gouvernement et dauphin de Franco. Les plus sanglants ont été celui qui, le 14 septembre 1974, a fait 12 morts et 69 blessés dans une cafétéria de Madrid fréquentée par des policiers, ainsi que l'explosion d'une bombe, le 29 juillet 1979, à l'aéroport de Madrid (6 morts, 113 blessés).

Mais la presse espagnole, lors du vingt-cinquième anniversaire, a mis en exergue le fait que 90 % des victimes de l'ETA ont péri *après* la mort de Franco — et cela alors même qu'une amnistie avait été accordée en 1977.

Ce bilan est sans gloire pour l'organisation séparatiste. Et, de fait, le très sérieux bulletin *Vasco Press*, de Bilbao, a publié, le 28 mai, un sondage montrant que, de 1981 à 1984, le pourcentage des Basques inconditionnels de l'ETA était passé de 8 à 1 %, tandis que les condamnations sans nuance avaient grimpé de 20 à 44 %.

Malgré cela, il est aisé à qui le souhaite de vérifier que les « Etarras » ne sont pas, en Euskadi, tenus pour de purs et simples criminels, comme dans le reste de l'Espagne ou en France. Le PNV lui-même, tout démocrate-chrétien qu'il soit, n'a condamné les crimes de l'ETA qu'en précisant qu'il en *« comprenait »* les motivations. Cette attitude a donné prise à un soupçon, au sein du PSOE notamment : la formation majoritaire au Pays basque verrait implicitement dans l'organisation séparatiste un allié objectif dans son combat contre Madrid en vue d'arracher davantage d'autonomie.

Pour M. Ricardo Mendiola, militant d'Herri Batasuna et maire d'Hernani, une cité industrielle de 40 000 habitants proche de Saint-Sébastien : *« L'ETA n'est pas un noyau de militants, mais une partie du peuple. »* Les portraits de huit jeunes gens de la ville détenus pour divers crimes ou délits politiques sont partout affichés sur de grands panneaux dans les rues. *« Lorsque l'un d'entre eux est libéré, il est accueilli ici avec fifres et tambourins. »* Si scandaleux que ceci paraisse, il est certain que, lorsqu'un garde civil est assassiné par l'ETA à Bilbao ou Saint-Sébastien, l'Espagne porte son deuil, pas l'Euskadi...

Un Français qui vit depuis longtemps à Bilbao résume : *« Les Basques ne sont pas des Espagnols, c'est un fait. Ce sont des coupeurs de bois, des leveurs de pierres. Ce sont de francs bouffeurs, des joueurs d'accordéon et de pelote. Rien à voir avec les Don Quichotte guitaristes, maigres et bruns, de la Castille. Ici, c'est un pays de sapins, de vaches et d'herbe, tout différent de l'Espagne ocre et brûlée du sud. Les Basques iront-ils jusqu'à se faire tuer pour obtenir leur indépendance ? Je ne le crois pas. Mais il faut que Madrid manifeste très vite et de façon éclatante sa volonté de transférer au gouvernement de Vitoria toutes les compétences que le statut d'autonomie autorise. Alors, lorsque, autour des soupières, le fils dira à son père :* « Vieux con ! Tu abandonnes la cause parce que tu n'as même plus le courage de chausser tes espadrilles pour repartir dans la montagne », *le père pourra lui répondre tendrement :* « Jeune con ! Toi tu n'as pas vécu sous Franco. Alors ne parle pas de ce que tu ne connais pas ! » *« Et ce jour-là,* achève notre interlocuteur, *ce sera la fin de l'ETA. Mais pas avant ! »*

JEAN-PIERRE CLERC.

Ceux qui risquent d'être remis à l'Espagne

● JOSÉ CARLOS GARCIA RAMIREZ

Né le 12 septembre 1957. Il est accusé d'avoir participé, le 20 septembre 1980, dans un bar-restaurant d'une localité de Biscaye, au mitraillage d'un groupe de gardes civils qui étaient en train de prendre un repas. Quatre de ces gardes furent tués.

La justice espagnole lui reproche aussi d'avoir attaqué, avec des complices, le 17 novembre 1980 à Eibar, près de Vitoria, un convoi de gardes civils. Un de ces gardes trouva la mort et deux autres furent blessés. José Garcia Ramirez a été déclaré « extradable » par la cour de Pau par deux arrêts différents, les 9 et 24 août.

● FRANCISCO JAVIER LUJAMBIO GALDEANO.

Né le 19 mai 1955 à Hernani. Il est soupçonné d'avoir été le « chef matériel » d'un commando qui, le 15 mai 1980, dans la soirée, a tiré sur un caporal et un membre de la garde civile en train de dîner dans un bar de la localité de Goizueta, en Navarre. Les deux gardes civils trouvèrent la mort dans cette attaque.

● JOSÉ MANUEL MARTINEZ BEIZTEGUI.

Né le 24 avril 1959 à Vitoria. Il est accusé d'avoir participé à l'attaque d'une caserne dans sa ville natale le 26 août 1978. Ayant fait feu avec d'autres séparatistes sur une sentinelle qui ne fut pas atteinte, ils blessèrent mortellement, par ricochet, un passant de soixante-huit ans. Dans un communiqué, le commando revendiqua cette attaque et présenta la mort de ce passant *« comme un lamentable accident fortuit, conséquence directe* [de] *la situation d'oppression nationale et d'exploitation capitaliste à laquelle est soumis le peuple travailleur basque »*.

José Manuel Martinez Beiztegui est aussi accusé d'avoir participé, la veille de l'attaque de la caserne, à un enlèvement à Vitoria. Dans un appel téléphonique à la police un mois plus tard, les ravisseurs expliquèrent que la victime pouvait être retrouvée attachée à un arbre près d'un chemin isolé. L'un des policiers accouru sur les lieux ramassa une paire de lunettes qui se trouvait par terre. Les lunettes étaient reliées à une charge explosive qui causa la mort d'un artificier et blessa grièvement trois autres policiers.

Les expulsés

● FRANCISCO JAVIER ALBERDI BERISTAIN.

Né le 25 février 1942 à Saint-Sébastien. Il est accusé d'avoir grièvement blessé un policier avec un complice au cours d'un échange de coups de feu le 14 mai 1981 à Hernani, près de Bilbao.

● ANGEL CASTRILLO ALCADE.

Né le 18 avril 1958 à Saint-Sébastien. Il est accusé, comme José Galdos Oronoz, d'avoir participé, le 2 février 1979, dans sa ville natale, à l'assassinat d'un officier, le commandant Herrera Fernandez. Il est aussi soupçonné d'avoir tenté d'assassiner un boulanger à Renteria, près de Saint-Sébastien, le 21 avril 1979.

● LUCIANO EIZAGUIRRE MARISCAL.

Né le 24 avril 1956 à Saint-Sébastien. Il est accusé d'avoir tiré avec un complice sur deux gardes civils, le 24 octobre 1978 dans le port de Pasajès, en Guipuzcoa. Les deux gardes civils furent blessés.

● JOSÉ MIGUEL GALDOS ORONOZ.

Né le 27 novembre 1954, à Saint-Sébastien. Il est soupçonné, ainsi que Angel Castrillo Alcade, d'avoir participé, le 2 janvier 1979, dans sa ville natale, à l'assassinat du commandant Herrera Fernandez.

POINT DE VUE

Les salauds !

« LES salauds ! » C'est le mot qui m'est venu à la bouche. Je ne vois pas pourquoi j'en chercherais un autre. Ils ont tué le droit d'asile comme ils ont tué tant d'espoirs ! Ils nous abreuvent d'arguments juridiques, et moi qui suis juriste je sais que cela ne veut rien dire. S'ils avaient adopté la décision contraire, ils la justifieraient avec la même conviction.

En fait, les hommes leur importent peu. Qu'est-ce que c'est qu'un réfugié politique ? Un numéro dans un fichier. Ce qui compte, c'est de faire plaisir à un gouvernement ami. Entre gens de pouvoir on se comprend. On déplace les hommes comme on déplace les pions : trois dans les prisons espagnoles, quatre dans l'exil togolais. Qu'est-ce que ça peut leur faire à eux, bien installés dans leurs bureaux ? La souffrance des hommes, leurs luttes, leurs désespoirs ? Quantité négligeable. Sept numéros matricules que le greffier de l'hôpital de Fresnes va rayer sur son registre. Que vont-ils devenir ? Peu importe. La diplomatie avant tout. Et puis, n'est-ce pas, ce sont des terroristes ! Le mot est si facile à jeter à la face de ceux qui ne savent plus comment lutter pour faire respecter leurs idées.

« Les salauds ! », non, décidément, il ne servirait à rien de chercher un autre mot. D'ailleurs, ils s'en fichent, ils ne rougiront même pas, ils n'auront même pas honte. Ils s'occupent de choses sérieuses, eux. De la raison d'Etat.

DENIS LANGLOIS,
avocat et écrivain.

...OCRATES EN SCANDINAVIE

...le décentralisation...

ALAIN DEBOVE

...éré à la vice-présidence



...S DE GUERRE IMPOSÉE

POLITIQUE

L'EXTRADITION

La guerre est finie

Paris et Madrid ont négocié pendant plusieurs semaines les garanties que l'Espagne aurait à accorder aux séparatistes basques qui lui seraient livrés. C'est dire si, à gauche, on avait des *« problèmes de conscience »*, comme l'a admis, dimanche, parce qu'ils étaient évidents, M. Roland Dumas.

Il serait étonnant que certains militants, et des ministres, n'aient pas à ce sujet des états d'âme. A commencer par M. Lionel Jospin, qui réclamait, il y a une semaine, une autre solution que l'extradition.

Le premier secrétaire du PS n'a pas été entendu, et trois séparatistes seront livrés prochainement à Madrid, à moins que le Conseil d'Etat n'en décide autrement.

Les quatre autres ont été expulsés vers le Togo, parce que l'Argentine, qui avait accepté de les recevoir, s'est finalement dérobée. Pourquoi trois d'un côté et quatre de l'autre ? Le partage semble avoir été fait entre, d'une part, ceux qui n'avaient « que » blessé leurs victimes ou ne s'étaient rendus complices « que » d'un seul assassinat et, de l'autre, ceux qui auraient plusieurs morts sur la conscience.

Comptabilité discutable, destinée à satisfaire Madrid sans trop mécontenter tous ceux qui, de la Ligue des droits de l'homme à la CGT, s'étaient élevés d'avance contre ces extraditions.

Madrid exulte, la gauche française renâcle. Des remous politiques sont à attendre et on peut craindre des représailles.

D'un point de vue logistique, ces extraditions ne paraissent pas indispensables. Depuis que Paris et Madrid coopèrent activement, les « etarras » ne sont plus en sécurité dans le sud-ouest de la France. Cela fait des mois que l'Euskadi nord n'est plus une base arrière sûre pour eux. Même si, expulsés, ils décident d'y revenir, ils ont pieds et poings liés.

Ces extraditions ont en réalité un autre objet. Elles donnent à l'Espagne post-franquiste un brevet de démocratie que lui décerne la France socialiste. Celle-ci y perd une originalité qui faisait de M. Robert Badinter le mauvais élève de la classe européenne dans les réunions ministérielles. Mais on se lasse d'être montré du doigt.

Un dernier scrupule du gouvernement lui a fait prendre en considération les réserves d'Amnesty International envers l'Espagne, à propos de ses commissariats où l'on torture encore et de ses prisons où l'on torture moins. Sensible à ces réserves, Madrid a promis que les extradés seront dispensés d'interrogatoires de police et pourront choisir, comme ils l'entendent, leur avocat.

Revirement

Que l'assurance de ne pas subir de sévices et d'être défendu normalement n'existe pas en Espagne pour un inculpé, fût-il un assassin, peut sembler surprenant. Cette surprise n'a d'égal que l'étonnement de ceux qui auraient parié, au vu de ces anomalies, sur un refus d'extrader.

Et pourtant, les trois séparatistes qui font les frais de cette décision ne sont pas des enfants de Marie. A eux trois ils auraient participé à l'assassinat de neuf personnes, dont sept gardes civils. Cela ne préjugeait pas cependant leur extradition. En 1982, le gouvernement de M. Pierre Mauroy avait remis en liberté un séparatiste qui avait, selon l'Espagne, la mort de six de ces gardes civils sur la conscience. Vérité lors de l'« état de grâce », erreur aujourd'hui.

Cette comptabilité macabre montre le chemin que M. Mitterrand, qui a pris lui-même la décision annoncée dimanche, a parcouru. Même au moment de la vague d'attentats terroristes de l'été 1982 à Paris, le gouvernement, pressé de prendre des mesures, voire de faire voter des lois d'exception, n'avait pas transigé avec les principes auxquels il se disait attaché en matière de droit pénal. Aujourd'hui, c'est fait.

Il est tentant de rapprocher ce revirement des déclarations de M. Gaston Defferre, alors ministre de l'intérieur, qui, interrogé en juillet 1981, sur l'extradition d'autres séparatistes, déclarait qu'il ne s'y résoudrait pas, parce qu'il avait lui aussi connu la *« clandestinité »*. Ce rappel est surtout révélateur d'un sentiment dominant à gauche à l'égard de l'Espagne et que M. Defferre n'est pas le seul à avoir exprimé ou ressenti. C'est le cas aussi de son successeur, M. Pierre Joxe, qui, adolescent, s'était juré de ne pas mettre les pieds en Espagne tant que Franco vivrait, et de M. Badinter, qui défendit, en 1979, à Aix-en-Provence, un séparatiste basque accusé de deux assassinats. Comme à quelques autres, la décision de dimanche a dû coûter aux ministres de l'intérieur et de la justice, qui y étaient plutôt opposés.

Cette méfiance à l'égard du gouvernement espagnol a des racines profondes qui remontent à l'époque où l'ETA était seule à combattre le franquisme les armes à la main. Ce combat s'est aujourd'hui perverti, et il apparaît sans issue. Mais la gauche a du mal à se convaincre que la guerre civile espagnole est finie. Aux yeux des dirigeants français, elle l'est pourtant depuis dimanche. Il est dans l'ordre des choses, que la décision ait été prise sous un gouvernement dirigé par un homme jeune, revendiquant un regard neuf, à charge pour lui d'en assumer les conséquences.

BERTRAND LE GENDRE.

MADRID : le «sanctuaire» français a vécu

De notre correspondant

Madrid. – Grande satisfaction des autorités espagnoles, colère et avertissements au Pays basque : les réactions à la décision française d'extrader trois réfugiés étaient prévisibles. Les extraditions constituent un succès pour la politique antiterroriste des socialistes espagnols, qui ont misé sur la solidarité européenne avec leur jeune démocratie; mais elles portent aussi en elles les germes d'un probable accroissement, à court terme, de la violence au Pays basque espagnol.

Dans un communiqué officiel publié rapidement après l'annonce des mesures arrêtées par Paris, le gouvernement de M. Felipe Gonzalez s'est *« félicité »* de la décision française. Celle-ci, a-t-il estimé, est *« très positive »* et signifie la *« consécration juridique et politique »* des thèses espagnoles selon lesquelles *« les actions terroristes de l'ETA ne doivent pas être considérées comme des délits politiques »*. Le communiqué ajoute que les *« délits politiques »* n'existent pas *« dans un pays* (l'Espagne) *où s'exercent pleinement les libertés démocratiques »*. Le succès politique des socialistes de M. Gonzalez est incontestable. Le président du gouvernement espagnol, qui fêtera bientôt son deuxième anniversaire à la tête du pays, a toutes les raisons de se réjouir.

L'extradition de MM. Jose Manuel Martinez-Balestegui, Francisco Javier Lujambio-Galdeano et Jose Carlos Garcia-Ramirez représente aussi un succès très concret de Madrid contre l'ETA militaire : le «sanctuaire» français, dit-on ici, a vécu. L'ensemble des réactions dans les milieux politiques tant gouvernementaux que de l'opposition et dans la presse, ce lundi 24 septembre, vont dans le même sens : Paris a enfin accepté l'argumentation espagnole selon laquelle les «etarras» ne sont que des criminels de droit commun. L'Alliance populaire (opposition de droite) a cependant estimé qu'il s'agissait d'un *« jugement de Salomon »*.

Il est clair que pour une grande partie du monde politique madrilène, les trois extraditions consacrent le caractère démocratique de l'Espagne post-franquiste. Ne pas accorder les extraditions aurait été vu par beaucoup en Espagne comme une « gifle », une façon de signifier à la péninsule qu'elle n'était pas encore totalement absoute des « péchés » du régime précédent. Le ministre espagnol de la justice, M. Fernando Ledesma, a d'ailleurs tenu à dire, dès dimanche soir à la télévision, que les « etarras » prochainement extradés n'auront pas besoin de garanties démocratiques *« particulières ou supplémentaires »*. *« L'Espagne peut réellement être fière de son système de garanties* (démocratiques) *instauré par la Constitution* (de 1978) », a-t-il ajouté. Une façon de couper court aux accusations relatives à la persistance de mauvais traitements, et même de tortures, dans certains commissariats du Pays basque espagnol.

Il reste que ce succès « européen », qui intervient après l'extradition de deux « etarras » politico-militaires par la Belgique, en juillet dernier, a son revers : loin de résoudre le problème basque, les trois extraditions annoncées dimanche vont à coup sûr crisper encore un peu plus la région. Il suffit de voir les réactions hostiles des partis nationalistes et séparatistes. Pour Herri Batasuna (proche de l'ETA militaire), il s'agit d'une *« manœuvre basse et dangereuse »* qui *« rappelle la politique de génocide de la France contre le peuple algérien »*. Plus modéré, Euskadiko Eskerra (gauche) estime que les extraditions ne mettront pas fin à la violence et ne permettront certainement pas d'arriver à une *« convivialité démocratique »*.

(Intérim.)

La coopération des polices

Cela fait maintenant une année que les polices française et espagnole ne se regardent plus en chiens de faïence. Cela ne s'est cependant pas produit du jour au lendemain. Elle a d'abord été marquée par la volonté du ministère de l'intérieur d'en savoir plus sur les activités des extrémistes espagnols et français au nord des Pyrénées. C'est ainsi que la Direction de la surveillance du territoire (DST) a renforcé, en 1982, son antenne au Pays basque, tandis que la police de l'air et des frontières a vu ses effectifs augmenter dans cette région « sensible », en 1983.

En savoir plus, dans un premier temps. Pour éventuellement pouvoir réagir. Le 19 septembre 1983, le ministère de l'intérieur a parachevé son dispositif au Pays basque en nommant M. Alain Tourre – jusque-là responsable, à Paris, de la sixième section de la police judiciaire chargée de la répression des atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives – commissaire de la République chargé des questions de sécurité à Pau, puis à Bayonne. Tout récemment, un nouveau patron des Renseignements généraux a été nommé à Bayonne.

Dans le même temps, les policiers et leur ministère de tutelle admettaient la réalité, sinon d'une parfaite collaboration, du moins, d'une nouvelle coopération entre Paris et Madrid. Les demandes de renseignements de la police espagnole n'étaient plus traitées avec molesse. On prenait en considération ses informations, quitte à déclarer qu'on les vérifiait. Mais comment ?

Au-delà de l'échange d'informations, de la transmission rapide de notes n'empruntant plus systématiquement le canal administratif d'Interpol, la coopération s'est-elle transformée en union sacrée ? Les familles des réfugiés basques espagnols en France l'affirment. Elles seraient interpellées, interrogées dès leur retour en Espagne lorsqu'elles rentrent d'une visite à l'un des leurs. De même, deux réfugiés basques espagnols assurent que les photos d'identité, qu'ils avaient remises à la sous-préfecture de Bayonne pour obtenir des papiers en règle, sont aujourd'hui entre les mains du Groupe antiterroriste de libération (GAL). Ce groupe, responsable de l'enlèvement ou de l'assassinat de neuf réfugiés basques espagnols, les a remis à l'hebdomadaire *Cambio 16*... Ces indices ne sont pas des preuves. Ils révèlent simplement un climat.

En fait, la France entretient des rapports « normalisés » avec Madrid depuis 1983. Des rapports qui se sont traduits par des arrestations et l'expulsion d'une vingtaine de membres de l'ETA vers des pays d'Amérique latine. Parallèlement, Paris a aussi pris conscience que le Pays basque français ne sortirait pas toujours indemne de la lutte des séparatistes et de ses conséquences. Le groupe clandestin Iparretarrak, regroupant les nationalistes basques de France, est ainsi responsable de la mort d'un CRS (en mars 1982) et d'un gendarme (août 1983). Le GAL, pour sa part, accumule les règlements de comptes sanglants.

LAURENT GREILSAMER.



هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

L'EXTRADITION est finie

BERTRAND LE GENDRE

» français a vécu

ration des polices

LAURENT GREILSAMER

POLITIQUE

DE TROIS SÉPARATISTES BASQUES

M. Roland Dumas : nous avons obtenu des garanties

Interrogé, dimanche 23 septembre, au cours de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* » sur l'affaire des Basques, M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement, a fait les déclarations suivantes :

● **Les raisons des extraditions.** *« Il s'agit de faits extrêmement graves, ce qui explique le sort différent réservé aux ressortissants basques expulsés vers un autre pays, en l'occurrence le Togo, par rapport au sort de ceux qui seront remis entre les mains de la justice espagnole. Gravité des faits : trois d'entre eux ont du sang sur les mains, un seul est accusé d'avoir participé à l'assassinat de cinq policiers. Imaginons un instant quelle serait la situation du gouvernement français si l'auteur de l'attentat contre le brigadier Schaeffer, qui a trouvé la mort il y a quelques jours, s'était réfugié dans un pays voisin, Italie ou Espagne, et qu'on nous refuse l'extradition pour le juger au nom d'une question de principes. »*

● **Les garanties accordées par Madrid.** *« L'extradition est un acte grave de la part d'un gouvernement quel qu'il soit. Il est donc important de préciser que le gouvernement français s'est entouré de toutes les précautions pour prendre* [sa] *décision (...). Vous avez raison de dire que l'Etat espagnol est redevenu un Etat de droit, un Etat démocratique. Vous avez sans doute également raison, si j'en juge par la qualité des organisations qui se sont penchées sur ce problème, de dire qu'il existe encore des pratiques blâmables. C'est précisément pour nous couvrir de tout ce risque que nous avons négocié très durement depuis depuis deux jours avec le gouvernement espagnol sur les garanties que nous exigions pour cette extradition. Quelles sont-elles ?*

» En premier lieu, les extradés ne seront pas remis entre les mains de la police ; en aucun cas il n'y aura de garde à vue ; ils seront directement déférés aux juges chargés des dossiers qui les concernent.

» En second lieu, indépendamment de l'avocat qui leur sera désigné — puisque c'est la pratique en vertu de la loi antiterroriste espagnole, — ils auront libre choix d'un défenseur dans le barreau espagnol ; ils pourront même se faire assister d'avocats étrangers.

» En dernier lieu, les autorités espagnoles ont admis que des observateurs étrangers assisteraient à leur procès. Bien évidemment, cela se passe sous la garantie de l'Etat français car il y a, au-delà du droit, une sorte d'obligation morale de la part de l'Etat qui extrade à s'assurer des bonnes conditions de l'exécution de l'extradition. »

Problèmes de conscience

● **Les « problèmes de conscience » des socialistes.** A la question : *« Le nouveau comportement du gouvernement ne pose-t-il pas de problèmes de conscience à certain ministre qui, naguère, comme avocat (1), a défendu des terroristes ou des séparatistes ? »*, M. Dumas a répondu : *« Certainement. Mais où se situe le problème et où se pose le drame de conscience ? Ce n'est pas parce qu'on change d'Etat, ce n'est pas parce qu'on est un jour avocat et un autre jour ministre, qu'on pense différemment, mais simplement parce qu'on s'est battu pour un certain nombre d'idées et, notamment, pour celle que le droit devait être restauré. Nous sommes quelques-uns à nous être expliqués là-dessus.*

» A une certaines époque, nous avions dénoncé des extraditions faites en fraude de la loi parfois expéditives, sans qu'on ait épuisé toutes les voies de recours (...). Aujourd'hui, on a voulu que toutes les voies de recours soient utilisées. Même si elle n'ont pas un caractère suspensif, on attend de connaître la décision des magistrats. »

● **Pourquoi le Togo ?** Pourquoi avoir expulsé des Basques vers un pays africain et non vers l'Amérique latine, comme il en était question ? *« Il n'y a pas de raison d'envoyer des expulsés de France dans un même pays et dans une même région. Je considère au contraire que, dans la mesure où l'on veut être efficace et gêner le terrorisme international, il vaut mieux les disperser. »*

(1) NDLR. — Il s'agit de M. Robert Badinter, garde des sceaux.

Neuf mois de lune de miel franco-espagnole

Le vrai virage du gouvernement français à propos des Basques ne remonte pas au dimanche 23 septembre 1984, mais à un dîner à l'Elysée le 20 décembre 1983. A M. François Mitterrand, dont il est l'hôte, M. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement espagnol, demande de l'aider à lutter contre le cancer basque. Il évoque les quatre cents victimes des séparatistes depuis quinze ans, et les menaces que l'ETA fait peser sur la jeune démocratie espagnole.

Le président de la République, qu'on dit déjà sensible à ces arguments, assure M. Gonzalez du soutien de la France. C'est en tout cas ce que ce dernier affirme à son retour à Madrid aux directeurs de deux grands journaux, MM. Juan-Luis Cebrian (*El País*, indépendant) et Luis-Maria Anson (*ABC*, monarchiste).

La machine policière française se met alors en branle, et une vingtaine de Basques espagnols repliés en France, où jusqu'à présent ils vivaient sans être inquiétés, sont arrêtés et expulsés vers des pays d'Amérique latine, Panama en particulier. Fin juillet, c'est au tour de M. Eugenio Etxeveste, dit Antxon, l'une des figures de proue de l'ETA militaire, de tomber aux mains de la police française. D'abord assigné à résidence, comme d'autres séparatistes quelques semaines avant lui, il est expulsé à son tour en République dominicaine.

Un « virage historique »

En France, les mandats d'arrêt lancés par l'Espagne arrivent en rafales. Aujourd'hui, une vingtaine de séparatistes sont toujours recherchés. Huit, qui n'ont pas eu le temps de se cacher ou de se mettre hors de portée, sont traduits devant la chambre d'accusation de Pau, qui donne un avis favorable à l'extradition de sept d'entre eux. Ce jour-là, la coopération franco-espagnole franchit une nouvelle étape.

Depuis le dîner de l'Elysée, cette coopération ne s'est jamais relâchée. En juin, M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui rend visite à son collègue espagnol, M. José Barrionuevo, déclare qu'à ses yeux *« un terroriste n'est pas un réfugié politique »*. Echange de bonnes manières, Madrid salue le *« virage historique »* de la France.

Le successeur de M. Defferre, M. Pierre Joxe, ne peut faire moins. Le 6 août, à Madrid, il réaffirme la *« continuité »* de la coopération entre les deux pays. La lune de miel paraît sans nuages et, de passage à Paris le 12 septembre, le ministre de la justice espagnol, M. Fernando Ledesma, en tire argument pour confier qu'il n'envisage *« aucune autre hypothèse que l'extradition »*.

Entre-temps, la situation des séparatistes est devenue passablement inconfortable. Neuf réfugiés espagnols ont été assassinés ou enlevés en quelques mois par le GAL (Groupe antiterroriste de libération).

Les agissements du GAL, les arrestations de réfugiés, les assignations à résidence, les expulsions et les menaces d'extradition, accroissent la tension au Pays basque. Au sud de la Bidassoa, les attentats contre des véhicules et des entreprises français se multiplient. Au nord, les manifestations se succèdent et quelques attentats ont lieu.

Début septembre, les sept séparatistes menacés d'extradition sont transférés à l'hôpital des prisons de Fresnes, à cause d'une grève de la faim qu'ils affirment observer depuis le 9 août. Cette grève incite M. Pierre Arpaillange, procureur général de la Cour de cassation, à avancer au 21 septembre l'examen du pourvoi qu'ils ont formé contre les arrêts d'extradition de la cour de Pau. Vendredi, la chambre criminelle a rejeté ces pourvois. Entre la décision d'extrader trois de ces séparatistes et le dîner de l'Elysée, il se sera écoulé neuf mois.

B. L. G.

Déchirements

(Suite de la première page.)

De ce côté des Pyrénées, il y a eu trop de laxisme, et le gouvernement espagnol est fondé à exiger plus de rigueur.

Il n'empêche : qu'un Etat livre à la justice d'un autre pays — fût-ce avec les meilleures garanties — des personnes poursuivies pour des actes de criminalité politique — fussent-ils moralement condamnables — est un acte grave qui reste choquant.

La France ne cesse pas pour autant d'être une terre d'asile, mais elle se ferme un peu plus. Pourtant, il faut — c'est son honneur, et il y a un vrai besoin — qu'elle reste un refuge pour tous ceux qui sont engagés dans le combat des idées, même les plus folles, même si c'est de la plus mauvaise manière. Elle peut le faire à ses conditions, avec ses refus et ses rejets, mais sans intervenir, en extradant, dans un procès qui n'est pas le sien.

Ce n'est pas mépriser l'Espagne ou tout autre pays, et encore moins justifier les excès de l'indépendantisme basque, que de rappeler ces enseignements tirés de notre propre histoire nationale : les régimes démocratiques ne sont pas à l'abri de l'erreur et de l'aveuglement contre ceux qui leur paraissent menacer l'unité nationale ou l'intégrité territoriale, et ce n'est jamais par les voies policières et judiciaires que se règlent les problèmes politiques de fond. Et ce n'est pas davantage parce qu'ils voient tout le monde se liguer contre eux que les extrémistes entendent raison. Au contraire.

Une Europe libre ne sera pas celle où les États se mettront d'accord pour régler leurs problèmes de minorités et d'extrémismes, mais celle où les individus et les groupes, avec leurs inévitables excès, ne seront pas voués à l'alignement.

A. L.

LES RÉACTIONS

Embarras, hostilité, approbation

Embarras, hostilité ou approbation caractérisent les premières réactions à la décision d'extrader trois séparatistes basques espagnols.

L'embarras provient du PS et de la Ligue des droits de l'homme. M. Jean-Pierre Destrade, député des Pyrénées-Atlantiques et porte-parole du PS, a ainsi déclaré : *« L'extradition est une mesure difficile à assumer pour le parti socialiste. Celle des séparatistes basques espagnols présente beaucoup d'inconvénients. Il convenait toutefois, pour le gouvernement, de prendre une décision en conformité avec la doctrine fixée par le conseil des ministres du 10 novembre 1982* [séparant l'extradition pour acte politique de celle pour délit de droit commun], *qui ne remet nullement en cause le respect du droit d'asile. »*

M. Destrade, qui a affirmé, lundi 24 septembre, que le gouvernement a *« des preuves formelles »* que les extradés ont commis des crimes de sang, a déclaré que ces trois personnes n'ont *« aucune motivation politique »* (à la différence des quatre expulsés). *« Nous avons toutes les raisons*, a-t-il ajouté, *de penser qu'ils n'ont pas de liens directs avec l'ETA. »* Pour M. Destrade, *« des gens qui se réclament de l'ETA, maintenant, ont peu de liens avec l'organisation qui a lutté contre le franquisme »*, mais se servent de la couverture de l'ETA pour dissimuler des activités criminelles : trafic d'armes, de drogues, etc.

Dans ces conditions, M. Destrade, qui aurait souhaité, à titre personnel, qu'il n'y ait pas d'extraditions cette fois-ci, estime que celles-ci étaient, tôt ou tard, inévitables, sauf à accepter *« une dévaluation de notre responsabilité politique »*. *« L'opinion publique*, a-t-il estimé, *ne pouvait pas comprendre qu'on n'en arrivât pas à ce type de mesures »*, dont le porte-parole du PS juge qu'elles peuvent *« permettre d'assainir le climat »* au Pays basque Français, même s'il *n'a « nullement l'impression »* que ces extraditions vont faire cesser les activités du GAL et relève que les risques d'attentat de l'ETA en France sont désormais *« une crainte importante »*.

De son côté, Mᵉ Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, rappelle l'opposition de son organisation au principe de l'extradition, mais il juge *« très positives »* les garanties obtenues par le gouvernement français dans l'application de sa décision. Une entrevue a été demandée au garde des sceaux.

L'hostilité émane de milieux de droite comme de gauche, pour des raisons différentes. Dans *la Lettre de la Nation*, organe du RPR, M. Pierre Charpy écrit notamment, ce lundi 24 septembre : *« Du moment que* [le président de la République] *accepte l'extradition pour trois des inculpés, rien ne justifie qu'il la refuse pour les quatre autres. Si la justice espagnole est celle d'un pays démocratique, elle l'est pour tous (...). Logiquement, moralement, juridiquement, c'est la décision du président de la République qui est inacceptable. »*

Quant à la CIMADE, service œcuménique d'entraide, elle exprime sa *« stupeur »* et sa *« consternation »*, et elle indique que les séparatistes basques en cause *« sont des demandeurs d'asile, dont le dossier est entre les mains de la commission de recours, qui n'a jamais statué sur leur cas »*.

Enfin, l'approbation est à mettre sur le compte de M. Jean Lecanuet (UDF) et de M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national a déclaré : *« Le gouvernement ne fait qu'appliquer la loi internationale, mais il a mis toutefois un certain temps à le faire, comme s'il était dangereux d'extrader des justiciables à un pays socialiste. Les Français supportent de plus en plus mal que le territoire français puisse servir de base à des actions subversives orientées contre un pays ami. Cette dernière mesure est bien dans la ligne du nouveau style gouvernemental inauguré par M. Fabius. »*

Déception et colère au Pays basque

(Suite de la première page.)

Pour certains, la position socialiste relève désormais du simple alignement sur le gouvernement, et les nationalistes ont compris qu'il leur serait désormais inutile de se tourner vers le PS si Madrid réclamait plus fermement l'extradition de la vingtaine au moins de militants d'ETA installés en France et pour lesquels une demande a déjà été formulée.

Au Pays basque français, les autres réactions des milieux politiques témoignent plus nettement de la surprise ressentie à l'annonce de la décision gouvernementale. De la CFDT au RPR, en passant par le Parti communiste, les élus basques mettent l'accent sur les risques pris localement par Paris pour satisfaire Madrid. Le Pays basque français redoute, en effet, que le climat de tension, sensible depuis six mois sur la côte, ne s'alourdisse encore et ne précipite à nouveau la vie basque dans la spirale de la violence.

La colère s'est exprimée plus nettement dans les villes du Pays basque espagnol. Des manifestations ont été organisées dans la soirée de dimanche à Saint-Sébastien, Pampelune, Hernani, Bilbao, Vitoria, qui ont tourné rapidement à la bataille de rues. Des sympathisants nationalistes ont bloqué pendant quelques heures les accès au centre de Saint-Sébastien, profitant de la concentration des forces de l'ordre autour du palais Maria-Christina, qui hébergeait la soirée de clôture du Festival international du cinéma. Au cours des échauffourées, des barricades ont été dressées, des autobus incendiés, tandis que des jeunes gens s'en prenaient, tard dans la nuit, aux voitures immatriculées en France et à plusieurs permanences du Parti socialiste espagnol. Les forces de sécurité ont été placées en état d'alerte dans tout le Pays basque espagnol, avec pour première mission de protéger les bâtiments administratifs et commerciaux français. Au sud comme au nord, les réactions à la décision de Paris risquent donc d'aller crescendo, et certains milieux nationalistes envisagent même, au-delà de la Bidassoa, une agitation permanente sans attendre l'avis du Conseil d'État.

PHILIPPE BOGGIO et PHILIPPE ETCHEVERRY.

La discussion budgétaire

M. DESTRADE (PS) L'hypothèse du prélèvement de 3 milliards devrait être levée.

M. Jean-Pierre Destrade, porte-parole du PS, a évoqué, lundi 24 septembre, le prélèvement de 3 milliards de francs sur les ressources des collectivités locales, prévu par le projet de budget pour 1985. M. Destrade a souligné la *« disproportion évidente entre la somme destinée à être prélevée et les inconvénients politiques »* qui en résultent vis-à-vis de maires sollicités par ailleurs pour participer au financement des travaux d'intérêt collectif proposés aux jeunes chômeurs. Pour le porte-parole du PS, *« il serait plus sain que, dans la discussion budgétaire, l'hypothèse de ce prélèvement de 3 milliards de francs soit levée »*.

POLITIQUE

M. GISCARD D'ESTAING RETROUVE SON SIÈGE AU PREMIER TOUR

63,23 % des suffrages exprimés

Dès l'annonce des résultats M. Valéry Giscard d'Estaing a remercié les électeurs et les électrices qui lui *« ont fait la confiance de [l'] élire député du Puy-de-Dôme ». « Je ferai mon métier de député »*, a-t-il déclaré avant d'ajouter : *« J'étais candidat de l'union. C'est la victoire de l'union. C'est aussi la victoire du peuple de la raison. Le peuple de la raison est en marche. Je souhaite qu'il prenne bientôt en main les destinées de la France. Merci aux Auvergnates et aux Auvergnats qui ont fait battre dans leurs montagnes le cœur de la France. »*

Elu dès le premier tour avec 63,24 % des suffrages exprimés, M. Giscard d'Estaing retrouve une circonscription qu'il connaît bien. Il y a été élu pour la première fois en 1956, puis constamment réélu en 1958, en 1962, 1967, 1968 et 1973. En 1974, il avait abandonné son siège à son suppléant, M. Morellon qui s'était lui-même retiré en 1981, au profit de M. Wolff. C'est la deuxième fois depuis 1981 que l'ancien président de la République se présente devant les électeurs. Candidat aux élections cantonales de mars 1982 dans le nouveau canton de Chamalières, il l'avait emporté dès le premier tour avec 72 % des suffrages exprimés.

M. Giscard d'Estaing réalise un bon score, le meilleur depuis le début de sa carrière de député. Il fait mieux que M. Morellon en 1978 et que M. Wolff en 1981. Il fait mieux qu'en 1973 et surtout qu'aux élections législatives de 1968 où il avait recueilli 61,38 % des suffrages exprimés.

Ce score mérite toutefois d'être relativisé compte tenu du fort taux d'abstentions (45 % des électeurs inscrits ont boudé le scrutin du 23 septembre), les suffrages obtenus par M. Giscard d'Estaing ne représentent que le tiers des inscrits (33,99 %) alors que ceux qui s'étaient portés sur son nom, en 1973 par exemple, en représentaient 40,23 %.

L'ancien président de la République a bénéficié d'un recul de la gauche. La candidate socialiste ne pouvait espérer faire aussi bien que M. Godard en juin 1981. Mais elle ne retrouve pas le score du candidat PS en 1978, ni même celui de M. Jospin aux élections européennes dans cette circonscription (21,07 %). Désignée tardivement, Mme André a souffert, selon toute vraisemblance, d'une démobilisation de l'électorat de gauche, tout comme le candidat communiste, M. Nicolas qui perd plus d'un point par rapport au scrutin de 1981 et plus de sept points par rapport à celui de 1978. Toutefois le PC ne régresse pas par rapport aux élections européennes puisque la liste conduite par M. Georges Marchais avait obtenu 6,07 % des suffrages exprimés dans cette circonscription.

Le Front national est aussi un grand perdant dans cette consultation. S'il progresse sensiblement par rapport aux précédentes élections législatives, son candidat, M. Waterlot, ne retrouve pas les 9,22 % des suffrages exprimés recueillis par M. Le Pen en juin dernier. Un progrès qui n'est pas pour le Front national à la mesure de son espoir.

NADINE AVELANGE.

Endiguer la vague barriste

(Suite de la première page.)

Pour autant, les difficultés ne sont pas aplanies. Sans doute l'ancien président de la République espère-t-il, au contact régulier des parlementaires, endiguer la vague continue de barrisme qui porte l'UDF depuis plusieurs mois. Sans doute compte-t-il aussi sur le maintien de relations « amicales » avec M. Jacques Chirac pour témoigner que son retour ne crispe pas les relations entre les deux formations de l'opposition.

Mais, au fur et mesure que s'approcheront les échéances de 1986 et de 1988, cette lune de miel entre deux hommes qui se sont affrontés en 1981 peut paraître très artificielle ou rappeler trop de souvenirs à une opposition qui n'a pas oublié la « fatalité » de la querelle des chefs. Il ne serait pas plus habile de déplacer le terrain de cette querelle du côté de M. Barre en essayant de faire apparaître ce dernier comme le trouble-fête.

Autre difficulté pour M. Giscard d'Estaing : le devenir de l'UDF, qui, officiellement, ne souhaite pas se choisir dès aujourd'hui un présidentiable. Comment vont s'établir les rapports au sein de cette confédération entre barristes, giscardiens et « non-alignés », et quel va être le ferment de l'union au sein même de la confédération ? Il y a quelques mois, le bruit a couru que les clubs Perspectives et Réalités pourraient à cet égard jouer un rôle. Or M. Giscard d'Estaing a repris en main de manière très active ces clubs.

Le « peuple de la raison »

Au-delà de 1986, la question même d'une éventuelle cohabitation entre une opposition devenue majoritaire et le président de la République pèsera sur les comportements. MM. Chirac et Giscard d'Estaing sont pour, M. Barre est contre et s'en expliquera à nouveau longuement dans le prochain numéro de sa lettre mensuelle *Faits et Arguments*.

Dès l'annonce des résultats dimanche, M. Valéry Giscard d'Estaing a souligné que sa victoire était la *« victoire de l'union »* et celle du *« peuple de la raison »*, dont il souhaite qu'il prenne *« bientôt en main les destinées de la France »*.

Si M. Giscard d'Estaing envisage d'être l'artisan de cette reprise en main plus générale, il lui faudra, dans les mois qui viennent, se dégager de toutes les ambiguïtés qui jusqu'à présent ont pesé sur sa démarche.

Sa stratégie de reconquête peut passer par le Palais-Bourbon ; elle n'en reste pas moins encore à construire, en tenant compte de nombreuses inconnues au nombre desquelles figurent aussi le mode de scrutin qui sera retenu pour 1986 et l'équilibre des forces qui pourra s'établir au sein de l'opposition.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LES RÉSULTATS DE LA DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION DU PUY-DE-DOME

	22 SEPTEMBRE 1984		14 JUIN 1981 (1er tour)		12 MARS 1978 (1er tour)		4 MARS 1973 (1er tour)	
INSCRITS	75 002		75 911		74 742		69 161	–
VOTANTS	41 214		55 472		63 689		56 217	
ABSTENTIONS		45,04 %		26,92 %		14,78 %		18,71 %
SUFFRAGES EXPRIMÉS	40 322		54 931		62 588		55 235	
	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%
UDF-PR (1)	M. G. d'Estaing 25 500	63,24	M. Wolff 28 512	51,90	M. Morellon 32 439	51,82	M. G. d'Estaing 27 826	50,37
PS	Mme André 8 162	20,24	M. Godard 19 008	34,60	M. Viallet 13 486	21,54	M. Thiéblot 10 212	18,40
FN	M. Waterlot 2 543	6,30	M. Waterlot 460	0,83	M. Waterlot 666	1,06		
PC	M. Nicolas 2 480	6,15	M. Nicolas 4 183	7,61	M. Nicolas 8 376	13,38	M. Serandon 8 213	14,86
Réformateur-Centre Républicain							M. Le Main 5 176	9,37
Écol. (2)	M. Devoucoux 1 114	2,76	M. Richard 1 226	2,23	M. Vulliod 3 137	5,01		
					M. Richard 20	0,03		
PSU							M. Ehrard 2 372	4,29
MRG			M. Gouttebel 991	1,80	M. Laporte 2 126	3,39		
LO			M. Dufour 551	1,00	M. Seguy 1 262	2,01	M. Seguy 1 436	2,59
POE	M. Cheminade 237	0,58						
UFBS (3)					M. Félix 848	1,35		
Défense des libertés	M. Allais 175	0,43						
Parti Mondialiste	M. Marchand 111	0,27						
Divers					M. Mameu 228	0,36		

(1) M. Giscard d'Estaing se présentait avec l'étiquette RI aux élections législatives de mars 1973.
(2) M. Devoucoux se présentait avec l'étiquette Vert-Écologie, en 1978 ; M. Richard était candidat du collectif Écologie-78.
(3) Union des Français de bon sens.

Election cantonale dans le Nord : le PS bien placé

NORD : canton de Trélon (premier tour).

Inscr., 19 885 ; vot., 11 679 ; suffr. expr., 11 193. MM. Dehoux, PS, 4 327 ; Loriau, RPR, 4 314 ; Dupont, PC, 2 552. Il y a ballottage.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Claude Jourdain, conseiller général socialiste, décédé en juin dernier, qui avait été élu au second tour des élections cantonales de mars 1982 avec 9 017 voix contre 5 414 à M. Cuvillier, RPR, pour 14 431 suffrages exprimés et 15 104 votants. Il y avait 19 993 électeurs inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 19 993 ; vot., 14 362 ; suffr. expr., 13 694. MM. Jourdain, 5 239 ; Cuvillier, RPR, 4 704 : Dupont, PC, 3 751.

Les électeurs du canton de Trélon se sont plus abstenus le 23 septembre que lors du renouvellement de mars 1982 (41,26 % au lieu de 28,16 %). Le candidat du PC, M. André Dupont, adjoint au maire de Fourmies, est loin de retrouver son score du premier tour de mars 1982. Il perd plus de quatre points.

L'opposition, en revanche, améliore ses positions. Son candidat, M. Jacques Loriau, qui conduisait la liste d'opposition aux municipales de mars 1983 à Fourmies, recueille 38,54 % des suffrages exprimés, tandis que M. Cuvillier en avait obtenu 34,35 % au premier tour de mars 1982.

Cette progression ne devrait pas inquiéter le candidat socialiste, M. Marcel Dehoux, député de la circonscription. Il réalise sensiblement le même score que Claude Jourdain, et devrait logiquement l'emporter au second tour. Le PS devrait ainsi conserver ce canton qu'il avait ravi au PC en mars 1982.]

مكذا من الاصل

DE L'ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DU PUY-DE-DOME

« Giscard à l'Elysée ! »

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. – Il est 20 h 45 dans les locaux enfiévrés de la permanence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Depuis plus d'une heure, deux cents supporters de l'ancien président de la République se délectent à l'annonce des scores enregistrés dans les différents bureaux. Le succès est acquis avec une confortable avance. Ils accueillent le nouvel élu aux cris de : *« Giscard à l'Elysée ! »*.

Ce dernier arrive de sa résidence de Chanonat, avec à ses côtés M. Claude Wolf, qu'il va donc remplacer au Palais-Bourbon. Le temps de prendre connaissance des messages de félicitations de MM. Jacques Blanc et François Léotard, et il s'installe face à la presse pour une très courte déclaration : Puis, pressé de questions, il finit par répondre, lorsqu'on lui demande s'il va se lancer à la conquête du pouvoir régional : *« Je défendrai, en toutes circonstances, les intérêts de l'Auvergne. »*

Le nouveau député refuse ensuite de se laisser enfermer, dit-il, *« dans la politique politicienne »*. Il retourne auprès de ses amis, plongés dans l'euphorie du meilleur score jamais enregistré dans la circonscription : M. Valéry Giscard d'Estaing dépasse son record de 1968 (63,24 % au lieu de 61,36 %).

Dans la même avenue de Clermont-Ferrand, à 500 mètres de l'endroit où un cortège de voitures commence à se former pour célébrer cette victoire, M. Jean-Claude Waterlot partage, aux côtés d'une vingtaine de militants, la désillusion de n'avoir pas provoqué le ballottage. Le recul du Front national par rapport aux européennes est une réalité, mais M. Waterlot préfère se référer aux résultats de 1981 : *« Cela représente une progression de 5,50 % »*.

En tout cas, l'« effet Le Pen » n'a pas pesé sur l'élection. Il était craint de tous côtés. Ce coup d'arrêt représente le seul sujet qui permette aux militants du PS et du PC de surmonter leur morosité. M. Jean Nicolas, représentant du PCF, n'est pas satisfait de son score, bien qu'il trouve *« intéressante »* sa légère progression par rapport aux européennes. La forte abstention des électeurs de gauche sonne, selon lui, comme *« un nouvel avertissement au gouvernement »*. Il paraît moins flagrant aux yeux de Mme Michelle André, la candidate socialiste, qui a passé la soirée dans le calme des locaux de sa fédération : *« Le résultat était couru d'avance, et puis, le socialisme, ça ne se vend pas très bien par les temps actuels »*, laisse-t-elle tomber, sans être surprise par les 20 % que représente son capital de voix.

LLIBERT TARRAGO.

LES RÉACTIONS

Une lettre de M. Barre un télégramme de M. Chirac

Quand, après sa défaite de 1981, M. Valéry Giscard d'Estaing avait sollicité une première fois les suffrages des électeurs, dans le nouveau canton de Chamalières, ce « retour à la base » avait été unanimement salué par les principaux responsables de l'opposition, qui avaient notamment loué *« cette volonté de l'ancien président de la République de retrouver les racines naturelles de son engagement politique »*.

M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, avait, cependant, adopté un ton plus ironique que celui employé aujourd'hui par M. Chirac : *« C'est bien, courageux et sympathique, de ne pas jouer au grand seigneur et d'aller à la base »*, avait-il dit.

De son côté, M. Didier Bariani, alors président du Parti radical, avait prévenu : *« Il ne suffira pas à M. Giscard d'Estaing d'être le leader de la minorité du Puy-de-Dôme (1) pour retrouver un droit de préemption sur l'ancienne majorité présidentielle. Il a la charge de la preuve. Celle de démontrer qu'il est encore le meilleur. »* Une réflexion dont on peut penser qu'elle sera reprise par ceux des députés de l'UDF – réunis cette semaine à Cannes pour leurs journées parlementaires – dont le cœur ou la raison penchent du côté de M. Barre.

Ce dernier a envoyé une lettre de *« félicitations chaleureuses »* à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui devait la recevoir ce lundi en fin de matinée. M. Jacques Chirac a estimé préférable de lui adresser un télégramme, et ce avant même que ne soient connus des résultats définitifs du scrutin. Le maire de Paris a fait part à l'ancien président de la République de ses *« chaleureuses félicitations »*, pour sa *« brillante réélection »*, qui *« témoigne de la confiance de ses concitoyens et confirme la force et la détermination de l'opposition unie »*.

Pour M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, *« ce succès est davantage un nouveau désaveu de la majorité socialiste et communiste de 1981,* [et] *il marque une étape politique de très grande importance sur la voie du redressement national »*. *« L'éclatant succès de M. Giscard d'Estaing replace le débat politique dans sa pleine dimension »*, assure M. François Léotard, secrétaire général du PR, qui ajoute : *« Dans une période de doute, une démarche de vérité et de respect a été massivement approuvée par le suffrage populaire. Désormais, le socialisme est menacé par son véritable adversaire : l'alliance de la compétence et de la générosité. »*

Président du Mouvement des jeunes giscardiens, M. Patrick Gérard voit dans le succès de M. Giscard d'Estaing – qui vient, dit-il, *« de réunir près de deux Français sur trois »*, – la *« preuve »* qu'il n'est pas rejeté par le suffrage universel, *« contrairement à ce que certains pronostiquaient »*.

« Ce très beau résultat est le témoignage de lucidité et de reconnaissance des électeurs », a estimé M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, tandis que les Clubs perspectives et réalités estiment que le retour au Parlement de leur président-fondateur *« marque un renforcement de l'opposition libérale, seule capable d'organiser l'alternance et de juguler les tentations extrémistes »*.

Signant l'éditorial du *Figaro* daté du 24 septembre, M. Robert Hersant constate que, *« jusqu'à ces derniers temps, l'opposition s'est unanimement et dévotement voulue libérale, et elle a fini par croire qu'elle l'était devenue »*. Il souligne *« la célérité que mirent beaucoup à se décrisper,* [témoignant] *trop qu'ils ne se sentent plus de vrais motifs de crispation »*. M. Robert Hersant s'en étonne : *« Rien n'a changé que des mots pour tromper (...). Rien, sinon que, selon la coutume, le pouvoir en perdition tend d'une main un piège aux plus fragiles et, de l'autre, une écuelle aux plus affamés. »* Il attend de l'opposition qu'elle affirme *« sa détermination de gouverner autrement dès 1986 »*, qu'elle dise *« sans timidité jusqu'où elle ira »*, et qu'elle tienne désormais le langage de l'*« après Fabius »*, *« c'est-à-dire de l'après-socialisme »*.

(1) Dans le Puy-de-Dôme, quatre des cinq sièges de députés sont détenus par des socialistes.

M. MAUROY : plus de cadeaux !

M. Pierre Mauroy a fait don, vendredi 21 septembre, à la mairie de Lille, de tous les cadeaux qu'il avait reçus, à titre personnel, pendant l'exercice de ses fonctions de premier ministre, lors de ses voyages officiels dans vingt-neuf pays étrangers.

Cette collection est constituée de quelque soixante pièces de grande valeur, dont la plus belle est un fusil de chasse à cartouches et à balles, à la crosse en platine sculptée, offert par le vice-premier ministre de la République démocratique allemande.

La Malaisie avait aussi particulièrement gâté l'ancien premier ministre, puisqu'elle lui avait offert pas moins de sept cadeaux (kriss, gong, plat, etc.), dont un magnifique service à thé en argent.

Parmi les plus belles pièces de cette collection, qui compte six vases, trois tapisseries, deux toiles de maître et quelques portraits de chefs d'Etat ou de gouvernement, figurent aussi quatre magnifiques défenses d'éléphant offertes par M. Hissène Habré, président de la République du Tchad.

Au nombre des cadeaux insolites : un bébé requin naturalisé, pêché dans les eaux cubaines, et un coffret de disques de Félix Leclerc, offert par M. Trudeau, ancien premier ministre du Canada.

Dans la série des personnes illustres, le pape a offert à M. Mauroy des reproductions d'œuvres de Raphaël, tandis que M. Tchernenko, le numéro un soviétique, lui a fait don d'une simple carafe... vide. – (AFP.)

● *Nouvelle-Calédonie : les indépendantistes veulent un gouvernement provisoire.* – *« La Nouvelle-Calédonie s'appellera Kanaki, et le gouvernement provisoire sera élu par trente-sept députés le 24 novembre et installé le 1er décembre »*, a déclaré, lundi 24 septembre, M. Norbert Kaffa, porte-parole du comité de coordination du FLNKS (Front de libération nationale kanaque socialiste). Le congrès constitutif du FLNKS, qui a réuni à huis clos depuis le 22 septembre les quatre formations du FI (Front indépendantiste), doit s'achever lundi à Ducos, banlieue de Nouméa. Au cours de ce congrès, qualifié de *« nouvelle plate-forme unitaire de la lutte pour l'indépendance »*, les dirigeants indépendantistes ont décidé de dissoudre le FI *« dans le cadre d'un changement de stratégie »*. M. Kaffa a précisé : *« Le FLNKS se crée, le FI disparaît. »* Il a, en outre, indiqué que *« la Constitution de Kanaki, la charte de lutte pour l'indépendance et l'installation du socialisme en pays kanaque »* avaient été discutées. M. Kaffa a annoncé qu'un calendrier fixant la mise en place de plusieurs institutions avait été élaboré. *« Trente-sept députés seront choisis le 11 novembre,* a-t-il dit, *lors d'une convention régionale regroupant les six régions de Kanaki. » « Ils éliront un gouvernement provisoire le 24 novembre, lequel sera installé en pays kanaque (probablement à Nouméa) le 1er décembre »*, a conclu le dirigeant indépendantiste. – *(AFP.)*

POLITIQUE

Propos et débats

M. Crépeau : frémissements

M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, qui participait, dimanche 23 septembre au « Forum » *de RMC, a affirmé sentir* « ici ou là certains frémissements » *de décrispation. Convaincu qu'un certain nombre de gens comme les radicaux valoisiens ou certains centristes* « préféreront s'entendre avec des gens comme M. Fabius qu'avec des gens comme M. Le Pen », *le maire de La Rochelle, qui croit que* « l'union de la gauche n'est pas morte », *estime qu'*« à côté du PS » *il y aura* « le rassemblement d'un certain nombre d'hommes de bonne volonté, de très nombreux Français qui voudront appuyer la majorité présidentielle pour faire une politique pour la France, une politique réaliste qui est la politique préconisée actuellement par Laurent Fabius ». *L'ancien président du MRG s'est, d'autre part, déclaré* « inquiet » *du* « durcissement » *du ton de M. Krasucki.*

M. d'Ornano : groupe de travail paritaire

Interrogé par le Journal du dimanche *du 23 septembre, M. Michel d'Ornano suggère* « la création d'un groupe de travail paritaire, majorité-opposition, qui ferait des propositions pour une loi électorale juste ». *L'ancien ministre estime* « indispensable pour la démocratie » *que l'opposition soit associée à l'élaboration d'une nouvelle loi. Cette procédure aurait, selon son auteur,* « une autre signification que des velléités de décrispation qui ne se traduisent guère pour le moment qu'en paroles ou en gadgets ». *Estimant que* « l'union de l'opposition est une nécessité fondamentale », *le député UDF du Calvados propose que les partis de l'opposition rédigent une* « charte » *que* « devront signer tous les candidats en lice et qui devrait être publiée à l'ouverture de la campagne électorale ».

M. Roland Dumas : l'école

M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement, a déclaré au « Grand-Jury RTL-le Monde » du 23 septembre, à propos du projet de création d'un « grand service public unifié et laïque de l'éducation » : « *Il n'est pas totalement abandonné.* Personne n'a renoncé à ces objectifs. Simplement le pays n'était pas prêt pour accueillir le projet de M. Savary, que l'on considérait comme bon mais qui déchirait les Français. Il était donc du devoir du président de la République de faire en sorte que ce projet soit différé. » *M. Dumas a également noté :* « M. Mauroy fut un très grand premier ministre — l'histoire le retiendra, — qui a fait un travail législatif et gouvernemental formidable, et ce travail restera. »

M. Laurent : inconvénient grave

La stratégie d'union de la gauche pratiquée depuis une vingtaine d'années avait notamment « l'inconvénient grave de privilégier la place et le rôle du PS », *explique M. Paul Laurent dans un entretien publié par* l'Humanité Dimanche. *Pour l'ancien député, membre du secrétariat du comité central du PCF,* « l'idée même de programme commun avec le PS conduisait (...) à baisser la barre » par rapport aux « besoins du mouvement social ». *D'autre part, M. Laurent considère que la volonté de décrispation du gouvernement tend en fait à* « multiplier des tentatives de création de passerelles entre socialistes et dirigeants de la droite ».

M. Jospin : indulgence et sévérité

A l'occasion de la Fête de la rose, qui se tenait, dimanche 23 septembre à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), M. Lionel Jospin, qui s'est déclaré « attaché à la stratégie d'union de la gauche malgré le départ des communistes », *s'est interrogé sur l'attitude du PCF, qui* « porte un jugement négatif sur François Mitterrand et positif sur Tchernenko ». *Le premier secrétaire du PS a ajouté :* « Nous voulons que ceux qui sont aussi indulgents avec les autres soient moins sévères avec nous surtout quand ils ont partagé avec nous le pouvoir. » « Le fait de gouverner avec le PC était pour nous aussi, socialistes, un problème », *a-t-il ajouté.*

M. Delanoë : courage pour deux

Les socialistes « doivent avoir du courage pour deux », *a expliqué, dimanche 23 septembre, M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national chargé des fédérations au cours de la Fête de l'unité, au Grand-Quevilly (Sainte-Maritime) en présence de M. Laurent Fabius. Regrettant le départ des communistes* « au moment difficile où nous avons besoin de l'énergie et du courage de tous pour réussir », *M. Delanoë a cependant déclaré préférer* « les coureurs de fond du redressement national aux coureurs de vitesse de la contestation qui s'essouflent vite ».

MM. KOHL ET MITTERRAND A VERDUN

« L'Europe est notre patrie commune »

« L'Europe est notre patrie commune », affirme la déclaration rendue publique par MM. Helmut Kohl et François Mitterrand au terme des cérémonies organisées, samedi 22 septembre, à Verdun, à la mémoire des victimes des deux conflits mondiaux. *« Nous nous dirigeons ensemble vers un avenir commun,* ajoute cette déclaration. Nous nous sommes réconciliés, nous nous sommes compris, nous sommes devenus amis. *(...)* L'union de l'Europe est notre but commun et nous y travaillons dans un avenir fraternel. »

Le chancelier allemand et le président de la République française se sont brièvement entretenus au terme des cérémonies et ont décidé de se rencontrer pour parler de l'Europe au mois d'octobre à Paris. M. Mitterrand était accompagné par MM. Pierre Mauroy, Charles Hernu, ministre de la défense, Roland Dumas, ministre des affaires européennes, Jean Laurin, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants, Louis Joxe, ancien ministre du général de Gaulle, Jacques Delors, Maurice Herzog, ancien ministre de la jeunesse et des sports du général de Gaulle.

Le passé de boue et de sang, l'avenir que l'on espère souriant : les cérémonies de réconciliation franco-allemande n'échappent jamais à cette symbolique et aux images contrastées qui l'accompagnent. *« Les symboles sont très importants pour que la mémoire historique se fixe »*, remarquait M. François Mitterrand à la veille de sa rencontre avec M. Helmut Kohl, *sur les lieux où* près de 700 000 soldats français et allemands sont morts sur les champs de bataille de Verdun.

A force de répétition, les symboles ne devraient faire ni chaud ni froid. D'autant que, de surcroît, la rencontre de Verdun avait été organisée un peu par raccroc à la suite de la peine ressentie par M. Kohl parce qu'il n'avait pas été invité, le 6 juin dernier, aux cérémonies du quarantième anniversaire du débarquement allié en Normandie. Et pourtant, soixante-huit ans après les combats de la première guerre et quarante-quatre ans après ceux de la seconde, une courte émotion est passée, des images fortes se sont imposées.

Des symboles, il y en avait à la pelle, les uns — les plus nombreux — soigneusement orchestrés, d'autres plus spontanés, d'autres encore nés du hasard. Le ciel plombé, la pluie, la boue, les chrysantèmes jaunes ici et là entre les croix noires du cimetière allemand de Consenvoye, les militaires Français et Allemands, mêlés — bérets verts et bérets noirs — devant l'ossuaire de Douaumont, où MM. Kohl et Mitterrand, main dans la main, se sont recueillis, les cris de joie ensuite de centaines d'enfants des deux pays avant que le président de la République et le chancelier ne plantent, près de l'ossuaire, un jeune érable.

MM. Kohl et Mitterrand ont aussi présidé une très brève cérémonie au monument aux morts d'Esnes-en-Argonne. Hans Kohl, le père du chancelier, avait combattu dans cette région pendant la première guerre. Et pendant la seconde, M. François Mitterrand, alors sergent-chef, sous-officier adjoint d'une section de la 2e compagnie du 23e régiment d'infanterie coloniale, fut blessé à l'épaule, près de là, le 14 juin 1940.

A Esnes-en-Argonne, M. Mitterrand a retrouvé cinq de ses anciens compagnons d'armes, MM. Louis Loiseau, Jean Delaunay, André Muffet, Auguste Sorisson et M. Morot-Sir, qui lui a remis, encadrée, la citation qui lui avait été décernée à l'époque : *« Sous-officier adjoint d'un moral magnifique et d'un dévouement total a, sans compter, payé de sa personne depuis le début de la campagne, et son exemple a sérieusement contribué à maintenir l'ardeur de sa section. Le 14 juin, a été blessé à son poste au cours d'une contre-attaque en entraînant ses hommes. »*

J.-Y. L.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Jean Poperen (PS) : Je suis social-démocrate

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, interrogé dimanche 23 septembre au « Club de la presse » d'*Europe 1*, a notamment affirmé, à propos de la dernière réunion du comité central du PCF : *« J'aurais presque le sentiment d'un non-événement (...). S'il y a eu une annonce importante, de grande conséquence (...), elle avait déjà été faite un peu avant ou au moment de la Fête de* l'Humanité *(...) à savoir : le Parti communiste considère qu'il n'est plus dans la majorité. »*

Quant au fond même des délibérations du comité central, M. Poperen a déclaré : *« J'ai lu ou entendu cent fois dans la bouche de Georges Marchais et, avant Georges Marchais, dans la bouche de Maurice Thorez :* « L'union à la base, c'est l'essentiel, mais naturellement, quand c'est nécessaire, on fait des accords au sommet. » *Il n'y a pas de tournant, il n'y a pas de novation ; on est même dans la continuité la plus ancienne — j'allais dire la plus archaïque. »*

Au sujet de l'évolution de son propre parti, M. Poperen n'est pas choqué lorsque l'on dit aujourd'hui du PS qu'il est social-démocrate : *« Si on entend par social-démocrate qu'on récuse la théorie du grand soir, c'est-à-dire du grand chambardement d'un coup, et que l'on pense que le changement d'une société aussi complexe que la nôtre se fait par étapes, graduellement (...), que, d'autre part, cela implique pendant une longue période, ce que le président de la République a rappelé tout simplement, un système d'économie mixte, alors en effet nous sommes sociaux-démocrates mais nous l'étions quand nous avons signé notre programme de 1971, notre programme commun de 1972, notre projet socialiste. On n'a jamais dit autre chose. Si on avait voulu le grand soir (...), on se serait inscrit à la Ligue communiste de Krivine. Ce n'est pas cela que l'on a choisi. »*

M. Poperen a néanmoins ajouté : *« Il y avait (...), et il y a toujours, la volonté de rompre avec la domination sans partage du système de l'économie capitaliste libérale. (...) Jusqu'à nouvel ordre, notre programme n'est pas celui de Bad-Godesberg. »*

M. Poperen a encore commenté l'évolution de la situation politique, notamment à la lumière du retour de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale, soulignant : *« Il est clair qu'au mois de juin nous étions, nous, majorité, un peu pressés de tous côtés, et qu'on nourrissait les plus grands espoirs, du côté de la droite, de nous déstabiliser, peut-ête de façon décisive, à la rentrée. Et puis (...), la fourmillière a été bousculée, cela s'agite dans tous les sens, tous ces gens se regardent, s'épient. A l'heure qu'il est, (...) que croyez-vous que fait M. Raymond Barre? Mais il attend avec anxiété, parce qu'il pense occuper tout seul un terrain! Et si son concurrent rival déboule au Palais-Bourbon, ils vont être deux sur le même terrain! Déjà, Chirac est là, coincé entre Raminagrobis-Barre et Le Pen, qui lui mord les mollets! Ce n'est pas commode, d'ailleurs; il est très mal à l'aise, et il est clair que ça ne va pas fort pour lui. Alors, on revient à un troisième! Ça ne va pas fort! »*

Enfin, M. Poperen a remarqué à propos des intentions affichées par M. Jean-Pierre Chevènement : *« Cela nous change de la guimauve soixante-huitarde dans laquelle on a trop souvent, depuis quinze ans, enrobé l'effort de déstabilisation du grand service public de l'éducation nationale. »* Il a ajouté : *« Lorsque nous voyons que dans certaines communes de Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire les maires de droite refusent d'appliquer les décisions qui visent à ce qu'il y ait un établissement public dans chaque commune de France, c'est la grande bataille des mois à venir. »*

LA PUBLICITÉ DES DÉBATS DU COMITÉ CENTRAL DU PCF

Dans *l'Humanité* du lundi 24 septembre, Claude Cabanes, membre du comité central du PCF, rédacteur en chef du quotidien communiste, polémique contre *le Monde*, auquel il reproche, en particulier, une erreur de fait : avoir fait remonter aux premières années d'existence du PCF la publication dans *l'Humanité* d'un compte rendu des débats du comité central. Il suffit, en effet, indique Claude Cabanes, de remonter aux années 1970-1973 pour trouver des exemples de tels comptes rendus.

Les références du rédacteur en chef de *l'Humanité* sont exactes, et notre formulation était peut-être trop elliptique. Il aurait fallu écrire que la publicité des débats du comité central, qui était la règle dans les premières années d'existence du PCF, est devenue, par la suite, exceptionnelle. — P.J.

La « Pravda » parle du « travail d'explication » nécessaire au sein du PCF

De notre correspondant

Moscou. — La *Pravda* a publié ce lundi 24 septembre, sous la signature de son rédacteur en chef, M. Victor Afanassiev (qui a participé à la dernière fête de *l'Humanité*), un commentaire sur la rupture entre les communistes français et les socialistes où apparaît une interprétation indirecte de la récente réunion du comité central du PCF.

La *Pravda* reprend pour l'essentiel, en les durcissant quelque peu, les arguments de M. Marchais sur les raisons qui ont poussé les communistes français à ne pas poursuivre leur expérience ministérielle. *« Les conditions pour leur participation* [au gouvernement] *n'existent pas parce que le gouvernement où dominent les socialistes a mené, surtout depuis l'été 1982, une politique manifestement antipopulaire et, au fond, probourgeoise »*, écrit M. Afanassiev. Le rédacteur en chef de la *Pravda* indique cependant que la décision n'a pas toujours été bien acceptée de la base : une remarque extrêmement inhabituelle à propos d'un parti jugé proche de Moscou. *« Le refus du PCF de participer au gouvernement a été compris et adopté par la majorité des militants du parti, quoiqu'on ait encore un grand travail d'explication à faire. Il n'est pas sûr cependant que tous les militants d'un parti aussi grand que le PCF aient compris cette décision et il se peut que certains ne soient pas d'accord »*, écrit-il.

Si la *Pravda* juge bon de mentionner ces discordances, ce n'est pas pour les encourager puisque, à l'évidence, la direction soviétique est satisfaire du départ des ministres communistes du gouvernement. Il faut donc penser que ces propos constituent une critique à l'égard du PCF et surtout de sa direction, qui n'a pas su expliquer suffisamment bien son virage de juillet dernier. La presse soviétique use du même procédé pour mettre en cause les responsables du Parti soviétique dans une région ou une République fédérée d'URSS.

D. Dh.

● *Convention nationale du PS.* — La direction du PS a décidé de réunir la prochaine convention nationale du parti les 15 et 16 décembre prochains. Le principe de la tenue de cette convention, sur le thème *« modernisation et progrès social »*, avait été arrêté lors du dernier comité directeur du PS, les 8 et 9 septembre (*le Monde* du 11 septembre).

RENAUD : un pied de nez au gouvernement et un bras d'honneur à la droite

Le chanteur Renaud, qui avait été une des vedettes de la Fête de *l'Humanité*, le 9 septembre, à La Courneuve, déclare, dans *la Vie ouvrière*, l'hebdomadaire de la CGT : *« J'ai chanté à la Fête de* l'Humanité *parce que j'avais envie de le faire. J'en ai marre d'entendre cracher sur le PC de tous côtés. Ça m'est arrivé aussi de le faire, mais pour une certaine raison. Mais, aujourd'hui, c'est la mode. On crache sur l'Union soviétique. Sakharov est devenu le fer de lance de la droite. Je hais la droite, viscéralement, du fond du cœur, depuis toujours. Alors chanter à la Fête de* l'Huma, *c'est faire un pied de nez au gouvernement et un bras d'honneur à la droite, pour situer une fois pour toutes dans quel camp je me place. »*

Renaud ajoute : *« Je me gourre peut-être, mais, contrairement à Montand, j'ai le sentiment qu'il n'y a que deux camps. Soit on est de gauche, soit on est de droite. Moi, je suis de gauche et dans ce camp-là il y a des mecs et des femmes qui luttent, des révolutionnaires qui veulent changer la vie, comme moi je veux la changer à travers mes chansons. Des mecs et des femmes qui se bagarrent pour bouffer à la fin du mois, pour avoir une société plus juste, pour refuser les cages en fer aux entrées des usines... »*

ÉCHECS

Le championnat du monde

NULLITÉ DANS LA QUATRIÈME PARTIE

Trois petits coups... et puis font nulle ! La suite de la quatrième partie du championnat du monde, ajournée le vendredi 21 septembre, a conduit comme prévu (*le Monde* daté dimanche 23 - lundi 24 septembre), à la nullité.

Karpov avait mis le bon coup (41-Dé5) sous enveloppe. A partir de là, il créait le dangereux pion passé ç5. Mais il devait aussi constamment surveiller la case g7 sinon Kasparov, en sacrifiant une qualité, concluait par un mat imparable. Les deux menaces s'annulant, les adversaires, sur proposition de Kasparov, cessaient donc le combat. Le champion du monde Karpov mène toujours par une victoire à zéro avant la cinquième partie, qui doit se jouer ce lundi.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV

Quatrième partie

Position à l'ajournement : BLANCS : Rg2, Dé3, *Tf1 et f3*, Fd5, Pb3, é4, g3 et h2; NOIRS : Rh8, Dd6, Ta7 et ç8, Fg7, Pa5, ç5, g6 et H7.

41. ...	Dé5		44. Tf7	Tb4
42. Tf1f2	a4			Nulle
43. bxa4	Txa4			

Le Monde

société

Les Entretiens de Bichat

Une grand-messe de la médecine

La grande célébration annuelle de la médecine que sont les Entretiens de Bichat s'ouvre à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, lundi 24 septembre.

Des milliers de praticiens ont quitté leur cabinet, emportant souvent des dossiers de malades difficiles, pour apprendre, jusqu'au 29 septembre, les derniers cris fastes ou néfastes de la thérapeutique, telle qu'elle est conçue dans ces temples de la technologie d'avant-garde que sont les hôpitaux.

Signe des temps, les incidences économiques des exploits présentés sont de plus en plus souvent évoquées par ceux-là mêmes qui, hier encore, se faisaient un devoir moral de les dédaigner.

L'efficacité de certains examens biologiques ou de certaines mesures thérapeutiques se voit contestée au nom d'études statistiques, encore trop rares malheureusement.

Le coût social de ces comportements, inutilement nuisibles, se trouve dénoncé, au même titre d'ailleurs et dans d'autres circonstances que l'absence de traitement précoce de certaines pathologies (hypertension, infections génitales, maladies sexuellement transmissibles), abstention qui conduit inéluctablement à une catastrophe difficilement et coûteusement réparable.

Les aspects techniques des multiples spécialités médicales sont devenus si complexes qu'il apparaît impossible qu'un praticien isolé puisse les appréhender tous. L'initiative prise par certains centres hospitalo-universitaires d'ouvrir une permanence de renseignements téléphoniques réservés aux médecins était, à ce titre, très attendue.

Le temps des généralistes est, plus que jamais, compté. S'il leur faut tout connaître des médicaments nouveaux, ou des moyens techniques les plus révolutionnaires de diagnostic ou de traitement, il leur faut être aussi les magiciens de l'insertion sociale, scolaire ou professionnelle, l'ultime recours, dans un mal de vivre auquel la crise et l'évolution démographique ont donné le visage du chômage, de l'échec, de la solitude, de la dépression et de la vieillesse.

Le rôle du prêtre s'amenuise, et si bien des médecins savent que l'écoute et la parole sont souvent plus efficaces et moins nuisibles que les neuroleptiques, combien ont été formés à la psychologie du réconfort ?

Le fait que l'agressivité des adolescents, la tristesse de l'enfant, l'inceste, la violence sociale, les troubles psychologiques de la ménopause, figurent au même titre que la néphrolithotomie transcutanée au programme des Entretiens de Bichat, témoigne à la fois de l'infinie diversité de la fonction médicale et de la part de mystère qui lui est inhérente et que ne pourront jamais cerner ni les statistiques ni la biologie.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

La douleur : des traitements efficaces... et ignorés

Les participants au Congrès mondial sur la douleur, qui s'est tenu à Seattle, aux Etats-Unis, en septembre, ont tous souligné la discordance entre la richesse et la diversité des moyens disponibles contre la douleur et la pauvreté de leur utilisation par le corps médical. M. Jan Stjernswärd, chef de l'unité sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a fait état d'une étude internationale selon laquelle 90 % des patients souffrant de douleurs cancéreuses n'en sont pas soulagés, 50 % d'entre eux souffrent cependant de douleurs totalement maîtrisables et non traitées et 30 % endurent des douleurs intolérables. Un tiers seulement de ces derniers patients bénéficient dans les pays industrialisés des remèdes, pourtant disponibles, qui pourraient les soulager, et ils ne sont que 3 à 6 % dans les pays en développement.

Les docteurs T. Binoche et J.M. Desmonts, du département d'anesthésie et de réanimation chirurgicale de l'hôpital Bichat, ont apporté aux auditeurs des Entretiens des précisions sur les nouvelles techniques permettant de réaliser une excellente analgésie (ou absence de souffrance) après une opération.

1) Il s'agit d'abord des *pompes à morphiniques*, qui permettent au malade, grâce à un micro ordinateur, de procéder lui-même et automatiquement à l'injection intraveineuse de calmants, lorsqu'il en ressent le besoin, en pressant simplement sur le bouton de l'appareil (1). Ce dernier a été programmé par le médecin pour que la dose unitaire ne puisse pas être dépassée, ni l'intervalle de sécurité entre-deux injections raccourci.

Paradoxalement, les doses ainsi auto-administrées sont beaucoup moins importantes que lorsque c'est le personnel soignant qui conduit l'analgésie. Il existe, en effet, une stricte adéquation de l'administration analgésique au besoin qu'en éprouve le patient. Des médicaments extrêmement puissants, habituellement réservés aux anesthésies générales, peuvent être utilisés de cette façon.

Il en est ainsi du fentanyl et de l'alfentanyl, cent fois plus puissants que la morphine. Les résultats d'une telle pratique analgésique sont si remarquables que l'on peut se demander pourquoi elle n'est pas généralisée. Elle présente pour l'instant trois inconvénients, tenant au coût élevé de la pompe (34 500 francs), à la nécessité d'explications données au malade avant l'opération afin qu'il puisse l'utiliser et au fait qu'une surveillance clinique étroite doit être exercée pour éviter les accidents respiratoires.

L'action de ces analogues de la morphine est immédiate (deux minutes), et ils procurent une disparition totale de la douleur.

2) Ils peuvent être utilisés également en *injections dites péridurales*, à proximité de la moelle épinière et des récepteurs qu'elle contient pour les morphiniques.

Qu'il s'agisse de ces analogues ou de la morphine elle-même, les résultats obtenus sont excellents puisque l'analgésie dure de six à dix-huit heures, parfois plus de vingt-quatre heures. Mais les patients doivent être surveillés de près, notamment en raison d'inconvénients tels que les maux de tête, les vomissements ou les vertiges.

3) *L'électrostimulation*, ou courant électrique appliqué par des électrodes cutanées, est également efficace. Les électrodes peuvent être placées au voisinage de la zone douloureuse, de part et d'autre des vertèbres ou sur le trajet des troncs nerveux. Pour des douleurs périphériques et localisées, celles qu'entraînent par exemple la chirurgie du cœur ou celle du rein, cette technique procure une analgésie satisfaisante et ne présente aucun risque et aucun effet secondaire.

Quels que soient les moyens utilisés, l'information du futur opéré est essentielle, souligne le docteur T. Binoche, afin d'apaiser l'anxiété qui amplifie considérablement les douleurs aiguës.

La souffrance des déprimés

La douleur qu'expriment les malades atteints d'un cancer avancé ou ceux qui viennent d'être opérés a une localisation précise et des motifs organiques clairs. Tel n'est pas le cas des douleurs chroniques dont se plaignent certains sujets et qui, estiment les docteurs J. Adès et C. Rodière (Hôpital Louis-Mourier, Colombes), doivent être mises fréquemment, sinon constamment, en relation avec les états dépressifs, évidents ou « *masqués* ».

Les « *dépressions douloureuses* » atteignent plus fréquemment les femmes et les sujets relativement âgés, qui présentent plus que les autres déprimés, de l'anxiété, accompagnée de tension musculaire, une agitation et une irritabilité qui se manifeste par des sentiments hostiles et agressifs. Si la douleur prolongée, chronique, est le « *symptôme essentiel* » offert par le patient, elle s'associe à une atteinte marquée de l'élan vital, un pessimisme et des troubles de l'appétit, du sommeil et du désir sexuel.

Les centres de traitement de la douleur ont souvent à faire à ces malades dont la cause organique de la douleur ne peut être que rarement trouvée.

En somme et dans ces cas, « *la douleur est en elle-même la maladie et non un symptôme, comme dans les douleurs aiguës* ».

Si aucun signe franc de dépression n'est discernable chez ces patients, il semble qu'ils présentent néanmoins une « *personnalité dépressive* » marquée par des tendances à l'autopunition, à la culpabilité, une prédisposition aux blessures et aux accidents, et des tendances hypocondriaques.

Tout récemment, des études génétiques ont mis en évidence dans la parenté directe des sujets atteints de douleurs chroniques une incidence élevée de maladies dépressives.

Pour certains, les douleurs chroniques seraient « *une variété spécifique de troubles de l'humeur* » accompagnée d'une incapacité à reconnaître et à verbaliser les émotions, et d'une tendance au déni de toutes difficultés interpersonnelles et à l'idéalisation des relations familiales ou professionnelles.

En somme, s'il serait excessif d'assimiler à la pathologie dépressive toutes les douleurs chroniques, il apparaît justifié de tenter l'action de médicaments antidépresseurs, même en l'absence de dépression patente, dans tous les cas de douleurs prolongées. Si les douleurs ont une origine organique (rhumatismale par exemple), leur chronicité peut engendrer à la longue, en toute hypothèse, un syndrome dit de dépression réactionnelle pour lequel un traitement spécifique devrait être bénéfique.

Les anxiolytiques et les antidépresseurs doivent d'ailleurs, au même titre que les antalgiques, anti-inflammatoires et salicylés, la cortisone et les morphiniques, être largement utilisés dans le traitement moderne des douleurs intenses et prolongées, celle des cancéreux en particulier.

Dr E.L.

(1) ODAC ou « *On demand analgesic computer* » fabriqué comme le fentanyl par les laboratoires Janssen Pharmaceutica.

SOCIÉTÉ

AU CONGRÈS INTERNATIONAL SUR L'EUTHANASIE

« Mort douce » et pouvoir médical

Nice. – Il n'est pas facile de débattre sereinement de la vie et de la mort. On l'avait constaté à propos de l'avortement. On le vérifie maintenant avec l'euthanasie, qui était le thème implicite du congrès international des associations pour le droit de mourir, réuni à Nice du 20 au 23 septembre.

Faut-il maintenir en vie, contre leur gré, des malades incurables ou des vieillards très handicapés, victimes de grandes souffrances ? Les six cents participants du congrès de Nice, parmi lesquels beaucoup de personnes du troisième âge, n'ont été d'accord ni sur la réponse ni même sur la manière de poser la question. Tous n'appartiennent pas aux associations pour le droit de mourir.

D'ailleurs, d'un pays à l'autre, d'une association à l'autre et même à l'intérieur d'un même groupe, les sensibilités diffèrent. Certains insistent sur l'aide psychologique et médicale au mourant ; d'autres plaident pour l'euthanasie active ou le suicide assisté. C'est donc dans une grande tension que se sont parfois affrontés des médecins, des théologiens, des militants et des adversaires de la « mort douce ».

Le congrès était dédié aux absents : ces handicapés profonds, cloués chez eux, dont des lettres poignantes ont été lues à la tribune. *« Je suis âgée de quatre-vingt-six ans*, écrit une Lilloise. *Je suis paralysée dans un fauteuil roulant depuis vingt-six ans. Je ne peux accomplir seule aucun geste ; j'ai une sonde à demeure et de plus en plus de problèmes d'intestin. J'aimais beaucoup la vie mais je n'ai plus le courage de la supporter. Mon entourage se refuse à m'aider à supprimer cette vie abominable, et il m'est évidemment impossible d'aller acheter moi-même un produit pharmaceutique libérateur... »*

Une candidate au suicide

Samedi après-midi, une voix fluette, rendue audible par un micro, s'est élevée du fond de la salle. Recroquevillée dans sa chaise roulante, une femme lançait calmement : *« J'ai quatre-vingts ans. Depuis un grave accident de la route, je suis paralysée des deux jambes. J'ai un bras inutilisable, l'autre est très faible. Je me dégrade de plus en plus. J'ai décidé de mettre fin à mes jours et je le ferai. »*

Fallait-il se taire ? Une partie de l'assistance a applaudi frénétiquement. On a entendu des bravos. Le professeur Christian Barnard, pionnier des greffes du cœur, qui venait de se prononcer pour l'euthanasie active, n'a pas voulu répondre sur ce cas. *« Je ne vous connais pas, madame, je ne vous ai jamais examinée. »* Mais on a appris qu'il avait abrégé, jadis, les souffrances de sa propre mère par une euthanasie « passive » dont il affirme aujourd'hui qu'elle ne diffère guère de l'euthanasie « active ».

Les débats de Nice étaient ambigus parce qu'on parlait de plusieurs choses à la fois : des malades incurables en phase terminale ; des personnes âgées qui peuvent encore vivre de longues années, mais ne

De notre envoyé spécial

supportent plus l'existence ; et, enfin, de tous ceux, encore bien portants, qui réclament, par avance, le droit de mourir le jour où ils ne seraient plus en état de vivre « *dignement* ».

C'est le cas des dix mille membres de l'Association française pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD) (1), qui compte 65 % de femmes et 51 % de personnes ayant atteint l'âge de la retraite. Leur « *testament biologique* », rédigé en deux exemplaires et périodiquement mis à jour, prescrit : *« A partir du moment où je ne serai pas en mesure de m'exprimer et où le traitement ne garantirait pas le rétablissement normal de mes facultés mentales ou physiques, je refuse d'être maintenu en vie par des médicaments, techniques ou moyens artificiels ; je désire que des médicaments me soient administrés pour apaiser mes souffrances, même s'ils doivent hâter le moment de ma mort ; je demande que l'on ait recours à l'euthanasie (mort douce). »*

Un testament similaire existe aux Etats-Unis depuis 1968. La principale association américaine, Concern for dying, affirme en avoir diffusé plus de six millions. *« Nous comptons quatre-vingt mille cotisants »*, précise Mme Rock Levinson, directrice de cette association, dont le budget annuel est de 800 000 dollars. Près de la moitié des Etats américains ont déjà adopté des lois obligeant, en principe, les médecins à tenir compte de la volonté de leur patient. « *Celui-ci*, souligne Mme Rock Levinson, *ne peut être associé aux décisions médicales que s'il est informé de sa maladie. C'est une chose acquise aux Etats-Unis, alors qu'en France les médecins refusent souvent de dire la vérité et restent paternalistes. »*

La directrice de Concern for dying n'est pas dupe des lois votées dans son pays : *« Un médecin peut toujours trouver le moyen de ne pas reconnaître votre testament. Mais cette législation a libéré beaucoup de médecins : ils peuvent maintenant adopter ou refuser certains traitements ou même mettre fin à la vie de leurs patients qui le demanderaient expressément, sans la crainte d'être poursuivis en justice. »*

Qui doit décider ?

C'est cette crainte qui fait dire au professeur Barnard : chaque malade, en entrant à l'hôpital, devrait signer un document laissant une liberté d'initiative à son médecin. Car, dans l'esprit du chirurgien sud-africain, c'est le corps médical et lui seul qui peut décider en connaissance de cause de l'interruption de vie d'un malade en phase terminale. Des militants de la « mort douce » ne sont nullement d'accord : *« Je pense être la mieux placée pour dire dans quelles conditions ma vie serait acceptable »*, a répliqué une militante de New-York, Mme Catherine Pages. Cette bataille de pouvoir est, en effet, au cœur du problème.

Le corps médical européen et les pouvoirs publics accepteront-ils de reconnaître un jour le « testament biologique ? » En attendant, les militants de la « mort douce » se choisissent des médecins compréhensifs qui, le moment venu, tiendraient compte de leur volonté. Certains praticiens appartiennent d'ailleurs au mouvement, comme le professeur Kenis, cancérologue, qui préside l'ADMD belge. D'autres affirment ouvertement pratiquer l'euthanasie active : c'est le cas du docteur Peter Admiraal, médecin-anesthésiste à Delft (Pays-Bas), qui a expliqué avec un luxe de détails, à Nice, les moyens employés dans son service pour donner la mort à certains patients ou – ce qui a choqué le professeur Barnard – pour les aider à le faire eux-mêmes.

Combien y a-t-il de vieillards malades qui exigent de mourir ? *« Je n'en ai jamais rencontré »*, a affirmé le professeur Robert Zittoun, chef du service d'hématologie de l'Hôtel-Dieu à Paris. *« Vous avez de la chance »*, a répliqué le cancérologue Léon Schwarzenberg, qui est venu raconter à la tribune plusieurs cas dramatiques. Le professeur Zittoun est persuadé cependant que *« l'euthanasie est le plus souvent un problème de bien portants* [la famille] *que de mourants »* et que beaucoup de choses pourraient changer si les médecins étaient mieux formés et si la France se donnait des structures modernes, comme les fameux hospices anglais où, paraît-il, les malades en phase terminale ne souffrent guère.

« On prépare bien sa retraite ; pourquoi ne préparerait-on pas sa mort ? », a remarqué le pasteur Jean-Marc Charensol, rédacteur en chef de la revue *Evangile et liberté* dans une intervention très applaudie. *« Euthanasie est une contradiction dans les termes : il n'y a pas de bonne mort. Même Jésus de Nazareth a hurlé de détresse sur la croix. Il y a des souffrances intolérables pour celui qui les endure et inadmissibles pour ceux qui les voient. La souffrance et la mort sont deux ennemies entre lesquelles il faut choisir. Personnellement, si je n'étais plus que cri et douleur, je demanderais au médecin d'abréger ma vie et j'accepterais de répondre devant Dieu de ce suicide par personne interposée. Mais je serais bien fou de tranformer cela en règle pour les autres. »*

Le refus d'une réglementation de l'euthanasie est quasi unanime. *« Il n'y a que des cas uniques*, souligne le professeur Schwarzenberg. *Deux personnes atteintes d'une même affection peuvent réagir très différemment devant la souffrance. »* Même l'ADMD française ne réclame pas une législation spécifique. Elle se bat, en revanche, pour faire reconnaître le « *testament biologique* » et « *lever une ambiguïté dans le code de déontologie médicale* », qui interdit au médecin de provoquer délibérément la mort de son malade (article 20), mais lui demande (article 7) de respecter la volonté de celui-ci.

ROBERT SOLÉ.

(1) ADMD, 103, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. 285-12-22.

EN BREF

Arrestation de deux membres de l'ex-FLNC

Alors qu'ils s'apprêtaient à commettre un attentat contre le véhicule d'un enseignant du collège de Porto-Vecchio (Corse), Dominique Baldacci, vingt-quatre ans, barman, et Thierry Aletti, dix-neuf ans, sans profession, ont été arrêtés dans la nuit du 21 au 22 septembre. Ils ont été interpellés par hasard, à l'occasion de barrages habituellement dressés pour des opérations de contrôle.

Ces deux hommes reconnaissent appartenir à l'ex-FLNC. Inculpés de tentative de destruction de biens immobiliers par substance explosive, ils ont été écroués à la prison d'Ajaccio le 23 septembre.

D'autre part, M. Robert Broussard, commissaire de la République délégué à la police en Corse, a apporté le « *démenti le plus catégorique* » aux accusations portées par la famille de Christian Mela, poseur de bombes incarcéré depuis le 9 septembre. La famille, dans des tracts distribués en ville, avait nommément accusé plusieurs policiers d'avoir « *malmené* » le jeune et qualifié l'inculpation et l'incarcération de « *provocation politico-policière* ».

Enfin, M. Robert Broussard a déposé plainte au nom du ministre de l'intérieur, le 22 septembre, pour diffamation et injures à l'encontre de fonctionnaires de police. Les policiers mis en cause dans l'affaire ont également porté plainte.

Un attentat à Paris contre les Témoins de Jéhovah

Un attentat à l'explosif visant une réunion des Témoins de Jéhovah a échoué, samedi 22 septembre à Paris. Une bombe, dissimulée dans une valise, a été déposée dans les locaux du Syndicat général du commerce et de l'industrie, au troisième étage d'un immeuble de la place André-Malraux (premier arrondissement), où les Témoins de Jéhovah tenaient, comme chaque samedi, une réunion. Une soixantaine de personnes étaient rassemblées dans la salle, lorsque l'un des membres du groupe eut la présence d'esprit de saisir la valise, qui dégageait une forte odeur de brûlé, et de la jeter dans la fontaine de la place André-Malraux. L'explosion, amortie par l'eau, n'en a pas moins été puissante : les vitres alentour ont été soufflées par le choc, et cinq personnes ont été blessées légèrement.

La fontaine de Vaucluse garde son secret

(De notre correspondant.)

Avignon. – Le *Sorgonaute II*, petit engin télécommandé et inhabité, construit par l'Athlétic-Club-Renault de Cléon (Seine-Maritime), n'a pas réussi à percer le secret de la fontaine de Vaucluse : il a disparu, emporté, semble-t-il, par un éboulement, à la profondeur de 235 mètres. Le même club avait fait une première tentative, en septembre 1983, avec un autre engin, le Sorgonaute 83, dont le câble ne permettait de descendre qu'à la profondeur de 245 mètres. Le Sorgonaute II avait un câble de 800 mètres, et il était équipé de trois moteurs, de deux caméras et de projecteurs de 3 300 watts. En 1967, déjà, l'Office français de recherches sous-marines avait essayé d'explorer la fontaine de Vaucluse avec le Téléнaute, engin télécommandé et inhabité de l'Institut français du pétrole.

Réunion d'un Comité national de l'enseignement catholique

Un comité national extraordinaire de l'enseignement catholique s'est réuni le samedi 22 septembre. Les débats ont porté sur les propositions du gouvernement concernant l'enseignement privé. Seul le projet de loi de finances est actuellement connu, tandis que le projet sur la décentralisation doit être examiné par le conseil des ministres du 26 septembre.

Les responsables de l'enseignement catholique ne disposent pour l'instant d'aucun texte à ce propos.

● *La décentralisation dans l'éducation nationale.* – Les nouveaux conseils de l'éducation nationale prévus par les lois de décentralisation dans chaque académie et dans chaque département seront mis en place à la rentrée 1985. C'est ce qu'a annoncé M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, aux présidents de conseils généraux réunis en congrès à Strasbourg la semaine dernière. Ces conseils comprendront des représentants des communes, des départements et des régions, ainsi que des personnels et des usagers des établissements scolaires. Pour ce qui concerne le transfert des compétences en matière d'investissement (construction des établissements), M. Chevènement estime qu'il faudra attendre le 1er janvier 1986, tandis que les crédits de fonctionnement pourront être transférés dès le 1er janvier 1985.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Frantz BOUCRAUT, son épouse, Claude-Annie Duplat, et leur fille Aline, sont heureux d'annoncer la naissance de

Catherine

11, rue des Récollets,
75010 Paris.

– Luc et Marianne GUERRIER, née Fuster, Héloïse, ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Alix,

née le 17 septembre 1984, à Châtenay-Malabry.

– Lyon.

M. Jean-Louis LALANNE et Mme, née Sandra Castellano-Pila, sont heureux d'annoncer la naissance de

Héloïse,

le 8 septembre 1984.
L'Orangerie du Castellard,
23, route de Champagne,
69370 Saint-Didier-au-Mont-d'Or.

– Michel WEULERSSE et Mme, née Isabelle Lelièvre, Sabrina, Renaud, Bastien, Cyril, Lorraine, sont heureux d'annoncer la naissance de

Maud,

le 24 juillet 1984.
28, avenue Hoche,
Paris.

Mariages

– Catherine LAZARD, Richard GORDON, sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 14 septembre 1984, dans l'intimité, à la mairie de Deauville.

Décès

– M. Yves Camper,
Ses enfants et petits-enfants,
Mme André Camper,
Les familles Guyot, Dress, Crouigneau et Pignal, Camper et Mauret,
ont la douleur de faire part du décès, le 21 septembre 1984, de

Mme Yves CAMPER,
née Myriam Vicaire,

Cérémonie religieuse lundi 24 septembre, à 14 h 15, en l'église du Sacré-Cœur, à Saint-Etienne. Inhumation dans l'ancien cimetière de Saint-Germain-en-Laye, le mardi 25 septembre, à 11 h 15.
46 *bis*, allée Beyson,
42000 Saint-Etienne.

– M. et Mme Jean-Pierre Landau,
Leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Bella LANDAU.

– Parnay (49). Saint-Dié.

Les proches de

Mme PISANI-FERRY,
née Fresnette, Abel Ferry,
historienne,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 19 septembre 1984.
Ses obsèques ont eu lieu le samedi 22 septembre, à Parnay.
7, rue de la Chaise,
75007 Paris.

[Fille d'Abel Ferry, qui fut député et ministre de la IIIe République, petite-nièce de Jules Ferry, Mme Fresnette Pisani-Ferry, née le 22 juin 1918 à Parnay (Maine-et-Loire), a écrit plusieurs ouvrages historiques sur la politique française à la fin du siècle dernier, notamment *Jules Ferry et le partage du monde* et *le Général Boulanger*. Elle avait épousé en 1950 M. Edgard Pisani, dont elle avait divorcé.]

– Le conseil d'administration, la direction et le personnel de l'Institut Pasteur ont le profond regret de faire part du décès du

docteur Pierre NICOLLE,
professeur honoraire à l'Institut Pasteur,

survenu le 20 septembre 1984.
Les obsèques auront lieu le mardi 25 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, 75016 Paris.

– Mme Pierre Soulié,
M. et Mme Alain Soulié
et leurs enfants,
M. et Mme Joseph-Luc Blondel
et leur fils,
Mme Annick Soulié-Borreye
et ses enfants,
M. et Mme François Soulié
et leurs enfants,
M. et Mme Didier Pilliard
et leurs enfants,
Mlle Pascale Soulié,
Mme Elisabeth Soulié,
M. et Mme Jean Soulié,
leurs enfants et petite-fille,
M. et Mme Jacques Gazagnaire
et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre SOULIÉ,

rappelé à Dieu, le 21 septembre 1984, à Paris, dans sa soixante-dix-septième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée à Paris (7e), en l'église Saint-François-Xavier, le mercredi 26 septembre, à 14 heures.
Ni fleurs ni couronnes.
33, avenue de Saxe,
75007 Paris.

– Mme Philippe Zutter,
M. et Mme André Zavriew
et leurs enfants Laurence et Philippe,
M. et Mme Pierre-Philippe Zutter,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Philippe ZUTTER,

leur très cher époux, père, beau-père et grand-père, survenu le mercredi 19 septembre, dans sa quatre-vingt-unième année.

« Le Closel »,
2022 Bevaix (Suisse).
9, rue José-Maria-de-Heredia,
75007 Paris.

Remerciements

– Nice, Saint-Malo, Luri.

Mme Gaggioli née Campan,
son épouse,
M. et Mme Henri Gaggioli,
son frère et sa belle-sœur,
Mme Annick Gaggioli et Julien,
M. et Mme Eric Gaggioli
et leurs enfants,
M. et Mme Mantoux
et leurs enfants,
Les familles Nieblai,
Les parents et alliés,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Bruno GAGGIOLI,
professeur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,

et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, prient toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages, leurs prières et leurs envois de fleurs, se sont associées à leur peine, de trouver ici l'expression de leurs plus sincères remerciements.

Anniversaires

– **Félix C. COBO**

s'est dit le 21 novembre 1982
« *No hay canto memorable sin tristeza* ».
Il nous quittait le 24 septembre 1983.

Wilborada Xalambri de Cobo,
sa femme,
Ses fils, Alvaro Legido et Françoise Sillian, Xavier Cobo et Jeannine de Cardaillac,
Ses frères, Jorge Alberto, Carlos Eduardo et Margarita Horvath,
Sa belle-sœur, Madre Maria Teresa de la Pasion,
Sa nièce, Silvia Celina,
Ses amis et compagnons de lutte d'Argentine, Uruguay, Espagne et de France, se souviennent.

– Mme Bobkowski, dit « Bob », a fait célébrer le premier anniversaire du décès de

M. Henri CYWINSKI,
ancien PDG
de l'Agence des voyages Europa,

dans la plus stricte intimité le 18 septembre 1984.

– Une pensée amicale en ce jour pour

André SCHEIMANN,
X promo 1953,

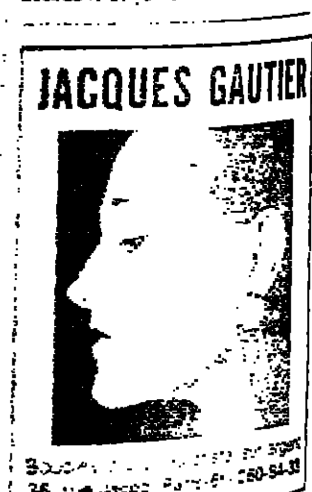
décédé en 1973.

Avis de messes

– Une messe sera célébrée, le mercredi 26 septembre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, rue de l'Annonciation (Paris-16e), à l'intention de

M. Jean BUDIN,
avocat à la Cour de Paris,
décédé le 23 juillet 1984.

هكذا من الاصل



Pour l'amour du football, la micro-électronique Bosch a quitté la terre.

Mi-84 : le nouveau satellite européen ECS transmet des programmes émis de toute l'Europe, ainsi que des grands événements sportifs comme la Coupe d'Europe des Clubs Champions.
ANT et Teldix, deux sociétés en participation du groupe Bosch, ont mis au point toute l'électronique de transmission et de guidage dans l'ECS.

Coupe d'Europe à Madrid : tir terrible des 20 mètres, plongeon réflexe du gardien.
"Buuuut !" hurle un supporter lillois, dressé devant sa télé.

Pour offrir les mêmes joies à des millions de ses semblables, la micro-électronique Bosch n'hésite pas à faire un détour de près de 76.000 km.

Dans le satellite ECS, à 36.000 km au-dessus de l'Equateur, elle reçoit le signal TV, par exemple de Madrid, et le renvoie en France.

En même temps, elle actionne les volants qui maintiennent le satellite dans la position et l'inclinaison exactes par rapport à la terre.

Mais l'électronique Bosch ne travaille pas seulement dans l'espace. Elle est au cœur de l'événement dans les caméras TV, dans les téléviseurs et les magnétoscopes, dans les cars émetteurs, les stations de réception au sol et les studios TV de 120 pays.

A contraintes particulières, solutions particulières : la micro-électronique Bosch.

Vous trouverez la micro-électronique Bosch dans tous les domaines qui exigent hautes performances, haute fiabilité et haute résistance : l'automobile, l'aviation, les satellites et les studios TV.

Vous pouvez toujours compter sur la micro-électronique Bosch.

Le Groupe Bosch en France.

En 1899, 13 ans après la création de la société mère en Allemagne, Robert Bosch a ouvert une agence commerciale à Paris, et en 1905, le 1er atelier de fabrication de produits Bosch en France.

Aujourd'hui, parmi les 116 pays où le groupe Bosch exerce ses activités devenues largement diversifiées, la France occupe toujours une place prépondérante, tant en termes d'échanges commerciaux que d'investissements.

- 3.800 personnes
- 4 usines (Rodez-Vénissieux-Caen-Mass[y])
- 3,7 milliards de chiffre d'affaires
- 0,8 milliard réalisé en exportation directe et 0,3 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH en France.

Principales activités

- Automobile : équipements électriques, électroniques, essence et diesel
- Electroménager
- Autoradios, TV couleur, magnétoscopes Blaupunkt
- Electronique médicale
- Machines d'emballage
- Outillage électrique et pneumatique
- Photo, cinéma, vidéo Bauer
- Produits et technologie pour l'industrie
- Télécommunication, radiotéléphone.

Pour toutes informations : Robert Bosch (France) S.A.
32, Avenue Michelet
93404 Saint Ouen
Tél. : 251.92.33



BOSCH

Le Monde

sports

Premières parisiennes

Sept cents femmes et jeunes filles de dix-sept à soixante-quinze ans venues d'une vingtaine de pays, dont plus de deux cent cinquante Américaines, sur le macadam du Bois de Boulogne et du XVIe arrondissement de Paris ! Si on excepte l'an dernier à Los Angeles où près de mille concurrentes étaient au départ du sixième marathon féminin Avon, jamais cette épreuve itinérante, organisée pour la première fois à Paris, dimanche 23 septembre, n'avait réuni autant de participantes.

L'Américaine Kathrine Switzer, qui assure la promotion de ces courses féminines de longue distance, peut savourer sa revanche. C'est elle qui avait bravé les interdits en cachant son prénom pour s'aligner au marathon de Boston en 1967. Elle avait pu le terminer grâce à l'intervention musclée de son ami, un lanceur de marteau, qui s'était occupé des organisateurs qui, l'ayant découverte en course, voulaient lui arracher son dossard et la contraindre à l'abandon. Il est vrai que la plus longue distance olympique pour les femmes était alors le 800 mètres, rétabli en 1960 après une première tentative en 1928.

Moins de vingt ans après avoir connu ses pionnières, le marathon féminin, inscrit pour la première fois au programme des championnats du monde d'athlétisme en 1983 et à celui des Jeux olympiques cette année, est donc en passe de devenir une épreuve de masse. Aux côtés de la Néo-Zélandaise Lorraine Moller, cinquième à Los Angeles, et victorieuse en 2 h 32 mn 44 s à Paris où elle a empoché le premier prix de 15 000 dollars, ne trouvait-on pas Anne Clarke, une enseignante américaine à la retraite qui a fêté ses... soixante-quinze ans à Paris et a couvert la distance, « sans forcer », en moins de cinq heures, dix ans après avoir découvert la course à pied ?

Avec un temps de retard sur les Américains et les Anglo-Saxonnes, les Françaises se sont mises, elles aussi, au marathon. Une soixantaine d'entre elles, sélectionnées pour avoir déjà réussi moins de 3 h 20 mn pour les 42,195 kilomètres, disputaient le quatrième championnat de France, intégré pour la circonstance au marathon de Paris. Comme en 1982, le titre est revenu à Chantal Langlacé, neuvième de l'épreuve en 2 h 37 mn 30 s.

Les Français volants à Bercy

A quelques foulées de l'avenue Foch où était jugée l'arrivée du marathon, le Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB) servait de cadre, samedi 22 septembre, à une autre première sportive pour la capitale. Les Français volants, dont les aînés avaient animé les chaudes soirées du Vel'd'Hiv avant-guerre, disputaient leur premier match de championnat de hockey sur glace dans le nouveau temple du sport parisien.

Pour aider les nouveaux promus à garnir, cet hiver, le POPB, la municipalité a voté une subvention de 1,5 million de francs aux Français volants, qui bénéficient de surcroît du soutien de deux importants commanditaires, Europe 1 et Thomson. Convaincus que leur réussite, qui pourrait ouvrir d'autres horizons au hockey sur glace national, passe par la lutte pour le titre dès cette saison, les Parisiens et leur entraîneur Mike Fedorko ont recruté neuf nouveaux joueurs, dont sept internationaux.

Vainqueurs de Briançon par 8 à 3 devant trois mille deux cents spectateurs, les Français volants n'ont pas raté leur première. Certes, le chemin est encore long avant de reconquérir Paris, mais le hockey sur glace n'a-t-il pas la réputation d'être le plus rapide des sports d'équipe ?

GÉRARD ALBOUY.

MOTOCYCLISME

Bol... d'or pour Suzuki

Le Castellet (Var). — Disputé, du samedi 22 au dimanche 23 septembre sur le circuit du Castellet (Var), le quarante-huitième Bol d'or, septième et dernière épreuve du championnat du monde d'endurance, a été remporté, à 126,313 km/h de moyenne, par l'équipe franco-belge Jean-Pierre Oudin-Patrick de Radiguès sur Suzuki, devant les Néerlandais Henk Van der Mark, Dirk Brand et Hans Mannevel, également sur Suzuki.

Interrompue dimanche matin pendant deux heures à cause du brouillard, l'épreuve a été marquée par la défaite de Honda, champion du monde sortant, qui a gagné, cette saison, cinq des sept épreuves du championnat. Les deux motos de l'écurie japonaise, seul grand constructeur à présenter des motos fabriquées et développées dans son usine, ont abandonné, l'une après la chute d'un de ses pilotes, Guy Bertin, l'autre après la cassure d'un joint de culasse.

La victoire de Suzuki, dont les motos sont préparées en France par Dominique Meilland, est inespérée pour l'entreprise, qui a annoncé son retour dans le championnat du monde d'endurance, en 1985.

« *J'ai commencé à faire de la mobylette à quatorze ans ; je suis monté sur ma première machine à seize ans. Bref, je m'intéresse à la mécanique et à tous les engins à moteur depuis mon plus jeune âge.* » Alain Tribolet, vingt-six ans, travaille dans le magasin de moto familial à L'Abresle (Rhône). Champion de France d'endurance en 1984 dans la catégorie des 250 cc, il participe, pour la première fois, au Bol d'or avec le Lyonnais Jean-Yves Besson (vingt-six ans) et l'Aubagnais Thierry Pelletant (vingt-deux ans), qui a remporté, cette année, le titre de champion de France de vitesse en 250 cc.

Grâce au beaujolais

Pour les trois motards, qui sont devenus trois amis en se rencontrant au hasard des circuits, le « Bol » est un événement. Ils ont mis en commun leur passion pour y participer. La célèbre épreuve d'endurance n'est pas, en effet, à la portée de toutes les bourses. « *Nous disposons de deux Kawasaki, qui valent, chacune, 32000 F. Notre budget, pour cette seule course, ne dépasse pas 70000 F* », explique Alain Tribolet. Ce chiffre ne tient pas compte, bien sûr, du temps passé par toute l'équipe à travailler sur les motos et la famille tout entière y consacre ses heures de loisir. Si les engins de série sont désormais performants, selon Alain, « *sans avoir subi de test en vue de la compétition* », il faut néanmoins leur apporter un minimum de retouches. C'est Gilbert, vingt-neuf ans, son frère, qui a la responsabilité de ce travail. Modestement, ce dernier estime que ses connaissances « *ne sont pas celles d'un technicien d'une grande écurie* ».

Qu'importe ! Personne, dans le clan familial, n'a envisagé un jour de

De notre envoyé spécial

gagner l'épreuve. Mme Tribolet, manager, a élevé ses deux enfants « *dans le culte de la moto* ». Elle a défini une fois pour toute l'objectif : terminer le « Bol » pour « *remercier l'Union interprofessionnelle des vins de Beaujolais* », qui lui a alloué une somme de 40000 F, sans laquelle l'équipe ne serait pas là.

Alain et ses amis ont appliqué les consignes ; ils ont terminé l'épreuve à la quinzième place à... vingt-neuf tours des vainqueurs. Comment auraient-ils pu soutenir le train imposé par Honda, qui est la seule écurie à présenter des motos préparées au Japon ? Les Japonais disposaient, pour la saison d'endurance, d'un budget de 4 millions de francs et de la présence, sur les circuits, d'une trentaine de personnes. Sa supériorité s'est concrétisée par cinq victoires dans les sept épreuves du championnat du monde et un titre qui est revenu à l'équipe française composée de Gérard Condray, Patrick Igoa et Alex Viera.

DEUX BLESSÉS

(De notre envoyé spécial.)

Le Castelet. — Le président de la Fédération française de moto (FFM), M. Jean Lesneur, qui venait de donner le départ du Bol d'or aux côtés de M. Henri Pescarolo, est resté sur la piste alors que les soixante-dix-huit pilotes enfourchaient leur engin. Victime, semble-t-il, d'un malaise à ce moment-là, le président de la Fédération française a été renversé par le Suisse Christian Mousch, qui conduisait une Suzuki, tandis que M. Benjamin Savoye, directeur de la course, l'invitait vainement à passer derrière le muret.

M. Lesneur, qui est âgé de soixante-quatorze ans, souffre d'une double fracture de la jambe droite. Le pilote suisse est tombé au bout de la ligne droite : il a été victime d'une fracture de la clavicule gauche.

G. M.

Honda battu par abandon

Honda comptait bien que le « Bol » tournerait à son avantage. La plus grande épreuve du monde est aussi celle qui assure les plus grosses retombées commerciales. Vainqueur en 1983 avec Raymond Roche, Guy Bertin et Dominique Sarron, l'équipe n'a pas eu la même réussite cette année. Guy Bertin a été victime, dans le virage de la Verrerie, d'une chute dans les premières heures de la course et a dû renoncer à défendre ses chances à un moment où il menait le bal.

Avec la seule moto des champions du monde restant en course, Honda s'est mis tout à coup à douter. Prémonition ? L'engin du trio Condray-Igoa-Viera s'arrêtait effectivement à son stand sur le coup de minuit pour ne plus repartir après la cassure d'un joint de culasse. Honda, qui apparaissait au départ comme le grand favori de l'épreuve, était battu.

Suzuki, dès lors, s'engouffrait dans la brèche. Le Français Jean-Pierre Oudin et le Belge Patrick de Radiguès, qui avaient été relégués à six tours, prenaient la tête pour ne plus la quitter. Derrière, la deuxième moto des Néerlandais Van der Mark, Brand et Mannevel complétait le succès.

Comme Kawazaki, Suzuki a tiré un trait, à la fin de 1983, sur la compétition. Trop cher, ont dit en substance les Japonais, dans une économie de crise, après la décision de la Fédération internationale de ramener la cylindrée des motos de 1 000 à 750 cc. Il n'y avait alors plus qu'un préparateur de motos pour relever le défi. Le Français Dominique Meilland a engagé le pari dans des conditions difficiles.

Le Versaillais, qui avait reçu, l'année dernière, 2 millions de francs de l'entreprise japonaise pour participer au championnat du monde, a dû réviser son budget. Le préparateur ne disposait, en 1984, que de motos de l'année précédente, de trois moteurs et d'une culasse. Pour le reste, Meilland a dû se séparer de sept employés sur les huit avec qui il travaillait. Un petit fabricant belge d'ordinateurs, Epson, lui a toutefois apporté un budget de 150000 F. Dans ces conditions, les résultats ont souffert du manque d'argent. Malgré un comportement honorable dans les courses de six heures et de 1 000 kilomètres, les Suzuki ont surtout éprouvé des difficultés dans les épreuves de vingt-quatre heures, où les quatre cylindres n'ont pas tenu la distance.

Les Japonais se sont décidés, néanmoins, à expédier pour le « Bol » des pièces spéciales qui ont mis à neuf les machines. Dominique Meilland, en outre, a reçu l'appui bénévole des employés qu'il avait remerciés. Il a vu ses efforts récompensés : Suzuki disputera, en 1985, le championnat du monde pour lequel il sera investi de tous les pouvoirs. Seule interrogation : à combien s'élèvera son budget ?

GILLES MARTINEAU.

FOOTBALL ET TÉLÉVISION

FR 3 Grenoble s'oppose à M. Sadoul

(De notre correspondant.)

Grenoble. — La station FR 3 de Grenoble a diffusé, dimanche 23 septembre, contre l'avis du président de la Ligue nationale de football, M. Jean Sadoul, la quasi-totalité de la rencontre de deuxième division Grenoble-Thonon diffusée samedi soir.

« *Notre objectif est de faire respecter non seulement les accords signés avec TF 1, approuvés par la Haute Autorité, mais aussi et surtout l'intérêt financier et sportif de nos clubs* », soulignait M. Sadoul dans un télex adressé à la station FR 3 de Grenoble, à laquelle il réitérait son refus de voir diffuser le match.

Les responsables régionaux de FR 3 et la présidence de la chaîne ont estimé « normal » de pouvoir retransmettre sur l'Isère, la Savoie et la Haute-Savoie le « derby alpin », « *ce qui correspond à la vocation régionale de FR 3* », souligne-t-on à Grenoble.

Le « coup de force » mené contre l'accord passé entre TF 1 et la Ligue nationale de football a été possible, selon les journalistes de FR 3, grâce à la position « *ferme et décidée* » du président du Football club de Grenoble, M. Marc Braillon, également vice-président de la Ligue Rhône-Alpes. Ce dernier a reçu, selon ses propres termes, plusieurs mises en garde vigoureuses de M. Jean Sadoul.

Les responsables du football de Thonon sont, de leur côté, beaucoup plus prudents. Ils estiment, en effet, que les « retombées » du contrat liant TF 1 à la Ligue sur les clubs de deuxième division ne sont pas négligeables. Thonon pourrait ainsi recevoir, selon son président, 150 000 F.

Le président de FR 3, M. Holleaux, qui se fonde sur l'interprétation faite par la Haute Autorité à propos du contrat d'exclusivité de TF 1 en matière de football, estime, dans une lettre adressée à ses directeurs régionaux, que sa chaîne « *a la possibilité de diffuser, dans ses programmes régionaux, des éléments d'information* (sur les matches) *et, en accord avec la Ligue ou les clubs concernés, de retransmettre les matches de football* ».

CLAUDE FRANCILLON.

CYCLISME

Hinault remet les montres à l'heure

Cannes. — Au terme d'une saison difficile, marquée par une longue série d'insuccès, Bernard Hinault a réussi le double exploit, dimanche 23 septembre, à Cannes, de gagner pour la cinquième fois le Grand Prix des nations et d'améliorer son propre record établi il y a cinq ans sur une distance légèrement plus longue.

En 1979, le champion breton avait couvert les 90 kilomètres du circuit de Cannes-Plascassier en 2 h 3 mn 57 s, à la moyenne de 43,556 km/h, battant en la circonstance Francesco Moser, l'actuel recordman de l'heure, de 1 mn 45 s. Cette année, sur le même parcours, réduit à 89 kilomètres, il a réalisé 2 h 0 mn 50 s, un temps qui correspond à une moyenne horaire de 44,193 kilomètres, et il a laissé son suivant immédiat, l'excellent Irlandais, Sean Kelly, à 1 mn 35 s.

Est-il plus dynamique ou plus résistant que par le passé ? L'hypothèse paraît peu vraisemblable. En revanche, on peut affirmer qu'il a tiré profit de son expérience, de son ambition et de sa parfaite connaissance du terrain, dans la mesure, bien entendu, où il bénéficiait aussi d'une très bonne condition athlétique.

Officieux championnat du monde de course contre la montre, qui est lui-même considéré comme une épreuve de vérité en raison de sa rigueur, le Grand Prix des nations est d'abord une affaire de spécialistes. Et c'est en spécialiste que Bernard Hinault a construit sa cinquième victoire, un peu à la manière de Jacques Anquetil, qui disputa autrefois cette classique du chronomètre à neuf reprises sans connaître la défaite.

Le chef de file du groupe La vie claire, nous a expliqué qu'il s'était préparé avec le plus grand soin et qu'il avait modifié sa position sur le vélo afin d'adopter un style plus économique. On note encore qu'il a pris un départ relativement prudent, laissant l'initiative à Stephen Roche, le plus rapide au cours des 40 premiers kilomètres. Dans une compétition contre la montre étalée sur deux heures, il ne faut jamais confondre vitesse et précipitation.

Pointé en deuxième position, à 6 s de Roche, au douzième kilomètre, Hinault n'avait plus que 4 s de retard au trentième kilomètre et il s'emparait du commandement peu avant le quarante-cinquième, soit

De notre envoyé spécial

approximativement à mi-course, pour augmenter ensuite son avantage. Au soixantième kilomètre, il comptait 7 s d'avance sur Roche, près de 1 minute sur Fignon et 1 mn 15 s sur Kelly. Et 15 kilomètres plus loin, il précédait Roche de 47 s, Kelly de 1 mn 20 s et Fignon de 1 mn 33 s. Enfin, sur la ligne d'arrivée, Kelly, classé deuxième, accusait un passif de 1 mn 34 s, tandis que Roche et Fignon suivaient respectivement à 1 mn 45 s et 2 mn 4 s. Quant au Suisse Gisiger, vainqueur, l'an dernier en 2 h 3 mn 43 s, il n'a pris que la septième place en 2 h 4 mn 31 s (3 mn 41 s de retard sur Hinault). C'est, de toute évidence, dans sa préparation qu'il faut rechercher la cause de son échec.

La victoire du vélo classique

Une logique se détache de ce résultat. On se rappelle que, dans les étapes contre la montre du Tour de France, Hinault était parvenu à rivaliser avec un Fignon en super-forme, qui utilisait de surcroît un matériel très élaboré. Aujourd'hui, l'homme au maillot jaune ne possède plus la même condition physique, ni les mêmes motivations, et cette baisse de régime a contribué à rétablir un certain équilibre. En outre, les vélos dits révolutionnaires, qui ont fait la démonstration de leur efficacité sur les parcours rectilignes, en particulier à l'occasion du Tour, s'accommodent mal d'un itinéraire aussi tourmenté que celui du Grand Prix des nations.

Hinault, Kelly et Roche chevauchaient des bicyclettes légères mais classiques. Ils ont dominé leurs adversaires, au nombre desquels Fignon, Andersen, Gisiger et Freuler, tous dotés d'un matériel futuriste. Fignon avait choisi un cadre profilé équipé d'un guidon « delta » dont l'aérodynamisme n'a d'égal que la lourdeur. Les trois autres employaient des machines très sophistiquées, caractérisées par un cadre plongeant et une roue avant de dimension réduite. Il est bon, en définitive, que, à l'issue de cet exercice athlétique, le muscle ait triomphé des techniques à la mode, parfois contestables, et que la volonté de gagner l'ait emporté sur l'improvisation.

Voilà une satisfaction supplémentaire pour Hinault, qui épaulera Francesco Moser, samedi prochain, dans le trophée Baracchi, une épreuve contre la montre par équipes de deux coureurs. L'organisateur transalpin affectionne les associations originales. Il avait déjà présenté en tête d'affiche Coppi-Bobet et Anquetil-Poulidor.

JACQUES AUGENDRE.

LES RÉSULTATS

Boxe

CHAMPIONNATS DU MONDE

Pour la première fois en Europe, deux championnats du monde de boxe (version WBA) figuraient au programme de la réunion organisée, samedi 21 septembre, à Monaco. Dans la catégorie des poids coq, l'Américain Richard Sandoval a conservé son titre en battant nettement aux points en quinze reprises le Vénézuelien Edgar Roman. Son compatriote Don Curry, détenteur du titre des welters, a été plus expéditif en battant par KO technique, à la sixième reprise, l'Italien Nino La Rocca, précédemment écarté du titre européen par le Français Gilles Elbilia.

Cyclisme

GRAND PRIX DES NATIONS

1. Hinault (Fra.), les 89 km en 2 h 0 mn 50 s (moyenne 44,193 km/h) ; 2. Kelly (Irl.), à 1 mn 34 s ; 3. Roche (Irl.), à 1 mn 46 s ; 4. Fignon (Fra.), à 2 mn 4 s ; 5. Andersen (Dan.), à 2 mn 13 s ; 6. Vandenbrouke (Bel.), à 2 mn 36 s ; 7. Gisiger (Sui.), à 3 mn 41 s.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Huitième journée)

*Brest et Tours	3-3
*Laval b. Strasbourg	2-1
*Toulouse et Rouen	1-1
*Nancy et Sochaux	2-2
*Lille b. Lens	2-0
*Monaco b. RC Paris	3-0
*Nantes b. Auxerre	2-1
*Paris SG b. Bastia	7-1
*Bordeaux b. Marseille	4-1
Metz b. *Toulon	2-0

Classement. — 1. Bordeaux, 15 pts ; 2. Nantes, 12 ; 3. Auxerre, 10 ; 4. Monaco, Laval, Bastia, 9 ; 7. Brest, Lens, Toulouse, Nancy, Metz, RC Paris, 8 ; 13. Strasbourg, 7 ; 14. Sochaux, Paris SG, Toulon, Lille, Rouen, Marseille, 6 ; 20. Tours, 5.

Deuxième division
(Septième journée)

Groupe A

*Mulhouse b. Orléans	2-1
*Reims et Stade Français	1-1
*Red Star b. Angers	2-0
*Abbeville et Le Havre	0-0
*Besançon b. Caen	3-1
*Valenciennes b. Amiens	3-2
Châteauroux b. *Quimper	3-1
*Dunkerque et Sedan	1-1
Rennes b. *Guingamp	3-0

Classement. — 1. Mulhouse, Valenciennes, 11 pts ; 3. Reims, Orléans, 10 ; 5. Rennes, Sedan, Guingamp, 9 ; 8. Besançon, 8 ; 9. Caen, Stade Français 92, 7 ; 11. Le Havre, Dunkerque, 6 ; 13. Angers, 5 ; 14. Quimper, Abbeville, Red Star, 4 ; 17. Châteauroux, Amiens, 3.

Groupe B

*Nîmes et Montpellier	1-1
*Nice et Saint-Etienne	0-0
*Lyon b. Béziers	1-0
Thonon b. *Grenoble	2-0
*La Roche/Yon et Valence	1-1
*Limoges et Alès	0-0
*Gueugnon b. Cannes	3-2
*Le Puy b. Martigues	2-0
*Sète b. Cuiseaux-Louhans	4-3

Classement. — 1. Cannes, 11 pts ; 2. Thonon, Limoges, 10 ; 4. Montpellier, Nice, 9 ; 6. Alès, Sète, Gueugnon, 8 ; 9. Lyon, 7 ; 10. Martigues, Nîmes, Cuiseaux-Louhans, Saint-Etienne, La Roche/Yon, Grenoble, 6 ; 16. Béziers, 5 ; 17. Valence, 3 ; 18. Le Puy, 2.

Motocyclisme

BOL D'OR

1. De Radiguès-Oudin (Bel.-Fra., Suzuki), 518 tours ; 2. Van der Mark-Brand-Mannevel (P-B, Suzuki), à 6 tours ; 3. Schlaefli-Meir-Kallen (Sui., Honda), à 10 tours ; 4. Battistini-Luc-de Puniet (Fra., Japauto), à 13 tours ; 5. Le Bihan-Mounier-Chateau (Fra., Honda), à 16 tours, etc.

Tennis

TOURNOI DE SAN FRANCISCO
(200 000 dollars)

John McEnroe a remporté la finale en battant Brad Gilbert, 6-4, 6-4.

Demi-Finales

McEnroe (E-U) b. Teltscher (E-U), 6-3, 6-1 ; Gilbert (E-U) b. Moor (E-U), 4-6, 6-3, 6-4.

TOURNOI DE BORDEAUX
(75 000 dollars)

Demi-finales

Cancellotti (It.) b. Pecci (Par.), 6-2, 6-2 ; Higueras (Esp.) b. Brown (E-U), 7-6, 6-2.

Finale

Higueras b. Cancellotti, 7-6, 6-1.

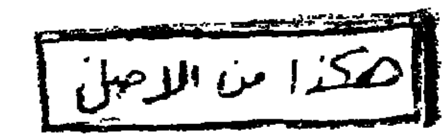
Rugby

TOURNÉE AU JAPON

Pour le premier match de sa tournée au Japon, l'équipe de France de rugby a battu une sélection de l'est du Japon par 60 à 22. En marquant huit des onze essais français, Patrick Estève a amélioré de deux unités le record des essais inscrits par un joueur français en sélection, qui appartenait à Pierre Lalubie avec six essais contre le Maroc en 1977.

Des métau[x] jumeaux

MICHEL BOYER.



Le Monde

ÉCONOMIE

MATIÈRES PREMIÈRES

Des métaux jumeaux

NÉS des mêmes veines, ayant tous deux des emplois domestiques, dans les habitations ou les automobiles, disparaissant pour parfois renaître en deuxième fusion, le plomb et en zinc sont des métaux jumeaux. Tuyaux de plomb et comptoirs de zinc, le métal gris-bleu et le métal blanc-bleu font partie d'un univers familier dont le plombier-zingueur était l'artisan principal.

Ces métaux associés – Pb et Zn, selon leur symbole chimique – partagent quelquefois leurs gisements avec d'autres, comme le cuivre ou l'argent. A une production dispersée géographiquement – mais où le poids des pays industrialisés est important, vu l'ancienneté de la présence métallique – correspond une concentration de la consommation dans l'espace (Europe, États-Unis et Japon) et dans l'usage (la moitié du plomb est destinée aux accumulateurs ; près de la moitié du zinc à la galvanisation).

∴

Manipulés par des entreprises intégrées et puissantes, le plomb et le zinc subissent aussi l'assaut de la modernité, avec la concurrence de l'aluminium et des plastiques. Si le plomb manque de caractères dans l'imprimerie face à l'apparition des techniques nouvelles (photocomposition, offset), le zinc est corrodé par la crise.

Ces jumeaux sont surtout sensibles aux sautes de conjoncture. Ils ont subi la hausse du coût de l'énergie et la dégradation de leur environnement économique, alors même qu'ils étaient, surtout le plomb – comme en atteste le débat sur l'essence, – accusés de pollution. Le saturnisme – en alchimie Saturne désigne le plomb – étend son ombre.

Leur défense n'est d'ailleurs assurée par aucune organisation internationale – il n'existe qu'un groupe d'étude formé d'une trentaine de pays, – dans la mesure peut-être où aucune nation du tiers-monde ne dépend fortement de leur production. Cependant, le Japon est devenu, grâce à sa capacité de raffinage, un acteur important du jeu des métaux.

∴

Ce jeu est ancien, puisque l'Égypte pharaonique utilisait le plomb en poterie, qu'en Chine autrefois on s'en servait comme monnaie, et dans l'Inde ancienne comme fard. Les jardins suspendus de Babylone étaient tapissés de feuilles de plomb afin de retenir l'humidité, et les Romains en firent force canalisations d'eau. L'histoire est moins ancienne pour le zinc, qui, durant l'Antiquité, fut surtout utilisé sous forme d'alliage.

Le métal blanc est en effet malléable et très résistant à la rouille. Il sert principalement à la galvanisation de l'acier, mais aussi à la couverture des toits à faible pente ou encore, avec le cuivre, à la fabrication du laiton. En peinture, il fait fonction de pigment.

Le métal gris, lui aussi, se laisse bien travailler et possède des vertus anticorrosives. Il est surtout utilisé – sous forme d'oxydes – dans les batteries de démarrage ou de traction. Ses sels servent en peinture pour le minium (de la miniature au réservoir) ou la céruse. Le problème de sa transformation en or reste posé.

MICHEL BOYER.

PLOMB & ZINC

Le « faux argent » du Pérou

« UN *mendiant assis sur un banc d'or* », c'est ainsi que l'explorateur italien Antonio Raimondi a défini le Pérou. Ses gisements aurifères sont sans doute les plus riches de l'Amérique du Sud. Les conquérants espagnols ont été les premiers à en prendre conscience, puisque l'Inca Atahualpa essaya de racheter sa liberté en bourrant de métal précieux trois vastes salles de son palais. Et François Iᵉʳ, au lendemain de sa défaite de Pavie, lut, dans *la Gazette française* de Lyon, un article intitulé « Nouvelles certaines du Pérou » qui énumérait les richesses fabuleuses que les conquérants rapportaient du Nouveau Monde.

Les Incas dédaignèrent les métaux non précieux dont regorge le sous-sol du pays, notamment le zinc, ce « *faux argent* », comme l'appelaient les Grecs, qui recouvrait les fontaines de Pompéi, et le plomb, utilisé pourtant deux mille ans avant Jésus-Christ par les Chaldéens qui soudèrent ainsi les mosaïques des jardins suspendus de Babylone, et par les Chinois, qui en firent des pièces de monnaie. Pourtant, les Péruviens n'ignoraient pas leur présence dans le sous-sol.

Au dix-septième siècle, un berger, Huari Capcha, qui gardait ses troupeaux dans la pampa de Llauricocha, s'étant protégé du froid en allumant un grand brasier au pied de la montagne Santiestevan, découvrit, le lendemain, sous les cendres, une sorte de lave métallique, une coulée de plomb argentifère et de zinc.

Aujourd'hui, toute cette région andine, au cœur du pays, surnommée par les voyageurs « *le toit du monde* », produit la quasi-totalité du plomb et du zinc péruvien. En fait, l'exploitation de ces minerais n'a vraiment commencé qu'au début de ce siècle, lorsque des capitalistes des Etats-Unis rachetèrent une série de petites mines du département de Pasco, situé à 318 kilomètres de Lima et à 4 308 mètres d'altitude. Ils constituèrent un immense empire, la Cerro de Pasco Corporation, la première grande entreprise minière. Et la Cerro de Pasco, comme l'International Petroleum Company, l'IPC, marquera de son sceau la politique péruvienne, renversant les gouvernements ou fomentant des coups d'Etat, au gré de ses intérêts.

L'histoire du plomb et du zinc au Pérou, c'est plus ou moins l'histoire de la Cerro de Pasco, « *la Compagnie* », comme l'appelaient les mineurs jusqu'au 31 décembre 1973, date à laquelle ils reçurent en cadeau de jour de l'An le décret de nationalisation du terrible monstre minier. Entre-temps, la Cerro avait construit le plus grand complexe métallurgique du continent, à La Oroya, ainsi que tout un réseau de routes et de lignes de chemin de fer. Mais elle avait aussi contribué à peupler plusieurs cimetières... En 1906, trois cents mineurs furent ensevelis dans les galeries à cause d'un éboulement – la mine sera baptisée « *Tajo mata gente* » (galerie tue-gens). Vingt-huit autres sont tués en 1928. Mais toutes les morts ne furent pas accidentelles.

Au départ, la Compagnie eut des difficultés pour recruter la main-d'œuvre ; les paysans travaillaient un ou deux mois dans la mine, puis ils retournaient cultiver leur lopin de terre. Pour les séduire, la Cerro fit miroiter certains avantages : logement gratuit – en fait un minable gourbi – avec bois, lumière et soins au dispensaire... Progressivement, les paysans devinrent mineurs. Ils formèrent une nouvelle classe et un syndicat qui lutta âprement contre l'entreprise. Les grandes grèves des années 30 furent noyées dans le sang. La répression fut aussi sévère en 1956 et en 1962.

La Cerro de Pasco ne se contenta pas de son empire minier, elle racheta pour une bouchée de pain les terres qu'elle avait contaminées, puis elle emprisonna dans des barbelés les montagnes, les pâturages et même les sources, les grottes, les lagunes, comme l'a décrit Manuel Scorza dans *Roulements de tambour pour Rancas*. Elle sera bientôt propriétaire de 500 000 hectares, la moitié de la province. Lorsque les paysans se rebellent, en 1960, elle ordonne à la police de charger, et c'est le massacre d'Ambo.

« *Pour avoir pollué le milieu ambiant, avoir violé ses obligations d'hygiène, d'habitat, de sécurité, d'éducation envers les travailleurs et avoir démontré son manque d'intérêt pour explorer et exploiter ses gisements* », le régime nationaliste que préside le général Juan Velasco exproprie les biens de la compagnie au moment de son quatre-vingtième anniversaire. Elle contrôle alors plus du tiers de la production minière du Pérou avec ses mines de Casapalca, Cerro de Pasco, Cobriza (la mine la plus mécanisée d'Amérique du Sud), San-Cristobal, Morococha et Yauricocha. Elle est le premier employeur du pays et le premier producteur d'énergie. Son chiffre d'affaires annuel est de 225 millions de dollars et, en cinquante ans, elle a obtenu 500 millions de dollars de bénéfice.

La Compagnie devient Centromin, entreprise publique. Une partie importante de la production de plomb et de zinc passe ainsi aux mains de l'Etat. Actuellement, Centromin extrait 39% du zinc et 35% du plomb du pays. Pour sa part, le secteur privé est composé de vingt-sept mines moyennes (parce qu'elles produisent entre 2 000 et 5 000 tonnes de concentré par jour et emploient plusieurs centaines de mineurs) qui extraient 58% de zinc et 55% de plomb. Le reste de la production est assuré par plus de deux mille petites mines d'exploitation encore artisanale.

Une entreprise est considérée comme une étrangère lorsque le capital extérieur représente plus de 51% du total. C'est le cas des mines américaines de Raura, Madrigal, Quiruvilca, des mines japonaises de Santa-Luisa-de-Huanzala, Katanga ou Gran-Bretana, et de la mine française Huaron. Elle est mixte lorsque le capital étranger est compris entre 20 et 50%; c'est le cas de Milpo. Elle est nationale lorsque 80% du capital est autochtone.

NICOLE BONNET.

(Lire la suite page 18.)

Changement de couleur...

LES fumées noirâtres de la cheminée géante du centre métallurgique de La Oroya ont assassiné les oiseaux, 50 kilomètres à la ronde ; et les déchets que la mine Cerro-de-Pasco a vomi dans les rivières ont tué les poissons. Les hommes ont changé de couleur : les Indiens au teint de cuivre ont pris des reflets bleu, rouge, jaune, vert, l'entreprise américaine a rassuré les autochtones : « *C'était là une attraction considérable pour les touristes !* »

Il est vrai que la Cerro-de-Pasco empoisonna l'air, l'eau, la terre, dès le début du siècle. Les fumées, chargées d'arsenic, d'anhydride sulfureux et de particules de plomb et de zinc, brûlaient la gorge, les yeux, et provoquaient de terribles maux de tête. 700 000 hectares de terres furent contaminés, comme le furent aussi les eaux du lac Huascacocha et des fleuves Rimac, Mantaro et San-Juan.

C'est seulement en 1942 que « *la Compagnie* » installa un système Cotrell pour récupérer les poussières jetées par la cheminée de La Oroya (système qui charge en électricité les poussières, les rendant plus lourdes et permettant ainsi leur récupération). Cet équipement a permis de diminuer des deux tiers l'influence nocive des fumées et d'obtenir un nouveau sous-produit, le bismuth.

Centromin a fait un nouvel effort ces dernières années pour préserver le milieu ambiant, en augmentant la capacité du Cotrell et en installant une nouvelle unité d'agglomération des poussières de plomb. De plus, une usine de traitement des eaux de mine fonctionne depuis trois ans à Cerro-de-Pasco, afin de diminuer la pollution du fleuve Mantaro (elle a coûté 16 millions de dollars), une autre sera prochainement inaugurée pour protéger les eaux du Andaychaga.

Au-dessus du « toit »

La construction de la raffinerie de zinc de Cajamarquilla a alarmé les écologistes à cause de sa proximité d'une capitale de six millions d'habitants. La cheminée de ciment de 690 mètres, qui escalade la montagne, évacue les fumées à plus de 1 000 mètres, c'est-à-dire, théoriquement, au-dessus du « toit » de Lima.

En outre, grâce à un système de double catalyse et de double absorption, l'usine d'acide sulfurique récupère la quasi-totalité de SO2, ce qui fait que le contenu d'anhydride des gaz résiduels est inférieur au pourcentage jugé non toxique. « *Cajamarquilla contamine quatre fois moins que la douzaine d'usines de briques qui l'entourent*, assure son gérant. *De plus, le processus produit chaque jour 75 tonnes d'oxygène, l'équivalent de ce que fournirait une plantation de près de 3 000 hectares d'arbres.* »

Pour leur part les liquides résiduels sont traités moyennant l'addition de chaux qui amalgame les impuretés, ce qui permet d'utiliser l'eau pour irriguer les champs des alentours, les cinq mille eucalyptus de la raffinerie et ses jardinets où fleurissent géraniums et œillets de poète.

Les efforts de Cajamarquilla pour préserver le milieu ambiant lui ont d'ailleurs valu un prix des Nations unies en 1983. Toutefois ces efforts ont été vains, puisque les inondations de janvier ont noyé les fosses où sont emmagasinés les déchets. Le Rimac, le fleuve qui alimente Lima, a été contaminé. Mais Cajamarquilla n'est pas la seule en cause ; vingt-six mines jettent leurs résidus dans ce fleuve. Le gouvernement a pris des mesures très strictes – 15 % des entreprises minières ont dû payer une amende l'année dernière pour contamination, – mais personne ne les respecte.

« *Lima, avec son toit de nuages, est une véritable chambre à gaz*, assure l'écologiste Felipe Benavides. *Tous les fleuves sont chargés d'arsenic, mais les vaches s'y abreuvent, alors boire leur lait est encore plus efficace que de prendre une pilule. Et que dire des produits maraîchers !... Des statistiques sur la contamination ? Il n'y en a pas ! Mais elle se voit, avec les yeux ! Les eaux de l'Apurimac sont poissonneuses et cristallines ; lorsque l'Apurimac se jette dans le Mantaro, elles deviennent grises. Il n'y a plus un poisson ou une grenouille.* »

N. B.

Le savoir-faire de la Belgique

LE plomb et le zinc, il est vrai loin derrière le cuivre, occupent une place de choix dans la puissante industrie belge des métaux non ferreux, qui est, pour l'essentiel, entre les mains de l'Union minière, elle-même filiale à 100 % de la Société générale, le premier groupe industriel et financier du pays. Savoir-faire et technologie de pointe, forte position extérieure, concentration capitaliste sont les atouts de deux secteurs qui, grâce à la reprise outre-Atlantique, sont en train de sortir lentement de la crise.

Tant pour le zinc que pour le plomb, 1983 a été une relativement bonne année. La production ainsi que les exportations ont progressé par rapport à 1982. Les résultats de 1984 devraient demeurer satisfaisants. Les entreprises, après plusieurs exercices de pertes, font à nouveau des bénéfices, mais la situation reste précaire. Dans un secteur bien défini, celui de la production de plomb de « deuxième fusion » – à partir des déchets, – elle est carrément mauvaise, au point que les deux entreprises belges spécialisées pourraient être menacées.

C'est un chimiste liégeois, Jean-Jacques Dory, qui, le premier, en 1810, a inventé et fait breveter par Napoléon Iᵉʳ un procédé de fabrication industrielle du zinc. Depuis, la Belgique a su rester dans le peloton de tête des producteurs. Elle occupe la septième place mondiale, la seconde en Europe, derrière l'Allemagne fédérale. En 1983, 263 000 tonnes de zinc brut sont sorties de ses raffineries, soit 15 % de plus que l'année précédente, mais un niveau encore inférieur au record atteint en 1974 (près de 300 000 tonnes). Il faut y ajouter 30 000 tonnes de produits semi-finis.

La Belgique exporte plus de la moitié de sa production, surtout vers ses partenaires de la Communauté européenne. Deux entreprises prestigieuses, l'une et l'autre contrôlées par l'Union minière, dominent le marché : Métallurgie Hoboken Overpelt (MHO) et la Société des mines et fonderies de zinc de la Vieille Montagne (VM). La Vieille Montagne est un des plus importants producteurs mondiaux : outre ses mines de Belgique, elle possède plusieurs établissements en France – le plus important est à Viviez, dans l'Aveyron, – en RFA, ainsi qu'une mine en Suède.

Elle a développé, aux différentes phases de la production, des procédés qui sont diffusés de façon universelle : les trois quarts des fours de « grillage » des concentrés de sulfure installés dans le monde utilisent la technique de la VM. Mêmes performances s'agissant de l'électrolyse, la dernière opération du processus à l'issue duquel on obtient le métal. Ces techniques sont commercialisées par la Méchim, une société appartenant également à l'Union minière.

Alchimie

Les rôles sont donc bien répartis. La puissance financière de la maison mère, l'Union minière, c'est-à-dire la Société générale, permet – avantage considérable – de maintenir un haut niveau d'investissement, y compris en période de vaches maigres. Ainsi, les nouveaux investissements décidés par la Vieille Montagne pour moderniser ses équipements de grillage atteindront 1,5 milliard de francs belges au cours de la période 1985-1986.

Le même modernisme caractérise le site d'Overpelt où la MHO produit le zinc. Les ingénieurs belges savent mieux que quiconque extraire des concentrés tout ce qu'ils peuvent offrir. A Overpelt, à Hoboken (l'une des autres usines importantes de la MHO), comme à Balen, la principale unité de la Vieille Montagne, s'opère dans la discrétion une étrange alchimie. Outre le zinc et le plomb ou le cuivre, le raffinage du minerai, mais aussi des résidus, permet d'extraire, lorsqu'on est habile, les métaux les plus divers, y compris les plus précieux. La VM à elle seule a produit 30 tonnes d'argent en 1982 !

S'appuyant sur ce savoir-faire exemplaire, la MHO achète à bas prix des minerais « complexes » dont personne ne veut, qui contiennent de la matière sans valeur, mais aussi, mélangés, de l'étain, du plomb, du cuivre, du zinc et de l'argent. Dans les usines, ses techniciens mettent au point, perfectionnent sans cesse les procédés qui permettront de séparer le bon grain de l'ivraie.

Ces façons de ferrailleurs talentueux améliorent les marges, mais aussi allègent les contraintes de l'approvisionnement, qui provient de sources diverses : la CEE, grâce à la mine de Tara, en Irlande, peut subvenir à la moitié de ses besoins. Mais des pays fournisseurs, comme le Canada, ou l'Australie, grands producteurs, ont intérêt, à terme, à transformer eux-mêmes leurs minerais. Des tensions ont déjà eu lieu, qui ne manqueront pas de se reproduire.

S'agissant du zinc, l'utilisation des déchets métalliques n'offre que des possibilités limitées. La récupération n'intervient que pour 15 % dans la production. Les industriels belges – toujours ce goût pour le super-bricolage – s'efforcent d'améliorer le pourcentage. Il existe ainsi depuis peu à Overpelt une installation qui produit du zinc à partir de *schredders* (terme de métier pour désigner les vieilles voitures broyées). L'acier est retiré par aimantation, puis ce qui reste est raffiné.

Tensions sporadiques à l'approvisionnement, faiblesse de la demande, installation, souvent avec le concours de l'ingénierie belge, de nouvelles unités de raffinage dans le tiers-monde, la métallurgie du zinc s'est caractérisée pendant une dizaine d'années par une surcapacité de production. Depuis 1978, en Belgique, le zinc perdait de l'argent. La Société générale, qui a pourtant les reins solides, s'est trouvée dans l'obligation de fermer l'usine de Prayon, près de Liège, provoquant plus de 2 500 licenciements. En 1983 également, les principaux producteurs européens présentaient un plan de restructuration impliquant la fermeture de quatre unités : deux en France, une en RFA, une autre au Royaume-Uni.

La reprise du marché, la même année, a eu raison de ce plan. L'augmentation de la demande est liée directement au redémarrage de l'activité américaine, et singulièrement à la résurrection de l'industrie automobile, qui est devenue, avec la galvanisation – c'est-à-dire la protection des tôles contre la rouille – le premier utilisateur de zinc (40 %). Il s'agit d'un débouché en expansion : on galvanisait une face de la tôle ; on opère maintenant souvent des deux côtés.

Au total, les prévisions concernant la demande sont plutôt bonnes, mais les professionnels s'abstiennent de pavoiser : « *Le problème de la surcapacité au niveau mondial subsiste. Une attente prudente est à recommander à l'égard de ces signes de reprise* », lit-on dans le rapport publié par la Fédération des entreprises de métaux non ferreux à l'issue de l'exercice 1983. Ces entreprises, pour consolider leur position, s'emploient à trouver de nouvelles applications. Ainsi en est-il par exemple de la poudre de zinc produite à Overpelt, qui entre dans la fabrication des piles alcalines de longue durée.

PHILIPPE LEMAITRE

(Lire la suite page 18.)

FOOTBALL ET TÉLÉVISION

FR 3 Grenoble s'oppose à M. Sadoul

CLAUDE FRANCILLON.

MATIÈRES PREMIÈRES

PLOMB & ZINC

Sous le regard des Muki

COMME tout le monde le sait dans la Cordillère des Andes, depuis des siècles, le monde est divisé en trois clans ; ceux qui vivent ici-bas, comme vous et moi, ceux qui vivent là-haut, Dieu, les anges, les saints et les âmes des morts, et ceux qui vivent en bas, les Muki, les diables nains.

Les Muki ont une voix rauque, une longue barbe et deux petites cornes. Ils hantent les entrailles de la terre, surveillant jalousement les veines métalliques qui, comme les femmes, sont capricieuses, jalouses et infidèles. La nuit, ils transpercent de leurs cornes les filons d'argent et, au petit matin, ils guident les mineurs au bon cœur vers ces veines déjà ouvertes. Et c'est parce que les veines sont jalouses que les Muki n'acceptent pas les femmes dans les galeries de la mine.

« Une femme dans la mine ? Pas question. Les Indiens sont superstitieux. Ils croient encore aux Muki. Ils refuseraient de descendre dans les puits ». Le directeur des relations publiques de Centromin, entreprise publique, est catégorique : pas de femme dans le ventre de la Cerro de Pasco – ce monstre octogénaire, né américain et nationalisé péruvien depuis dix ans – *ni dans aucune* mine de l'État.

Par contre, les portes sont grandes ouvertes à Milpo, une entreprise privée qui exploite le plomb argentifère et le zinc, dans le département de Pasco, au centre du pays, à plus de 4 200 mètres d'altitude. Un *milpo* c'est, en langue quéchua, « une rivière qui disparaît », comme avalée par la terre ; et dans les Andes, l'eau se plaît à ces parties de cache-cache.

A dos d'âne

Il y a quarante ans, Milpo n'était qu'un lieu-dit dans la pampa gelée de Pasco. Quelques bergers y bivouaquaient dans des huttes de chaume pendant que leurs moutons livraient bataille aux maigres touffes d'herbe sèche.

Aujourd'hui, ce désert de rocailles s'est hérissé de collines grises et peuplé de centaines de toits multicolores et d'imposantes structures de fer et de béton. Milpo est devenu un bourg dynamique, avec dix mille habitants et... deux lamas blancs à la présence étrange dans cette fourmilière bien peu pastorale. *« Milpo grandit »*, comme le proclame une pancarte de bienvenue.

Tout a commencé en 1949 lorsque quatorze Indiens, coiffés du traditionnel chapeau-cloche de feutre brun et armés d'un pic, d'une pelle et d'une brouette, se sont attaqués à ce riche gisement de 1 kilomètre de long sur 500 mètres de large et de profondeur. Actuellement, huit cent quatre-vingts mineurs, casqués et bottés, manipulent des perforeuses à deux bras, des pelles mécaniques, ou surveillent sur des écrans le fonctionnement des broyeuses ou de la laverie, qui utilisent la technologie canadienne.

Les débuts ont été durs. Augusto Baertl, fils de l'un des fondateurs, se souvient encore des heures passées à dos d'âne pour grimper jusqu'au gisement. Tracer un sentier qui défiait toutes les lois de la pesanteur fut d'ailleurs le premier défi physique et financier. Les voisins d'Atacocha, une mine en contrebas, déjà florissante, souriaient ironiquement ; *« Milpo, ça ne marchera pas »*. Le premier intendant de la mine, l'ingénieur Rémy, n'y croyait pas non plus : *« L'œuvre à réaliser était titanesque, les réserves trop faibles, 20 000 tonnes seulement ».*

« Vingt mille tonnes de minerai, mais cinq cent mille d'optimisme », rétorquaient les propriétaires. Une profession de foi qui portera ses fruits, puisque Milpo a abattu plus de 600 000 tonnes de minerai l'année dernière, contenant 26 500 tonnes de concentré de plomb argentifère et 54 000 tonnes de concentré de zinc. Les ventes ont rapporté 25 millions de dollars.

Du coup, Milpo ne signifie plus rivière souterraine (celle-ci a été noyée sous des tonnes de résidus), mais ce sont les initiales d'une des plus dynamiques entreprises polymétalliques du pays Mineros Y Lecheros Peruanos Optimistas (quelque chose comme mineurs, chanceux, Péruviens et optimistes). Pourtant le développement a longtemps été poussif : le plomb argentifère et le zinc ne sont pas disposés en filon, même pas en veine, mais plutôt disséminés comme des raisins de Corinthe dans un pudding géant. D'où des difficultés d'exploration et d'exploitation.

En outre, au départ, la concession était minuscule. La mine signa avec le géant voisin et américain, la Cerro de Pasco Corporation, un contrat d'exploitation ; mais celui-ci devait être renouvelé tous les six mois, d'où l'impossibilité de se lancer dans de grands investissements. Milpo parvint d'abord à arracher un nouveau contrat pour dix ans, puis en 1973, ce fut enfin l'opportunité : la Cerro entra en litige avec les militaires au pouvoir, et elle brada ses droits de propriété...

A l'époque des vice-rois, les Indiens pénétraient dans les mines en se glissant dans d'étroites cheminées de 40, ou, au mieux, de 60 centimètres. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. A Milpo le puits de 750 mètres est desservi par quatre ascenseurs qui font la navette entre les principaux niveaux. Les niveaux supérieurs sont exploités à 80 % et la mine a étendu ses tentacules à 450 mètres sous le niveau zéro.

Certains chantiers d'abattage sont à une demi-heure du puits de mine, et il faut parfois ramper sur plusieurs mètres dans d'étroits boyaux, grimper sur des échelles bancales ou patauger dans l'eau noire pour les atteindre. Une sorte de parcours du combattant que les mineurs effectuent comme s'ils se promenaient sur un boulevard.

Déception pour le profane : sur la voûte, ce qui scintille n'est pas de l'argent, mais seulement de la galène, c'est-à-dire du sulfure de plomb à l'état naturel, qui ne vaut pas son pesant d'or. Le minerai argentifère à plutôt grise mine.

Le mode d'exploitation est simple : abattage et remblayage hydraulique. Une perforatrice à deux bras transperce la roche sur plusieurs mètres. Des explosifs chimiques sont introduits dans ces trous, ce qui permet l'effondrement d'immenses pans de plafond, qui pèsent jusqu'à 150 tonnes. Le minerai est ensuite emporté par des pelles mécaniques vers les puits d'évacuation, et il est hissé par un treuil à double-tambour jusqu'au niveau zéro, où se trouve une broyeuse souterraine. Un tapis roulant de 0,5 kilomètre transporte ensuite le minerai grossièrement concassé jusqu'au carreau de la mine.

Après le broyage effectué en cinq étapes, le minerai est conduit à la laverie, qui est actuellement paralysée à cause d'un rationnement de l'énergie car les guérilleros de Sentier lumineux ont fait sauter une des centrales qui alimentent en partie Milpo. Chaque jour, près de 2000 tonnes de concentré sortent de la laverie, contenant 3 % de plomb, 6 % de zinc et 4 onces d'argent. Minpeco, l'entreprise de l'Etat, se charge de les commercialiser.

En ce qui concerne les résidus, les deux tiers sont utilisés pour le remblayage des chambres d'abattage. Le reste est dirigé vers les dépôts. Saturée de résidus, Milpo vient de construire un gigantesque barrage entre deux montagnes afin d'emmagasiner 2 millions de mètres-cubes de scories, correspondant à l'exploitation de la mine pendant les dix prochaines années.

Accidents

Milpo a grandi, mais la mécanisation ne présente pas que des avantages. *« Avant, la tâche était dure, tout à la force des poignets. Maintenant, après huit heures de travail, on n'a plus le corps moulu, mais on sort comme ivre des tunnels, la tête tourne, et cela à cause de la poussière et de la fumée que font les machines. Les masques ne protègent pas de la fumée. »* Aussi n'y a-t-il que deux tours de travail, et non pas trois comme dans la laverie.

Le tiers des mineurs souffrent de problèmes respiratoires. Par contre, les cas de silicose, le terrible mal des mines, et de tuberculose, sont très rares. Avec la mécanisation, les accidents sont aussi plus fréquents. *« Avant, avec les petites machines, on avançait moins vite, mais on courait moins de risques. Avec la perforatrice à deux bras, on abat trois fois plus de minerai, mais lorsque la roche est molle..c'est l'effondrement. »* L'année dernière, quatre mineurs ont été blessés... Le pourcentage d'accidents par rapport au nombre d'heures-hommes travaillées est de 14,6 %.

Les risques courus sont-ils compensés par des salaires élevés ? Les rémunérations mensuelles tournent autour de 350 000 soles – l'équivalent de 100 dollars, – deux fois plus que le salaire minimum pour le département, que d'ailleurs la plupart de la population locale est bien loin de gagner. Etre mineur dans les Andes, c'est finalement une position enviable, d'autant plus que les avantages sociaux sont nombreux : Milpo dispose d'un bon hôpital (consultations, soins et remèdes sont gratuits), d'une école, de terrains de jeux et de sports, et même d'un cinéma de quatre cents places.

Toutefois, malgré un gros effort d'investissement ces dernières années, une famille sur cinq – qui compte huit à dix enfants – s'entasse encore dans un sinistre réduit de 4 mètres sur 3 mètres, sans eau ni tout-à-l'égout. Une fontaine dessert une vingtaine de familles, mais en été elle est le plus souvent à sec, parce que la mine éponge presque toute l'eau cristalline du Huarmipuquio. C'est le plus souvent à cause de l'eau qu'éclatent les disputes entre les voisins, constatent les deux assistantes sociales.

Néanmoins, si l'on compare la vie des travailleurs de Milpo avec celle des mines voisines, celle-ci est relativement rose. Pendant les dix dernières années, l'entreprise a investi 54 millions de dollars, dont le tiers a été destiné à l'amélioration de l'habitat et des services. *« Il y a encore beaucoup à faire,* reconnaissent les frères Baertl, *mais nous allons de l'avant. »* Les divers problèmes sont d'ailleurs étudiés par les patrons et les travailleurs au cours des réunions mensuelles de la direction.

En effet, depuis 1973, la communauté minière, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs, participe à la propriété et à la gestion de l'entreprise. Actuellement, trois des douze membres de la direction sont des mineurs. A ce titre, ils reçoivent environ 10 000 dollars chacun, qu'ils redistribuent entre tous les travailleurs. 10 % des bénéfices sont également répartis, qui ont atteint 12 millions de dollars l'année dernière.

C'est sans doute pour ces raisons que les mineurs évitent de recourir à la grève. En 1983, le pourcentage de jours perdus de ce fait n'a été que de 7,2 %. Ce taux est bien inférieur à celui des grandes entreprises minières, beaucoup plus politisées.

N. B.

A la cuiller...

DES Français ont eux aussi creusé, en 1912, dans les plateaux gelés du département de Pasco. L'exploitation de Huaron était alors relativement aisée : le gisement présentait des veines de 10 mètres de large, riches en plomb, en zinc, en argent et en cuivre. Soixante ans plus tard, les vieux gisements se sont épuisés.

Les méthodes traditionnelles – abattement du toit et remblayage – ne conviennent pas aux veines récemment découvertes, beaucoup plus sinueuses et étroites. Plus de la moitié ont moins de 1,20 mètre. Ces filons représentent pourtant des réserves de plus de 1 million de tonnes et contiennent 3,14 % de plomb, 4,82 % de zinc et 6,60 onces d'argent par tonne de minerai.

L'utilisation des pelleteuses mécaniques, les scoops EHST-1A, qui chargent, transportent et déchargent le minerai, s'est révélée extrêmement coûteuse, car leur maniement exige de percer des galeries de près de 2 mètres de large. Huaron a confié à la société France-Loader la construction d'une pelleteuse miniature capable d'opérer dans des veines de moins de 1,20 mètre. Le prototype a été essayé avec succès dans la mine de Largentière en 1980.

Cette mince cuiller à moteur hydraulique, appelée Microscoop CT 500HE, mesure seulement 80 centimètres de large, pour 3,50 mètres de long et 1,10 mètre de haut. Elle s'introduit en suivant la veine, un peu comme un voilier dans une bouteille. Elle est capable de transporter, sur 50 mètres, 8 tonnes de minerai à l'heure, effectuant le travail que devraient faire vingt-six mineurs...

Grâce au Microscoop, la productivité de Huaron a augmenté de 80 %. Pour chaque tonne de minerai, le pourcentage de plomb est passé de 0,94 % à 1,73 %, celui de zinc de 2,7 % à 4,51 % et le contenu d'argent de 3,26 à 5,53 onces. D'autres mines péruviennes ayant les mêmes caractéristiques que Huaron utilisent actuellement cette pelleteuse miniature.

N. B.

Le « faux argent » du Pérou

(Suite de la page 17.)

La plupart des mines moyennes ont de bonnes marges de bénéfice, ce qui n'est pas le cas pour les petites mines, pour la plupart au bord de la faillite. Ces entreprises souffrent d'une crise de liquidités, parce qu'elles ont contracté d'importantes dettes en dollars lorsque le prix des métaux était en hausse. Elles doivent s'en acquitter, alors que le prix du plomb et du zinc est au plus bas. Commence le cercle vicieux : les mines doivent solliciter un prêt pour en rembourser un autre.

Il est habituel de voir dans la capitale des mineurs tendant leur casque pour demander un sol. Ils sont venus à pied, depuis la Cordillère, en *« marche de sacrifice »*, avec leur femme, leurs enfants, pour exiger leur dû. Ils bivouaquent à l'air libre, sur un terrain vague, pendant des semaines, des mois. Ils manifestent dans les rues, font la grève de la faim jusqu'à ce que le gouvernement apporte une solution à leurs problèmes. Solution qui n'est le plus souvent qu'un fragile raccommodage...

Le régime du général Velasco a transformé radicalement la législation minière, libérale à outrance depuis la promulgation du code des mines de 1950 – code qui a permis l'essor de ce secteur. La loi de 1971, d'esprit très nationaliste, a créé la communauté minière pour *« harmoniser les relations entre le capital et le travail »*. La communauté, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, participe désormais à la propriété et à la gestion de la mine, et reçoit 10 % des bénéfices.

Monopole

Cette innovation a effrayé dans un premier temps, le capital étranger, et découragé l'investissement privé, mais elle a été modifiée selon des critères plus réalistes, ainsi que l'a été également la disposition réservant à l'Etat le monopole de la commercialisation du minerai. Comme le reconnaît M. Alberto Benavides, la figure numéro un du secteur minier : *« Nous n'avons pas à nous plaindre »*...

Actuellement, le Pérou produit annuellement 553 000 tonnes fines de concentré de zinc, soit 8,5 % de la production mondiale, et occupe le quatrième rang derrière le Canada, l'URSS et l'Australie. Il produit aussi 205 000 tonnes de plomb, soit 5,9 % de la production mondiale, et se classe cinquième derrière l'URSS, l'Australie, les Etats-Unis et le Canada. Malgré la chute des cours, la production de ce métal a augmenté grâce à sa relation directe avec l'argent, qui, en revanche, a enregistré une hausse significative. Le Pérou est aussi le troisième producteur d'argent, avec 55,5 millions d'onces fines.

Avec 610 millions de dollars de vente de concentrés et de métaux, le plomb et le zinc rapportent à Lima 20 % de ses devises. En outre, pour chaque dollar de plomb ou de zinc, le pays gagne un autre dollar en sous-produit, qu'il s'agisse d'or, d'argent, de cuivre, de cadmium, de bismuth, etc. Néanmoins, leur rôle est très faible en ce qui concerne la croissance et l'emploi.

En effet, si le Pérou arrive en tête des pays producteurs et des exportateurs de concentrés de plomb et de zinc, il disparaît du classement mondial dans le domaine métallurgique. Moins d'un tiers de la production est raffiné sur place. Et pourtant, le complexe de La Oroya est l'un des plus sophistiqués d'Amérique du Sud. Il est situé à 185 kilomètres de la capitale et à 3 755 mètres d'altitude. Le premier alliage de plomb et de bismuth a été obtenu en 1929, le premier lingot de zinc en 1940, et les premières anodes en 1965.

La Oroya a une capacité installée pour produire annuellement 240 000 tonnes fines de métal, 60 000 tonnes d'acide sulfurique, 1 million de livres de bismuth – dont le Pérou est le premier producteur du monde – ainsi que plusieurs sous-produits. En 1983, ce complexe a raffiné 150 millions de livres de plomb, 142 millions de livres de zinc en lingots et 3,5 millions de livres de sulfate de zinc.

Une deuxième raffinerie est entrée en fonctionnement en 1981, à Cajamarquilla, à 22 kilomètres de Lima. Elle peut traiter 200 000 tonnes de concentrés de zinc par an, pour obtenir 100 000 tonnes métal, et aussi 170 000 tonnes d'acide sulfurique. Mais Cajamarquilla est un éléphant blanc ! Bien que son coût de production soit extrêmement modéré, l'entreprise est largement déficitaire car elle doit rembourser actuellement 32 millions de dollars par an (elle a coûté 360 millions), alors que ses ventes ne sont que de 12 millions.

L'Etat réalise donc toutes les activités touchant le raffinage du plomb et du zinc dans les complexes métallurgiques de La Oroya et de Cajamarquilla. La commercialisation de ces minerais et métaux a été réalisée à partir de 1974, grâce à l'entreprise publique Minpeco. Le régime libéral du président Fernando Belaunde a mis fin à ce monopole en 1981, suscitant une plus grande activité des grandes firmes commerciales.

Minpeco n'a pas disparu pour autant. Elle a progressé, au contraire, à pas de géant, ces dernières années, en efficacité, et de nombreuses mines moyennes, comme Milpo, par exemple, lui confient encore la totalité de leur production. L'année dernière, Minpeco a commercialisé 82 % du zinc, mais seulement 38 % de plomb.

L'État vend peu de plomb car son important contenu en argent se prête aux spéculations boursières. Les Etats-Unis sont le meilleur client du Pérou en ce qui concerne le plomb. Par contre, le Japon et les pays du Marché commun achètent surtout le zinc.

NICOLE BONNET.

Le savoir-faire de la Belgique

(Suite de la page 17.)

Etrange situation, en revanche, que celle de l'industrie belge du plomb caractérisée par la concurrence interne entre deux filières, la production de première et de deuxième fusion. Les chiffres, à première vue, semblent indiquer un redressement spectaculaire de cette branche : la production de métal a progressé de 12 % de 1982 à 1983, atteignant 134 000 tonnes, soit la onzième place mondiale ; avec la mise en place de nouvelles installations, la production de demi-finis a bondi de 40 % ; les exportations ont progressé dans les mêmes proportions. Ces données sont trompeuses.

L'industrie belge du plomb se porte mal et elle s'est à peine redressée. Le léger mieux constaté en 1983, qui se confirme en 1984, est dû, comme dans le cas du zinc, à la reprise de l'industrie automobile aux Etats-Unis, en l'occurrence à la demande accrue de batteries, principal débouché du plomb, qui en est résulté. Malgré ce réveil, les prix restent déprimés. De fait, les perspectives de la demande à moyen et à long terme sont médiocres. Le plomb est un métal peu populaire, polluant, si bien que certaines de ses utilisations semblent condamnées. On connaît la pression grandissante qui se fait jour dans plusieurs pays pour réduire, voire éliminer, le plomb que contient l'essence.

En Belgique, la MHO qui raffine le plomb à Hoboken et le transforme à Overpelt, s'en sort toujours pour les raisons déjà évoquées : l'aptitude à tirer le meilleur parti des concentrés qu'elle raffine, l'efficacité de la Société générale des minerais (SGM) qui achète les concentrés et commercialise la production pour le compte de différentes entreprises qui dépendent de l'Union minière. Cela vaut aussi dans le cas de la Vieille Montagne qui, en ce qui concerne le plomb, a une activité de transformation.

La production de plomb provient, pour moitié, de l'utilisation des déchets métalliques, notamment des batteries usagées. MHO travaille aussi à partir de la récupération. Mais les deux entreprises belges, dont c'est la forme unique d'activité, la Compagnie chimique et métallurgique de Campine (Beerse) et la Fonderie et Manufacture des métaux (Bruxelles), éprouvent de grandes difficultés. Les petites unités de production se trouvent prises en tenaille entre un marché encore déprimé et des difficultés d'approvisionnement.

Les casseurs, auxquels les industriels ne peuvent plus payer un prix suffisamment rémunérateur, ralentissent leurs efforts. Surtout – phénomène récent, – la République démocratique allemande, qui possède une importante usine de production de deuxième fusion, fait main basse autant qu'elle le peut sur les déchets. Les exportations à partir des dix pays de la Communauté sont passées de 2 300 tonnes en 1981 à 6 200 tonnes en 1983, dont 3 800 tonnes pour la seule RDA ! Aussi la Commission européenne a-t-elle dû mettre en place un mécanisme de surveillance des exportations.

PHILIPPE LEMAITRE.

MATIÈRES PREMIÈRES

PLOMB & ZINC

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Trois mines et l'environnement

UNE tradition se gère, même si les circonstances ne sont plus aussi favorables que par le passé. Pour le plomb et le zinc comme pour la plupart des métaux non ferreux, l'Allemagne fédérale a su conserver une industrie dynamique, emmenée par les deux vieilles dames de Francfort et de Hanovre, la *Metallgesellschaft* AG et la Preussag AG. Dans ces deux secteurs, malgré des contraintes d'environnement de plus en plus fortes, l'industrie allemande maintient une position dominante en Europe et couvre à peu près ses besoins en métal raffiné.

Comme les autres pays européens, la RFA hérite d'une longue expérience qui lui a permis, malgré les à-coups du marché mondial, de continuer à disposer d'un outil de travail à la pointe du progrès technologique. Elle a en outre sur ses voisins l'avantage de tirer une part non négligeable de ses besoins en matières premières du territoire national.

Preussag continue à exploiter deux mines de plomb et de zinc dans la région montagneuse du Harz, Metallgesellschaft une mine à Meggen, en Sauerland. A elles seules, ces trois mines ont, en 1983, fourni 1,8 million de tonnes de minerai, soit 7 % de plus qu'en 1982. Il en a été extrait 20 % de la consommation en concentrés de plomb et 35 % en concentrés de zinc, ce qui correspond statistiquement à 6% et 28 % des besoins des fonderies allemandes en matières premières.

Malgré des prix peu encourageants ces dernières années, la récupération joue également un rôle important puisque 38 % des 353 000 tonnes de plomb et d'alliages de plomb produites en RFA provenaient en 1983 du recyclage. La principale source, comme dans tous les pays qui possèdent une importante industrie automobile, est constituée par les batteries dont le métal est récupéré à 90 % après usage. Gros utilisateurs de plomb, les fabricants de batteries consomment, à eux seuls, 48 % de la demande intérieure allemande, loin devant l'industrie chimique et les fabricants de peinture (26,5 %) ou les fabricants de produits semi-finis (13,6 %).

Le reste des déchets utilisés par l'industrie secondaire est collecté comme ailleurs par une multitude de petites entreprises. L'Allemagne fédérale a recours, pour compléter son approvisionnement, aux marchés étrangers. Elle a importé l'an dernier 30 000 tonnes de déchets. La mise en service en Allemagne de l'Est d'une importante fonderie secondaire inquiète d'ailleurs les milieux professionnels qui redoutent une sérieuse concurrence dans les pays voisins.

Comparativement, la récupération joue un rôle beaucoup moins important pour le zinc ; mais elle n'en couvre pas moins encore 20 % des besoins. Les fonderies allemandes disposent ainsi à domicile d'une part non négligeable de leurs matières premières, 44 % environ pour le plomb et 48 % pour le zinc. Le reste est importé sous forme de concentrés pour le zinc, de concentrés et de métal brut pour le plomb.

Marges bénéficiaires

D'une manière générale, la conjoncture actuelle porte plutôt les industriels au sourire. Après un passage difficile en 1982, les activités ont bien repris dans le secteur du zinc, notamment en raison de ses qualités anti-corrosives, et on assiste cette année également à un redressement de la demande de plomb. Dans un marché mondial en mouvement, la consommation intérieure de zinc a augmenté en RFA de 10 % pour la seule année 1983 et l'on s'attend pour cette année à une augmentation de la consommation de plomb pour la première fois depuis longtemps.

Les prix ont suivi, permettant de dégager des marges bénéficiaires, et la capacité des fonderies tourne à un niveau jugé satisfaisant. En 1983, la production de plomb a excédé la demande intérieure (353 000 tonnes contre 318 000 tonnes) ; mais les exportations ont également bien marché. En ce qui concerne le zinc, la production, qui a atteint les 356 000 tonnes, reste insuffisante pour couvrir une consommation en augmentation (406 000 tonnes) ce qui n'a pas empêché les fonderies de réaliser de bonnes affaires à l'exportation, notamment en direction des Etats-Unis.

Les industriels se gardent cependant de crier au miracle. Le président du groupe Preussag, M. Günther Sassmannshausen, a rappelé en juin 1984 qu'on sortait à peine du gouffre et qu'il ne fallait pas sous-estimer les effets bénéfiques qu'avait eus jusque-là la fermeté du dollar et de la livre sterling. *« Nos problèmes sont plus faciles à surmonter pour le moment ; mais ils sont loin d'être résolus. »*

Les industriels s'inquiètent de la hausse des coûts de production imposée par les mesures de protection de l'environnement et le renchérissement de l'énergie. Preussag vient d'investir 41,7 millions de marks dans la modernisation de son usine de Harz, où il produit 80 000 tonnes de zinc et 50 000 tonnes de plomb par an. On y a introduit un nouveau procédé jugé particulièrement propre pour le zinc, ainsi que des modifications pour diminuer les émissions de poussières nocives lors des opérations de stockage et de manutention du plomb.

Des recherches sont également en cours pour trouver de nouveaux procédés de fabrication, notamment dans le domaine du plomb. Preussag et Metallgesellschaft exploitent en commun à Duisbourg une installation-pilote pour tester le procédé QSL. Ils ont reçu pour cette installation une subvention du ministère allemand de la recherche, de même que Preussag avait pu compter pour son usine de Harz sur une prise en charge par le ministère de l'intérieur et le Land de Basse-Saxe de 42 % du coût des investissements.

L'actuel gouvernement n'est toutefois pas favorable à une politique de subvention à long terme. Comme pour les autres métaux, le maintien d'une capacité de raffinage rentable en RFA, à l'horizon de la décennie, se pose d'ores et déjà. Les industriels se refusent toutefois au découragement : *« Pour renforcer leur position dans le paysage industriel, les producteurs doivent trouver de nouveaux chemins »*, estime l'économiste de la Metallgesellschaft, M. Walter Sies, en donnant en exemple l'effort des producteurs japonais pour renforcer leurs contacts avec les industries de haute technologie.

HENRI DE BRESSON.

ITALIE

Une double stratégie

COMME ses partenaires européens, l'Italie a une stratégie différenciée pour le plomb et le zinc, le premier se récupérant plus facilement que le second. Pour le plomb, la surproduction mondiale et la stagnation du marché qui en a résulté se sont également fait sentir. Toutefois la crise de 1979 a affecté avec un certain retard la consommation nationale qui a augmenté jusqu'en 1980 (où elle atteignit 275 000 tonnes) pour retomber à un niveau inférieur à celui de 1976 (243 000 tonnes).

En moyenne, l'Italie importe de 140 000 à 160 000 tonnes de plomb et elle en produit à l'état de minerai environ 20 000 tonnes. Bien que sa capacité de production de plomb raffiné soit depuis 1979 de 230 000 tonnes, elle n'en a produit effectivement, en 1983, que 127 000 tonnes (soit 5 000 tonnes de moins qu'en 1982). En 1984, la production de raffiné devrait passer à 155 000 tonnes.

Pratiquement la moitié du plomb consommé annuellement par l'Italie est recyclé. Il est extrait notamment des batteries usagées et des tubes. Depuis 1984, cette opération est effectuée essentiellement par la SAMETON, société créée sur une base paritaire (50/50) par la SAMIM (groupe minier et métallurgique contrôlé par l'ENI) et la Tonolli (puissant groupe de Milan spécialisé dans les métaux qui possède des filiales dans le monde entier). Les sept autres producteurs de plomb secondaire ne traitent que la moitié du tonnage qui passe par la SAMETON.

Cette société mixte est l'un des instruments de la politique italienne de restructuration et de rationalisation de la production des métaux non ferreux. En ce qui concerne le plomb, ce métal a longtemps été produit par deux sociétés pionnières de l'industrialisation en Italie, Montepino et Montevecchio. Dans les années 70, c'est la SAMIM qui a pris en charge le raffinage du plomb : lorsqu'elle a décidé de se lancer également dans la production de plomb secondaire – à partir du recyclage du plomb déjà utilisé, – elle s'est trouvée en concurrence directe avec la société Tonolli. Afin d'éviter une compétition qu'un marché étroit ne permettait guère, les deux groupes sont parvenus à un accord qui a permis la création de la SAMETON.

La SAMIM a conservé la production du plomb primaire. A partir de 1985 devraient entrer en fonction les nouvelles installations de production – d'une capacité de 80 000 tonnes – traitant le plomb en provenance de Porto-Vesme, c'est-à-dire du minerai national, et celui des importations. La restructuration de l'appareil de production de la SAMIM avait commencé en 1981 avec la fermeture des vieilles installations de raffinage de San-Gavino construites en 1936.

La société Tonolli, entreprise d'origine familiale vieille de près d'un siècle, dont le chiffre d'affaires s'élève à près de 1 000 milliards de lires, détient 3 % du marché mondial du plomb (5 % dans le cadre de la SAMETON). Le groupe Tonolli a été le premier à comprendre, au début des années 70, au moment de la flambée des prix, qu'il était temps de diversifier ses activités, en particulier à l'étranger.

Alors qu'en matière de cuivre, l'Italie a commencé plus tard que ses partenaires à élaborer une stratégie des approvisionnements, sa politique pour ce qui est du plomb paraît parfaitement au point, ayant pour objectif un développement des capacités de recyclage.

Restructuration

Pour le zinc, la récupération est beaucoup moins facile, ce métal étant utilisé essentiellement dans des opérations destinées à protéger l'acier. Le marché du zinc a connu lui aussi, à la fin des années 70, une certaine stagnation en raison d'un fléchissement de la demande des pays industrialisés.

Toutefois, en Italie, la reprise a été supérieure à celle des autres pays européens. La SAMIM prévoit pour 1986 une demande qui devrait égaler celle de 1980. En 1983 la consommation de zinc s'est élevée à 208 000 tonnes et en 1984 elle devrait atteindre 214 000 tonnes. Mais la production minière de l'Italie en zinc a diminué, chutant de 66 000 tonnes en 1982 à 43 000 tonnes en 1983.

La SAMIM et Pertusola sont les deux seuls producteurs italiens de zinc. Pertusola, avec son usine de Crotone, a une capacité productive de 95 000 tonnes – à partir de procédés électroniques – qui est le résultat des restructurations opérées vers la fin des années 70. La production effective est de l'ordre de 85 000 tonnes. De son côté, la SAMIM produisait, jusqu'en 1978, du zinc primaire dans quatre usines (Monteponi, Porto-Marghera, Ponte-Nossa et Porto-Vesme). Conformément à son programme de restructuration, la SAMIM a procédé, entre 1979 et 1982, à la fermeture des trois premières usines, devenues obsolètes, et à la construction de nouvelles unités de production, notamment à Porto-Vesme, qui entreront en activité fin 1984 (capacité de production : 80 000 tonnes).

Lorsque l'opération de restructuration sera terminée, la SAMIM aura une capacité productive de 152 000 tonnes à Porto-Vesme, qui s'ajoutera à celle de l'usine de Ponte-Nossa, près de Bergame, réaménagée et spécialisée dans le recyclage du zinc et la production de matières chimiques dérivées. La majorité de la production de la SAMIM est obtenue à partir des concentrés de zinc nationaux (60 %) et des résidus (20 %). Au total, en 1987, la capacité de production de la SAMIM et de Pertusola devrait atteindre 258 000 tonnes (dont 165 000 pour la première société et 95 000 pour la seconde) ; mais la production effective ne dépasserait pas 245 000 tonnes.

La récupération est opérée à partir des déchets produits par les établissements de zingage et des fumées d'usines : c'est la SAMIM, par l'intermédiaire de SAMETON, qui effectue ces opérations, mais les quantités traitées restent assez faibles. L'Italie vise davantage une augmentation de sa production de minerai de zinc (43 000 tonnes en 1984), qui devrait atteindre 108 000 tonnes en 1987. Cette augmentation permettrait de réduire les importations (105 000 tonnes en 1983), auxquelles il faut ajouter les achats de 84 000 tonnes de zinc raffiné.

PHILIPPE PONS.

PLOMB & ZINC

France : les prospections de Penarroya

NÉE en 1881 dans le village de Penarroya, en Andalousie, pour exploiter les mines de charbon et de plomb locales, la société qui porte ce nom a progressivement étendu le champ de ses activités – les métaux non ferreux – tout autour du bassin méditerranéen, avant d'établir, au cours de l'entre-deux-guerres, une « tête de pont » en Amérique du Sud.

Aujourd'hui, la Société minière et métallurgique de Penarroya, qui a son siège social dans la tour Maine-Montparnasse, à Paris, est fortement implantée en France, en Espagne, en Italie, en République fédérale d'Allemagne, au Brésil et au Pérou, où elle dispose, depuis 1980, d'une filiale locale.

Solidement ancrée sur ses deux « *produits d'appel* », le plomb et le zinc, Penarroya, qui, comme tous les producteurs, est tributaire de la durée de vie limitée des gisements et de la situation conjoncturelle des industries qui utilisent ses produits, a entrepris au fil des ans une double adaptation : géographique, en poursuivant hors de France, souvent en association avec le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) ou d'autres organismes ; un important travail de prospection industrielle à travers la valorisation d'autres minerais qui se trouvent souvent mêlés au plomb et au zinc dans les gisements.

La société a également suivi très attentivement les applications nouvelles susceptibles de développer en France, mais aussi à l'étranger, une consommation de plomb et de zinc qui pâtit d'un très faible taux de progression.

Au Portugal

Depuis la fermeture des installations de Largentière, dans le sud de l'Ardèche, la production minière de Penarroya, en France, n'est plus assurée que par les mines de Malines, dans le Gard (plomb et zinc), et de Noailhac-Saint-Salvy, dans le Tarn (zinc et germanium). A l'étranger, la société prête beaucoup d'attention au « *gisement très important* » mis à jour à Neves-Corvo, au Portugal, où l'on a trouvé, pêle-mêle, du plomb, du zinc, du cuivre et d'« *autres minerais complexes* ».

Dans le cadre d'un projet nommé Somincor, une société d'exploitation locale a été constituée avec pour actionnaires le gouvernement portugais (51 %), Penarroya et le BRGM (24,5 % chacun). L'étude de faisabilité a été achevée à la mi-mai 1983 et, au vu du montage financier retenu – l'investissement prévu représente au total quelque 2,5 milliards de francs, – une décision doit être prise avant la fin de 1984 pour déboucher éventuellement sur la phase de production, à l'horizon 1986.

De même, à côté de cette découverte « *sur le Vieux Continent* », selon l'expression d'un dirigeant, Penarroya a participé activement à la mise en valeur du gisement de plomb, de zinc et de cuivre exploité à Thalanga, en Australie, par la Wambo Mining Corp. Pty Ltd, une société dont le groupe français ne détient plus que 10 %, « *tout en gardant la possibilité de valoriser ultérieurement cette participation* ».

Ainsi, Penarroya, qui n'était plus présent dans le secteur du cuivre depuis son retrait du Chili, en 1972 (il participait à l'exploitation de la mine de Disputada), effectue, avec ces gisements portugais et australien, un retour – discret – sur le marché du métal rouge.

A côté de cette prospection au-delà de l'Hexagone, le groupe s'efforce de « *valoriser tout ce qui, associé au plomb et au zinc, permet d'améliorer les produits de base* », explique un responsable du groupe. Ainsi a été ouverte au Bourneix, dans la Haute-Vienne, une mine d'or et d'argent, d'une durée de vie estimée à une dizaine d'années et qui produit quelque 500 kg de minerai par an. Cette extraction est encore modeste par rapport au gisement de Salsigne, considéré comme l'un des plus importants en Europe pour ces deux métaux précieux.

Toutefois, l'activité industrielle propre aux deux métaux oblige à établir des perspectives à court et à moyen terme. Pour ce qui est du plomb et de son principal usage, la batterie automobile (qui représente environ 50 % de la consommation du monde occidental et les deux tiers de celle des Etats-Unis), les dirigeants de Penarroya ne semblent pas trop préoccupés. Les trois quarts de cette consommation vont aux batteries de remplacement et un quart aux batteries de premier équipement, souligne M. Pierre Gerin-Jean, directeur général, estimant que la batterie plomb-acide « *est de loin la plus économique aujourd'hui, même si l'on tient compte de la consommation énergétique* ».

Mais, ajoute-t-il, si les autres utilisations du plomb (céramique, cristal, planches, tuyaux, munitions) peuvent être considérées comme relativement stables, c'est dans le domaine de l'approvisionnement et des prix qu'« *un changement dramatique est en train de se mettre en place : la production de plomb minier tend à devenir plus compétitive que la production de plomb recyclé. Le minerai est aujourd'hui dans une meilleure position que les déchets, alors que précédemment les rôles étaient inversés* ».

Il faut signaler, à ce sujet, le rôle joué par la récupération et son débouché – le plomb de seconde fusion – à laquelle participent de nombreux « collecteurs » (ferrailleurs), et qui a permis, par exemple, d'atteindre une production de 60 000 tonnes de plomb de récupération en 1983.

Au chapitre du zinc, M. Gerin-Jean est plus catégorique : à l'image de l'aluminium, le zinc a effectué « *une spectaculaire rentrée* » sur le marché, affirme-t-il, due à une croissance de 7,4 % de la consommation du monde occidental en 1983, alors que les exportations vers la Chine (200 000 tonnes, le double de l'année précédente) étaient d'un précieux secours. Pour le futur, la consommation devrait croître de 1,6 % par an en moyenne (voire 4 % en 1984), un rythme réparti « *de façon très uniforme tant aux Etats-Unis qu'au Japon* ».

Cette évolution n'empêche pas les industriels de se préoccuper, dès à présent, de toutes les nouvelles utilisations susceptibles de conforter la demande. Il s'agit, par exemple, de la double galvanisation anticorrosion à base de zinc – que commence à appliquer l'industrie automobile (pour les carcasses de voiture) ou le bâtiment (toitures). Pour le plomb, il s'agit des essais d'incorporation à l'asphalte pour renforcer sa résistance ou, dans un autre domaine, de la protection des sujets exposés aux radiations (radiologie, centrales nucléaires). Autant de débouchés possibles, mais qui restent encore très marginaux, en termes de production, en attendant un éventuel développement de leurs applications industrielles.

SERGE MARTI.

Rétablissement

NUMERO un mondial pour le plomb et situé au sixième ou septième rang pour le zinc, Penarroya figure parmi les trois premiers producteurs en France pour ce dernier métal, aux côtés de l'Asturienne des mines et de la Vieille Montagne (ces deux sociétés belges possèdent toutefois la majeure partie de leurs exploitations dans l'Hexagone). En 1983, cette filiale à 59,45 % d'Imétal (le groupe est détenu en partie par la Compagnie financière de Suez depuis la reprise – en janvier 1983 – de l'essentiel des participations industrielles de l'ancienne Banque Rothschild) a enregistré une nette baisse de sa production de plomb en France : 2 047 tonnes de métal contenu dans les concentrés contre 6 557 tonnes en 1982.

Cette chute s'explique essentiellement par l'arrêt de la mine de Largentière (Ardèche), arrivée au terme de sa durée de vie et qui a été fermée après neuf mois d'occupation par une partie du personnel local. Toutefois, la production de plomb est restée stable dans les autres pays où est implantée la société Penarroya (Espagne, Italie, Brésil, Pérou), et la production totale de concentré de plomb a atteint 58 475 tonnes l'année dernière contre 61 420 tonnes lors du précédent exercice.

Dans le même temps, la production de métal brut (France et étranger) régressait de 273 362 à 257 782 tonnes en 1983, tandis que les demi-produits ne variaient guère d'un exercice à l'autre : 22 740 tonnes (contre 22 395 en 1982) pour les ouvrés de plomb, mais 64 375 tonnes (contre 79 710) pour les oxydes de plomb.

Pour le zinc, la production de Penarroya en métal contenu dans les concentrés a progressé en 1983 pour se hisser à 87 716 tonnes (contre 75 386 tonnes), dont 34 184 tonnes (contre 37 022 tonnes) en France, tandis que la production de métal brut régressait légèrement : 194 471 tonnes contre 197 002 tonnes en 1982. Quant aux demi-produits, leur production (Italie seulement) est tombée en chute libre à 271 tonnes (contre 3 273 tonnes en 1982). Pour les zincs ouvrés, les oxydes et poussières de zinc (Italie également) elle a représenté 8 739 tonnes contre 8 935 tonnes durant l'exercice précédent.

En termes financiers, le groupe Penarroya, qui, outre le plomb et le zinc, est également présent dans d'autres secteurs d'activité (cuivre, argent, or, germanium, antimoine, indium, ainsi que dans la céramique, les granits, le marbre et les abrasifs), a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires consolidé de 4,42 milliards de francs contre 3,95 milliards en 1982. Mais, dans le même temps, l'exercice s'achevait sur une perte consolidée de 160 millions de francs, qui venait s'ajouter à celle – également consolidée – de 482 millions de l'exercice précédent.

Rigueur

« *Une année très difficile qui succédait elle-même à une année 1982 lourdement déficitaire* », devait constater le président de Penarroya, M. Bernard de Villeméjane, mettant aussitôt l'accent sur le « *programme de rigueur* » destiné à remédier à la situation et qui était axé « *sur la concentration des moyens de production, ce qui impliquait la réduction des investissements, la fermeture de certains établissements en France et à l'étranger et la diminution des effectifs (huit mille personnes à travers le monde) dans le cadre des diverses procédures développées en France* ». Très prudent dans ses perspectives pour l'année en cours, M. de Villeméjane évoquait cependant la reprise intervenue au début de 1984 aux Etats-Unis et dans certains pays d'Europe pour pronostiquer « *un résultat proche de l'équilibre* » pour Penarroya au premier semestre et un résultat consolidé « *positif* » pour le groupe.

Le groupe est-il définitivement tiré d'affaire ? Dans l'immédiat, Penarroya se contentera de « *consolider au deuxième semestre le rétablissement amorcé* ». Cela apparaît déjà comme un progrès appréciable par rapport à l'« *année grise* » que fut 1983 pour les entreprises françaises de ce secteur d'activité, si l'on en croit le rapport annuel de la Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux. Faisant état d'un marché national stationnaire, sinon en retrait, cette dernière constatait toutefois que la majorité des firmes françaises de cette branche avaient pu améliorer leurs résultats par rapport à 1982, qui avait été « *une année particulièrement sombre* ».

S.M.

MATIÈRES PREMIÈRES

PLOMB & ZINC

Des cours en dents de scie

COTÉS sur le marché à terme londonien des métaux non-ferreux, le célèbre London Metal Exchange, (LME) — aux côtés du cuivre, de l'étain, de l'argent, de l'aluminium et du nickel, — le plomb et le zinc sont négociés au comptant et pour un terme de trois mois au cours de deux séances quotidiennes (l'une le matin et l'autre l'après-midi, seule celle du matin donnant lieu à publication de cours officiels). Traités sous la forme de contrats de 25 tonnes, ces deux métaux ont donné lieu, en dix ans, à des courbes de prix sensiblement différentes.

Plomb : la chute

Le choc pétrolier de 1973 et le quadruplement des prix du brut qui en est résulté ont lourdement pesé sur les prix de revient au niveau de l'extraction et du traitement des minerais de plomb. Les cours du métal s'en sont ressentis dans un premier temps, avant de se redresser lentement, à l'instar des autres métaux non ferreux, jusqu'en mars 1977.

Après l'accès de faiblesse constaté au cours de l'année 1978, le cours du plomb pratiqué au LME — ce prix sert de base surtout pour l'établissement d'une moyenne mensuelle destinée à la fixation des prix européens des producteurs — s'est emballé jusqu'à atteindre le niveau record de 650 livres sterling en juin 1979, en raison de la forte demande de l'industrie automobile, qui utilise le plomb pour ses batteries (50 % de la consommation). Mais la chute a été aussi brutale que la course au sommet, et, en 1981, le métal retombait à 300 livres pour fluctuer depuis, de part et d'autre de cette moyenne — mais faiblement toutefois, — puisqu'il se traitait à 307 livres à la mi-septembre dans la City.

Le plomb se trouve ainsi ramené à son plus bas niveau historique — en monnaie constante — depuis 1973, font remarquer les professionnels, particulièrement préoccupés par la dégringolade effectuée en quatre ans sur le marché international. D'une année sur l'autre, la consommation progresse très faiblement (2 à 3 %, voire 1 % seulement en 1983), et l'absence de débouchés nouveaux importants pour le plomb explique que les cours se maintiennent actuellement *« dans une zone très basse »*.

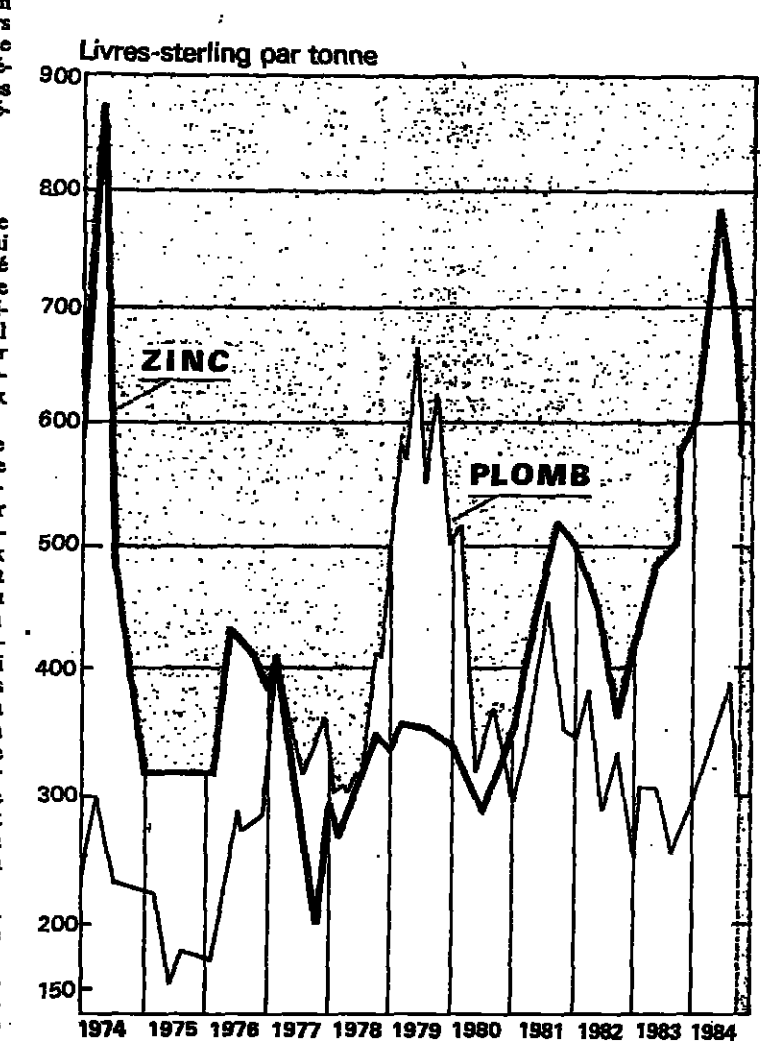
Zinc : une remontée

Beaucoup plus *« lissée »* que celle du plomb, la courbe des cours du zinc est surtout marquée par le plus haut niveau de 875 livres sterling atteint en mai 1974, année record de la production automobile mondiale, grosse consommatrice de tôles galvanisées. Il y a eu ensuite une longue période de baisse au moins aussi brutale que sur le plomb, suivie d'une pause de plusieurs années pendant lesquelles les cours ont fluctué entre 300 et 450 livres.

En 1983, les prix du zinc ont opéré un redressement de 42 %, passant de 420 livres début janvier à 598 livres à la fin de l'année, soit une moyenne annuelle de 506 livres contre 425 livres en 1982. A l'inverse du plomb, on assiste sur le zinc à une légère remontée des cours, notamment sur le prix producteur européen, passé de 850 à 1 090 dollars en quelques mois, soit un niveau supérieur à celui pratiqué — en livres sterling — sur le LME.

Par ailleurs, la réduction des stocks durant le premier semestre 1984 a contribué à conforter les cours, tandis que certaines compagnies annonçaient une réduction de leur production. C'est notamment le cas de Penarroya, qui a décidé de réduire de 10 %, *« sur les prochains mois »*, la production de son usine de Douai (80 000 tonnes en 1983), l'Asturienne des mines étant également convenue de réduire de 1 000 tonnes par an sa production en France.

S. M.



Le poids des pays industrialisés

PLOMB

PRODUCTION DE MINERAI		PRODUCTION DE RAFFINÉ		CONSOMMATION DE RAFFINÉ	
URSS	580	Etats-Unis	964	Etats-Unis	1 135
Australie	477	URSS	800	URSS	805
Etats-Unis	463	Allemagne fédérale	353	Japon	360
Canada	256	Grande-Bretagne	322	Allemagne fédérale	318
Pérou	205	Japon	322	Grande-Bretagne	293
Mexique	182	Canada	242	Italie	229
Chine	160	Australie	223	Chine	220
Yougoslavie	114	France	198	France	196
Maroc	97	Chine	195	Yougoslavie	133
Bulgarie	95	Mexique	177	Bulgarie	117
(Monde 3501)		(Monde 5288)		(Monde 5285)	

ZINC

PRODUCTION DE MINERAI		PRODUCTION DE RAFFINÉ		CONSOMMATION DE RAFFINÉ	
Canada	1 070	URSS	1 060	URSS	1 050
URSS	1 025	Japon	701	Etats-Unis	934
Australie	695	Canada	617	Japon	771
Pérou	553	Allemagne fédérale	356	Allemagne fédérale	406
Etats-Unis	293	Etats-Unis	305	Chine	300
Mexique	275	Australie	303	France	271
Japon	256	Belgique-Luxembourg	263	Italie	208
Suède	203	France	250	Grande-Brétagne	181
Pologne	189	Espagne	190	Belgique-Luxembourg	166
Irlande	186	Pays-Bas	188	Canada	144
(Monde 6498)		(Monde 6303)		(Monde (6364)	

SOURCE : annuaire Minemet pour l'année 1983 (en milliers de tonnes de métal)

Bibliographie

• LE PLOMB, Marc Lhérand, « Que sais-je ? », PUF, 1974, 127 pages (épuisé).

• LE MARCHÉ MONDIAL DU PLOMB, Banque Sudaméris, 1982, 40 pages (14, rue Meyerbeer, 75009 Paris).

• LE ZINC, Jacques Dechaussoy, « Que sais-je ? », PUF, 1971, 128 pages (épuisé).

• LE MARCHÉ MONDIAL DU ZINC, Banque Sudaméris, 1981, 38 pages.

• GÉOGRAPHIE DES MATIÈRES PREMIÈRES MINÉRALES, Jean-Olivier Simonetti, Masson, 1981, 288 pages, 167 francs.

• GÉOPOLITIQUE DES RESSOURCES MINIÈRES, Pierre-Noël Giraud, Economica, 1983, 750 pages, 250 francs.

Cette enquête a été réalisée au Pérou par Nicole Bonnet, en Allemagne fédérale par Henri de Bresson, en Belgique par Philippe Lemaître, en France par Serge Marti et en Italie par Philippe Pons. Documentation : Chantal Dunoyer.

Saturnisme...

QUE l'exposition au plomb soit toxique pour l'espèce humaine ne fait aucun doute. Le phénomène est connu depuis l'Antiquité. Aujourd'hui, plus que d'une intoxication aiguë au plomb ou saturnisme, il s'agit de la définition d'un seuil médicalement acceptable chez des sujets de plus en plus imprégnés.

L'être humain assimile le plomb principalement au niveau des poumons et du tube digestif. Le métal entre alors dans la circulation sanguine, puis se répartit dans différents endroits du corps. Dans le sang, il est lié aux globules rouges ; ailleurs, on le retrouve le plus souvent dans les os ou dans les dents, qui retiennent 90 % du métal contenu dans l'organisme. Il est naturellement éliminé par les urines et peut franchir la barrière que constitue chez la femme enceinte le placenta.

Une exposition prolongée à ce métal lourd peut être toxique à différents niveaux : sanguin (anomalies de la synthèse de l'hémoglobine) ; nerveux (altérations du comportement, déficit intellectuel) et rénal. Certaines études ont aussi fait état de troubles de la fertilité chez des sujets exposés et d'un possible pouvoir cancérigène du plomb. Les tableaux cliniques du saturnisme sont nombreux et variés : les principales manifestations sont digestives (coliques de plomb) hématologiques (anémie) ou nerveuses (encéphalopathies et polynévrites).

Le traitement de l'intoxication consiste à « nettoyer » l'organisme par la méthode chimique. Mis à part les intoxications aiguës, la principale question porte sur les limites pouvant être considérées comme « acceptables ». L'imprégnation est en effet de plus en plus importante tant dans les zones industrialisées que dans les régions rurales (1). Une étude américaine de 1979, fondée sur l'analyse des dents de lait perdues par des enfants apparemment normaux, a établi une inquiétante corrélation entre l'importance des troubles du comportement et le taux de plomb des dents.

« Il existe dans le monde des régions où la concentration sanguine au plomb de la population est si élevée, estime un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, *que les limites de sécurité recommandées sont dépassées chez une certaine proportion des sujets »*. Ces constatations sont *a priori* suffisamment graves pour justifier une confirmation scientifique et des décisions urgentes des autorités de la santé publique.

JEAN-YVES NAU.

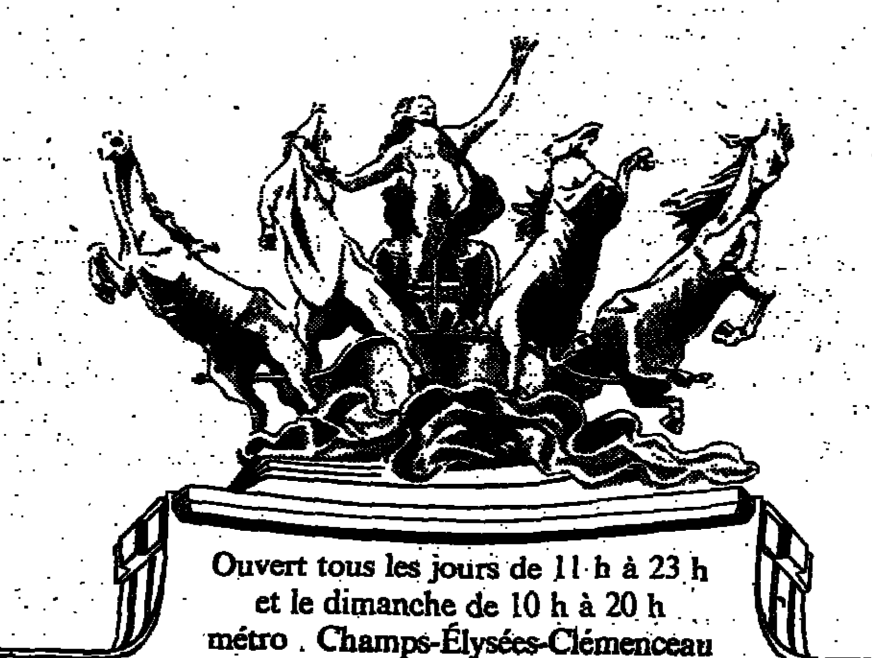
... et antistress

FAUT-IL accorder une attention particulière au rôle du zinc en matière de santé ? La question paraîtrait étrange, si ne se développait outre-Atlantique une curieuse préoccupation vis-à-vis de ce métal et de son rôle antistress sous forme notamment de gélules rouges et noires (*le Monde* du 5 septembre).

Une récente étude publiée dans le *Journal of American Medical Association* (*JAMA* du 10 août) apporte toutefois une première conclusion. Des chercheurs américains viennent, en effet, d'établir... l'absence de corrélation entre la consommation de zinc et le taux de graisses présentes dans le sang (cholestérols et triglycérides).

Cette constatation a été effectuée après une étude en double aveugle menée chez quarante-quatre personnes, sportives et sédentaires. Elle vient contredire certaines affirmations tendant à établir un lien entre la consommation de zinc et l'abaissement du taux sanguin de certains lipides et, partant, le risque de maladies cardiovasculaires.

(1) *Le Monde Aujourd'hui*, daté 27-28 mai, a consacré un dossier à l'essence au plomb.



Le Monde

culture

LA MORT DE PIERRE EMMANUEL

Un rhétoricien hanté

Mort le 22 septembre, Pierre Emmanuel a été inhumé, selon ses dernières volontés, dans la plus stricte intimité, indique sa famille dans un communiqué. Une messe à sa mémoire sera célébrée à l'église Saint-Séverin, le samedi 29 septembre à 11 heures. En souvenir de lui et pour perpétuer son action en faveur des droits de l'homme, des dons peuvent être adressés à la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne, 38, boulevard Beaumarchais, Paris-11e. »

J'ai appris à le connaître par un recueil publié à Bruxelles, et titré *Elégies*. Il y avait là une ampleur qui surprenait, une rhétorique jugée critiquable par certains. Mais il y avait aussi un souffle, comme d'une forge où tout brûlait et se formait. Nous étions en 1940. C'était un été de dévastation. Après cela, la voix de Pierre Emmanuel devait nous revenir, abondante, sonore, implacable. La revue *Poésie* de Pierre Seghers nous en amenait des lambeaux. Les livres suivaient, à la fois fertiles et inflexibles. Il y avait alors, dans Pierre Emmanuel, des certitudes marquées et une inquiétude certaine. Lorsqu'il écrivait les poèmes de *Combats avec tes défenseurs* ou de *La Liberté guide nos pas*, il prenait place parmi les premiers grands poètes de la Résistance – mais dans le même temps il se gardait de perdre de vue la dimension spirituelle nécessaire au poème :

« Ecoute la vermine visionnaire
miner le Ciel intérieur et tarauder
en toi la chair du Christ. Que [reste-t-il de l'homme
vidé de son silence mâle et de [son Dieu ? »...

Pierre Emmanuel à écrit quelque part qu'il n'était pas mystique, ou bien – si on le trouvait tel – qu'il l'était involontairement. En vérité, c'était un poète métaphysique, un poète du Livre, un prophète biblique (au sens exact), un proférateur et un rhétoricien hanté. Il s'est justement expliqué sur ce point dans un avant-propos à une réédition du *Tombeau d'Orphée*, l'un de ses livres-clés : *« La vraie rhétorique n'est pas dans l'éloquence : elle est dans la justesse de la profération. Justesse inhérente au jet : certaine attention au dedans agit à la façon d'un forage. J'honore du nom de rhétorique profonde cet art de parole qui, d'un seul mouvement, rassemble et projette l'énergie interne de l'âme. A ceux qui lui sont sensibles, cette parole communique non des idées, mais des symboles où prend forme l'énergie dont elle est chargée. »*

Ce qui fonde et constitue l'unité profonde de l'œuvre poétique de Pierre Emmanuel, c'est qu'il était labouré par les feux de la Femme et par les éclairs de Dieu, prophète faillible sans cesse requis par un monde de justice et de liberté dont il souhaitait l'avènement. Il était lucide sur ce point. Il creusait profond dans ce monde des symboles que sa rhétorique questionnait et fouillait. Il avait reçu un enseignement décisif : celui de Pierre-Jean Jouve. Il savait que l'âme est faite d'ombres. Que la chair exige la chair, car le *Je* sans le *Tu* est incomplet.

Les lendemains de la seconde guerre mondiale furent pour lui une période d'incertitude. Il voyait se lever des fantômes redoutables. On peut lire ceci dans *Tristesse ô ma patrie*, un volume de 1946 :

« Je suis seul au désert de toute [abjection
Semé d'hommes à chaque pas où le [pied bute,
Et je tombe cent fois le jour parmi [ceux-là
Si durs que j'en appelle à la douceur [des pierres
A la compassion du ciel aride, à Toi
Dieu sec, père des os blanchis et [des vipères... »

L'affrontement avec les rigueurs du monde n'empêchait pas l'œuvre de s'édifier suivant les deux axes que j'évoquais : la Femme, sorte de fruit rhétorique béant et adorable, et Dieu, silence couronné de mots. En 1943, Pierre Seghers publie *Tombeau d'Orphée*, de Pierre Emmanuel, recueil sous-titré « fragment ». Il s'agit très exactement d'une incantation érotique, mais telle que la sexualité y est haussée au niveau du sacré. Cependant, à relire ce volume et ceux qui lui succédèrent, placés sous la même invocation – ainsi les *Orphiques*, – le trouble préside, le fugitif règne, l'interdit domine :

« Coupable de la femme interdite qui [sait
Il la pressent crépusculaire dans ses [larmes
mais n'ose la voir nue... »

Une poésie métaphysique

A Eurydice, que le regard anéantit, succède Diotima. C'est-à-dire qu'à Orphée dans son dédale s'adjoint Hölderlin dans son enfer. C'est en 1944 que Pierre Emmanuel publie *le Poète fou*, une suite de strophes qui ont Hölderlin pour motif. Il reprendra cette même suite en 1948, lui adjoignant une refonte des *Elégies* et deux textes d'allure critique. Ceci est capital, et ce serait méconnaître gravement le poète Pierre Emmanuel si l'on n'avait pas toujours présent à l'esprit cette conjonction entre le texte *lyrique* et le texte *critique*, partout présente et décelable. Le lieu de cette conjonction désigne impérieusement la fonction rhétorique. Le lyrisme abondant de Pierre Emmanuel est une réflexion sur le langage *en action*, qui, elle-même, se contemple, se juge et finit de s'accomplir dans l'exposé « philosophique » qui l'accompagne. Il est impossible, par exemple, de séparer ce livre « en prose » qu'est *Poésie Raison ardente* (1948) des recueils qui lui sont contemporains.

Pour Pierre Emmanuel, le langage (ou, si l'on préfère, la « poétique ») est tout. Les vivants et les morts se retrouvent ensemble dans cet instantané fuyant qu'est la rhétorique. Le langage, d'un même mouvement, parce qu'il est générateur de « symboles », les vivifie et, à la fois, les pétrifie. C'est sur cette structure que s'édifia l'œuvre « biblique » de Pierre Emmanuel, une œuvre généralement moins bien perçue que son versant adverse, et cependant nécessaire. Il y a là *Prière d'Abraham* (1943), *Sodome* (1944), puis cette somme qu'est *Babel*, et jusqu'au *Jacob* de 1970.

Ici, Pierre Emmanuel use d'une voix plus hermétique, d'après ses juges. En fait, il recrée une poésie oubliée dans nos domaines : une poésie métaphysique, où il est question des replis du temps, de l'être et du salut :

« Seul, l'Ange n'est jamais absous étant l'Epée, Le squelette éternel de l'absurde Présence Et l'Œil rouillé de la Colère sur les eaux »...

Albert Béguin avait bien vu et bien dit cela : que le langage, pour Pierre Emmanuel, est *« l'instrument périlleux et salvateur par lequel la conscience s'empare de l'histoire et la transfigure, saisit le mal et l'inverse, annonce le futur et le contraint à exercer sur nous sa contrainte fascinatrice »*. Pour Pierre Emmanuel, le poète était ensemble le *vatès* antique et le *prophète* biblique.

Ce serait oublier de sa variété (et de sa complexité) qu'omettre les poèmes brefs, ceux, par exemple, qui sont réunis dans *Centos* ou dans les *Chansons du dé à coudre*. Ce sont des comptines, des proverbes, des énigmes à peine, et des joies de mots :

« Quand vient l'automne
Les filles nues dorent leurs [feuilles »...

Puis vint la grande période de création poétique, celle qui rameute et rassemble les divers propos jusqu'ici épars, s'attachant à unifier l'érotique et le métaphysique, le sensible et le proféré, les cris et le chuchotement, c'est-à-dire les trois tomes du *Livre de l'homme et de la femme*, qui ont pour titres : *Una, ou la Mort la vie* (1978), *Duel* (1979), *l'Autre* (1980). A quoi il faut ajouter *Tu* (1978), *Sophia* (1973), *l'Arbre et le Vent* (1981).

Enfin, couronnant cette vaste entreprise, il y a la dernière strophe : *le Grand Œuvre* (1984), où toute l'ambition de Pierre Emmanuel se recentre, si bien qu'on y retrouve les *Elégies* inaugurales, Orphée avec Hölderlin, le poète et son Christ, l'homme et la femme ensemble à jamais. Rhétorique d'une genèse, tel est *le Grand Œuvre*, dès lors que le langage se fait Verbe. Gigantesque poème terminal, *le Grand Œuvre* évoque indéfiniment l'origine :

« La source est le mirage du temps
Qui voile l'immuable Distance
La source est l'horloge du sang
Qui régit homme et firmament »...

Le poète d'*Evangéliaire* a traversé la mort de Dieu pour trouver au terme le mystère, la fureur et la clémence de ce même Dieu. Son œuvre poétique est une procession de mots se bousculant vers le buisson ardent. Ceux qui lui reprochent son abondance au moins devraient au moins convenir qu'il n'a écrit que par nécessité : sa flamboyante rhétorique en témoigne.

HUBERT JUIN.

Né le 3 mai 1916 à Gan (Basses-Pyrénées), Pierre Emmanuel (pseudonyme de Noël Mathieu) a fait des études de mathématiques et de philosophie, avant d'enseigner comme professeur libre à Pontoise, Cherbourg, puis à Dieulefit. Pendant la guerre, il participe à la lutte contre l'occupant et il est membre du comité départemental de résistance de la Drôme. Après la libération, il dirige, de 1945 à 1959, les services anglais puis américains de la RTF. Il donne des conférences dans de très nombreux pays et il est visiting professor *dans plusieurs universités américaines. Il écrit dans de nombreux journaux et revues* (Temps présents, Lettres françaises, Esprit, Le figaro, Témoignage Chrétien, Réforme...).

Elu à l'Académie française en 1968, il en démissionne en 1975, en signe de réprobation contre l'élection de Félicien Marceau, dont il condamne l'attitude pendant l'occupation. (Selon les statuts de l'Académie, il conserve cependant son siège.) Il préside le comité directeur de l'organisation des Pen Clubs de 1969 à 1971, puis, de 1973 à 1976, le Pen Club français. Il a été également président de la commission de réforme de l'enseignement du français (créée en 1970), du Conseil de développement culturel (1971-1973), de l'Institut national de l'audiovisuel (1975-1979).

Il était, depuis 1979, délégué à la culture et membre du conseil politique du RPR. Il prit l'initiative de nombreuses actions en faveur des droits de l'homme, créant le comité de soutien de la Charte des 77 et présidant les Amis de Soljenitsyne. Pierre Emmanuel a obtenu le Grand Prix de poésie de l'Académie française en 1963. Outre ses nombreux ouvrages de poésie – dont le dernier, Le Grand Œuvre. Cosmologie, *vient juste de paraître, – il est l'auteur de deux livres sur la culture :* Pour une politique de la culture *(1971) et* la Révolution parallèle *(1975). Plusieurs de ses interviews et de ses interventions au cours de « tables rondes » ont été réunies dans* Choses dites *(1971).*

MUSIQUE

AU FESTIVAL D'AUTOMNE

La fluidité de Simon Rattle

Le Festival d'automne, côté musique, a débuté par un coup d'éclat en présentant au Châtelet, pour la première fois à Paris et avec son Orchestre de Birmingham, un jeune chef anglais, qui est déjà l'un des favoris des discophiles français, Simon Rattle. Il est rare qu'une renommée aussi rapide s'attache à un inconnu par le seul truchement du disque, surtout quand il se voue à des œuvres inhabituelles, mais une présence évidente irradie ces enregistrements (1).

A cela s'ajoute l'aura d'une carrière paradoxale d'enfant sage (il n'a que vingt-neuf ans) qui se consacre à son orchestre provincial, refuse bien des propositions alléchantes, et préfère diriger des partitions peu connues plutôt que les chefs-d'œuvre du répertoire (il est cependant « premier chef invité » à Los Angeles et Rotterdam, fait quelques infidélités à Birmingham pour la Philharmonia de Londres, et Glyndebourne lui a confié sept opéras).

La légende créée, restait aux yeux des Parisiens l'épreuve de la scène. La chance du Festival d'automne fut que Rattle, à la différence de ses grands confrères, aimât et comprît la musique la plus contemporaine, et qu'on pût lui confier ainsi l'ouverture du cycle Xenakis, avec une œuvre des plus rudes, *Synaphaï* pour piano et orchestre, étayée par des partitions plus rassurantes de Brahms et de Sibelius.

Un mot de sa technique, tout d'abord : ses gestes souples et économes semblent synthétiser et embrasser toute la musique en la survolant ; il donne visiblement une assise sûre à son orchestre, mais surtout une expression soutenue qui le porte vers la clarté et une sorte de fluidité transcendante, avec une délicatesse d'articulation, mais aussi une précision fulgurante dans les accents, qui sont le sel de ses interprétations.

Il fallait un Brahms non conformiste, bien sûr, pour Rattle : le *Quatuor en sol mineur* pour piano et cordes op. 25, tel qu'il fut orchestré en 1937 par Arnold Schoenberg. Le choix est discutable cependant, car, si le premier mouvement en particulier a bien le souffle et l'ampleur d'une symphonie, l'intermezzo et l'andante restent typiquement de la musique de chambre. Le changement de dimension crée parfois un sentiment de maladresse, alors qu'il n'y a qu'une inadaptation de l'écriture à l'orchestre. Par ailleurs, l'instrumentation, très remarquable mais tout de même plus analytique, moins onctueuse et romantique que celle de Brahms, dénonce parfois l'« arrangement » de façon trop visible. Et l'original est trop éblouissant pour que cet agrandissement soit bien nécessaire.

Mais le Michel Platini de l'orchestre (il a un peu l'allure, le gabarit, les gestes subtils et le visage pétillant de notre surdoué du football), avec sa crinière de cheveux bouclés et une large ceinture rouge sous son habit, allait faire définitivement ses preuves. Dans *Synaphaï*, il semblait lire à livre ouvert, opposant aux trémolos forcenés et aux grandes efflorescences pianistiques du superbe Claude Helffer les blizzards fantastiques, les pluies torrentielles, les hurlements cuivrés de son orchestre, avec une sorte d'infaillibilité de vision et une violence qui magnifiaient la rigueur de construction et le lyrisme survolté de Xenakis, comme jadis Michel Tabachnik lors de la création à Royan (treize ans déjà !).

Et après cette tempête, le grand paysage idyllique de Sibelius, la *Cinquième Symphonie*, où l'on pénètre dans un « *monde de force et de lumière* », disait le compositeur finlandais. Sonorités frissonnantes et poétiques, longues lignes d'une fermeté sans raideur, crescendos menés jusqu'au point où le cœur défaille de bonheur, limpidité des ciels, intimité profonde, danses populaires sur un fond d'harmonies immobiles et contemplatives, et puis, dans le final, ces trémolos grisants des cordes sur lesquels viennent se poser l'ample respiration souple des cors et le chant ingénu des bois en une immense vision solaire, tout cela Simon Rattle l'a merveilleusement réuni dans cette interprétation si puissamment unifiée, mais épanouie et détendue, avec le bel orchestre de Birmingham, plantureux, homogène et ardent, qui a bien de la chance de jouer avec un tel chef.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Le cycle Xenakis du Festival d'automne (quatre concerts) se poursuivra le 27 septembre au Théâtre des Champs-Elysées avec *Erikhthon* pour piano et orchestre (où l'on retrouvera Claude Helffer) et la première parisienne d'*Aïs*, associés à *Clocks and Clouds* et à la *San Francisco Polyphony*, de Ligeti, auquel le Festival consacre également quatre concerts. Orchestre national et chœurs de Radio-France, sous la direction de Peter Eötvös.

(1) Citons parmi les plus frappants la *Dixième Symphonie*, de Mahler (version D. Cooke, SLS 5206), la *Messe glagolitique*, de Janacek (069-07597), *les Septs Péchés capitaux*, de Bretch/Weill (069-07698), le *War Requiem*, de Britten (107-7573), la *Cinquième Symphonie* et *la Chevauchée nocturne*, de Sibelius (069-07586), tous chez EMI.

EXPOSITIONS

A SAINT-TROPEZ

Le fauvisme des Provençaux

L'éclat des couleurs provençales et l'explosion du fauvisme ne sauraient être dissociés. Les plus grands l'ont compris qui, au début du siècle, sont venus raviver leur palette au soleil du Midi. Le musée tropézien de l'Annonciade le démontre en « conservant », notamment, *la Gitane* de Matisse, le *Port de Saint-Tropez* de Marquet, *les Deux Baigneuses* de Manguin, tous de 1905, et *l'Estaque* (1906) de Braque, alors rallié au mouvement, ainsi que, plus tardives (1911) mais animées du même élan, *la Gitane* et *Femme à la balustrade* de Van Dongen. En regard de ces toiles, désormais « classiques », voici rassemblées celles d'artistes méridionaux moins célèbres sans doute, mais une cohabitation permanente ne nuirait à aucune. M. Eric Held, conservateur du musée, a voulu illustrer le rayonnement plus vaste du fauvisme tout en arrachant une demi-douzaine de peintres au ghetto où les confinaient leurs racines, comme si le fait d'être né près de la Méditerranée était une tare.

D'autre part, les organisateurs devaient respecter les dates. La flambée du fauvisme a été brève, juste le temps de se libérer de toutes les entraves. En gros de 1904 à 1908, avec des retours de flamme, des retombées jusque vers 1912. Une seule exception à cette fourchette, René Seyssaud, parce que ce Marseillais, né en 1867, passe à tort ou à raison pour un précurseur du fauvisme. Grand peintre, nul n'en disconviendra, très grand peintre même aux yeux de certains, surtout (pour ceux qui l'ignoreraient) devant les sept toiles ici présentées, et qui s'étalent entre 1892 et 1900. La véhémence des coloris fait oublier que cet art est scrupuleusement réaliste. Mais, fidèle ou pas aux choses visibles, le peintre s'est tourné vers des paysages (*Sainfoins rubescents* de 1897, un des points forts de l'exposition, *les Oliviers* de 1898) où la nature se fait violence. Inclassable, Seyssaud ne pouvait être exclu des féeries de ses cadets.

Charles Camoin, déjà présent à l'Annonciade avec la *Place aux herbes à Saint-Tropez*, faisait, lui, partie de la fameuse «cage aux fauves» du Salon d'automne 1905. Quatorze toiles de la même époque font preuve de la vigueur et du charme de ce «fauve modéré», parmi lesquelles *la Rue Bouterie à Marseille* (1904) et surtout une œuvre au renom mondial, le portrait d'Albert Marquet (1905), aujourd'hui au Musée national d'art moderne. Confirmation plutôt que révélation en ce qui concerne l'ami de Matisse et sa manière colorée – qui, aux yeux de beaucoup, passe pour sa meilleure.

Les incartades d'Auguste Chabaud

Pour les visiteurs, le choc viendra plutôt devant les «œuvres parisiennes» du Nîmois Auguste Chabaud, quasi inconnu jusqu'en 1950. Le monde du cirque et celui de la prostitution est rendu avec une virulence volontiers agressive. L'observateur superficiel rapprochera (à tort) cette facture de celle de Van Dongen, à cause des filles aux yeux démesurément fardés. Son évocation du Paris nocturne (*Hôtel-Hôtel...*) est hallucinante. On est fasciné par le *Couloir d'hôtel* (1907-1908), angoissante symphonie en rouge majeur. Et puis, pour revenir en Provence où Chabaud revint se fixer après ses incartades dans la capitale, le *Verger derrière le mas* nous semble aussi tragique que le *Remorqueur fumant* ou *la Gare*...

D'évidentes affinités existent d'ailleurs entre le fauvisme et le mouvement munichois un peu postérieur du Blaue Reiter. Les rapports entretenus avec lui, la correspondance avec Kandinsky de Pierre Girieud, en font foi – Girieud qui ne figure à l'Annonciade que par une toile, mais quelle toile !

Autre méconnu (il est vrai que, par la suite, il opta pour l'art mural), Alfred Lombard ne pouvait être représenté que par sa période marseillaise et l'allégresse d'une palette particulièrement riche. Cinq toiles, dont le *Bar N... à Marseille*, nous ravissent. Enfin, Mathieu Verdilhan, un moment compagnon de route du mouvement qu'il a *« enrichi de ses apports personnels »* selon Louis Mondolini, qui parle à son sujet de *« fauvisme baroque »*, s'en rapproche par son lyrisme tout en demeurant lui-même avec l'architecture de ses grands volumes simplifiés, aux courbes émouvantes.

Car chez les Provençaux comme chez leurs émules, en dépit d'un effort commun vers une émancipation totale, donnant la priorité à la couleur, une couleur qui se moque de la réalité, chacun a revendiqué son droit à la différence.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Saint-Tropez, musée de l'Annonciade. Jusqu'au 1er octobre.

VARIÉTÉS

SERGE GAINSBOURG

Les mélodies intérieures

Serge Gainsbourg publie, le 3 octobre prochain, un nouvel album de huit chansons. C'est un événement. L'auteur de *la Javanaise* n'avait lui-même rien enregistré depuis cinq ans : l'époque était alors au reggae, et Gainsbourg s'était fait plaisir en gravant à Kingston des chansons « reggaeisées » dont *Aux armes et caetera*, version moderne de *la Marseillaise*.

Paradoxalement, celui qui apparaît comme un dandy provocant, un maître de l'esquive et des pirouettes verbales, un mystificateur et un marginal démystifiant, a beaucoup travaillé ces dernières années. Il a réalisé deux films, mis en boîte un nombre incalculable de spots publicitaires ou promotionnels (il en prépare actuellement un de quinze minutes pour Total), écrit un album pour Isabelle Adjani et un autre pour Jane Birkin.

Gainsbourg donne constamment l'apparence de s'amuser, de tout entreprendre avec une facilité déconcertante. Mais, en fait, il travaille comme un artisan qui connaît son métier sur le bout des doigts et exécute son ouvrage après une longue maturation. Ainsi le nouvel album – *Love on the Beat* – est le résultat d'une longue gestation. Et puis, un jour, il s'est assis devant son Steinway et, en six heures, il a composé huit *« mélodies intérieures »*, huit musiques flamboyantes qu'il a enregistrée au House of Music de New-Jersey avec Billy Rush aux guitares et à la batterie, Larry Fast aux synthétiseurs, Stan Harrison au saxophone et les Simms Brothers pour les voix.

Les mots ont été plus difficiles à venir. Serge Gainsbourg a d'abord pris une suite au Ritz, il l'a décorée de quelques éléments de son univers, de quelques pochettes d'albums de John Coltrane et de Jimi Hendrix et il a commencé à écrire. *« Malheureusement, au Ritz, il y a un piano dans le bar. Je me suis mis devant le clavier, comme autrefois quand j'étais pianiste de bar, et j'ai joué à n'en plus finir. A New-York, dans une petite chambre, avec des angoisses terribles, j'ai tout écrit en une nuit. »*

Fiévreusement, Serge Gainsbourg a traqué les mots, a arraché leur masque et, s'appuyant sur huit musiques parmi les plus belles qu'il ait jamais composées, il a épousé les pulsions de la vie :

« C'est moi qui t'ai suicidée
mon amour.
Je n'en valais pas la peine
tu sais.
Sans moi tu as décidé
un beau jour
décidé que tu t'en allais. »

Il a joué le jeu des émotions, le jeu de l'érotisme :

« Il est temps de passer aux choses sérieuses ma poupée jolie tu as envie d'une overdose de baise voilà je m'introduis. »

Il a saisi dans *le Monde* une expression *no comment*, et il a développé un divertissement amoureux. Il a imaginé un cri d'amour (*Lemon Incest*, d'après *l'étude n° 3* de Chopin, qu'il interprète avec sa fille Charlotte Gainsbourg) :

« L'amour que nous n'f'rons jamais ensemble
est le plus beau le plus violent
le plus pur le plus enivrant
exquise esquisse
délicieuse enfant
ma chair et mon sang
ôh mon bébé mon âme. »

La voix de Serge Gainsbourg, travaillée par l'alcool et le tabac, adopte presque continuellement le style parlé « *talk over* » qu'il avait déjà inauguré à l'époque de *Melody Nelson* et qu'il a, de plus en plus, substitué au vocal chanté habituel. *« Il y a des mots*, dit Gainsbourg, *qui ne se prête pas au chant. »*

L'album (avec une superbe pochette de William Klein composant l'image d'un Gainsbourg en travesti) est un produit haut de gamme. Avec un poète et un interprète qui, à cinquante-six ans, regarde peu en arrière, continue une aventure de plus en plus large et ouverte, mais avec toujours le même humour, de l'ironie et de la dérision, des blessures grandioses, de la sensualité et aussi beaucoup de fragilité.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ *Love on the Beat*, 33 T Phonogram.

هكذا من الأصل

SPECTACLES

[M]USIQUE

[...]NT PARTICULIER [...]TRAIS « NUITS D'ÉTÉ » [...] A LYON

[Ber]lioz réorchestré

[Ad]mirateurs et adversaires de [Berlio]z se retrouvent au moins sur [une] œuvre : les Nuits d'été, dont la [dél]icatesse orchestrale difficilement [contes]table oblige à reconnaître que [l']auteur du Requiem n'était pas [s]eulement l'homme des effets de messe. L'idée de vouloir réorchestrer ces pages est en elle-même diabolique, et il faut que René Koering possède une grande force de persuasion pour avoir convaincu cinq compositeurs de s'associer à lui dans cette entreprise sacrilège.

Les Nuits d'été, réorchestrées pour les quinze musiciens de l'Ensemble de l'Itinéraire, ont été créées à Lyon, au cours du Festival Berlioz, mais, hormis un violent orage suivi de deux pannes gigantesques qui ont privé d'électricité une partie de la ville et ont failli empêcher la répétition générale, le courroux du ciel ne s'est manifesté par aucun des signes habituels, le sol ne s'est pas ouvert pour engloutir l'Opéra, le Rhône n'a pas remonté son cours, le TGV est resté tranquillement sur ses rails.

Tout est donc permis, et Berlioz, qui s'indignait qu'on veuille améliorer l'orchestre famélique des opéras-comiques de Grétry, se trouve victime de ce qu'il a combattu toute sa vie. Puisqu'il est hors de question d'exiger que l'on coupe les oreilles aux arrangeurs et aux exécutants, il reste à les condamner pour la forme, avec, dans certains cas, des circonstances atténuantes. Ainsi, dans la Villanelle, Michaël Lévinas a-t-il eu l'heureuse idée d'introduire une guitare, qui, mêlée au piano et au célesta, reste assez proche de Berlioz qui aimait à s'accompagner, voire à composer, sur le plus délicat des instruments.

Tout à l'opposé, Marius Constant a doté l'Île inconnue d'un habit somptueux, un peu chargé parfois, mais plein d'invention et de chaleur. On sent là un métier virtuose qui manque à Manfred Trojhan, dont le Spectre de la rose semble seulement une démarcation maladroite (trop respectueuse peut-être ?) de l'original. On constate une même tendance à l'empâtement dans Sur les lagunes, de René Koering ; le piano y est excessivement présent pour le rôle de remplissage harmonique qui lui est confié.

En transformant les lugubres accords verticaux de Au cimetière en des arpèges obstinés, Renaud Gagneux s'est si intimement approprié la mélodie qu'on en oublie l'original, ce qui évite les comparaisons, avec l'avantage de la cohérence. Claude Ballif est allé beaucoup plus loin en ce sens puisqu'il a littéralement recomposé l'accompagnement d'Absence tout en respectant la ligne vocale. C'est ce qu'on désigne sous le nom de chant donné dans les conservatoires ; le jeu consiste à imaginer les harmonies les plus inattendues tout en restant dans le style du chant.

Ballif a donc pris pour ligne conductrice quelques-unes des dissonances introduites par Berlioz pour exprimer les douleurs de l'absence et les a généralisées en les aiguisant : la tonalité, sans cesse menacée par le jeu des résolution retardées, subsiste néanmoins, et on a l'impression d'entendre la mélodie à travers un rêve. Il ne s'agit plus là de réorchestration mais d'une paraphrase (superbement instrumentée) qui trouve sa justification en elle-même.

Au programme de ce concert figuraient également des mélodies de jeunesse de Debussy dont les orchestrations sont plus faciles à légitimer, d'autant qu'elles sont, dans l'ensemble, plutôt réussies, qu'il s'agisse de Musique par Costin Mireanu, de Regret par René Koering, avec de beaux effets de tam-tam, et surtout de la Romance d'Ariel, où Michaël Lévinas témoigne d'une oreille insolente dont Debussy se serait vraisemblablement saisi, comme il fit de celle de Caplet ou de Koechlin, pour le seconder dans ses travaux pressants...

Marius Constant, qui présentait en outre une version instrumentale de la Messe des pauvres de Satie, dirigeait les musiciens de l'Ensemble de l'Itinéraire dont il a su mettre en valeur les qualités individuelles ou collectives ; enfin, les solistes Margot Pares-Reyna et Lamya Sabitch possèdent à la fois une belle voix et des qualités de diction qui feraient honneur à bien des cantatrices françaises.

GÉRARD CONDÉ.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES TROIS JEANNE : Fontaine (874-74-40), 20 h.

LA JALOUSIE DU BARBOUILLE : Espace Kiron (373-50-25), 20 h 30.

Les salles subventionnées

– COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Cinna.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Concerts : 18 h 30 : J.J. Kantorow/M. Laforêt (Beethoven, Chopin, Albeniz, Kreisler).

BEAUBOURG (277-12-33), Débats : 20 h 30 : Fallait-il adapter Kafka au théâtre ? ; Cinéma-Vidéo : 16 h : Cl. Nougaro, de R. Crible ; à 19 h : Lousy Little Six Pence, de A. Morgan ; 21 h : la Métamorphose ; Théâtre-Danse-Concerts : 18 h 30 : la quinzaine d'Espace-Danse : M. Rapoport ; D. Agesilas ; J.-Cl. Ramseyer.

Les autres salles

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 20 h 30 : le Nouveau Testament.

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Andromaque.

CAFE DE LA GARE (278-52-51) 20 h 30 : l'Apologue.

C3B (524-48-42), 21 h : la Brasserie du bonheur.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : Château de carton.

DIX HEURES (606-07-48), 20 h : Histoire de clowns ; 21 h : l'Ours ; 22 h : la Mouche et le Pantin.

FONTAINE (874-74-40), 22 h, Riou-Pouchain.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (544-57-34) I. 18 h 30 : Pas ; 22 h 15 : Hiroshima, mon amour. II. 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara ; 22 h 15 : Du côté de chez Colette.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45, la Dernière Classe.

MUSÉE GRÉVIN (608-04-32), 20 h 30 : les Enfants terribles.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) 20 h 30 : l'Entourloupe.

PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20) 21 h : le Principe de solitude.

POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude morte cet après-midi ; 21 h : le Plaisir de l'amour.

POINT VIRGULE (278-67-03), 21 h 30 : la Répétition dans la forêt.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE 3 SUR 4 (327-09-16). 20 h 30 : Psy cause toujours.

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Vie et Mort de Pier Paolo Pasolini.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : Imprévu pour un privé ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PATACHON (606-90-20), 20 h : F. Godard ; 23 h : Patachanson.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.

POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque mes parents raquent.

La danse

ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : Ballet Dihun, groupe F. Dugied, Cie L. Vankote.

Les concerts

Salle Gaveau, 20 h 30 : H. Antoni (Scarlatti, Beethoven, Field...).

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

8e Festival international du film d'art : Rétrospective : 15 h, la Vie passionnée de Van Gogh, de V. Minnelli ; 17 h, Films en compétition : consultez programme festival ; 19 h, Miracle Woman, de F. Capra.

Les exclusivités

A COUPS DE CROSSE (Franco-Esp.), (*), (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Mistral, 14e (539-52-43) ;

Lundi 24 septembre

Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

ANGEL (A.), (*) : v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).

BESOIN D'AMOUR (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (534-07-76) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LE BON ROI DAGOBERT (Franco-It., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

C'EST LA FAUTE A RIO (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16).

CONAN LE DESTRUCTEUR (A.), (v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DORTOIR DES GRANDES (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Bergère, 9e (770-77-58) ; Cinévog, 14e (874-77-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., V.f.) : George V, 8e (562-41-46).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Balzac, 8e (561-10-60).

FORT SAGANNE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

FRANKENSTEIN 90 (Fr.) : Français, 9e (770-33-88).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-94-40).

LA GARCE (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

HISTOIRE D'O No 2 (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52).

HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LISTE NOIRE (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PAVILLONS LOINTAINS (Ang., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Marbeuf, 8e (516-94-95).

LA PIRATE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

POLICE ACADEMY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

LA SMALA (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

SUDDEN IMPACT (A., v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE TARTUFFE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

TIR A VUE (Fr.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRICHE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Ermitage, 8e (563-16-16).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.), Cinoches, 6e (633-10-82) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (516-94-95).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

XTRO (Angl., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

YENTL (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95).

Les grandes reprises

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Denfert, 14e (321-41-01).

L'ANGE DES MAUDITS (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

ANTONIO DAS MORTES (Brés., v.o.) : République Cinémas, 11e (805-51-33).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

CHARULATA (Ind., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CORRESPONDANT 17 (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LA DÉROBADE (Fr.) (**) : Paramount Opéra, 9e (329-90-10).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.-v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

ERENDIRA (v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA FELINE (Tourneur 1942) (v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LES FILMS NOUVEAUX

LA FILLE EN ROUGE, film américain de Gene Wilder. Avec Gene Wilder, Charles Grodin, Joseph Bologna, Judith Ivey, v.o., Forums Arc-en-Ciel, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

L'INTRUS, film français d'Irène Jouannet. Avec Marie Dubois, Richard Anconina, Christine Murillo. Forums Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Trois Parnassiens, 4e (320-30-19).

JAZZ BAND, film soviétique de Karen Chakhnazarov. Avec Igor Skliar, Alexandre Pankratov-Tcherny, Nikolaï Averriouchkine. V.o., Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; Cosmos, 6e (544-28-80).

LE MEILLEUR, film américain de Barry Levinson. Avec Robert Redford, Robert Duvall, Glenn Close. V.o., Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f., Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PARIS, TEXAS, film américain de Wim Wenders. Avec Harry Stanton, Nastassja Kinski, Dean Stockwell. V.o., Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; Imperial, 2e (742-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Pathé Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Olympic Marilyn, 14e (545-35-38) ; Sept Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f., Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94)

LES RIPOUX, film français de Claude Zidi. Avec Philippe Noiret, Thierry Lhermitte, Régine. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Athena, 12e (343-07-48) ; UGC gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

ROCK ZOMBIES (*). Film américain de Krishna Shah. Avec le groupe Holly Moses. V.o., Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

STRESS. Film français de J.-L. Bertucelli. Avec Carole Laure, Guy Marchand, André Dussollier. Forums Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Pathé Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Trois Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

SPECTACLES

LA FEMME D'A COTE (Fr.) : Ciné 13 Première, 19e (259-62-75).
FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).
LA FILLE DE RYAN (Ang., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (576-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-56) : Rialto, 19e (607-87-61).
FRITZ-THE CAT (A., v.o.) : Champ-Ecoles, 5e (354-20-12).
GILDA (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
HALLELUYAH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
L'HÉRITIÈRE (A., v.o.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99).
L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
JESUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA LEGENDE DU GRAND JUDO (Jap., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (805-51-33).
LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08).
MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34).
MEAN STREETS (A., v.o.) (*) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66); Boîte à films, 17e (622-44-21).
METROPOLIS (All.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (ex-LE BAL DES VAURIENS) (A., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Action La Fayette, 9e (329-79-38).
PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
LE PIGEON II (HOLD-UP A LA MILANAISE) (It., v.o.) ; Logos I, 5e (354-42-34).
PLUS FORT QUE LE DIABLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).
LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
RASHOMON (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
LE RETOUR DU JEDI (A., v.o.-v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).
RUE CASES NEGRES (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-56-85) ; Rialto, 19e (607-87-61).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).
SUEURS FROIDES (A., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).
THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).
THE SERVANT (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
TRISTANA (Fr., It., Esp.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).
TUEURS A GAGES (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).
TYGRA LA GLACE ET LE FEU (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).
UNE ÉTOILE EST NÉE (A., v.o.) (vers. intégr.) : Lincoln, 8e (359-36-14).
VICTOR VICTORIA (A., v.o.) : Épée de bois, 5e (337-57-47).
LA VIE CRIMINELLE D'ARCHIBALD DE LA CRUZ (Mex., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).
ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

COMMUNICATION

Première « chaîne institutionnelle »

SACILOR LANCE UNE TÉLÉVISION EN LORRAINE

Quatre jours seulement après la décision du secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, la télévision institutionnelle, ce nouvel espace audiovisuel ouvert aux entreprises et aux administrations, enregistre sa première candidature. Et non des moindres, puisque le groupe Sacilor envisage six heures d'émissions quotidiennes destinées à tous les publics, sur les antennes de FR 3-Lorraine. Le groupe industriel appelle les entreprises concernées par la réindustrialisation de cette région à constituer une société de programmation — une véritable chaîne locale — qui louera le réseau, définira les programmes et lancera des appels d'offres aux sociétés de production. Sacilor a obtenu l'accord de principe du gouvernement et de FR 3 ; il a déjà contacté une dizaine d'entreprises intéressées.

Publicis, agence de Sacilor pour sa communication institutionnelle, a monté le projet, mais la structure reste ouverte aux autres sociétés publicitaires. L'investissement nécessaire pour une première année d'expérience est évalué à environ une trentaine de millions de francs.

L'annonce est spectaculaire mais elle soulève bien des questions. Quel sera le contenu de cette télévision commanditée par des entreprises ? Pourquoi un tel investissement dans une région dont le problème prioritaire est celui de l'emploi ? Pour les responsables de Sacilor il ne s'agit ni de publicité ni de cinéma. La télévision des entreprises doit servir directement leurs objectifs : le redéploiement industriel, la reconversion des salariés, la création de PME et PMI. La Lorraine bénéficie déjà de mesures d'exception pour réussir cette mutation, mais elles s'avèrent insuffisantes tant l'effondrement de la sidérurgie a été vécu comme un traumatisme social. On ne passe pas facilement d'un univers monocentré, façonné au dix-neuvième siècle par un empire industriel, aux structures éclatées de l'activité économique de pointe.

C'est donc pour une véritable action sur les mentalités que Sacilor songe à utiliser la télévision. Les émissions emprunteront toutes les formes classiques (magazines, feuilletons, jeux) pour renvoyer à un système d'information sur la création d'entreprise, la formation ou l'environnement administratif et social. La mise en place de ce réseau d'information, faisant largement appel à la télématique, devrait déjà susciter un certain nombre de créations d'emplois.

Télé trottoir

Encore faut-il que cette télévision soit regardée. Jusqu'à présent les entreprises n'ont guère l'habitude de la communication audiovisuelle vers un large public. Chez Publicis, on a déjà mobilisé les créateurs publicitaires sur cette nouvelle tâche. Le groupe a créé, il y a deux mois, Constellation, un groupement d'intérêt économique de différentes agences, destiné à s'attaquer aux nouveaux domaines de la communication publicitaire. *« Si l'on est capable de déployer de la créativité pour vendre en trente secondes le produit d'une entreprises,* observe M. Léo Scheer, responsable de Constellation, *on peut aussi la mettre au service de cette entreprise pour faire de la télévision. Il s'agit de parler aux Lorrains de ce qui les concerne directement : la vie et l'avenir de leur région. Il faut imaginer des émissions vivantes, mobilisatrices, jouant de l'interactivité sociale. C'est un peu le vieux rêve de M. Bleustein-Blanchet lorsqu'il parle de radio trottoir »* (*le Cri de la liberté,* éd. Lattès).

L'initiative de Sacilor n'a pas de précédent en France ni même aux Etats-Unis ou au Japon où s'est pourtant développée une véritable « culture d'entreprise ». Si cette expérience de télévision aboutit, elle traduira des changements profonds dans la légitimité des entreprises au sein de la société française. Qui aurait pu imaginer, il y a quelques années, des entreprises s'essayant à une « révolution culturelle » dans une région où c'étaient les syndicats, avec les radios libres — Lorraine-Cœur d'acier et SOS emploi, — qui exploraient alors les nouveaux espaces de la communication.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *Un prix Diderot Universalis.* — A l'occasion de sa nouvelle édition, Encyclopedia Universalis, voulant célébrer le bicentenaire de la mort de Diderot, père de la grande Encyclopédie, a décidé de créer un prix destiné à consacrer une action ou une œuvre exemplaire en matière de diffusion de la culture. Dès 1985, ce prix doté de 50 000 francs permettra de distinguer l'auteur d'un livre, d'un film, ou d'une œuvre télévisée, voire l'ensemble d'une œuvre.

Lundi 24 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 L'avenir du futur.
Emission de J.-P. Hutin.
20 h 40 Téléfilm : le Cauchemar aux yeux clairs.
De H. Hart, avec T. Mason, M. Fee, E. Braeden...
Un groupe de surdoués venus d'une autre planète se posent sur terre. Objectif : revêtir des formes humaines et s'emparer des habitants. Heureusement, un astrophysicien assiste à l'atterrissage de leur vaisseau et mène l'enquête.

22 h 5 Débat : Les orphelins de l'univers.
Avec MM. Hubert Reeves, astrophysicien, Jean Heidmann, Antoine Labeyrie, astronomes, et un candide, Bernard-Henri Lévy.
23 h 20 Journal.
23 h 40 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : le Bonheur à Romorantin.
De J.-C. Brisville, mise en scène A. Voutsinas, avec C. Cellier, J.-L. Moreau, M. Chevit, L. Grevil.
Après s'être docilement livrée à toutes les « libertés » californiennes, une jeune femme, de retour dans sa maison natale, sème la zizanie. Elle rencontre un homme qui succombe à ses charmes et découvre son vrai visage.
22 h 10 Magazine : Plaisir du théâtre.
De P. Laville, avec Nicole Courcel.
Les récentes créations des théâtres privés à Paris : le Dindon, *au Palais-Royal ;* la Danse de mort, *à l'Atelier.*
23 h 10 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Point de non-retour.
Film américain de J. Boorman (1967), avec L. Marvin, A. Dickinson, K. Wynn, C. O'Connor, L. Bochner.
Un aventurier cherche à se venger d'un ami qui lui a volé sa femme et son butin. Il se heurte à une mystérieuse organisation. Le premier film d'un cinéaste anglais formé à la télévision. Recherches esthétiques, sophistication, pour une plongée dans un univers de secrets, de violence et de mort. Lee Marvin fait des étincelles.
22 h 10 Journal.
22 h 35 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
Sauve qui peut : le naufrage en mer.
23 h 20 Une bonne nouvelle par jour.
De Brice Lalonde.
Entreprenariat (une entreprise aide ses salariés à créer leur propre entreprise).
23 h 25 Prélude à la nuit.
Concert à la SACEM : Quatuor à cordes, *de Nigg, par le Quatuor Enesco.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de france en BD.
17 h 10 Jazz : Festival d'Antibes 1979 : Ray Charles.
17 h 40 Jeu : Chansons puzzle.
17 h 55 13 minutes avec... Marianne Epin.
18 h 5 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
18 h 30 Magazine des sports.
18 h 55 Dessin animé : Bulle.
19 h Série : Une colonne à la cinq.
19 h 15 Informations.
19 h 50 Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'autre scène ou les vivants et les dieux.
21 h 50 Musique.
22 h 30 Nuits magnétiques : Paul Celan « Nul ne témoigne pour le témoin. »

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Le temps du jazz : Actualités.
21 h Concert : *Piccola musica nocturna,* de Dallapiccola ; *Suite lyrique* (extraits), de Berg ; *Concerto pour hautbois et orchestre,* de Milhaud ; *le Survivant de Varsovie,* de Schönberg ; *Symphonie n° 4,* de Ropartz, par l'Orchestre radiosymphonique de Strasbourg, dir. C. Brück.
23 h Les soirées de France-Musique : Moments d'Alsace ; œuvres de Berlioz, Muffat, Richter, Pleyel.

Mardi 25 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 20 TF1 Vision plus.
11 h 50 La une chez vous.
12 h Feuilleton : Nans le berger.
12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
13 h 50 Série : Tant qu'il y aura des hommes (l'île de Kumaki) ; 14 h 45 Reprise : Le bébé est une personne (diff. le 19 sept.) ; 15 h 45 Ces chers disparus : Jean Gabin ; 16 h Les choses du mardi (les antiquaires au Grand Palais) ; 17 h 30 Histoires naturelles (pêche à pied).
18 h 10 Le village dans les nuages.
18 h 30 Magic hall.
De Gérard Majax.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Série : L'équipe Cousteau en Amazonie.
Troisième épisode de l'expédition amazonienne de l'équipe Cousteau, consacré plus particulièrement aux formes de vie sur la terre et en eau douce : l'impact de la civilisation sur les animaux, des recherches dans le port péruvien de Pucallja sur un réseau de contrebandiers spécialisés dans les peaux d'animaux. L'un des épisodes les mieux réussis.
21 h 30 Saga.
Magazine scientifique de Michel Treguer.
Les grands organes de la presse scientifique en France ; portrait de J. Painlevé ; petit journal d'O. Baudoin.
22 h 30 Musique : Récital Agnès Baltsa.
La Clémence de Titus, *de Mozart ;* la Cerenentola, *de Rossini ;* Il Givramento, *de Mercandante ;* le Barbier de Séville, *de Rossini, par A. Baltsa et l'Orchestre du Théâtre national, dir. Jesus Lopez Cobos.*
23 h 10 Journal.
23 h 25 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 5 Jeu : L'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : L'homme à l'orchidée.
15 h 40 Reprise : La chasse aux trésors.
A Las Vegas (diffusé le 23 septembre).
16 h 45 Le journal d'un siècle.
Emission de Louis Bériot.
L'année 1884. Un nouveau magazine. Films, photos, documents d'archives, reconstitutions, reportages, commentaires, revue de presse. L'histoire des cent dernières années réactualisée au fil des semaines. Point de départ : 1884, avec ses grands événements politiques, culturels, scientifiques et de société présentés comme un journal télévisé. Daniel Guichard, Pierre-Jean Rémy, André Parrinaud, Jean-Claude Drouot y participeront. Le passé en direct. A ne pas manquer.
17 h 45 Récré A 2.
Les devinettes d'Epinal ; Yok Yok ; Latulu et Lireli ; Les Quat'z'amis ; Sido et Rémi ; Terre des bêtes ; C'est chouette.
18 h 30 C'est la vie.
Les retraites.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : les Aventures du capitaine Wyatt.
Film américain de R. Walsh (1951), avec G. Cooper, M. Aldon, R. Webb, R. Teal, A. Hunnicutt, R. Barrat.
1840, en Floride. Un officier américain et ses hommes vont faire sauter un fort où sont entreposées des armes destinées aux Seminoles. Au retour, ils sont traqués par les Indiens. Walsh a repris la trame de son film de guerre, Aventures en Birmanie *(1945), pour une expédition et une poursuite passionnantes, tournées dans les Everglades.*
22 h 25 Mardi cinéma.
Avec Miou-Miou, Marlène Jobert et Alain Souchon.
23 h 30 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : Nestor Burma, détective de choc.
Film français de J.-L. Miesch (1981), avec M. Serrault, J. Birkin, G. Marchand, A. Bashung, P. Arditi...
Un détective privé, chargé de surveiller un chanteur de rock, entre dans le milieu du « show-biz » parisien et des punks. Trahison délibérée d'un roman de Léo Malet appartenant à la série policière des « Nouveaux mystères de Paris ». Récital personnel de Michel Serrault, qui ne rappelle, en rien, Nestor Burma.
22 h 10 Journal.
22 h 35 Espace francophone.
Arts populaires haïtiens. Une coproduction FR 3-Télévision nationale d'Haïti-Institut pour la coopération audiovisuelle francophone. Un reportage sur la peinture, la sculpture, la chorégraphie et l'artisanat en Haïti.
23 h 5 Une bonne nouvelle par jour.
De Brice Lalonde.
Babytel (un hôtel pour enfants).
23 h 10 Prélude à la nuit.
Quintette à cordes opus 44, *de Schumann, par G. Tacchino, piano, P. Bride, violon, C. Giardelli, violon, B. Pasquier, alto, et P. Boufil, violoncelle.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 10 Ciné 16 : Le voyage de Sélim.
18 h 45 Contes des prés et des bois.
18 h 55 Dessin animé : Bulle.
19 h Série : Une colonne à la cinq.
19 h 15 Informations.
19 h 50 Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

7 h Matinales : Promenade à l'Harmas de Fabre.
7 h 30 Revue de presse.
8 h Les chemins de la connaissance : Des odeurs aux parfums ; à 8 h 33, La conquête du pôle Nord ; à 8 h 50, La cité des songes.
9 h 5 La matinée des autres : les livres des autres.
10 h 30 Le texte et la marge : « le Journal de la mer » (R. Marceridon) ; « le Duc d'Enghien ou la mauvaise destinée » (C. Pasteur).
10 h 50 Musique : black and blue.
12 h 5 Nous tous chacun : l'année du bac.
12 h 45 Panorama.
13 h 30 Présence des arts : le musée Olivier Brice.
14 h 10 Un livre, des voix : « le Sphinx », de Guy Croussy.
14 h 50 Musique : cycle d'orgue (Avignon 84) : Luc Antonini.
16 h 5 Les yeux de la tête : portrait de cire d'A. Breton ; à 16 h 35, Mardiscophilie ; à 16 h 45, Moteur ; à 17 h 05, L'autre rive ; à 17 h 40, Terre des merveilles.
18 h 10 Le cri du homard.
18 h 30 Premières répliques : « Portrait en pied », de Robert Nahmias.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Sciences.
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Dialogues : Vouloir apprendre ou devoir apprendre ?
21 h 45 Lectures : « Peintures », de Jean Bertholle.
21 h 50 Musique : Tournois des jeunes musiciens de France.
22 h 30 Nuits magnétiques : les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

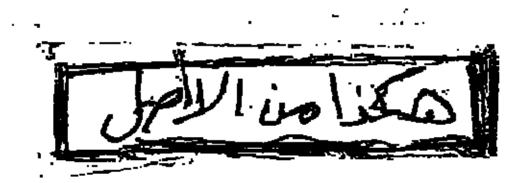
FRANCE-MUSIQUE

6 h Musique légère : œuvres de Ruypaerts, Boisvallée.
7 h 10 Actualité du disque.
9 h 5 Le matin des musiciens : Le quatuor à cordes, loi écrite et tradition orale ; œuvres de Haydn, Bach, Monteverdi, Brahms, Beethoven, Mendelssohn.
12 h 5 Concert : des grands interprètes aux jeunes talents ; œuvres de Mozart, Chopin, Liszt, Messiaen, Debussy, par Roger Muraro, Yvonne Loriod, piano.
13 h 32 Repères contemporains : Janos Komives, Edith Lejet, Marius Constant.
14 h 30 Sonate pour piano n° 3 de Beethoven, par C. Arrau.
15 h D'une oreille à l'autre : œuvres de Brahms, R. Strauss.
17 h France-Musique à Strasbourg : l'imprévu.
18 h Concert.
20 h Premières loges : œuvres de Wagner, Brahms, par Lotte Lehmann, soprano.
20 h 30 Le temps du jazz : portrait d'un jazzman.
21 h Concert : *Tourbillons,* de Taira ; *Concerto pour violoncelle et orchestre en forme de « pas de trois »,* de Zimmermann, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, les Percussions de Strasbourg et la chorale A cœur joie d'Alsace, dir. T. Guschlbauer, sol. P. Strauch, violoncelle.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-Club (en direct de l'Ange d'or à Strasbourg).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 24 SEPTEMBRE

— *M. Jean-Pierre Chevènement,* ministre de l'éducation nationale, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

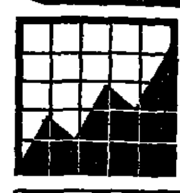


	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	La mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Group operations co-ordinator
Group engineering co-ordinator

sont appelés à s'intégrer rapidement à un groupe de sociétés exerçant leurs activités au NIGERIA, principalement dans le commerce, la transformation et l'importation des matières premières et produits de base destinés à la consommation, aux transports des marchandises et services afférents.

Ces postes de haut niveau exigent : ■ une formation supérieure, ■ une expérience de Direction Générale, ■ disponibilité et mobilité, ■ la volonté de faire face à des responsabilités diverses et difficiles, ■ une bonne pratique de l'Anglais (langue officielle au Nigeria), ■ bien sûr une expérience professionnelle en Afrique serait utile et appréciée.

■ Le premier de ces postes s'adresse avant tout à un gestionnaire, un administrateur, un financier.
■ Le second, est un technicien au plus haut niveau, capable de concevoir et réaliser des projets originaux et importants.

■ Rémunération et avantages sont en rapport avec l'importance et les contraintes de ces postes.
■ Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et TEL. sous référence NA - 91, à notre Conseil :
Paule Delorme chargée du recrutement.
205 Bd Péreire 75017 Paris. Tél. 572.14.32.
Information, discrétion et réponse sont assurées à tous candidats répondant à ces profils.

Paule Delorme

---

directeur de département

MICRO-INFORMATIQUE GRAND PUBLIC

SONY. poursuit sa politique de diversification, et lance sur le marche Europeen une ligne de micro-ordinateurs grand public. Le succes du produit sur les marches où il est déjà implanté, et le choix du standard MSX permettent de bien augurer de son avenir. SONY FRANCE cree un departement pour cette nouvelle activité, et en recherche le "patron" pour la France. Ce collaborateur met en place son equipe pour lancer et développer cette ligne de produit au travers de canaux de distribution qui lui paraîtront les plus adaptés. Il prend en charge la vente et l'administration des ventes, le marketing et la communication, les approvisionnements, le SAV. Il est responsable des objectifs et des résultats de son centre de profit. Ce poste convient à un homme jeune, professionnel de la vente et du marketing de produits grand public, pouvant se prevaloir d'une expérience réussie de Directeur Commercial ou de Directeur Marketing dans la micro-informatique, les produits bruns ou noirs, connaissant bien les réseaux de distribution. Nous serons également attentifs à des candidatures émanant de la distribution. La pratique de la langue anglaise est nécessaire. Les perspectives de développement nécessitent une personnalité à fort potentiel.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 390.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Au Cameroun
une direction administrative et financière

Vous êtes prêt à assumer la responsabilité administrative et financière de cette société solidement implantée au Cameroun, et filiale d'un Groupe International, pour de nombreuses raisons :
- Diplômé d'une grande école de gestion, un DECS au moins, vous avez plusieurs années d'expérience dans une direction financière et comptable et/ou en Cabinet au cours desquelles vous avez abordé l'informatique.
- L'aspect humain d'une fonction de direction compte pour vous. Vous appréciez dans ce poste, d'être à la fois très proche de la Direction Générale et d'animer une équipe d'une vingtaine de collaborateurs.
- Vous connaissez l'Afrique et vous l'aimez. Le style de vie que l'on y mène, les facilités matérielles dont bénéficient les vôtres sont un facteur dont vous tenez compte.
- Enfin, vous n'êtes pas indifférent au fait de bénéficier d'une rémunération élevée, nette d'impôts.

C'est pourquoi vous allez prendre contact immédiatement, sous référence 8458 LM avec les Conseils du Cabinet CLEAS qui vous en diront plus.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Afrique Francophone

Groupe dont la vocation est la diffusion de véhicules automobiles et de biens d'équipement recherche

DIRECTEUR

d'une de ses filiales spécialisée dans la distribution de fournitures pour l'automobile et l'industrie.

Responsable de la gestion (comptabilité, budget, trésorerie, stocks, comptes clients).
Il aura à s'impliquer particulièrement dans l'animation commerciale des quatre agences et dans le développement des gammes de produits.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, possédera un diplôme d'études supérieures, si possible technique, et une expérience professionnelle de la pièce automobile avec des responsabilités commerciales et de gestion exercées de préférence en Afrique.

A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation.

Adresser CV ss réf. 99854 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

---

un financier de combat... sur le terrain

A Paris, un groupe de sociétés spécialisées dans la distribution de pièces détachées pour l'automobile et le poids lourds, filiale d'un grand groupe britannique, diversifié et implanté mondialement, recherche son

DIRECTEUR FINANCES - COMPTABILITE
270.000 F +

En prise directe avec le Président du groupe en France, il a pour missions :
- d'optimiser sévèrement la gestion de trésorerie.
- de diriger la préparation des budgets, en veillant à l'application des procédures internationales de contrôle budgétaire, et en assurant le «reporting» financier dans le cadre des règles du groupe.
- de superviser les comptabilités des sociétés en assistance étroite des responsables administratifs et financiers des divisions.
- d'assurer le rôle de «CONSEILLER DU PRESIDENT» :analyses économiques et financières, audit terrain...

Notre homme a de fortes connaissances comptables, anglo-saxonnes et françaises, renforcées par l'expérience d'un poste similaire dans une organisation internationale. Il parle couramment anglais.

Ses missions en province et en Grande Bretagne impliquent une très grande disponibilité. Ce cadre de haut niveau doit s'imposer par sa compétence, la diplomatie et le sens des relations à tous niveaux, internes et externes, de la fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 99410 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE de 100 personnes, du secteur mécanique, nous concevons et fabriquons nos produits, les commercialisant en FRANCE et à l'ETRANGER avec une EVOLUTION IMPORTANTE de prise de marché.

Travaillant au sein d'une équipe compétente, disposant de moyens informatiques, NOTRE DIRIGEANT VEUT COMPLETER SA STRUCTURE, et s'adjoindre un nouveau cadre, aussi il crée le poste de

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER
(Homme ou Femme)

Personne CONFIRMEE ayant au moins 5 ans d'expérience, vous êtes de FORMATION SUPERIEURE et vous recherchez une entreprise qui vous laissera de l'AUTONOMIE avec des PERSPECTIVES D'AVENIR.

Chargé de l'ensemble des problèmes financiers, comptables et de personnel, vous serez un ELEMENT DETERMINANT dans NOTRE DEVELOPPEMENT.

Parmi vos qualités nous trouvons la rigueur, le réalisme, l'esprit d'équipe, et aussi la disponibilité. Par ailleurs vous MAITRISEZ la LANGUE ANGLAISE.

Ce poste se situe près de NEVERS (58) et sa REMUNERATION ne manquera pas de vous INTERESSER.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire actuel sous Ref. 1569.
La déontologie de notre profession garantit toute discrétion



RESULTATS

CONSEIL EN RECRUTEMENT

7 place Darcy - BP 1388 - 21051 DIJON Cedex

Diriger une société de négoce de matériaux de construction

Rhône-Alpes - Centre

Le négoce de matériaux de construction, c'est votre métier.
Agé d'environ 40 ans, de formation supérieure, vous êtes, depuis une dizaine d'années, directeur (ou adjoint du directeur) d'une entreprise de ce secteur.
Vous connaissez toutes les spécificités techniques du marché (produits, prix, concurrence) et maîtrisez tous les aspects de votre fonction : financier, gestion, commercial, organisation, encadrement.
A 40 ans, vous êtes un professionnel de haut niveau reconnu par vos clients et par vos fournisseurs et apprécié par vos collaborateurs.
Aujourd'hui, votre carrière peut prendre une autre dimension.
Nous sommes un important groupe français, solidement implanté sur ses marchés.

Nous recherchons, pour diriger l'une de nos filiales, PME spécialisée dans le négoce de matériaux de construction, un homme de votre trempe.
Si, comme nous, vous pensez que l'avenir appartient aux structures légères « solidement épaulées », alors n'hésitez pas : rejoignez-nous.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3141 LM à COMMUNIQUE -

Communiqué
9, Bd des Italiens, 75002 PARIS
qui transmettra

Votre dossier sera traité dans la plus grande confidentialité.

WOOD MILNE
hutchinson

Direction usine

Mauléon (64)

Dans cet établissement de 285 personnes, nous fabriquons des composants pour l'industrie de la chaussure, en caoutchouc et matières plastiques.
Nous cherchons «le patron» de l'usine, ingénieur de formation, animateur homme de dialogue et gestionnaire, ayant de préférence occupé un poste similaire dans l'industrie du caoutchouc ou plastique.
Rattaché au Directeur Industriel du département, il devra notamment faire progresser l'usine dans des actions de productivité.
Adressez C.V. et prétentions à HUTCHINSON, Département Recrutement, réf. 249
2, rue Balzac 75008 PARIS.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE BOLBEC - LILLEBONNE
recherche

SON DIRECTEUR DE CENTRE DE FORMATION

- Contrat à durée déterminée : 3 à 5 ans.
- Niveau de rémunération annuelle : 120.000 à 160.000 F.

Le profil recherché est le suivant :
- Age : 40 - 55 ans.
- Niveau d'études : diplôme d'enseignement supérieur ou équivalence.
- Expérience dans les fonctions relations humaines et formation.
- Connaissance des techniques informatiques appréciée.

Envoi de la description de fonction sur demande adressée à : Chambre de commerce et d'industrie de Bolbec, B.P. 11, 76210 Bolbec.

Importante organisation nationale de tourisme et de loisirs
recherche

DIRECTEUR DE VILLAGE DE VACANCES HF

Vous aurez à gérer et animer un village de montagne de 550 lits (saison - été - hiver) récemment créé dans le Sud des Alpes. A l'aide d'une équipe de 7 permanents, vous superviserez l'activité d'une quarantaine de collaborateurs saisonniers.
Préférence sera donnée à un véritable professionnel du tourisme ayant une solide expérience de la gestion et de l'animation de village.
Rémunération très motivante, logement, nombreux avantages.
Adressez lettre manuscrite + C.V. sous référence 4082 à

CHRISTIAN LEPOUTRE
Conseil en recrutement

Le Mercure C - ZI Aix
BP 1 - 13763 LES MILLES Cédex.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Systèmes flexibles d'usinage : un expert

Pour développer son marché au niveau européen, ce groupe industriel spécialisé dans la construction de machines-outils a décidé d'offrir à ses clients en plus des machines catalogues classiques ce qui se fait de plus avancé en matière de systèmes flexibles d'usinage.

Un service système flexible d'usinage a été créé pour mettre en place tous les éléments techniques nécessaires à cette stratégie de marché. C'est au responsable de ce service, encadrant des équipes d'ingénieurs et d'experts de haut niveau, qu'incombera la mission de concevoir et réaliser ces systèmes en respectant les nécessaires impératifs de coûts, délais et qualité.

Seul un ingénieur très bien formé et expérimenté dans le domaine des automatismes, l'informatique industrielle ou système temps réel, notamment sur microprocesseurs pourra tenir ce poste difficile mais très passionnant. De solides connaissances linguistiques - allemand, anglais - lui seront aussi utiles. Les candidatures seront examinées en toute confidentialité par les consultants du Cabinet CLEAS, sous référence 8456 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune ingénieur d'études, Aubagne.

Nous recherchons pour notre département acoustique et détection sous-marine, un jeune ingénieur grande école (Centrale, Compiègne, ISEN...). Il interviendra plus particulièrement dans le domaine des transducteurs.
Une connaissance des méthodes de calcul par éléments finis est nécessaire.
L'anglais est indispensable et l'allemand sera apprécié.
Il sera basé à Aubagne (13) et quelques déplacements de courte durée liés à l'activité seront à prévoir.

Adresser C.V. + photo et prétentions sous réf. 62.061 à Monsieur LOUIT - SINTRA, branche transducteurs - avenue de la Fleuride - Z.I. des Paludes - 13400 AUBAGNE.



DES COMMERCIAUX, DES CHEFS.

Nous commercialisons dans toute la France des accessoires automobiles auprès des Stations Services et des Garages (CA 170 MF).

UN CHEF DE REGION

Nous recrutons pour : mettre en oeuvre la politique commerciale ; animer, dynamiser les équipes de vente ; rentabiliser l'outil commercial un CHEF de REGION (Rennes ou Bordeaux) (réf. 4714) et un INSPECTEUR COMMERCIAL (Lyon) (réf. 4715).

UN INSPECTEUR COMMERCIAL

Nous demandons une formation commerciale sérieuse et 5 ans au moins d'expérience réussie dans un poste d'encadrement et d'animation dans la distribution.

La rémunération fixe proposée est attrayante, elle est complétée de primes sur objectifs.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence correspondante à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS. (Les interviews auront lieu sur place).

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Midi, à Montpellier

ingénieur informaticien de haut vol devenez notre responsable technique

en animant exploitation, système et réseaux informatiques.

Notre caisse régionale, la 4e en France, désire garder son avance dans toutes ses activités et renforce pour cela sa direction organisation et informatique.

Avec les 40 collaborateurs du service technique, vous améliorez les performances et la disponibilité de nos machines : 2 3083/MVS XA, réseau SNA de 400 postes de travail, 40 GAB, 100 TPV... Vous automatisez encore notre exploitation pour intégrer les nouveaux outils de notre développement : INFOCENTRE, VIDÉOTEX...

Ingénieur, par exemple, vous êtes à la tête d'un service informatique plus petit (43XX) ou N° 2 sur un site équivalent au nôtre. La technique vous plaît autant que la gestion, au moins pour quelques années. Nous pourrons ensuite accroître vos responsabilités.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 998 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL, filiale d'un groupe français important, nous poursuivons notre politique de développement et créons à notre siège dans l'EST de la FRANCE le poste de

secrétaire général

Vous prenez en charge les questions juridiques et fiscales, le contentieux, les assurances, la gestion du personnel (400 p.), participez à la négociation et à la rédaction des protocoles d'accord.

De façon plus large, vous assistez la direction générale dans l'animation des différentes sociétés du groupe et êtes associé à la réflexion stratégique.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4565 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

URGENT
DIRECTEUR CAFÉ-CLUB
Expérience de gestion et d'animation
Candid. mairie d'ELANCOURT B.P. 36 Cedex 78315.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN AFFICHAGE recherche son
DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

ayant la volonté et la capacité de convaincre les Agences et les Annonceurs de l'intérêt de collaborer avec une Société spécialisée, dont les 10 ans d'expérience reposent sur un concept qualitatif.
Rémunération (salaire fixe + intéressement) sera fonction de l'âge et de l'expérience du candidat.
Disponibilité immédiate souhaitée.
Envoyer c.v. *manuscrit* + photo sous pli personnel à : JACQUELINE LOREAU, COMECON, 8, RUE DE BERRI, 75008 PARIS.

GROUPE FRANCAIS DE STATURE INTERNATIONALE
leader en France dans sa branche recherche

un directeur de comptabilité et de contrôle de gestion

Les compétences requises pour ce poste important sont les suivantes :

- Formation grande école commerciale (HEC - ESSEC - ESCP, etc ...) + spécialisation en comptabilité et finance (niveau DECS).
- Expérience de plusieurs années en poste de responsabilité dans les domaines précités avec si possible 1 à 2 ans de pratique d'audit dans une société industrielle.
- Bonne connaissance de la fiscalité d'entreprise.
- Bonne connaissance du traitement informatique et réel intérêt pour celui-ci.

L'intéressé aura pour mission de diriger l'ensemble des services de comptabilité et de gestion analytique et budgétaire de la société.

Dans l'exercice de sa mission, alliant l'esprit de progrès à celui de rigueur, il devra être capable de se remettre constamment en question de façon à promouvoir une gestion dynamique, adaptée et efficace.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 50846 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

Association Centres sociaux et culturels LORIENT
– recrute
DIRECTEUR
(DEFA + expérience) pour Coordination – Gestion de l'Association (9 équipements 30 permanents + vacataires)
Grille Attaché communal
Renseignements – candidature à ACSC. Mairie, 56100 LORIENT av. le 10-10-84.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
555-91-82

Directeur du développement

Nous sommes un groupe parisien spécialisé dans la distribution de biens d'équipement de la maison et de la personne. Notre expansion, ces 10 dernières années, a été rapide et spectaculaire. Nous recherchons l'homme qui va programmer et rationnaliser notre développement pendant les années à venir.
Vous avez : • Une formation supérieure de commerce (ESSEC, Sup de Co, etc...), • une ou plusieurs réussites d'organisation d'un réseau de ventes et/ou de développement remarquable d'une clientèle, • beaucoup d'imagination ainsi qu'une présence appréciée sur le terrain.
Nous avons : • Un soutien logistique de qualité pour appuyer vos plans d'action, • des moyens à la hauteur de vos ambitions, et ...un état-major impatient de vous rencontrer pour mieux vous connaître.
Alors...adressez lettre manuscrite et CV sous réf. 4214/M à notre Conseil Nicole WEERTS

Publival



Monceau Commercial Building, 38 rue de Lisbonne 75008 PARIS

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES à LUXEMBOURG

organise un concours général sur titres et épreuves pour constituer une liste de réserve de recrutement d'

administrateurs

(réf. concours général no. **CJ 36/84**)

Les traitements et les avantages sociaux sont comparables à ceux des fonctionnaires internationaux.

Les meilleurs candidats acquerront une expérience unique et pourront atteindre rapidement un niveau de responsabilité élevé.

Conditions requises :

□ être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes : □ avoir : • une formation juridique complète sanctionnée par un diplôme universitaire ou de niveau universitaire ainsi qu'une très bonne connaissance du droit communautaire : • une expérience professionnelle dans le domaine de la recherche juridique en droit communautaire et en droit national : • une connaissance approfondie d'une langue officielle des Communautés européennes, une très bonne connaissance d'une autre langue officielle et une bonne connaissance d'une troisième langue officielle : • moins de 35 ans à la date limite pour le dépôt des candidatures.

De plus amples renseignements, ainsi que l'acte de candidature obligatoire, peuvent être obtenus sur simple demande écrite (réf. Journal officiel des Communautés européennes n°. C 254 du 21 septembre 1984), au Bureau de Presse et d'Information de la Commission des C.E., 61, Rue des Belles-Feuilles, F-75782 PARIS Cedex 16.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 31 octobre 1984.

SOCIETE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE

(Groupe «Caisse des Dépôts - Développement») - recherche pour
• Affectations résidentielles outre-mer
• Résidence en France avec missions à l'étranger

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

diplômés grandes écoles - option informatique - ou écoles d'ingénieurs informaticiens

INGENIEURS CONFIRMES EN CONSEIL DE GESTION ET INFORMATIQUE

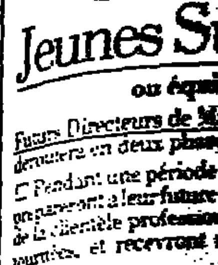
INGENIEURS EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

expérience Banque, Finances Publiques

Adresser curriculum vitae, prétentions et date de disponibilité sous réf. 8077 à :

SINORG RECRUTEMENT

7 RUE ROYALE 75008 PARIS







هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Négoces de matériaux de construction, spécialisés en pierre et marbre, recherchent pour **MARSEILLE et ROUEN**

Jeunes Sup de Co

ou équivalent

Futurs Directeurs de Magasin, leur carrière se déroulera en deux phases :

☐ Pendant une période de 2 ans environ, ils se prépareront à leur future fonction : connaissance de la clientèle professionnelle et prescripteurs, tournées, et recevront une formation sur les produits.
Ils maitriseront ainsi les connaissances nécessaires à la Direction des magasins.

☐ Ensuite, en qualité de Responsables de magasin, leur rôle principal sera de définir la politique commerciale avec la Direction et la mettre en œuvre :
- Publicité et distribution des produits adaptés à la clientèle (campagnes de promotion).
- Animation de Vendeurs.
- Introduction de nouveaux produits en fonction des besoins du marché.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae avec photo, sous la référence 69.052,
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Recherche/achat de sous-traitance

Provence

Composants électroniques - Cette société, filiale d'un important groupe international, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits destinés à l'électronique professionnelle. Dans le cadre de son développement, elle recherche un acheteur de sous-traitance. Sous l'autorité du responsable des achats de la société, il aura pour mission de rechercher, de sélectionner et de suivre les sous-traitants en collaboration avec la direction et les responsables de production de l'usine. Cette réelle opportunité s'adresse à un candidat de formation supérieure et technique (mécanique ou micromécanique), ayant acquis au cours d'une première expérience au sein d'un service achats une bonne connaissance des problèmes de sous-traitance. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience professionnelle du candidat retenu, mais de nature à intéresser une personnalité de valeur. De réelles opportunités existent au sein de la société et du groupe auquel elle appartient. Ecrire à PH BONNEFOY en précisant la référence A/3835M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune responsable informatique

170.000 F

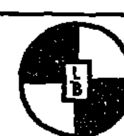
Rhône-Alpes - Cette PMI du secteur des loisirs a su acquérir une bonne renommée dans sa spécialité. Elle recherche son responsable informatique. Rattaché au secrétaire général, il a pour mission de développer les applications existantes en intégrant les besoins des différents services et en se montrant un élément moteur du contrôle de gestion. Il aura à former les utilisateurs, à les aider dans l'expression de leurs besoins et à prévoir à moyen terme la politique informatique de la société. Il est secondé dans sa tâche par une petite équipe. Ce poste s'adresse avant tout à un homme de contact passionné par son métier dans lequel il est prêt à investir. De formation DUT ou équivalent, il possède cinq années d'expérience minimum acquise dans la conduite de projets, si possible sur moyen système, et peut justifier d'un bon niveau de connaissances de la vie de l'entreprise. Un bon sens critique est indispensable pour mener à bien l'évolution du système. La rémunération, liée à l'acquis professionnel du candidat retenu, pourra atteindre 170.000 francs. Ecrire à D. de VERNEUIL en précisant la référence A/3838M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



LOUIS BERGER INTERNATIONAL, INC.
Société Internationale d'Ingénieurs-Conseils
recherche pour renforcer ses équipes pluridisciplinaires en mission dans des pays en développement, notamment en Afrique Francophone

Economistes

dans les domaines suivants :
- **Planification des Transports** : expérience de plans nationaux ou régionaux de transports, d'études de trafic ou de faisabilité d'infrastructures de transport et de l'analyse de systèmes de transport.
- **Planification du Développement** : expérience de la macro-économie, des statistiques, du suivi-évaluation, ainsi que de l'identification et de l'évaluation de projets de développement de secteurs divers.

Gestionnaires

dans les domaines suivants :
- **Entreprises Parapubliques** : expérience de la marche des entreprises, de l'organisation des fonctions administratives et financières et de la formation du personnel.
- **Sociétés de mise en valeur régionale** : expérience de la direction financière, de la comptabilité et du contrôle de gestion.

Seront considérés comme atouts une expérience professionnelle des pays en développement, la maîtrise de la langue anglaise et la pratique de la micro-informatique.

Adresser Curriculum Vitae détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée à Louis Berger Sarl, 71 rue Fondary, 75015 Paris, qui transmettra.

- Les candidatures seront traitées en toute discrétion -

Jeune ingénieur haut niveau

Electronique

Rhône-Alpes - Ce puissant groupe industriel international connait une très forte croissance. Il recherche, pour poursuivre cette expansion, un jeune ingénieur à qui il confiera dans un premier temps la responsabilité des achats d'une de ses filiales. Rattaché au directeur de cette unité, il a pour mission, à partir des dossiers de fabrication, de participer aux choix techniques, de rechercher et de diversifier les sources d'approvisionnement en composants et en sous-traitance, de négocier et de suivre l'exécution des marchés. Il est secondé dans son action par un service d'environ huit personnes qu'il anime et coordonne. Cette réelle opportunité s'adresse avant tout à un ingénieur diplômé en électronique ou en électrotechnique. Il a, si possible, une première expérience soit d'une fonction achat, soit d'une fonction commerciale ; cependant les candidatures d'ingénieurs bureaux d'études, méthodes, etc, sont envisageables pour des candidats motivés et possédant les connaissances requises. Dans tous les cas, les qualités personnelles seront prépondérantes. L'importance donnée à la gestion des carrières dans cette société offre des perspectives certaines et permet d'accéder à d'autres types de fonctions. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu. Ecrire à D. de VERNEUIL en précisant la référence A/3836M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UNION CARBIDE FRANCE
ENGINEERING AND TECHNOLOGY SERVICES S.A.
(AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT)

Filiale de UNION CARBIDE CORPORATION (U.S.A.) recherche pour ses nouveaux bureaux de DUBAY :

UN INGÉNIEUR DE VENTE

SI VOUS AVEZ :
- la connaissance de l'arabe, du français et si possible de l'anglais,
- une formation supérieure (chimie, génie chimique).
- une expérience de vente de quelques années dans l'industrie pétrochimique ou pétrolière, ou du gaz naturel.

NOUS VOUS PROPOSONS :
- une responsabilité de marketing et de vente de produits et procédés d'UNION CARBIDE, tels que : tamis moléculaires, unités clefs en main de purification d'hydrogène, divers procédés sous licences, au Moyen-Orient et en Afrique.
- une rémunération élevée avec de nombreux avantages (voiture, etc.),
- une formation assurée de plusieurs mois aux U.S.A. et en Europe.

Si vous avez l'ambition d'évoluer dans une société multinationale et d'accéder à des postes à responsabilités, adressez un C.V. détaillé avec photo et rémunération actuelle à :

UNION CARBIDE

M. le Directeur du Personnel
UNION CARBIDE FRANCE
4, place des États-Unis
SILIC 214
94518 RUNGIS CEDEX.

EUROPEAN CENTRE FOR MEDIUM RANGE WEATHER FORECASTS

has the following vacancy :

OPERATIONNAL ANALYST (A2/A3)

ECMWF is an inter-governmental organisation, established by 17 European countries and located in Reading, Berkshire, United Kingdom.

The Centre prepares weather forecasts up to 10 days ahead and carries out related research activities for the Member States. The computer complex consists of the following systems : Cray X-MP, Cyber 855, 835 and 825, IBM 4341, VAX 11-750 and Regnecentralen RC 8000 systems for telecommunications.

The analyst will work in the Computer Operations Section. He will lead a small support group controlling : tape library, data entry, implementation of software changes and systems sessions. The group maintains databases and produces statistical reports. Programming tool are developed to improve operations. Operator training and procedures validation are also undertaken by the group.

University education or equivalent, completed by training in programming and analysis, is required. A solid background in software engineering, communication and computer operations is highly desirable.

Fluency in at least one of the Centre's working languages, i.e. English, French or German, and a good knowledge of one of the others is required.

Basic salary : £ 1,129.50 to £ 1,884,50 per month, net of tax. The Centre has a range of allowances and operates a pension scheme.

Application forms should be obtained from the Centre or from national Meteorological Services and should be sent, together with C.V., not later than 19 October 1984, to :

The Director, European Centre for Medium Range Weather Forecasts, Shinfield Park, Reading, Berkshire RG2 9AX, United Kingdom. Telephone 734-876000, Telex 847908.

CREDIT COOPERATIF

GROUPE BANCAIRE DE L'ECONOMIE SOCIALE
recherche dans le cadre de son expansion

exploitant de banque

CADRE CLASSE V VI

Chargé de développer des Clientèles (*coopératives, groupements d'entreprises, associations, mutuelles*) de sa direction régionale de

TOULOUSE

Ce poste requiert de bonnes connaissances de l'analyse financière et une aptitude certaine à la négociation commerciale.

Formation : enseignement supérieur économique commerciale.

Expérience minima 3 à 5 ans de banque.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 3967
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire
75011 PARIS qui transmettra.

Important groupe français d'agro-industrie tropicale

recherche pour

AFRIQUE FRANCOPHONE

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Expérience Afrique indispensable

Adresser lettre manuscrite et C.V. à :
REGIE-PRESSE, sous nº T 68.369 M,
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

USSI Société d'Ingénierie exerçant son activité dans la construction de grands ensembles du cycle du combustible nucléaire recherche pour **Vallée du Rhône.**

INGENIEUR DIPLOME

expérience exigée de 3 à 5 ans dans la fabrication de logiciels pour automates programmables et calculateurs industriels.

Vous serez chargé :
- d'animer une équipe de programmation spécialisée dans l'automatisation de process.
- de régler les problèmes d'interfaces et d'intercommunication entre automates de conception différente et mini-ordinateurs.
- de concevoir des méthodes et outils facilitant la programmation.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à
Monsieur le Chef du Personnel, USSI
116, avenue Aristide Briand - BP 72 - 92223 BAGNEUX
Discrétion assurée.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Au cœur de l'action dynamique d'un Groupe puissant **CAP GEMINI SOGETI**, leader Européen des Sociétés de prestations intellectuelles en informatique et première SSII française, **CAP SOGETI SYSTÈMES**, avec 18 implantations régionales, plus de 35 % de développement par an, recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour ses Agences de **LILLE, ROUEN, ORLÉANS,**

Diplômés d'une école d'ingénieur ou de commerce, vous avez acquis une solide expérience professionnelle dans une SSII ou chez un constructeur.

Vous allez prendre en charge le développement d'une importante clientèle... et conquérir de nouveaux marchés, axés sur l'ensemble de nos activités (conseil, assistance technique, interventions spécialisées...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à



14, rue Leriche, 75736 PARIS CEDEX 15 – Tél. 539.22.25 – J.-C. BUSELLI, Directeur Général, examinera personnellement votre dossier.

HAVAS CONTACT

Pour mettre en œuvre ses projets, une BANQUE REGIONALE, région Ouest et à la fois proche de PARIS, a besoin de H / F :

Directeurs d'agence

dans une commune urbaine fortement concurrencée

- Formation supérieure et technique
- Expérience, de préférence comme chef d'Agence dans une banque de dépôts
- Sens du contact et de l'animation exigés
- Capables d'assurer une bonne représentation locale de son Entreprise
- La réussite dans ce poste de RESPONSABLE implique dynamisme et volonté de mobilité interne.

Banquiers d'entreprises moyennes

- Formation supérieure ayant l'expérience commerciale et bancaire de l'entreprise moyenne
- Capables de développer une fonction de conseil financier
- Pour l'un d'entre eux, apte à développer une activité financière et de conseil en Export/ Import.

Chef de projet informatique

- Chargé de concevoir des applications informatiques en liaison avec les utilisateurs
- Sachant animer une équipe (4/5 personnes)
- Conviendrait à généraliste de fort potentiel ou d'expérience, diplômé de l'enseignement supérieur.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 1122 à : P.M.P. - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS - qui transmettra. (bien préciser le poste pour lequel vous postulez.)

---

un organisateur, à Grenoble, pour notre banque régionale.

Le développement de notre outil de production, l'informatique, passe aussi par une meilleure organisation de nos services bancaires et de gestion tenant compte des possibilités de cet outil. Voulez-vous participer à nos réflexions et piloter la mise au point du cahier des charges?

Sup de Co par exemple, vous avez acquis une première expérience dans le département organisation/informatique d'une banque ou d'un cabinet. Chez nous, vous êtes plus qu'un conseiller, vos solutions seront réalisées si elles sont réalistes et si vous savez nous en convaincre. Bien qu'exigeants, nous sommes prêts à vous croire.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 953 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

---

ingénieurs, concepteurs de circuits intégrés spéciaux

Ingénieur électronicien, vous avez conçu depuis quelques années des circuits prédiffusés ou cell arrays. Vous parlez la langue anglaise.

Notre Division Aérospatial consacre d'importants moyens au développement de son activité microélectronique C.I.S.

Nous vous proposons de l'intégrer. Selon vos goûts et votre expérience, deux axes peuvent vous être proposés :

— Développement de circuits intégrés et des méthodes de test associées ;

— Etude et mise en place des moyens de conception, des logiciels associés et formation des utilisateurs, maîtrise à partir d'outils CAO des règles d'implantation et de la technologie des semi-conducteurs.

Ces postes, dépendant du chef de projet C.I.S., sont en liaison permanente avec les services internes (industrialisation, utilisateurs...) et avec les fondeurs.

Postes à pourvoir à Valence



Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement sous réf. C.I.S./LM à Crouzet S.A., 25, rue Jules Védrines 26027 Valence Cédex.

SALOMON
ANNECY

Vous connaissez déjà nos produits, notre marché, notre croissance ; peut-être moins notre volonté de développement...

C'est pour préparer cet avenir que nous recherchons un

RESPONSABLE ETUDES MARKETING

En liaison directe avec la Direction Générale et avec une implication totale dans l'équipe Marketing, vous participerez à la définition des études, vous en assurerez la coordination et la réalisation et vous aiderez à leur utilisation.

Professionnel confirmé (5 ans d'expérience minimum) vous dirigerez une équipe de 5 personnes et votre responsabilité s'étendra à l'ensemble du Groupe : Société Mère en France et Filiales de distribution en Europe, U.S.A., Japon, Scandinavie...

La pratique de l'Anglais et l'Allemand est donc indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à notre Conseil Monsieur L. JUSTET - 18, rue des Grottes - 84000 AVIGNON, qui garantit la confidentialité de votre démarche.

Organisation et Publicité

PHILIPS

recherche pour son unité de
FLERS (ORNE)

ingénieurs électroniciens

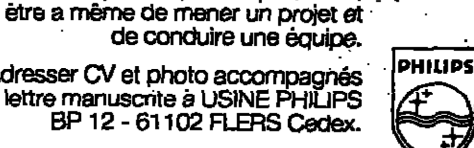
TELECOM, SUPELEC, SUDRIA et ESIEE...

ayant quelques années d'expérience ou débutants

Ils participeront au développement et à la mise en place de l'activité de téléphonie et péri-téléphonie grand public.

Les candidats devront pouvoir, très rapidement, être à même de mener un projet et de conduire une équipe.

Adresser CV et photo accompagnés d'une lettre manuscrite à USINE PHILIPS BP 12 - 61102 FLERS Cedex.





Réussir une carrière dans une entreprise en pleine modernisation

Nous sommes le leader national de la Conserve (Marques principales SAUPIQUET, CASSEGRAIN,...).

Nous recherchons TROIS INGENIEURS motivés par la Direction de Services opérationnels au sein d'Etablissements en pleine évolution

CHEF DE PRODUCTION
NANTES

Notre Etablissement va devenir une des unités les plus performantes en conserves de plats cuisinés (cassoulet, choucroûte, couscous,...).

Dependant du Directeur d'Usine, le CHEF DE PRODUCTION sera chargé de l'élaboration des programmes de Fabrication et de leur mise en œuvre. Celle-ci devra s'effectuer dans le cadre d'objectifs et dans le respect des normes visant la QUALITE, les DELAIS et les COUTS. Intégré à l'équipe de Direction, il participera à la définition des investissements de son secteur et animera environ 200 personnes dont il coordonnera les activités avec le souci permanent d'innover dans les domaines de la concertation et des conditions de travail.

Le candidat recherché sera âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (INGENIEUR ENSIA ou équivalent) et devra justifier d'une première expérience réussie en Fabrication dans le secteur de l'AGRO-ALIMENTAIRE. (Réf. 1291)

CHEFS D'ENTRETIEN
NANTES ET QUIMPER

Ces postes sont à pourvoir dans deux de nos Usines.

La première à NANTES va devenir une des unités les plus performantes en conserves de plats cuisinés (cassoulet, choucroûte, couscous,...).

La seconde à QUIMPER sera d'ici 18 mois une unité leader en conserves de THON et de MAQUEREAU.

Dépendant du Directeur de l'Usine, le CHEF D'ENTRETIEN devra maintenir en état de bon fonctionnement l'outil de fabrication, en garantir et en faire évoluer les performances. Animateur et coordinateur d'une équipe de 30 à 35 professionnels, il appuiera son action sur une réelle concertation avec l'ensemble de son personnel. Il organisera les actions d'intervention, il définira une stratégie d'entretien préventif dans le respect d'un budget qu'il aura préalablement élaboré et proposé. Responsable de la Sécurité de l'Etablissement, il en assurera le contrôle et la promotion. De plus, intégré à l'Equipe de Direction, il devra fortement s'impliquer dans les développements et mutations des outils de production.

Les candidats recherchés sont âgés au minimum de 28 ans, de formation INGENIEUR (ENSM ou équivalent) et doivent justifier d'une première expérience acquise en Entretien ou en Fabrication.

(Réf. 1289 poste à NANTES) (Réf. 1290 poste à QUIMPER)

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prét. sous réf. choisie à :

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

AFCOREM

Le Groupe Maison Familiale
- 1er Promoteur Immobilier
- 4,6 Milliards de C.A. en 83
- 68ème Entreprise Française (classement Expansion)

recherche pour son siège social de CAMBRAI (110 minutes de Paris)

jeunes cadres financiers

Diplômés d'études supérieures de gestion (HEC, ESSEC, EDHEC, ESC,...) et justifiant d'une expérience d'au moins 2 ou 3 ans dans l'une des spécialités suivantes:

- Contrôle de gestion
- Trésorerie
- Assurances
- Banque

Dôtés d'un fort potentiel d'initiatives, les candidats retenus sont appelés à étoffer notre Direction Générale, notre Direction Financière, notre secteur Assurances et notre équipe de contrôleurs de gestion.

Téléphoner à Madame Godin au **16(27)83.99.00**

ou lui adresser candidature manuscrite avec c.v. photo et prétentions s/réf. 8063 au GROUPE MAISON FAMILIALE Division Relations Humaines - 1461, avenue du Cateau 59342 Cambrai Cedex.

Groupe Maison Familiale

هكذا من الاصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Grenoble

LAMBERT FRERES ET CIE
recherche pour sa filiale Sanitube

responsable administratif et financier

SANITUBE, spécialisée dans le Négoce de matériaux pour le Bâtiment, a un C.A. de 65 M.F., réparti sur 6 agences situées dans la région Rhône-Alpes.

Outre la Comptabilité Générale, le titulaire prendra en charge la fonction administrative (y compris la paie), l'informatique de gestion, la trésorerie, le Crédit Clients et le Contrôle de Gestion.

De formation Ecole de Commerce option Finances-comptabilité, le candidat retenu devra justifier d'une expérience de 5 à 10 ans lui ayant permis d'acquérir une véritable compétence dans les domaines précités.

Poste évolutif dans le cadre du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 8086 à Madame LEREDE

LAMBERT FRERES ET CIE
5, RUE VERNET 75008 PARIS

Région Champagne

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

250 000 F

MUSSY

Cette PME de 200 personnes, filiale du Groupe ROUGIER, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de caisses et emballages armés. Redéfinissant ses structures, elle crée aujourd'hui le poste de Responsable Recherche et Développement.

Rattaché au Directeur de la société, et membre du Comité de Direction, il aura en charge, en liaison avec les services opérationnels (Commercial et Fabrication), la conception, l'adaptation, le développement et la mise au point de nouveaux produits, sur lesquels reposera l'avenir de l'entreprise. Il représentera par ailleurs la société dans les manifestations professionnelles, tant en France qu'à l'étranger (anglais souhaité).

Ce poste, basé dans l'Aube, doit motiver un Ingénieur Généraliste (AM ou équivalent), âgé au minimum de 32 ans, pouvant justifier d'une expérience professionnelle de cinq années au moins, acquise en bureau d'études et en production, de préférence en secteur industriel, et motivé par la recherche et la mise en œuvre de solutions nouvelles. La réussite à ce poste implique également un tempérament commercial et entreprenant, un esprit créatif, pratique et pragmatique, liés à une grande faculté d'adaptation. Une première approche du conditionnement et des automatismes constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence réf. M 17/1176 A. :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15 rue Charles Monselet 44000 Nantes.
Tél. (40) 89.28.78.

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LIBOURNAIS
recherche pour son service organisation

CADRE EN ORGANISATION

Débutant H / F **100 000 / 120 000 F.**

Mission :
• Evaluer et optimiser les procédures existantes • Etudier et mettre en place de nouvelles procédures en liaison étroite avec les utilisateurs et l'informatique • Participer à des projets d'organisation liés à l'évolution des techniques : informatique, bureautique, monétique et télématique.

Profil :
— jeune diplômé scientifique ou gestion, connaissant l'informatique,
— logique et clarté d'esprit, sens critique, adaptabilité, esprit de synthèse,
— capacités d'écoute et de négociation, optimisme communicatif, spontanéité.

Poste à pourvoir à **30 km de Bordeaux**, cadre de vie très agréable.
Perspectives d'évolution de carrière stimulantes.

Adresser votre C.V. + photo + lettre manuscrite exposant vos motivations à

Ph. LEGRAND
BJS Consultants
84, cours de Verdun - 33000 BORDEAUX
(réponse rapide assurée).

Formation et Conseil en bureautique et micro-informatique
Société en plein développement recherche pour ***Lyon***

Adjointe de Direction

avec une triple mission :

- *formation sur matériel bureautique et micro-informatique,*
- *conseil en entreprise sur des projets d'implantation bureautique,*
- *étude de projets de lancement de services nouveaux et relations avec les clients.*

En collaboration directe avec le directeur de la société, ce poste d'avenir, à responsabilités, conviendrait à jeune femme, 28 ans minimum, niveau ESCAE ou ingénieur ayant :

- ***connaissance pratique des micro-ordinateurs,***
- *qualités de contacts humains et goût pour la formation,*
- *expérience de l'organisation administrative des entreprises,*
- *autorité naturelle et dynamisme.*

Ecrire avec C.V. manuscrit + photo et prétentions sous réf. 26820/M
Havas Contact 11, rue Pdt-Carnot 69002 Lyon

Centre d'Etude Logiciels

situé à TOULOUSE recherche

INGENIEUR LOGICIEL

- Développement de systèmes de commutation temporelle numérique, architecture à base de micro-processeurs (familles 6800 et Z80)
- Etudes de logiciels (analyse, définition, réalisation)
- Intégration, tests, suivi de qualification.

Une expérience de plusieurs années de la programmation système en temps réel est fortement souhaitée.

Ecrire sous réf. 1202 à
CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui trans.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pr adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

exp. pratique VIF et bvv exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent.

Ecrire sous le nº T 088.257 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Laboratoire universitaire situé en Alsace rech. pour la rentrée 1984/85, chimistes et physico-chimistes pour la préparation de thèses de docteur-ingénieur et de 3ᵉ cycle. Bourse d'un montant élevé. Ecr. s/nº 8.418 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Haut-Rhin

La trentaine : le bon moment pour donner un coup d'accélérateur à votre carrière.

Ingénieur grande école

vous avez fait la preuve de vos capacités d'animateur et d'organisateur à la tête d'une unité de fabrication mécanique très automatisée. Dans un des plus grands groupes industriels français, une unité autonome, à taille humaine (450 personnes), conçoit et construit de gros appareils électroménagers. Votre réussite au poste de

Responsable de production

à la tête des services fabrication, méthodes, entretien et ordonnancement (350 personnes) y conditionnera votre évolution vers un poste de tout premier plan prochainement disponible. Vos capacités de commandement, d'organisation et de décision vous permettent de relever le "challenge", adressez votre dossier de candidature (lettre man., C.V. détaillé et photo) sous réf. 72026/M à J.P. LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS — Membre de Syntec

Jeune ingénieur grande école

Centrale, A & M ou équivalent

Une entreprise industrielle française de dimension internationale vous propose :

- Un départ professionnel valorisant dans un secteur clé : les investissements productifs.
- Un avenir opérationnel à dominante technique ou de production, en France ou à l'étranger.

L'INGENIEUR PRODUCTIQUE que nous recherchons sera chargé, en liaison avec les différents services de l'entreprise, de concevoir, d'animer et de gérer des projets technico-économiques liés à un important programme d'investissements : automatisations, ateliers flexibles, etc...Son rôle pourra s'étendre à l'appui technique aux filiales étrangères. Anglais impératif, allemand souhaité. Lieu de travail : Ville universitaire à 120 km au Nord de Paris. Adresser lettre manuscrite et CV détaillé, sous référence 72027/M à JP LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé CEGOS — Membre de Syntec

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques «clés en mains».
15.000 personnes - 43 filiales et participations et France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 50% à l'exportation.

recherche pour sa **DIVISION BASSE TENSION**

responsable études et marketing achats

Mission :
Sous la responsabilité du Délégué Achats de la Division, vous aurez à :
- réaliser des études d'approvisionnement pour la Division
- prospecter et étudier des marchés technologiques nouveaux, des marchés fournisseurs évolutifs, des zones géographiques cibles
- mettre en place les méthodes et outils de gestion nécessaires.

Profil :
- une formation supérieure commerciale et gestion de préférence
- le goût des contacts et une bonne capacité à analyser et synthétiser
- la pratique courante de l'anglais et souhaitée de l'allemand
- si possible quelques années d'expérience.

Le poste nécessite de fréquents déplacements de courtes durées en France et à l'étranger.

Réf. CFR 240

qualiticien confirmé

Mission :
Au sein de l'Etat-Major, dans le cadre du plan «qualité totale» qui vise à décentraliser dans chaque service la gestion de la qualité, vous aurez à :
- assurer la formation des responsables aux techniques de la qualité
- aider les différentes services, départements et filiales à concevoir et à mettre en œuvre le propre plan «qualité totale»
- développer les outils d'une gestion moderne de la qualité.

Profil :
- un diplôme d'ingénieur mécanicien de préférence
- quelques années d'expérience industrielle dans le secteur mécanique ou électrique, avec une solide spécialisation en qualité
- une capacité de synthétiser et une aptitude pédagogique.

Le poste nécessite de nombreux déplacements de courtes durées principalement en France.
Après 2 ans d'activité environ dans ce poste, une évolution vers d'autres fonctions sera proposée.

Les 2 postes sont à pourvoir à Grenoble.

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs et Cadres à potentiel; désireux d'évoluer dans un groupe performant.

Réf. CFR 241

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions en précisant la référence au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres 38050 GRENOBLE CEDEX.

Contrôle Bailey

GROUPE CGE ALSTHOM

recherche

• Département commercial *(réf. 12 CF 52)*

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX PROCEDES INDUSTRIELS

Spécialisés en process-control (fabricants ou sociétés d'ingénierie) bien introduits dans la clientèle utilisateurs et/ou sociétés d'ingénierie dans les domaines suivants : chimie - pétrochimie - agro-alimentaire. Langue anglaise demandée.

• Département recherche et développement *(réf. 2 RD 85)*

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Expérience souhaitée de 2 à 3 ans en microinformatique industrielle pour études de matériels et logiciels d'automatisme à base de MOTOROLA 68000. Connaissance du langage PASCAL appréciée.

• Département mise en service *(réf. 1 MESAV)*

INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS

Pour mise en service et maintenance en France et à l'étranger de systèmes de process control. Langue anglaise demandée.

Adresser C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi au service du personnel, 5, avenue Newton 92142 CLAMART Cedex.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Votre Profil :

Ingénieur diplomé grande école
(Centrale ou Arts et Métiers).

Votre première expérience - *3 à 5 ans* - vous a permis d'acquérir une solide compétence dans le domaine des Méthodes, Gestion de Production et mise en oeuvre de moyens informatiques, dans un environnement industriel.

Nous vous proposons :

La responsabilité de la LOGISTIQUE et de l'ORGANISATION dans une **importante usine située près de Nancy, à LIGNY-EN-BARROIS.**

Vous dépendrez directement du Directeur.

LA DIMENSION DE NOTRE GROUPE VOUS GARANTIT UN REEL DEVELOPPEMENT DE CARRIERE.

Les dossiers seront transmis confidentiellement par AXIAL Publicité sous la référence 8067 - 27, rue Taitbout 75009 Paris.

Notre carte de visite :
ESSILOR
groupe français leader européen de L'OPTIQUE-LUNETTERIE
8230 personnes
12 usines et 18 filiales en France et à l'Etranger.
Chiffre d'affaires en croissance de +25 %.



La recherche au service de la vue



SPRAGUE FRANCE

Société de composants électroniques en forte expansion
recherche

INGENIEUR

Grande Ecole
Physique Chimie/Electrochimie/Métallurgie

Au sein du service technique, vous prendrez en charge les études avancées concernant la fabrication des anodes de condensateurs TANTALE.

L'anglais courant est indispensable.

Jeune diplômé, 1 à 2 ans d'expérience ou débutant brillant, ce poste très motivant vous concerne.

Nous vous remercions d'adresser c.v. avec photo et prétentions sous référence 8059 au Service du Personnel.

SPRAGUE — LA MARQUE DE LA FIABILITE

SPRAGUE FRANCE
Boite Postale 143
37001 TOURS CEDEX.



Le Groupe des Mutuelles du Mans

1er groupe français d'Assurances Mutuelles
recherche

HEC, ESSEC, ESCP, IEP ECO-FI

Notre Groupe emploie plus de 4.000 personnes dans ses Sièges Sociaux.

Il étend ses implantations sur les marchés métropolitain et étrangers et son encaissement mondial consolidé atteint plus de 9 milliards de francs.

Nous poursuivons depuis plusieurs années une politique de recrutement de haut niveau qui vise à constituer un potentiel de compétences qui permettront aux Sociétés de faire face aux changements techniques, économiques et sociaux.

Après une phase de formation destinée à faciliter votre adaptation professionnelle, vous assurerez vous-même la responsabilité à part entière de secteurs d'activité, tant sur le plan de l'organisation et de la gestion du personnel que des coûts et des résultats.

Vous disposerez de réelles et très diverses possibilités d'évolution dans le Groupe.

Merci de mentionner sur votre lettre les stages que vous avez effectués ou les premières situations professionnelles dont vous avez, même brièvement, fait l'expérience, et de l'adresser à Jean-Luc SANTERRE

GROUPE DES SOCIETES MUTUELLE GENERALE FRANCAISE
Direction du Personnel — 19 - 21, rue Chanzy 72030 LE MANS cedex.

COFAP

UN DE NOS CLIENTS

situé dans la région de Fos et membre d'une compagnie mondiale spécialisée dans le contrôle de quantité et qualité des produits pétroliers et produits pétrochimiques.

RECHERCHE POUR SON BUREAU

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

AGÉ DE 35 ANS ENVIRON, QUI SERA RESPONSABLE DE LA DIRECTION DU DÉPARTEMENT CONTROLE DE QUALITÉ ET QUANTITÉ. CE CONTROLE DE QUALITÉ A LIEU AU SEIN D'UN LABORATOIRE MODERNE.

Nous souhaiterions un ingénieur qualifié ayant au moins 3 à 5 années d'expérience dans l'industrie pétrolière. Etant donné les nombreux contacts internationaux, une maîtrise de la langue anglaise — parlée ainsi qu'écrite — s'avère indispensable.

Une réponse man., avec c.v., accompagnée d'une photo d'identité récente est à adr. s/nº 8.426 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



Recherche

Ingénieur

Formation grandes écoles
pour prendre la responsabilité du département exécution de sa division CONCENTRATION-SECHAGE.

Expérience en matière de réalisations et de suivi de contrats importants nécessaire. L'expérience de bureau d'études devra impérativement être complétée par une expérience de chantier.

Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, à Société A.P.V., B.P. 684, 27006 EVREUX Cédex.

pmp

MÉTRO DE MARSEILLE

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN-ÉLECTROMÉCANICIEN

POUR CONDUITE DE GRANDS PROJETS

- Diplômé école nationale supérieure (Centrale, Sup. élec., Arts & Métiers...).
- Spécialité électricité, électromécanique, avec connaissance en électronique et expérience d'environ cinq années dans la réalisation de travaux d'équipement.

Rémunération de 200 000 F à 250.000 F suivant capacités.

Envoyer c.v. détaillé et photo à
SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE,
44, av. Alexandre-Dumas, 13272 Marseille Cedex 08.

- Notre groupe : prestataire de services de haute technicité, en forte expansion.
- Notre C.A. : environ 4,5 milliards de francs.
- Nos effectifs : près de 6.000 personnes.

Nous recherchons pour notre siège social à LILLE

UN AUDITEUR INTERNE

SUP de CO ou équivalent.

Vous souhaitez élargir votre horizon et développer votre carrière au sein d'une grande entreprise après quelques années d'expérience acquise dans un cabinet d'Audit International.

Nous vous proposons de contribuer au développement puis au contrôle des processus assurant la maîtrise de l'activité de nos unités décentralisées (filiales ou centres de responsabilités).

Dans ce cadre, de fréquentes missions d'AUDIT OPÉRATIONNEL impliqueront de nombreux déplacements sur l'ensemble du territoire.

Nous vous remercions de bien vouloir nous faire parvenir votre candidature s/nº T 68.349 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS, qui transmettra.

Société située en Haute-Marne, filiale d'un Groupe Industriel International et spécialisée dans la transformation des métaux

recherche

RESPONSABLE ENTRETIEN ÉLECTROMÉCANIQUE

qui aura en charge la prévention, les contrôles, la gestion des pièces, l'exploitation de certains services de distribution, ainsi que le bilan énergétique de la Société. Ce poste s'adresse à un Ingénieur Electromécanicien, âgé de 30 ans environ. Il a déjà acquis une première expérience dans un service de maintenance en milieu industriel et dans l'encadrement d'équipes de travail.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à :
UNIVERSAL COMMUNICATION
Chaussée de la Hulpe 122, 1050 BRUXELLES, Belgique, sous la réf. M/800.

Réponse et discrétion assurées.

PARENTS D'ÉLÈVES MÉRIGNAC
recherchent
PROF. MATHS 2e et 1re S et PROF. PHYSIQUE 1re et TERMINALE niv. souh. maîtrise. Adresser candidature : Lycée polyvalent 15, r. Gustave-Flaubert, 33700 Mérignac.

LE DÉPARTEMENT DE L'AISNE
recrute
par concours sur épreuves

2 ATTACHÉS
à titre externe

1 ANIMATEUR SOCIO-ÉDUCATIF

de 1re classe (niveau attaché)

Pour tous renseignements et pour l'inscription, s'adresser à M. le président du Conseil général, bureau du personnel, rue Paul-Doumer. 02010 LAON CEDEX
Tél. : (23) 20-11-11, poste 82 12 avant le 1er octobre minuit pour attaché et le 22 octobre minuit pour animateur socio-éducatif.

VAL-DE-LOIRE

LA DIRECTION DE LA STÉ NOUVELLE DES FAIENCERIES DE GIEN
recherche

GESTIONNAIRE

Formation supérieure, minimum maîtrise ayant impérativement 3 à 5 ans exp. PMI dans les domaines suivants :
- Prix de revient.
- Tarifs.
- Gestion de trésorerie.

Poste évolutif.

Adresser lettre de candidature manus., c.v., photo et salaire actuel à COSMOS CONSEIL réf. G. 03 F 9, place Vauban 75007 PARIS.

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE
recherche
pour le service commercial d'un de ses établissements situé en métropole Rhône-Alpes

un INGÉNIEUR (ESE, IEG, A.M., etc.) export

Après une formation adaptée, il aura pour mission de promouvoir auprès de la clientèle la gamme et les produits HT sur les marchés à l'exportation.

Agé de 30 environ, il peut faire état d'une première expérience réussie de la vente de biens d'équipements lourds.

Ce poste peut également intéresser un ingénieur débutant particulièrement motivé.

L'anglais courant est exigé. Disponibilité, dynamisme, esprit d'initiative et d'équipe sont les qualités requises.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à : *le Monde* service annonces classées, réf. 8.404, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

jeunes ingénieurs

Grand Groupe Textile International
ayant des Etablissements en
FRANCE, ESPAGNE, TUNISIE, ETATS-UNIS, BRESIL, AFRIQUE DU SUD, AUSTRALIE
recherche des
JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES pour

CARRIERE INTERNATIONALE

- INGENIEUR 28 ans minimum avec première expérience industrielle. Il sera appelé à diriger une unité de production à l'étranger, après formation, dans un délai de 2 à 4 ans.
- INGENIEUR DEBUTANT de formation ECP, A. et M., IDN. Il sera également, après formation, appelé à seconder le Directeur d'un des Etablissements à l'étranger.

Intéressantes possibilités de développement de carrière.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 2212-M à Mamrégies qui transmettra.

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Hier... Ingénieur de Production
Aujourd'hui... Contrôleur de Gestion

Important et solide Groupe de l'Industrie Chimique, nous recherchons un Ingénieur pour le faire participer au Contrôle de Gestion de nos 12 usines.
Issu de l'Industrie Chimique ou d'une Industrie Lourde, il est de préférence passé par la production et dispose soit d'une formation soit d'une expérience complémentaire en gestion, domaine pour lequel il éprouve un sérieux intérêt. Il suivra l'ensemble des données économiques liées à nos productions (budgets, procédures de gestion, études de rentabilité d'investissements...)
Basé au siège, en proche banlieue parisienne ouest, il se rendra périodiquement dans nos usines de province pour de courts séjours durant lesquels il traitera des problèmes de terrain.

Envoyer votre CV sous référence M 1124 au Consultants de Plein Cadre chargés de cette recherche.

PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris
Discrétion absolue et réponse assurée.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

plein cadre

AUDITEURS INTERNES

Formation :
HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP (+ DECS), INGÉNIEURS (+ Formation Gestion), ou équivalent.
Anglais ou allemand courant.

Expérience :
3 à 5 ans dans un service d'audit interne ou dans un cabinet international.

Après quelques années de réussite dans cette fonction, réelles possibilités de carrière dans des postes de responsabilité en Unité, tant en France qu'à l'étranger.

Prière adresser lettre manuscrite, CV et photo à Direction du Contrôle Interne, 173, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

THOMSON

HAVAS CONTACT

مكررا من الاصل

emplois régionaux

SPRAGUE FRANCE ... électroniques en forte expansion recherche

INGENIEUR

Grande Ecole ... /Electrochimie/Métallurgie

SPRAGUE FRANCE Boite Postale 143 37001 TOURS CEDEX



Recherche ingénieur — EVREUX

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

CGEE ALSTHOM
INNOVER ET ENTREPRENDRE

Objectif : export et technologies de pointe

Voir en page 33

INGENIEUR
RECHERCHE & DEVELOPPEMENT
en « ELECTROTECHNIQUE »

Constructions Electriques
Proche banlieue Est Paris

Une société française (plusieurs milliers de personnes) filiale d'un groupe industriel international leader mondial dans différents secteurs d'activités, recherche UN INGENIEUR RECHERCHE & DEVELOPPEMENT pour l'une de ses divisions. Sous l'autorité du directeur de cette division, il sera chargé de mener les travaux d'étude et de developpement de produits industriels (définition, conception, essais, mise en fabrication) dans le domaine de la construction électrique en tenant compte des besoins de la clientèle et il participera avec le service commercial à leur promotion. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation ..NSAM, INSA, ESIEE, ENSEEIHT,... possédera 5 à 10 ans d'expérience en développement et industrialisation de produits faisant appel à diverses technologies (électrotechnique, électrique, électronique, mécanique,...). La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de la mise en oeuvre des élastomères ou des matières plastiques serait appréciée.
Ecrire sous référence 721/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 Paris.
Discrétion assurée.

AFCOREM

PM LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 2 milliards de francs



DIVISION
CABLAGE
AUTOMOBILE

Ingénieur d'Etudes

possédant plusieurs années d'expérience en bureau d'Etudes ou Méthodes, de préférence, dans une activité de fabrication en grande série.

Basé à notre siège social de Bois d'Arcy, il participera à la recherche et à la réalisation de nouveaux produits pour l'industrie automobile en particulier dans le domaine des raccordements électriques.

Bon technicien, mais également homme de contact, il interviendra en tant qu'assistance technique auprès des commerciaux et assurera des liaisons constantes avec les responsables fabrication des usines et avec les différents clients pour l'établissement ds cahiers des charges.

Le candidat devra posséder de bonne connaissances en électronique ou électromécanique ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Pour un premier entretien, veuillez adresser
votre CV en précisant le salaire souhaité
à P.M. LABINAL Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - BP 64 - 78390 BOIS D'ARCY.



CONSEIL INTERNATIONAL
EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE
RECHERCHE

3 NÉGOCIATEURS (TRICES)

1er poste à pourvoir : Négociateur possédant une expérience réussie dans l'immobilier d'entreprise (secteur bureaux)
Ce candidat doit être capable de préparer, suivre et mener à bien des négociations avec des interlocuteurs de haut niveau.

2e poste : Négociateur débutant désireux de développer une carrière dans l'immobilier d'entreprise.
Expérience souhaitée de 1 à 2 ans dans la même branche ou une branche similaire

3e poste : Négociateur connaissant bien la commercialisation des locaux d'activité (usines, entrepôts, laboratoires, etc.).
Une expérience réussie dans la même branche est souhaitée.

Adresser lettre manuscrite CV + photo et prétentions en précisant le poste à

Jones Lang Wootton
80, avenue Marceau - 75008 PARIS.

Réponse et discrétion assurées.

Filiale Informatique d'un Important Groupe d'Assurances
recherche un

ingénieur système

pour son Département Exploitation, disposant d'un matériel IBM de grande puissance et d'un important réseau de télétraitement.
Cet ingénieur, directement rattaché au Responsable d'Exploitation, aura pour missions principales, en relation avec les équipes techniques et les Etudes :
- le contrôle du fonctionnement de l'Exploitation et l'augmentation de la productivité,
- l'amélioration des procédures,

Profil recherché :
- solides compétences OS et IMS,
- qualités de contact

Adressez votre candidature (lettre, C.V., photo) sous la référence 285 M, Service du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense

GIE
GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

Qu'est-ce que la vente chez IBM France ?

- *c'est travailler à long terme et non au coup par coup.*
- *c'est être en relation avec des responsables de haut niveau dans les entreprises.*
- *c'est analyser des besoins et imaginer des solutions.*
- *c'est vendre un produit et ses utilisations.*
- *c'est mettre à la disposition des entreprises des outils de développement et de productivité.*
- *c'est avoir, après formation, des responsabilités croissantes.*
- *c'est être autonome en bénéficiant des structures d'une entreprise à la pointe de son secteur.*

... enfin, c'est l'expérience la plus enrichissante pour un (e)

JEUNE DIPLÔMÉ (E)
D'ÉCOLE D'INGÉNIEUR
ou de COMMERCE

qui souhaite vivre pleinement la grande mutation technologique des entreprises françaises.
En tant qu'INGÉNIEUR COMMERCIAL, vous recevrez une formation alternée rémunérée qui vous donnera vraiment toutes les chances de réussir.

Nous étudierons avec soin et discrétion votre candidature adressée à IBM FRANCE - Service Recrutement-Orientation-Conseils - 2, rue de Marengo 75001 PARIS (référence ICM24/9)
Vos éventuels frais de déplacement vous seront remboursés.



Organisation et Publicité

ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

VOUS ÊTES INFORMATICIEN(NE)
Vous avez une expérience d'entreprise
et des connaissances de gestion.
La formation vous intéresse.

NOUS VOUS PROPOSONS DE REJOINDRE POUR 2 ANS AU MOINS NOTRE ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE
- Etre titulaire d'une MIAGE au moins.
- Maîtrise des langages BASIC, PASCAL, COBOL, FORTRAN.
- Connaître système d'exploitation temps partagé et micro.
- Première expérience de l'enseignement appréciée.

Envoyer c.v., lettre manuscrite et photo, E.C.C.I.P., 3, rue Armand-Moisant, 75015 Paris.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ
recherche

FISCALISTE INTERNATIONAL

30 ANS ENVIRON

Ayant une expérience de 5 ans minimum dans le domaine de la fiscalité des entreprises.

Bonne connaissance de la fiscalité française, de la comptabilité, du droit des sociétés et de l'anglais indispensable.

Envoyer c.v. et prétentions à : COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ, Direction de la Fiscalité et du Droit des Sociétés, 54, rue La Boétie, 75382 Paris Cedex 08.

PMI 210 PERSONNES
leader dans son créneau
des loisirs et du sport

60 MILLIONS F : 70 % A L'EXPORTATION
AFFAIRE SAINE ET PROFITABLE
rech. cause proche départ retraite
pour SIÈGE AUBERVILLIERS
(et usine près ORLÉANS)

Responsable B.E. ÉTUDES & DÉVELOPPEMENT

ÉTUDE PRODUITS NOUVEAUX, PROTOTYPES JUSQU'A L'INDUSTRIALISATION (outillages et machines spéciales) et AMÉLIORATIONS DE L'EXISTANT : 6 dessinateurs et techniciens.
POSTE INTÉRESSANT POUR UN INGÉNIEUR AYANT POTENTIEL ET VOLONTÉ D'ÉVOLUER A TERME

- LA TRENTAINE, INGÉNIEUR MÉCANICIEN DIPLÔMÉ (indispensable)
- 2-3 ans minimum d'EXPÉRIENCE EN B.E. ou INDUSTRIALISATION DE PRODUITS EN MATIÈRE PLASTIQUE. Connaissances en Automatismes, électricité, électronique appréciées.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunér. et photo ss réf. 8107 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Vous êtes

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT MATERIEL ET LOGICIEL CONFIRME

Vous avez quelques années d'expérience et vous êtes spécialisé dans les microprocesseurs.
Vous voulez participer au développement d'une technologie de pointe en plein essor.
Rejoignez l'équipe Carte à Mémoire CP8 du Groupe BULL.
Au sein d'une division de haute technicité, vous travaillerez dans l'Ouest Parisien (78190 Trappes) au développement matériel et logiciel de base (Handler, Driver...) pour les terminaux utilisant la Carte à Mémoire.
Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 15623 M à

Patrick Challier
Cii Honeywell Bull
Rue Jean Jaurès
78340 les Clayes-sous-Bois

Bull

LEVI TOURNAY

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

carel

Importante société de commerce international (Sportswear) en développement rapide, recherche

Chef du service informatique IBM 36

Jeune Ingénieur ou Universitaire *HF*

Rattaché au Secrétaire Général, il travaillera en liaison étroite avec les utilisateurs, il maintiendra les applications existantes et devra faire évoluer une très importante application qui gère l'ensemble des commandes clients et des commandes fournisseurs. Il développera de nouvelles applications, notamment dans le domaine des statistiques et participera à la mise en place d'un progiciel de comptabilité. Il encadrera une petite équipe formée d'un analyste-programmeur et d' une opératrice d'exploitation. Il aura également un rôle de formation des utilisateurs. Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, ingénieur, Miage ou équivalent, ayant une expérience de 3 à 4 ans de responsabilité de projets de même nature dans une SSII ou dans une société commerciale et une très bonne pratique du matériel IBM 36 (1024 K - 20 terminaux). Lieu de travail : PARIS. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 73731/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Publival

sélé CEGOS

Membre de Syntec

GRANDE BANQUE FRANÇAISE RECHERCHE



COLLABORATEUR *HF*

Le Candidat souhaité possède une **expérience confirmée**, 5 ans minimum, de la gestion fiscale acquise dans l'Administration (niveau Cadre B) dans une Société ou au sein d'un cabinet juridique et fiscal.

Il se verra confier le traitement des déclarations et des paiements. Il aura par ailleurs un rôle de conseil et de contrôle auprès des Directions Régionales et des Agences.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 321 FI - No 78181 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra.

POUR LA ZONE MOYEN ORIENT UN RESPONSABLE COMMERCIAL

Diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce, votre expérience bancaire d'environ 5 ans vous permet aujourd'hui de bien connaître les mécanismes des opérations d'exportation, dans l'idéal sur le Moyen-Orient.

Evidemment vous parlez couramment l'anglais... et peut-être même l'arabe.

Nous vous proposons de rejoindre notre Département International et de participer au développement de notre courant d'affaires pour la zone Moyen-Orient. Vous serez chargé de la promotion de nos opérations internationales.

Pour ce poste d'envergure, qui comporte de fréquents déplacements sur le terrain, vous devrez faire preuve d'un réel dynamisme commercial.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) en indiquant la référence BV 80.

Service Recrutement Carrières Formation,
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.



SOURCES

Concevoir et gérer notre système d'information: un rôle stratégique

Notre société dans le secteur pharmaceutique est la filiale d'un important groupe anglais (70 000 personnes, 20 milliards de CA). En France, nous réalisons un chiffre d'affaires de 200 millions de F et employons 300 personnes.

Notre Directeur Administratif et Financier cherche aujourd'hui un collaborateur pour lui confier la responsabilité du contrôle interne et des systèmes d'information.

A 28 ans minimum, votre formation vous a donné de bonnes bases comptables et financières : DECS, Ecole de Commerce, Gestion. Vous avez acquis une expérience professionnelle de deux ou trois ans dans une fonction où l'utilisation de l'informatique vous est familière et vous parlez couramment l'anglais.

Les missions que nous vous confierons vous mettront en contact avec l'ensemble des services de la société. Vous exercerez à la fois un rôle de réflexion et de stratégie, en définissant les procédures internes, en concevant nos systèmes d'information et de communication, et un rôle opérationnel en assurant le contrôle interne, la mise en place et le suivi de ces systèmes et procédures.

Votre fonction vous permettra ainsi de travailler avec l'ensemble des équipes de la Direction Financière et de bien connaître le fonctionnement de notre entreprise.



COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous réf. 220/30M (en indiquant votre rémunération actuelle).

SOURCES

Mission d'envergure pour ingénieur très confirmé

Notre groupe de Génie Civil et Travaux publics est l'un des leaders de la profession. Aujourd'hui mandatés par un groupement international d'entreprises pour assurer la coordination d'un important chantier en Afrique Australe, nous en recherchons le responsable des opérations.

Technique, administrative et financière, votre mission de coordination s'étendra de la supervision de l'avancement des travaux, au suivi des factures et au versement régulier des acomptes.
Rien ne vous échappera pour que l'harmonie règne au sein du groupement : ceci fait également de vous l'interlocuteur privilégié du client... et des sous-traitants.

Vous avez environ 40 ans, et votre expérience technique sur chantiers à l'étranger s'enrichit d'une grande maîtrise des négociations de contrats à l'export. Vous parlez couramment anglais et portugais, mais surtout, vous possédez de réelles qualités humaines qui vous permettront tant de dynamiser vos équipes (une centaine d'expatriés) que d'être un fin diplomate.

Pour ce poste de haut niveau, basé à Paris, mais qui comporte de fréquents déplacements, nous vous remercions de faire part de vos motivations sous référence 1722M à



16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

LAMBERT FRERES ET CIE

recherche pour sa filiale Négoce Lambert Distribution

jeune responsable Trésorerie

LAMBERT DISTRIBUTION, spécialisée dans le Négoce de matériaux pour le Bâtiment, dont le chiffre d'affaires global est de 600 M.F., traite environ 15.000 factures/mois, en 23 Agences situées dans la Région Parisienne.

Le titulaire devra :
- établir et fiabiliser les prévisions annuelles, trimestrielles et mensuelles et assurer le suivi au jour le jour
- optimiser le choix des facilités financières et des coûts
- poursuivre l'informatisation du système de gestion de la Trésorerie.

Le candidat devra justifier :
- d'une formation Ecole de Commerce - Option Gestion Finances
- d'une expérience de 2 à 5 ans dans une fonction similaire dans le domaine bancaire ou privé
- d'une pratique de l'Informatique.

Ce poste, situé à NANTERRE (92) est un point de passage qui pourra évoluer soit vers un secteur administratif, soit vers la direction d'une agence commerciale à l'intérieur de la Société et/ou du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 8087 à Madame LEREDE

LAMBERT FRERES ET CIE
5 RUE VERNET 75008 PARIS

Axial Publicité

Préparer l'avenir



PFIZER, un des leaders mondiaux dans le domaine pharmaceutique. Nous disposons en France de moyens de recherche et de production importants, qualifiés au niveau international.
Notre développement s'appuie sur une organisation rigoureuse dans laquelle s'inscrit notre système d'information.
Nous recherchons un

RESPONSABLE ETUDES ET ORGANISATION

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, correspondant informatique de la division, il sera chargé de la mise en place et du suivi informatique des applications de la Division. Il effectuera également les études d'organisation et des analyses financières.
De formation supérieure, HEC, SUP DE CO, ESSEC avec spécialisation finances, il dispose d'une première expérience acquise de préférence en cabinet d'organisation ou d'audit. Un bon niveau d'anglais est requis.
Aux qualités de méthode et de rigueur que requiert ce poste, doivent s'ajouter des qualités relationnelles importantes.
Le poste est basé à Orsay.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 409 249 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

---

contrôleur de gestion

Gallimard

Adjoint du directeur financier, ce contrôleur a la responsabilité complète du contrôle de gestion de Gallimard et ses filiales. Il a pour missions :
- Élaborer le budget de la maison mère, en contrôler la réalisation et analyser les écarts.
- Rassembler les budgets de différentes filiales, et centraliser les réalisations.
- Étudier, à la demande de la Direction Générale, certains domaines particuliers d'exploitation.
- Assurer la consolidation des bilans et des comptes d'exploitation.
- Participer à l'amélioration des procédures administratives et comptables indispensables à la gestion du Groupe.

Ce poste convient à un homme ou une femme, 30 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale, ayant acquis une première expérience d'audit ou de contrôle de gestion. Cette double qualité serait appréciée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous réf. 374 M à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, JACQUES TIXIER S.A. 7, rue de Logelbach 75017 PARIS.

HAVAS CONTACT

jacques tixier s.a.

MEMBRE DE SYNTEC



Société du groupe EXXON recherche

Ingénieurs débutants grandes écoles (X, Centrale, Mines...)

Désireux de commencer une carrière dans l'**informatique de gestion** au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Ingénieurs Infocentre

Nous vous confierons la sélection, la mise en place et le support des outils informatiques pour non-informaticiens, notamment dans le domaine de la micro-informatique et de la bureautique.

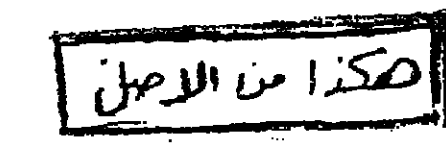
Ingénieurs chefs de projet

après une période de formation, nous vous confierons la responsabilité d'un projet informatique de gestion.

Après quelques années d'expérience, acquises à l'informatique, nous vous offrons de larges possibilités d'évolution de carrière, dans de nombreuses fonctions au sein de notre société.

Merci d'adresser lettre et CV au service effectifs recrutement ESSO SAF, Cédex 02, 92093 Paris-La-Défense.

média-system







TEK DIVISION SYSTEMES — LA REFERENCE DANS LA PERFORMANCE

TEKTRONIX FRANCE
Filiale d'un groupe international en électronique et en informatique

INGENIEURS COMMERCIAUX

Débutants, confirmés, vous avez une formation informatique (logiciel - matériel) grandes écoles, universitaire, DUT.
Nous vous assurons une formation aux produits, une rémunération élevée, un intéressement aux ventes, une voiture de fonction.

L'évolution rapide de nos gammes de produits, vous laisse envisager de réelles possibilités d'avenir.

Adresser CV, photo, prétentions à TEKTRONIX
Direction du Personnel BP 13 - 91941 LES ULIS CEDEX

Tektronix

La chance se mérite
La réussite se construit

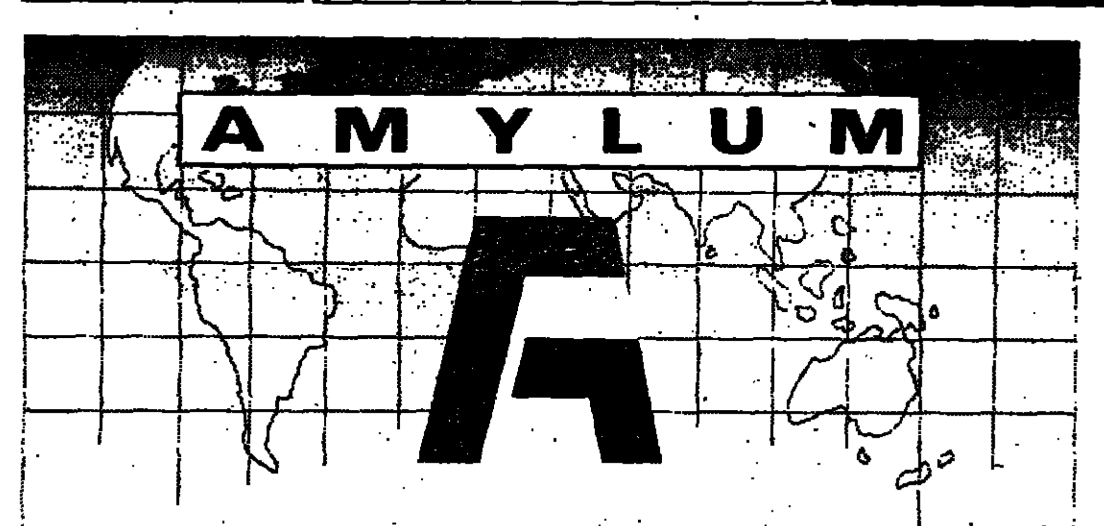
Si vous êtes dynamique, motivé et ambitieux, téléphonez-moi au 503-21-03 pour convenir d'un rendez-vous.

Le poste, à pourvoir à Paris, exige que vous soyez :
- VENDEUR
- Gestionnaire
- Manager d'Equipes.

La formation, c'est notre problème.
Les responsabilités seront vos préoccupations.
L'informatique et les technologies nouvelles vous passionnent.

Vous pouvez aussi m'écrire sous pli confidentiel (référence DA 01)
Daniel DELEERSNYDER
COMELOG S.A - 7, rue Louis David - 75116 PARIS.

comelog



Nous sommes une société de dimension internationale, située à Aalst en Belgique, un des leaders européens en fabrication d'amidons, de glucose et de dérivés, destinés à un grand nombre d'applications dans l'industrie alimentaire et non-alimentaire.
Nous offrons, dans le cadre de notre filiale commerciale Amylum France S.A. à Paris, le poste suivant:

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL (m/f)

Sa mission: ☐ cet ingénieur commercial sera responsable de la commercialisation de matières premières dans le secteur non-alimentaire; ☐ son rôle est d'assurer les relations avec la clientèle existante, de créer de nouveaux marchés et de réaliser les objectifs prévus pour sa région. Il devra habiter la région parisienne, son bureau étant à Paris.

Sa formation: ☐ cette situation intéresse de jeunes diplômés (débutants acceptés) d'Ecoles de chimie ou de Commerce; ☐ une expérience commerciale et/ou technico-commerciale n'est pas exigée mais serait un avantage.

Nous offrons: ☐ une formation spécifique auprès de la maison-mère et un stage commercial approfondi (connaissance de la langue anglaise appréciée); ☐ un travail intéressant dans une équipe jeune et dynamique; ☐ une voiture de fonction; ☐ une rémunération de base de FF. 100.000 + /an.

Si cette fonction vous intéresse veuillez adresser votre candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, d'une photo et de votre rémunération souhaitée, au département du Personnel d'Amylum N.V., Van Wambekekaai 13, B-9300 Aalst (Belgique).

La première phase de la procédure de sélection sera tenue dans les bureaux d'Amylum France à Paris. Les rendez-vous suivants seront fixés à Aalst. Cette procédure de recrutement et de sélection se déroulera par l'intermédiaire de CERM, Bureau de Conseil en Recrutement, et est coördonnée par le département de personnel d'Amylum à Aalst.

AMIDONS ET SUCRES A L'ECHELON MONDIAL

Nous sommes une entreprise du secteur **T.P. Equipements,** bien connue dans sa spécialité, filiale d'un Groupe leader. Nos Agences et Filiales en France et à l'Etranger, réalisent un CA consolidé de plus de 600 MF. Nous renforçons notre équipe

organisation-gestion-contrôle

PARIS - 200/250.000 F

Sous l'autorité du Directeur d'Exploitation, vous devrez analyser l'existant, comparer les performances de chaque unité, concevoir et mettre en place les méthodes, procédures et outils de contrôle afin d'améliorer l'efficacité et la rentabilité à tous les niveaux (devis, planification, production, réalisation et gestion des chantiers). Nous recherchons un diplômé d'études supérieures à fort potentiel (G.E. Ingenieur ou Gestion) pouvant prouver une expérience réussie (4 à 6 ans) de l'organisation, du contrôle de production et de gestion dans une société à établissements multiples. La connaissance du BTP serait un atout supplémentaire. C'est un homme de synthèse, capable de s'imposer par sa compétence, sa personnalité, son sens du terrain et des contacts. Nombreux déplacements de courte durée en Province. Poste évolutif pour tout candidat de valeur.

Le traitement confidentiel de votre dossier adressé sous référence 43 M est assuré par

HB **Hervé Le Baut-Consultants** - 11, rue la Boétie - 75008 PARIS Tél. : 265.38.39

AFCOREM

INGENIEURS

confirmés et débutants

X, Centrale, Supelec, INPG...

Programme : le contrôle industriel. Objectif : 168 pays.

Accès : la recherche et le développement. Energie, Industrie, Tertiaire : l'innovation est dans tous les domaines.

Ingénieurs du logiciel « temps réel »

Pour l'étude et la réalisation d'automatismes industriels, les régulations d'ensemble pour les processus industriels, le génie logiciel (VAX/SOLAR) et la CAO.

Ingénieurs électroniciens « courants forts »

Pour les études, les essais et les mises en service d'équipements, tant matériel que logiciel et les automatismes industriels.

Si vos objectifs concordent avec les nôtres, écrivez à Fabienne DUCRET
CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

CGEE ALSTHOM
INNOVER ET ENTREPRENDRE

MEDIA BA



Croissance et rentabilité, qualité et innovation, travail et loisirs... Autant d'occasions de tendre vers l'harmonie.

Harmonie des techniques - Par la maîtrise de nos métiers: exploitation de centres informatiques, ingénierie de systèmes et de réseaux, services télématiques, bases de données.

Harmonie des produits et services - Grâce à la complémentarité de nos prestations dans les domaines des réseaux du vidéotex des grands-mini-micro-serveurs, de la messagerie électronique, et de la carte à micro-processeur.

Harmonie des équipes - Alliant la jeunesse et l'expérience, le dynamisme et la sécurité, le talent et la technicité.

Nous avons choisi l'harmonie. Nous y réussirons grâce à ceux qui en grand nombre adhéreront à ce choix.

Ils vivront ainsi l'harmonie d'une carrière riche en responsabilités et en évolutions au sein d'entités autonomes et polyvalentes.

Nos clients le savent. L'harmonie réussit.

telesystemes
DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.
Direction du Personnel
115, rue du Bac - 75007 Paris - Tél. (1) 544.38.98
Stand SICOB : 3480 - Niveau 3 - Zone DE

GEMAP-OUEST

ORGANISME FINANCIER INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN
souhaite accueillir son

Chef du service titres étranger

Pour lui confier la responsabilité de l'enregistrement et du suivi des opérations sur les valeurs mobilières avec les places étrangères.

Vous animerez une équipe de plusieurs dizaines de personnes et optimiserez le fonctionnement de votre service pour faire face à l'accroissement des volumes traités.

Vous avez une expérience bancaire confirmée des valeurs mobilières et du service étranger ; vous parlez un anglais courant.

Daniel DESJARDINS examinera personnellement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité) en toute discrétion, sous la référence C/CST/LM.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

PARIS

conseil en organisation chez un leader international : une étape décisive dans l'évolution de votre carrière...

- par les grosses responsabilités qui vous seront confiées
- par l'utilisation d'une méthodologie de pointe
- par une formation interne, soutenue et de très haut niveau
- surtout par la possibilité d'accéder au partenariat

• vous êtes ingénieur et avez plusieurs années d'expérience en informatique axée sur la gestion.
• vous connaissez le gros matériel (IBM, BULL) et les systèmes de réseaux.
• votre potentiel, votre ténacité et votre ambition vous permettront de réussir sur des projets "pointus" et très diversifiés.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 709-21 à notre Conseil :

ONOMA
26, rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurées)

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Banque Stern

BANQUE PRIVEE, nous sommes reconnus pour la qualité de nos interventions tant des milieux d'affaires que des particuliers.

Notre croissance soutenue reflète notre capacité à prendre vite des décisions pertinentes et à accorder autonomie et délégation à une équipe compétente. Nous souhaitons accueillir un nouvel

Exploitant entreprises de bonne stature

Conseil de dirigeants de sociétés travaillant dans des secteurs de pointe, vous leur proposerez les solutions financières appropriées, monterez et suivrez les dossiers de crédit jusqu'à bonne fin.

A partir d'un fonds de clientèle de PME que vous saurez fidéliser, vous développerez le courant d'affaires. Par vos qualités de contact, de savoir-faire et d'autonomie, vous assurerez le succès qui vous permettra de progresser dans notre organisation.

Au-delà d'une formation supérieure, vous avez une expérience bancaire de 4 à 5 ans auprès d'entreprises moyennes ou grandes et, surtout, la volonté de réussir.

Si vous souhaitez participer à notre développement, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous la référence C/EES/LM à notre Conseil, Daniel DESJARDINS, qui le traitera en toute discrétion.

AFCOREM — Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Chef de produit senior

Systèmes électroniques - Cette société, basée en banlieue ouest, filiale d'un important groupe international, est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de systèmes de marquage et de biens d'équipement électroniques ayant des applications en grande distribution. Réputée pour la qualité de ses produits et de son approche marketing, elle cherche à intégrer dans son équipe un chef de produit senior. Sous l'autorité du directeur marketing, il se verra confier la responsabilité d'un nouveau système faisant appel aux dernières techniques informatiques et aux applications multiples en grande distribution. Sa tâche sera d'assurer l'adaptation du produit, sa promotion, la formation de l'équipe commerciale, l'analyse des besoins des clients, la réalisation du plan marketing. Véritable interface entre la maison-mère et la filiale, il devra impérativement parler l'anglais. Ce poste intéresse un candidat âgé de 27 ans minimum de formation HEC, ESSEC, ESC ou équivalent et ayant une expérience similaire acquise, par exemple, chez un constructeur informatique (terminaux point de vente, systèmes d'enregistrement et de contrôle de données, etc...). La connaissance de la grande distribution est vivement souhaitée. La rémunération de départ de bon niveau sera fonction des compétences et du potentiel offert. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/R9072M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

COLGATE-PALMOLIVE (3000 personnes, CA 3 milliards).

Principale filiale d'un groupe international, leader sur de nombreux marchés de produits de grande consommation recrute actuellement :

Deux ingénieurs chimistes confirmés (ENSCP, ESPCI) pour son laboratoire de support technique.

Aux départements industries, collectivités et parapharmacie (produits de nettoyage, d'hygiène et de soins, à usage professionnel).

Leur mission :
- assurer des travaux de laboratoire : mise au point de nouvelles formulations, analyse des produits et évaluation de leur performance, développement de méthodologie et de plans d'expérience.
- prendre en charge des essais en clientèle et des contacts avec des partenaires extérieurs (fournisseurs, laboratoires, etc...).

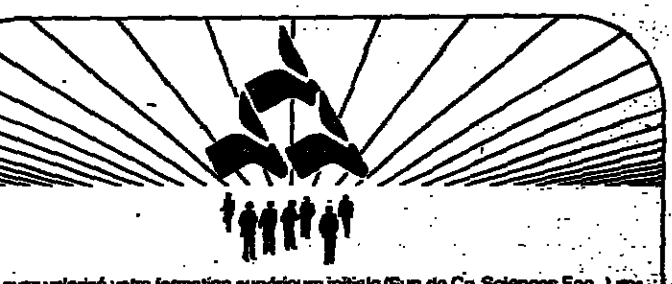
Leur profil :
- ingénieur chimiste justifiant impérativement d'une expérience de la formulation, de l'analyse et de l'évaluation de produits de grande consommation (entretien, nettoyage, hygiène et soins).
- goût et aptitude pour le travail en laboratoire en relation avec les responsables commerciaux.
- connaissance de l'anglais exigée.

Postes à pourvoir à Courbevoie - La Défense.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 9092 M au Service Central de l'Emploi et des Carrières, 55 bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex.



média-system



Vous avez valorisé votre formation supérieure initiale (Sup de Co, Sciences Eco...) par une expérience de 5 à 10 ans en contrôle de gestion ou en comptabilité analytique. Vous pouvez devenir le

Spécialiste de l'analyse des coûts

au sein de notre département commercial.

Vous mènerez diverses études sur nos coûts de distribution et nos investissements commerciaux et élaborerez les modèles d'analyse correspondants.

Nous vous demandons d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à UAP - Agnès PLOMB - Service de l'Emploi - Tour Assur 34 F - 92083 Paris-La Défense.

média-system

UAP

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

Ingénieur conseil

en systèmes d'information et informatique individuelle

L'informatique en direct, c'est depuis plus de 10 ans la vocation de **SPI**, Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, filiale de Pechiney.

Nos moyens : 450 collaborateurs dont une majorité d'Ingénieurs et Cadres. 2 grands centre de traitement (Paris et Lyon). Un réseau de plus de 1.200 terminaux et 10.000 télex.

Nos prestations : des services complets en Télégestion, des Progiciels, le Conseil, la Formation.

Ingénieur grande école, 5 années minimum d'une solide expérience chez un constructeur, dans un SSII ou comme consultant,

vos qualités incontestables de rigueur, votre grande facilité de contact à tous les échelons sont parmi vos atouts, pour exercer le métier exigeant de conseil. Nous vous proposons d'intégrer une équipe d'ingénieurs pour des missions de haut niveau : élaboration de schéma directeur, stratégie bureautique, définition de configurations informatiques, diagnostic, plan informatique...

Nous sélectionnerons un candidat à fort potentiel pour ce poste aux larges possibilités d'avenir.

Organisation et Publicité



Services et Ingénierie en Informatique

Merci d'adresser votre candidature, sous référence S MO à SPI - Service des Affaires Sociales 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

P.M.I. filiale d'un groupe américain de dimension internationale spécialisée dans les techniques de pointe recherche pour la gestion financière de la société et de ses filiales étrangères

Treasurer

Futur secrétaire général

rattaché directement au Président. Formation Grande Ecole ou Universitaire. La préférence sera donnée à un cadre ayant déjà 3 à 5 ans d'expérience de contrôle de gestion ou d'audit interne. Anglais indispensable. Lieu de travail : **Asnières** avec des déplacements de courte durée en province et à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle et prétentions sous référence 9091 à

publival 27, route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

"Eurobond Trader"

Dans le cadre de son développement international, recherche un **Trader, expérimenté** en euro-obligations.

Outre une expérience d'au moins 3 ans des marchés en US dollars, tant à taux fixe qu'à taux variable, le (ou la) candidat(e), devra pouvoir faire preuve :
- d'une bonne formation économique générale,
- de la connaissance impérative de l'anglais ; celle d'autre(s) langue(s), constituant un avantage,
- de relations privilégiés avec les investisseurs institutionnels.

Poste basé à Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. **SD 91** à **CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune**

LEVI TOURNAY

GROUPE SG2

De formation supérieure scientifique - Ecole d'ingénieurs, maîtrise ou équivalent -, au cours d'une première expérience de 1 à 5 ans dans l'informatique, vous avez acquis des compétences techniques sur matériel **IBM : IMS - DL 1 - CICS** ou sur matériel **DEC** et vous êtes familiarisé avec la méthode de programmation structurée ou la méthode **MERISE**

Vous connaissez le domaine de la banque ou de l'administration au travers d'une SSII, d'une grande banque ou d'une entreprise publique.

Chez SG2, l'une des premières SSII françaises, 4500 personnes, à forte expansion sur le marché national et le marché international : tous les moyens seront mis à votre disposition pour vous imposer rapidement en véritable chef de projets. Ainsi, nous vous proposons dès votre intégration l'étude de projets concernant des applications de gestion faisant appel aux techniques avancées en matière de méthodologie, d'organisation et d'informatique.

Travaillant dans un environnement favorable, votre souplesse d'adaptation, votre esprit d'entreprise, votre ouverture à la diversité, votre créativité seront des atouts déterminants à votre évolution rapide vers des responsabilités de véritable patron autonome.

Informaticiens avec première expérience

Futurs chefs de projets en informatique

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf. YR 37 M à SG2, Direction du Recrutement, 12-14 avenue Vion-Whitcomb - 75016 Paris.

SG2 : La maîtrise de l'informatique.

média-system

Un Groupe Bancaire en expansion, recherche pour son département Organisation et Informatique un

ORGANISATEUR

confirmé HF

Il sera chargé des études et de la mise en place des procédures dans le cadre d'une opération de décentralisation des crédits.

Le candidat recherché a une formation supérieure de gestion (Maîtrise ou Ecole de Gestion) et une première expérience de 2 à 4 ans en informatique ou organisation en environnement bancaire de préférence. Une culture informatique est souhaitée.

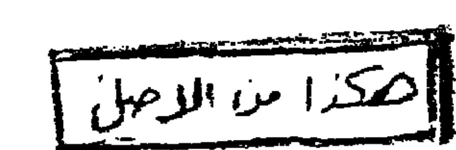
De bonnes qualités de contacts et des aptitudes pédagogiques sont indispensables.

Des évolutions de carrière seront possibles dans les différentes unités du Groupe.

Adresser C.V. détaillé en précisant votre salaire actuel, sous référence MO 49 à :

CGS CARRIERES

56 Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS

le produit senior

PA



de l'analyse des coûts

UAP

easurer
crétaire général

AGRICOLE

ond Trader"

ANISATEUR
onfirmé HF

Ingénieur d'affaires composants opto-électroniques

RCA New product Division Components (tubes de puissance, photomultiplicateurs, détecteurs à semi conducteurs...) recherche le responsable de ses ventes sur la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, le Bénélux, la Grèce et la Turquie.

Grâce à sa compétence technologique, sa connaissance du marché et l'appui qu'il trouvera auprès de l'équipe Marketing du groupe, située aux Etats-Unis, il commercialisera nos produits, après diagnostic, auprès d'une clientèle professionnelle et de nos distributeurs.

C'est un ingénieur ayant 5 années d'expérience commerciale réussie, capable d'une très grande autonomie et de voyages nombreux sur l'Europe. Il maîtrise la langue anglaise.

Localisé à Paris, il bénéficiera d'une rémunération attractive, d'avantages divers et d'une voiture de société.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 409254 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

Centre Technique (plus de 100 personnes) recherche

le chef de son service administratif

(Le poste recouvre les fonctions Personnel, comptable, juridique, social et de gestion), en raison du départ à la retraite du chef de service actuellement en place.

- *Titularisation à l'issue du stage d'un an.*
- *35 ans minimum.*
- *Formation universitaire ou grande école.*

Ayant pratiqué, dans un poste similaire, des différentes disciplines nécessaires à la maîtrise d'un service de cette nature et, en outre, de la mise en place et l'utilisation de systèmes informatisés, - doit savoir concilier rigueur et sens des relations humaines.

En mesure d'intégrer l'entreprise dans un délai aussi court que possible.

*Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo s/réf. 8941 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.*

Formation et recrutement

Nous sommes une entreprise française multinationale. Nous vous proposons un poste d'adjoint du directeur du personnel et des relations sociales.

Vous connaissez les techniques de l'assurance, secteur dans lequel vous avez vécu une première expérience.

Votre mission :
- **préparer et assurer le suivi du plan de formation,**
- **susciter et coordonner les actions de formation interne et externe,**
- **conduire un ou deux stages par an,**
- **participer au recrutement du personnel Employés et en suivre l'insertion,**
- **animer le secrétariat de coordination des groupes «droits d'expression des salariés».**

Agé de 30 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous pratiquez facilement la langue anglaise.

La gestion des ressources humaines vous paraît essentielle et vous attire. Le poste est basé à Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 9631M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SYSTÈME D'INFORMATION

Software AG France, Filiale de Software AG, leader sur le marché mondial des DB/DC depuis 14 ans : ADABAS – NATURAL – PREDICT – COMPLETE – CON-TEXT – NETWORK fête avec succès sa première année d'existence.

La structure de base existe mais elle cherche à s'adjoindre de nouveaux talents pour conduire son développement.

ingénieur commercial

ayant une expérience réussie de 2 à 3 ans de la vente de logiciels dans une SSCI ou chez un constructeur (IBM, DEC...).
Ce poste peut convenir également à des informaticiens de formation technique connaissant les domaines cités.

ingénieur consultant

ayant une expérience technique de 3 à 5 ans dans les domaines suivants :
Systèmes de gestion de bases de données, Télétraitement, Micro-Informatique (IBM PC/XT).
Ce poste s'adresse à des informaticiens désirant évoluer vers des responsabilités complètes nécessitant une autonomie d'action.

Nous aimerions vous informer très librement de la société et des postes proposés.
Pour cela, contactez-nous directement :
Michel GENIAUX pour le poste d'Ingénieur Commercial,
Michel DOUCET pour le poste d'Ingénieur Consultant,
SOFTWARE AG France, 55, rue d'Amsterdam 75008 Paris. - Tél. : (1) 281.30.11.

Discrétion assurée.



FRANCE

La voie droite du relationnel.

deb's

SECRETAIRE DE DIRECTION GENERALE

Pour le Président du Directoire de la filiale d'un important groupe allemand de réputation mondiale.

Cette personne, devra faire preuve de plusieurs années d'expérience au sein de la Direction Générale d'une firme internationale ou elle aura assuré la tenue du secrétariat et effectué un travail de liaison et de coordination au plus haut niveau.

Connaissance parfaite de la langue allemande.

Anglais souhaité.
Lieu de travail : Ouest de Paris.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 1250 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra -
Discrétion et réponse assurées.

PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INF
INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERPECTIVES INFORMATIQUE NO
NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIV

Chef de Projet

SEITA - Direction des Systèmes d'Information

La SEITA, Société Nationale à vocation industrielle et commerciale employant 8500 personnes, réparties en 40 établissements, conduit dans le cadre d'un schéma directeur décidé au plus haut niveau, une politique de développement en informatique, bureautique, télécommunication et robotique.
Le Département Etudes de la Direction des Systèmes d'Information situé à Paris est le Conseil en informatique des Directions fonctionnelles, opérationnelles et commerciales de la SEITA. Nous sommes équipés d'un ordinateur central (avec langage de 4ème génération) et d'un réseau, basé sur Transpac, de plus de 150 mini et micro-ordinateurs.

Votre mission : Vous concevez, développez et mettez en place des applications spécifiques, dans des domaines divers en utilisant plusieurs gammes de matériels interconnectés. Vous élaborez le cahier des charges avec les utilisateurs et coordonnez les activités de votre équipe de développement. Maître d'œuvre de votre projet, vous en êtes responsable jusqu'à sa validation définitive.

Votre compétence : vous avez une formation d'ingénieur et exercez depuis au moins 3 ans dans des fonctions similaires. Vous maîtrisez BASES DE DONNEES et TEMPS REEL. Vous aimez la technique mais estimez que rencontrer les besoins des utilisateurs est la pierre angulaire de votre mission.

Votre intégration : nous vous offrons une rémunération motivante et de larges perspectives de carrière au sein de la SEITA.

Merci d'adresser votre candidature à Christine DEFECHE (lettre manuscrite, C.V., prétentions) qui l'étudiera en toute discrétion, sous référence 22108/M à SELE-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

sélé CEGOS INFORMATIQUE

GROUPE BULL
L'INFORMATIQUE FRANCAISE

développe une machine scientifique à hautes performances nommée ISIS

ISIS a ses gènes
BULL lui a donné une âme
Maintenant elle réclame la vie

Vous seuls, Ingénieurs Electroniciens et Ingénieurs Systèmes concernés par ce défi, pouvez contribuer à sa naissance.

Ses géniteurs, spécialistes de la conception, ont réalisé pour vous le bilan de l'échographie :

- ensembles logiques en technologies rapides à réaliser
- premiers prototypes à développer et mettre au point
- système d'exploitation à concevoir.

Venez rejoindre l'équipe située à l'ouest de Paris.
Ecrivez à Véronique BOURLET
Cii Honeywell Bull
94, avenue Gambetta
75020 Paris
sans omettre la réf. de l'annonce : 452 M

Bull

LÉVI TOURNAY

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

PARIS AFFAIRES JURIDIQUES

Juriste confirmé en droit des affaires H/F

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires, il aura un rôle d'étude et de conseil auprès des différentes Directions et Filiales du groupe dans les domaines les plus variés, notamment dans le domaine international.

Le poste nécessite des connaissances approfondies en Droit interne et international des affaires et une maîtrise de l'anglais.

Le candidat devra avoir une expérience d'environ 5 ans acquise dans le cadre du Service Juridique d'une banque d'affaires, d'une importante société industrielle et commerciale ou d'un cabinet juridique.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous référence 321 JP à

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

CAMPENON BERNARD
(16 000 personnes - C.A. 6,2 milliards)
recherche un cadre

AUDIT-CONTROLE DE GESTION

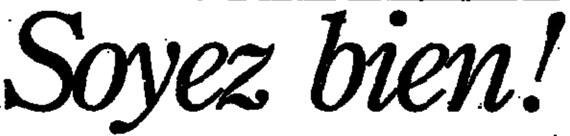
pour prendre en charge l'Audit périodique des succursales ou sous filiales étrangères (15) et la centralisation régulière des informations comptables et de gestion (reporting).

Il assistera ces établissements dans leur organisation et dans la mise en place de procédures nouvelles ainsi que dans le suivi des réglementations locales en matière comptable et fiscale.

Le poste conviendrait à un homme de formation supérieure comptable (D.E.C.S.) ou Ecole Supérieure de Commerce option finance / compta. complétée par une expérience d'auditeur de quelques années, acquise soit dans un groupe fortement international, soit dans un cabinet d'Audit international. La pratique courante de l'anglais est nécessaire, celle de l'allemand ou de l'espagnol est souhaitée. Des connaissances ou l'expérience de l'informatique de gestion seraient appréciées.

Le poste est basé à PARIS et implique des déplacements (50 % du temps) dans le monde entier.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous la réf. 1021 M
CAMPENON BERNARD - Monsieur RENOTTE
92 / 98, bd Victor Hugo 92115 CLICHY.



Soyez bien!

*Tout simplement comme les **femmes et les hommes** passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.*

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, sur des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Ingénieurs Commerciaux Expérimentés.

Soyez bien : vous possédez une formation commerciale ou technique supérieure, 3 à 5 ans d'expérience commerciale en informatique, la volonté de participer à notre développement sur toute la France et la capacité de prendre rapidement des responsabilités.

Dans le cadre de grands groupes ou de secteurs économiques, vous dialoguerez avec "ceux qui décident", vous participerez à leurs plans informatique et vous leur proposerez une véritable solution.

Soyez bien : faites votre choix entre Paris Nord, Paris Sud, Strasbourg, Lyon et Marseille et prenez tout simplement contact avec le Département des Ressources Humaines et Développement sous réf. M 112
2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 - 91004 Evry Cedex

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Curriculum

Chef de l'administration commerciale

bilingue allemand

Société allemande spécialisée dans la fabrication d'électrovannes s'adressant à une clientèle professionnelle (industrie, ingénierie, revendeurs) recherche, pour sa filiale de vente française (Paris), le futur **chef de l'administration commerciale.**

Il prendra en charge l'ensemble de la gestion, notamment les stocks et l'approvisionnement, le traitement des commandes, l'organisation générale et, successivement, la gestion budgétaire et la comptabilité. Il participera activement aux décisions commerciales et remplacera le directeur commercial pendant son absence.

C'est un homme ambitieux avec une bonne formation et une solide expérience dans une fonction similaire. Il est bien organisé et orienté vers l'efficacité. Il exercera sa fonction dans un dialogue de confiance avec la maison-mère.

La connaissance de la langue allemande est nécessaire.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite + photo, sous réf. 2446 à

Conseillers de Direction franco-allemands
Klaus W. Herterich
44, rue La Boétie
75008 PARIS
Téléphone : 563.49.24
interconseil

MEDIA PA

SLIGOS

DE RÉELLES OPPORTUNITÉS POUR DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DE FORMATION SUPÉRIEURE COMMERCIALE OU DE GESTION

Vous souhaitez intégrer un Groupe important (1800 personnes, 563 millions de francs en 1983 avec un taux de progression de 24%) dont l'image de marque positive et le sérieux sont reconnus sur le marché français.

Vous désirez collaborer dans une structure qui offre une formation complémentaire sur ses techniques et ses méthodes et qui renforce vos compétences par une actualisation de vos connaissances et un développement de vos aptitudes.

Vous êtes attirés par :

- des produits informatiques (micro-ordinateurs + progiciels) performants et réputés auprès des cabinets comptables et des entreprises,
- des contacts avec une clientèle de haut niveau,
- une carrière à larges perspectives d'évolution qui permet d'accéder, par promotion interne, à des responsabilités étendues,
- une rémunération calculée en fonction de votre acquis et qui est garantie intégralement pendant la période de formation de 3 mois.

Alors, si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser lettre manuscrite, + CV + photo en précisant notamment les villes ou les régions qui vous conviennent à la DIRECTION DES AGENCES DE FRANCE DU GROUPE SLIGOS, 27, bd de Courcelles, 75008 PARIS en mentionnant la référence GB 09/84. Réponse et discrétion assurées.

Les postes sont à pourvoir au sein de nos agences de PARIS et de Province pour maintenir et développer la clientèle.

Quelques implantations de SLIGOS : AGEN - ANGERS - ANNECY - ARRAS - BESANÇON - BORDEAUX - BREST - CAEN - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LILLE - LYON - MARSEILLE - MONTPELLIER - NANTES - NICE - PARIS - RENNES - ROUEN - SAINT-ÉTIENNE - TOULOUSE - TOURS - VALENCE.

GROUPE SLIGOS

HAVAS CONTACT



BANQUE LOUIS-DREYFUS
AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

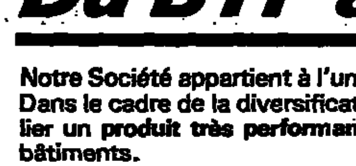
recherche

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE

• Le poste :
- gérer des portefeuilles de valeurs mobilières sous mandat en assurant les tâches administratives immédiatement liées à cette gestion,
- étudier et monter les crédits personnels, surtout immobiliers, de sa clientèle.

• Le candidat :
- environ 3 ans d'expérience,
- connaissance affirmée de l'activité Titres et des crédits aux particuliers, du droit et de la fiscalité liés à la gestion patrimoniale,
- excellente présentation et goût des contacts,
- lecture de l'Anglais appréciée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.



Du BTP au marketing !

Ingénieur BTP ou architecte

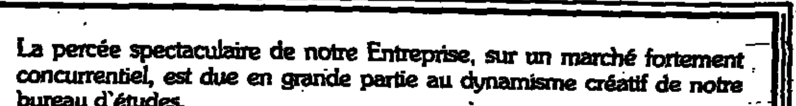
Notre Société appartient à l'un des tout premiers groupes chimiques mondiaux. Dans le cadre de la diversification de nos produits, nous fabriquons en particulier un **produit très performant** destiné à la protection contre le feu dans les bâtiments.

Pour élargir son développement sur le territoire français, nous souhaitons rencontrer un **chef de produit** qui saura définir une politique marketing, mener des actions et les négociations avec les administrations, les prescripteurs et les organismes concernés par la Sécurité.

Ingénieur BTP ou Architecte entreprise, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans environ dans l'industrie du bâtiment. Vous pratiquez l'**allemand de façon courante, ainsi que l'anglais** et souhaitez évoluer vers une fonction marketing avec, à moyen terme, des perspectives d'évolution liées au développement de votre produit.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V., photo d'identité et prétentions en précisant bien sur l'enveloppe la réf. 3156/LM à **MEDIA P.A.** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées.)

MEDIA PA



La percée spectaculaire de notre Entreprise, sur un marché fortement concurrentiel, est due en grande partie au dynamisme créatif de notre bureau d'études.

Nous recherchons notre

ADJOINT AU DIRECTEUR DU BUREAU D'ETUDES

Ce poste convient particulièrement à un ingénieur expérimenté (ENSAM, CNAM, ECP, INSA,...) attiré par l'électronique industrielle.

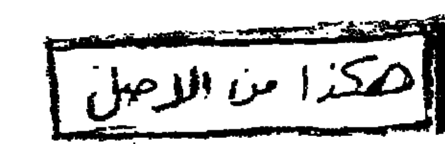
Il aura pour mission de concevoir et d'adapter les produits tant sur le plan mécanique qu'électronique.

La sensibilité à l'esthétique sera un critère important de sélection.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à

LUTRANA

LUTRANA
68, avenue Gambetta
93170 BAGNOLET
sous la réf. 545 / 217



ENTREPRISE NATIONALISÉE

recrute pour

SON CENTRE DE RECHERCHES

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Possédant des connaissances approfondies dans le domaine des théories de l'endommagement, de la mécanique de la rupture et du comportement en fatigue des matériaux, et maîtrisant les méthodes de calculs correspondants.

Il aura pour mission de définir, de concevoir et de mettre au point des essais visant à étudier le comportement de structures sous sollicitations mécaniques diverses et sous chargements dynamiques combinés.

Formation : ingénieur ou Docteur, spécialisé en mécanique, disposant éventuellement d'une expérience dans un poste similaire.

Envoyer lettre avec curriculum vitae et photo à
RÉGIE-PRESSE, sous nº 294.809 M,
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Plusieurs postes Orsay (91)

INFORMATICIEN...? INGENIEUR...?

Ingénieur d'abord : issu d'une grande école, vous connaissez l'automatisme ou l'électronique ou les bases de mécanique qui permettent de traiter les capteurs ou les servocommandes, vous avez élargi vos activités et vous êtes maintenant :

...rompu à la conception de logiciels,

maîtrisant les langages Pascal, C, Fortran ou Cobol, habitué à structurer les applications dans l'optique, «Assurance Qualité».
Alors, Informaticien... Ingénieur... qu'importe si vous avez envie de participer à des projets importants mettant en œuvre les technologies avancées et l'informatique du futur.

csee

Spécialiste mondial de systèmes complexes de télécommande et de surveillance de haute fiabilité.

Ecrire sous référence MD 400 à C.S.E.E. - Direction des Relations Humaines
17, place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

PARTICIPEZ AU DEVELOPPEMENT D'UNE PME INTERNATIONALE

Nous sommes la filiale française d'un groupe leader sur son marché dans le secteur des produits de second œuvre pour le bâtiment, siège commercial de toute l'Europe du Nord.
Nous nous développons sur de nouveaux marchés avec des produits diversifiés et souhaitons renforcer notre équipe en créant deux postes rattachés à la Direction Générale :

RESPONSABLE EXPORT
ALLEMAND-ANGLAIS COURANTS (Réf. M924)

Vous avez 30 ans environ, une expérience réussie de la vente, des qualités certaines d'animateur et témoignez d'une grande mobilité (60% de déplacements).
Nous vous conférerons la responsabilité du développement de notre CA à l'Export : animation de nos agents, négociation autonome des accords commerciaux, suivi des affaires réalisées, participation à la politique commerciale de notre société.

ATTACHE DE DIRECTION
DEBUTANT (Réf. M923)

Diplômé d'une Ecole de Commerce, vous êtes motivé par un poste très complet au sein d'une PME qui souhaite à moyen terme vous faire évoluer dans des fonctions opérationnelles. Vous aurez la responsabilité des Etudes Marketing et financières et participerez à la gestion et à la promotion de notre société auprès d'un dirigeant jeune et enthousiaste.
Anglais courant nécessaire.

Ces deux postes sont situés en Banlieue Nord Ouest de Paris.
Les consultants à qui nous avons confié cette recherche attendent rapidement votre dossier de candidature (et vos prétentions de salaire).
Assistance Internationale en Recrutement. 132 av. de Villiers - 75017 PARIS.

PFA, c'est un nouveau nom dans le monde de l'assurance. Une marque qui dynamise l'histoire de compagnies reconnues : La Préservatrice, La Foncière ont décidé de mettre en commun leur puissance et leur notoriété. PFA, c'est aujourd'hui 3000 personnes, 1000 agents généraux en France, 46 représentations à l'étranger. Pour situer PFA, deux chiffres : 5,2 milliards de francs de CA et 2,6 millions de contrats en cours.

MAITRISE DE DROIT PRIVE

Jeune juriste nous vous confierons, après formation à nos techniques, les fonctions d'inspecteur sinistres.

Vous
- → procédez à des enquêtes, appréciez les responsabilités et préjudices.
- → assurez la phase de transaction et suivez l'affaire au cours d'une éventuelle procédure judiciaire.
- → effectuez pour le compte de PFA les règlements.

Au delà de votre aisance naturelle, vous êtes mobile, autonome et possédez des qualités rédactionnelles, un goût pour l'analyse, la synthèse et la résolution de problèmes.

PFA

Pour un premier entretien, nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V. et photo ss réf. CD 302 à PFA - Emplois et Carrières, Catherine DANGER -
18, rue de Londres - 75457 PARIS CEDEX 09.

Préservatrice Foncière Assurances

J'AI 2 PASSIONS LA PRESSE ET L'INFORMATIQUE

J'aimerais les vivre chez un grand constructeur de micro-informatique, un constructeur qui fait et qui va faire encore parler de lui. Avec la presse, que je connais bien (générale et spécialisée), je saurai qui appeler pour avoir un papier. Et sans être un(e) pro de l'informatique, je saurai trouver les arguments nécessaires parce que j'aime tout ce qui touche au produit. C'est avec la même diplomatie que j'entretiendrai de nombreux contacts avec tous les services de la société, son réseau de distribution, les sous-traitants... Je montre toute mon efficacité pour la mise en place et l'animation d'un comité de communications, pour la synthèse des articles et des communiqués de presse. J'assure aussi les relations média et, le Directeur du Marketing auquel je reporte, me met, à terme, en première ligne pour l'ensemble des relations extérieures.

Que mettre dans mon CV ?
Une école d'ingénieur, de commerce, l'EFAP ou le CELSA ?
Dois-je dire aussi que je suis bien bilingue anglais, que je suis bon(ne) en rédaction ?
Je me doutais bien que l'envergure du poste mérite un tel profil.
Et puisque je m'y retrouve, j'écris vite sous réf. 946 aux Consultants d'ALPHA CDI chargés de cette recherche.
ALPHA CDI - 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

Nous sommes une société française de 5.000 personnes dont 600 ingénieurs et cadres réalisant plus de 2 milliards de C.A. Nous développons nos activités
INGENIERIE ET CONSTRUCTION CLES-EN-MAIN A L'ETRANGER.
Nous recherchons des

ingénieurs B.E. 170.000 F +

Sous l'autorité du Responsable du Service, ils seront chargés des études techniques et de la coordination avec les bureaux extérieurs. Ils animent une équipe de techniciens. Il est requis un diplôme d'Ingénieur (INSA, AM, TP), une première expérience (3-4 ans) dans une société de Bâtiment ou d'Ingénierie TCE et des connaissances solides en BA et charpentes métalliques.
Anglais indispensable. Postes basés à PARIS SUD. Déplacements à prévoir à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre man., sal. act., tél. pers.) sous la référence 30 L à :

Hervé Le Bout Consultants - 11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 265.38.39

AFCOREM

RC particuliers votre spécialité

Société d'assurances IARD à forme mutuelle, nous avons une gestion participative originale. Notre réussite en responsabilité civile individuelle est indiscutée : près de 6 millions d'assurés. Notre implantation est véritablement nationale et très décentralisée.

Notre Département Technique voudrait vous confier la supervision de la gestion de tous les sinistres. Bras droit du responsable du département votre compétence vous permettra d'assurer en outre des missions ponctuelles d'étude ou d'organisation, le poste est évolutif.

Il faut pour réussir une solide formation en droit, une très bonne connaissance de la jurisprudence, une importante expérience exploitation assurance IARD, un sens de l'organisation, un goût certain pour l'animation participative, une autorité naturelle s'appuyant sur une compétence reconnue.

Le poste est à pourvoir en province à 1 heure de Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence R 4966M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec



Jeunes diplômés : HEC, ESSEC, ESCP, IEP Paris...

Entrer dans la vie professionnelle en choisissant la Banque, c'est aborder la réalité économique dans sa globalité mais aussi dans sa diversité.

Jeunes diplômés, vos connaissances en analyse financière et en droit des affaires n'ont pas entamé votre motivation pour une activité commerciale.
Nous vous proposons aujourd'hui d'intégrer la Direction de l'Exploitation d'un établissement bancaire privé.
Selon votre expérience, vous suivrez une période de formation personnalisée qui vous familiarisera avec le système bancaire, nos méthodes et nos produits.

De votre réussite à ce premier poste dépendront votre évolution et votre orientation futures.
Nous serons toujours présents pour en discuter avec vous.

Vos dossiers de candidature sont à adresser à M. Dominique MARCHAND, BANQUE SUDAMERIS FRANCE, 12, rue Halévy, 75009 PARIS.

BANQUE SUDAMERIS FRANCE

CADRE COMMERCIAL
France & Exportation

Constructions Electriques
Proche banlieue Est Paris

Une société française (plusieurs milliers de personnes) filiale d'un groupe industriel international leader mondial dans différents secteurs d'activités recherche UN CADRE COMMERCIAL France et Exportation pour l'une de ses divisions. Sous l'autorité du chef du service commercial et en liaison avec le service central export de la Société, il participera à l'étude des appels d'offres, à la définition des produits si nécessaire et aux études de prix. Il suivra une clientèle géographiquement dispersée (Europe, Afrique, Moyen Orient, Extrême Orient) afin de promouvoir les produits. Il aura sur le terrain une action d'animation technico-commerciale. En France, il réalisera des études de marchés et il participera au lancement et à la promotion de produits nouveaux, de même qu'il aura une action d'animation auprès des agents du réseau de vente. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation type ESC ou Ingénieur et parlant couramment anglais, possèdera au moins 5 ans d'expérience acquise dans une fonction commerciale ou technico-commerciale au sein d'une entreprise industrielle dont les frabrications mettent en œuvre des technologies variées. Ce poste implique environ 40% du temps en déplacement.
Ecrire sous référence 720/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 Paris.
Discrétion assurée.

AFCOREM

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche pour une de ses divisions qui regroupe un ensemble de PMI (600 personnes et plus de 500 millions de CA).

Un jeune responsable marketing
HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent

Il s'agit de la création et du développement de la fonction Marketing pour des produits industriels de large diffusion.
Réelles possibilités d'évolution de carrière au sein de la division ou du groupe.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. SE 500 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

LCE — LOGISTIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR

VENDRE DU TRANSIT MARITIME

Nous sommes une importante Société de Transport international et nous souhaitons dans le cadre de notre développement, étoffer sur PARIS notre équipe commerciale avec plusieurs NEGOCIATEURS de haut niveau possédant une expérience réussie de la VENTE et de l'ORGANISATION de contrats de Transports Maritimes, si possible d'Equipements Industriels clefs en mains.
Cette expérience devra avoir été acquise dans une Entreprise de Transit ou chez un Exportateur. La compétence technique qu'ils exprimeront dans leurs cotations et leur gestion ainsi que la qualité de leur communication commerciale seront déterminantes dans la réussite dans notre Société.
Possibilité de GAINS IMPORTANTS et mise à disposition d'un véhicule de fonction, après confirmation dans le poste.
Connaissance de l'ANGLAIS et mobilité géographique indispensables.
Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1301 M

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

AFCOREM

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Importante société de Haute-Couture de renom international - Paris 8ème recherche :

ATTACHE(E) de DIRECTION

pour assister le directeur international dans la gestion de contrats de licences :
- *suivi administratif des dossiers (courriers, contacts téléphoniques),*
- *contrôle de la bonne application des obligations contractuelles des licenciés (fabrication, distribution, résultats),*
- *établissement de budgets et compte d'exploitation.*

EXIGENCES :
- *formation supérieure de gestion,*
- *parfaite maîtrise de l'anglais - espagnol ou allemand apprécié,*
- *expérience de gestionnaire de 3 à 5 ans,*
- *aptitude à travailler avec outil informatique (micro-ordinateur),*
- *excellente présentation et goût des contacts.*

Ecrire avec C.V., photo, salaire actuel et prétentions sous réf. 3543 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

La Direction Systèmes de Traitement de l'Information (Paris-La Défense) d'une importante affaire (1100 p) proche des milieux aéronautiques et intervenant partout dans le monde cherche

•un ingénieur bureautique et organisation industrielle (réf. 4563 LM)

•un ingénieur d'études (réf. 4564 LM)

Le rôle du premier ingénieur consiste à appliquer, dans les entreprises clientes, les techniques de la bureautique et de l'organisation industrielle pour redéfinir la circulation des documents et leur archivage ; tandis que le second étudie et réalise les systèmes Hard et Soft à mettre en place.

Ingénieur débutant, vos projets de stages et/ou vos goûts vous orientent vers la conception de logiciels et de systèmes de traitement de l'information en milieu industriel. Vous connaissez bien l'anglais et visez à acquérir une solide compétence sur des techniques de pointe.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante.



MEMBRE DE SYNTEC

Filiale d'un Groupe européen
Banlieue Ouest
Secteur industriel en expansion, recherche

CADRE ADMINISTRATIF H.F.

Jeune diplômé d'une École Supérieure de Commerce ou équivalent, une de ses premières missions sera d'animer le service d'administration commerciale en y introduisant de nouvelles procédures.

Vous serez responsable avec votre équipe de la gestion performante des dossiers clients (commandes et offres de prix).

Vous avez quelques années d'expérience dans un poste similaire. Ce poste rattaché directement à la Direction Administrative et Financière doit évoluer vers une assistance plus élargie auprès de celle-ci.

Pratique de l'anglais courant et connaissance de l'outil informatique indispensables.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 1146 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

FILIALE IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche

POUR PROMOUVOIR SON DÉVELOPPEMENT

UN INGÉNIEUR SPÉCIALISTE EPOXY-POLYURÉTHANES

(30 ans minimum)

POUR ANIMER SON LABORATOIRE DE PRODUITS ET REVÊTEMENTS INDUSTRIELS

Formation :

Ingénieur chimiste diplômé + connaissances gestion ou marketing et langues appréciées.

Responsabilités :
- Recherche et développement produits ;
- Formulation, process, contrôle qualité ;
- Assistance technique clientèle.

EXCELLENTES PERSPECTIVES D'AVENIR.

Adresser c.v. manuscrit + photo + prétentions sous nº 8.377 *le Monde* Pub., services annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



ENTREPRISE NATIONALISÉE

recherche

INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE SCIENTIFIQUE

DÉBUTANT OU AYANT 1 à 2 ANS D'EXPÉRIENCE, pour occuper la fonction de Traducteur Documentaliste :

- **Très bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand exigée pour traductions techniques orales ou écrites ;**
- **Participation à diverses activités documentaires réalisées avec le concours de moyens informatiques : bibliothèque, photothèque, approvisionnements.**

Evolution vers d'autres fonctions techniques ultérieurement.

Lieu de travail : région parisienne, banlieue Nord.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous nº 294.810 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Filiale 250 salariés
RESTAURATION D'ENTREPRISE

Installée à l'intérieur d'un très impt ENSEMBLE INDUSTRIEL en Grande Banlieue OUEST Paris rech. suite promotion titulaire actuel

JEUNE CHEF DU PERSONNEL

RESPONSABLE DE L'ENSEMBLE DE LA FONCTION pour 250 salariés dont 7 Cadres (2/3 de femmes). Dans un environnement très industriel, C'EST DANS LE DOMAINE DES RELATIONS HUMAINES QU'IL SAURA FAIRE PREUVE DE TOUTE SON HABILETÉ ET DE SON SAVOIR-FAIRE pour résoudre sur le terrain les problèmes d'ordre individuel ou collectif.

POSTE VOULU ÉVOLUTIF
DANS UN GROUPE D'ACTIVITÉS DE SERVICES DE TAILLE INTERNATIONALE

INDISPENSABLE
- **H. ou F. - Formation supérieure, AVEC BONNES CONNAISSANCES DU DROIT SOCIAL**
- **2 à 5 ans d'EXPÉRIENCE dans un poste SIMILAIRE DE CHEF DE PERSONNEL sur le terrain (USINE, Hypermarché,...)**

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et *rémunération*) sous réf. 8111 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

BANQUE LOUIS-DREYFUS

APPILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche

JEUNES EXPLOITANTS Clientèle Entreprises

ayant

- une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sciences-Po ou ESCP, de préférence)
- environ 3 ans d'expérience bancaire dont au moins 1 an d'exploitation axée sur les entreprises (moyennes et grandes),
- une forte motivation pour une activité commerciale et une bonne sensibilisation au risque bancaire.

Nous recherchons des candidats rapidement adaptables, évolutifs, à qui nous offrons à terme des possibilités d'évolution dans l'Exploitation domestique mais aussi internationale et financière.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE SUD DE PARIS
recherche

UN TECHNICIEN AUTOMATICIEN

FORMATION SOUHAITEE : BTS.

pour étude et réalisation de l'automatisme industriel appliqué à des systèmes de manutention isolés.

Adresser C.V., photo et prétentions s / réf. 1306 à
SIETAM
42 / 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

---

arianespace

recherche pour sa Direction Administrative et Financière à EVRY

CADRE COMPTABLE

Vous serez chargé d'études comptables sur l'analyse des prix et la formation des coûts. Une expérience du secteur aéronautique serait appréciée.

Adresser lettre + curriculum vitae + photo et prétentions à ARIANESPACE - Direction Administrative et Financière
BP 177 - 91006 EVRY CEDEX

VOUS ETES ATTIRE PAR
L'INFORMATIQUE
FAITES AVEC NOUS UNE CARRIERE
D'INFORMATICIEN

Nous sommes une Société Parisienne renommée, de Services et Ingénierie en Informatique et recherchons de **JEUNES COLLABORATEURS** *ayant plusieurs années d'études supérieures, dégagés des obligations militaires et libres rapidement.*

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo sous *réf.* 98419 E à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

Société d'Ingénierie Informatique

recherche des

ingénieurs informaticiens

de 1 à 8 ans d'expérience

pour développer des applications industrielles sur mini et micro (VAX, PDP 11 sous RSX, INTEL 8086 ...) dans des domaines tels que la **Robotique, l'Automatisme, le Contrôle de Processus...**

Merci d'adresser votre dossier sous réf. R.09.1 à

THIQUE
18, Champs-Elysées - 75008 Paris

Importante Société Sud de Paris
recherche

UN INGENIEUR AUTOMATICIEN

responsable de la conception et de la réalisation de systèmes automatisés appliqués à la manutention.

FONCTIONS :
— suivi de la constitution des dossiers d'exécution et de conception à partir de matériel électromécanique (contacteurs, relais, etc...).
— définition du fonctionnement et élaboration de l'analyse fonctionnelle,
— utilisation et mise en œuvre d'automates programmables faisant largement appel « au traitement calcul » (gestion des flux de charges, suivis, comptages, etc...),
— respect d'un budget,
— contacts clients.

FORMATION SOUHAITEE : INSA ou ENI.

Adresser C.V., photo et prétentions s / réf. 1305 à
SIETAM
42 / 48, avenue du Pdt Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON

Responsable contrôle qualité HF

Parfums BOURJOIS recherchent pour leur établissement de PANTIN un responsable contrôle qualité.

Il se verra confier l'application du cahier des charges à l'ensemble des produits au cours du cycle de production.

Il participera à la politique de qualité des centres de production, notamment en proposant à la production des solutions techniques pour la standardisation des produits.

Une expérience similaire est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à **Parfums BOURJOIS** - Service du Personnel - 40, rue Delizy - 93500 PANTIN.

MEDIA BA

BOURJOIS

SOCIETE COMMERCIALE REGION PARISIENNE
ayant grande clientèle industrielle et un C.A. dépassant 200 millions de F.
recherche

Président Directeur Général de 37 à 55 ans

Expérience de la gestion et du commerce

Ecrire sous réf. 1159 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, *qui transmettra.*

LE PREMIER CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
recherche pour
REGION PARISIENNE et PROVINCE

SPECIALISTES EN DROIT SOCIAL DE HAUT NIVEAU

Expérience professionnelle 3 ans minimum exigée :
- soit dans un cabinet de conseils en droit social.
- soit dans le Service Personnel d'une grande Entreprise.
- soit dans un organisme professionnel.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo avec prétentions s / réf. 9282 à
VALENS CONSEIL - BP 359
75064 PARIS Cédex 02.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Nous vendons en Europe des équipements électroniques de précision pour l'industrie des semi-conducteurs.
Nos ventes et services sont dirigés par notre siège social en Suisse.
Nous rech. pour notre clientèle en France et en Belgique un

INGÉNIEUR DE VENTE
ET
UN ÉLECTRONICIEN

ayant connaissances en mécanique pour l'installation et le service après-vente.
Nous possédons déjà à Paris un bureau.
Les candidats
devront posséder une bonne connaissance de l'anglais. La formation technique sera effectué en Allemagne et en Angleterre.
Les candidats devront faire parvenir leur cv en anglais à :

DISCO-SEIER AG
ESSLENSTRASSE 1
CH 8280 KREUZLINGEN. Tél. 19-41-72-54-44.

C.M.P.E. recrute
des CHARGES D'INFORMATION POUR ANIMER DES CENTRES D'INFORMATION RÉGIONAUX

NOUS SOUHAITONS :

- Connaissance des problèmes d'information locale (élus, autorités administratives, presse locale, population, etc.) ;
- Expérience réussie auprès de collectivités ou organismes publics en qualité de responsable de communication ;
- Capacité de concevoir, préparer et organiser des actions d'information, et en assurer le suivi.

NOUS OFFRONS :

- Un poste passionnant en province, en relation avec une équipe de professionnels jeune, dynamique et performante ;
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe ;
- Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience et de l'efficacité.

Si vous êtes passionné(e) par la communication et libre immédiatement, écrivez sous référence CIV/RP.
Soizick BEVAN, C.M.P.E.
59, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS.

Une puissante société industrielle française, à vocation internationale, implantée à la périphérie de Paris, recherche un

chef comptable

Professionnel expérimenté de la comptabilité, c'est un excellent technicien mais également un leader chargé d'animer une équipe d'une quinzaine de personnes ; du niveau DECS, il est parfaitement à l'aise avec la comptabilité générale, la fiscalité, la production d'états mensuels et l'utilisation de moyens informatiques.

Adresser dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous référence 21.640-M à

CLA RECRUTEMENT
56 RUE DE PONTHIEU 75008 PARIS
CLA

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
située à Paris, recherche

CHEF DE MISSION

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'Enseignement Supérieur, ayant acquis l'expérience de l'audit à un niveau de responsabilité de dossiers pendant 3 ans minimum.
Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à COGERCO 72, rue de Bellechasse 75007 Paris.

BANQUE PRIVÉE
8e arrondissement
cherche son

RESPONSABLE DU SERVICE ÉTRANGER

Jeune, diplômé de l'enseignement supérieur, vous maîtrisez parfaitement la réglementation des changes et la technique des opérations documentaires. Pratiquant l'anglais et éventuellement une autre langue, vous possédez des aptitudes à la pédagogie, au commandement, le sens de l'organisation, de l'aisance dans les contacts, le goût de l'autonomie... et de l'imagination : venez rejoindre une équipe de direction jeune et dynamique dans un établissement en développement.
Ce poste doit également comporter la supervision d'autres services de la banque (portefeuille, caisse).

Envoyer photo, C.V. et lettre manuscrite à :
Dieter NEUMAIER, 3, rue Marbeau,
75116 PARIS sous la réf. 502/A.

PME TÉLÉCOMMUNICATIONS
radio téléphones
Filiale d'un groupe industriel et commercial recherche :

UN CHEF DE PRODUIT

pour analyser le marché, négocier des accords de coopération, suivre les sous-traitances, animer les ventes.
L'anglais est indispensable.

UN RESPONSABLE DE DISTRIBUTION

pour rechercher des distributeurs, négocier les contrats de distribution, animer et gérer le réseau.
Fréquents déplacements à prévoir.

A 30 ans min. de formation supérieure, vous avez au moins 5 ans d'expérience de la fonction dans le domaine des biens professionnels ; télécommunications ou informatique.
Postes à pourvoir en R.P. ou proche banlieue nord.
Adr. c.v. + prétent. sous no 293.398 RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Société d'Expertise Comptable Parisienne
recherche

CHEFS DE MISSION, REVISEURS, ASSISTANTS

ayant expérience révisions, ainsi qu'un

COLLABORATEUR

de haut niveau pour expertises judiciaires.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à :
INTERCONSEIL, 37 rue d'Amsterdam, 75008 PARIS

O.S.C.M. de ville 25.000 h. banl. Paris, rech.

Direct. coordonnateur

30 ans min., solide expér. titul. dipl. nal. animat.
Env. C.V. à O.S.C.M., 32, rue de la République, 95400 VILLIERS LE BEL.

Société holding recherche

UN ANALYSTE

Pour le diagnostic, le contrôle et le financement de filiales immobilières.
Ce cadre de haut niveau devra posséder de bonnes connaissances en réglementation accession, comptabilité, droit des sociétés. Formation expertise comptable appréciée.
Ecrire C.V., prétentions s/no 8.417 LE MONDE Pub. service annonces classées 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE (PMI en forte expansion) recherche

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Vous êtes diplômés, débutants ou avec quelques années d'expérience.
Vous possédez une compétence microprocesseur (matériel ou logiciel).
Nous vous proposons de vous joindre à une équipe dynamique pour l'étude de produits originaux et performants.
Lieu de travail : PARIS.
Envoyer C.V. au Service du Personnel, réf. 242 S.M.E., 88, rue Didot, 75014 PARIS.

LAMIS INFORMATIQUE recherche

INGÉNIEURS

Logiciel pour application temps réel. Connaissances matériel HP appréciées.
Contacter M. PIERRET au (3) 952-60-06 ou env. C.V. au 3 bis, rue des Ecoles, 78400 CHATOU.

Centre technique industriel pour études et recherches sur matériels et procédés de séchage et de thermoformage recrute

UN INGÉNIEUR
DE RECHERCHE CONFIRMÉ

Disposant d'une formation à la recherche, sanctionnée par un doctorat et complétée par quelques années d'expérience industrielle.
Bonnes connaissances de base en mécanique et thermique exigées.
Connaissances en régulation, automatismes, chaudières, traitements anti-corosion et ou rhéologie appréciées.
Le candidat doit être capable de s'intégrer dans une équipe de recherche de haut niveau, où il aura à développer sa propre activité et être apte à évoluer ultérieurement vers la prise de grandes responsabilités devant conduire au développement d'innovations industrielles.
Adresser C.V. et prétentions à : Centre Technique du Bois et de l'ameublement
Direction des études et recherches, 10, av. de Saint-Mandé, 75012 Paris.
L'étude des dossiers de candidature reçus commencera début novembre.

Association Gestionnaire de Foyers d'Hébergement pour Travailleurs Immigrés, rech.

GESTIONNAIRES ANIMATEURS DE FOYERS

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo s/réf. 2.236 M à I.C.A., 3, rue d'Hauteville 75010 PARIS qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
Recherche pour son siège social à Paris-5e.

JEUNE COLLABORATEUR(TRICE)

Titulaire du bac G1 + 1 ou 2 ans d'expérience pour études de dossiers de demandes de prêts.
Capacité en droit appréciée.
Salaire intéressant.
Avantages sociaux.
Ecrire sous réf. 1.249 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex, qui transmettra.

Sté agro-alimentaire
Leader sur son marché
recherche

COMPTABLE ANALYTIQUE

DÉBUTANT(E) ou 1re expérience pour suivi de la gestion d'une de ses usines.
DUT gestion, BTS comptabilité ou équivalent.
Adr. CV, lettre manusc., photo. et prét. au Pain Jacquet 44, r. de Pontoise 95870 Bezons.
A l'attention de Mme Queyrat.

ORGANISME MUTUALISTE Paris (11e), rech. JEUNE AGENT DE RELATIONS EXTÉRIEURES, bonne prés., salaire annuel 84.700 + av. sociaux, niveau bac + 2 ans.
Adresser CV + lettre manuscr. à no 30.049 Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 Paris (qui transmettra).

Recherche VENDEURS 1re FORCE à la commission pour visites boutiques informatiques Paris et province. Gros gains si capable.
Tél. : (3) 961-95-51 H.B.

UN CONSEILLER PÉDAGOGIQUE à mi-temps pour la formation de formateurs en alphabétisation et soutien technique aux associations ; nécessité expérience immigration et milieu associatif, fréquents déplacements en province, souvent en w.-e.
Salaire mensuel brut : 4.700 F
Candidature avant le 6 octobre 84 au CLAP, 25, rue Gandon, 75013 PARIS.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES
recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

pour ass. des développements :
- CAO.
- LOGICIEL DE BASE.
- LOGICIEL D'APPLICATION.
- TRANSMISSION.

Ecrire ou téléphoner :
78-80, avenue Gallieni
Tour Gallieni 1
93174 BAGNOLET CEDEX
360-13-54/55.

GENIOUS SYSTÈMES, rech

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R., SOLAR, PDP, 68000, 80/86... pour grands projets.
Tél. : 605-35-80.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC PORTE DE VERSAILLES
recherche

INFORMATICIENS
INGÉNIEUR SYSTÈME
CHEFS DE PROJET
PROGRAMMEUR

Minimum 2 ans d'expérience dans les domaines de bureautique micro et mini-informatique.
Ecr. avec C.V. et prétent. no MO 80.259 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

Sté de transports et transit maritimes, recherche

STÉNODACTYLO TÉLEXISTE

Libre de suite. Se prés. avec réf. TRANSAFRIC, 128, rue de Rivoli, PARIS-1er.

INFO'ROP

Société d'ingénierie recherche pour projets industriels

INGÉNIEURS D'APPLICATIONS

connaiss. MOTOROLA 6809
Contacter : INFO'ROP au 377-42-45
70, av. du Gal-de-Gaulle
94000 CRÉTEIL.

PSYCHOLOGUE

EN FREE LANCE, cherché par Cabinet pour recrutement.
805-34-90.

Revue mensuelle économique cherche rédacteur (trice)
Env. C.V. et prétentions à FFE, 25, rue L.-Sampaix, PARIS-10e.

Cherche PROFESSEURS ALLEMAND-ITALIEN-GREC
Tél. : 225-52-30.

URGENT, recherche

ATTACHÉ (E) DE PRESSE

pour éditeur rive gauche, domaine littéraire. Exp. secrétariat direction, culture, ouverture. Finesse d'esprit.
C.V. + ph. ss no T 068.402 M RÉGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

EXPERT-COMPTABLE PARIS-8e recherche

COLLABORATEUR

Niv. E.S.C. + DECS, ayant 2 ou 3 ans d'expérience en audit et commissariat aux comptes avec de bonnes connaissances fiscales et maîtrisant l'Anglais.
Perspectives de carrière très intéressantes.
Stage possible.
Env. C.V. dét. et prétentions sous no T 068.405 M RÉGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

TRADUCTEUR INTERPRÈTE

TRILINGUE (anglais, allemand) traduction de doc. techniques (biens d'équipement)
Ecrire avec C.V. et prétent.

VITRY

SCIAKY, 119, quai Jules-Guesde 94400.

GRANDE ÉCOLE cherche

2 JEUNES INGÉNIEURS

pour thèse Docteur Ingénieur en Génie Electrochimique et Biotechnologie
Env. C.V. à l'Ecole des Mines (GEB) 42023, St-Etienne Cedex.
Tél. : (77) 25-20-23.

Le Conseil Régional des Notaires de Versailles recherche inspecteurs en comptabilité notariale, expertise comptable souhaitée, ayant pratique de l'informatique, disposant voiture personnelle, pour missions dans le ressort de la Cour d'Appel de Versailles. Sérieuses références exigées. Adr. lettre candidature manuscrite et C.V., au Service des Inspections, 40, av. de Paris, 78000 VERSAILLES.

BANQUE PARIS-8e

Filiale d'un grand groupe industriel recherche pour son service des

ENGAGEMENTS :

GRADE (E) II/III

Pour :

- Montage et suivi des CRÉDITS et CAUTIONS sur l'ETRANGER, en liaison avec la clientèle.
- Relations avec BDF, COFACE, BFCE et autres banques.

Le candidat aura une expérience de 3/5 ans dans une fonction similaire et une formation de type BP de Banque, ECCIP, BAC G3. Anglais nécessaire.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. s/réf. 220 M à OCEF, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.

---

secrétaires secrétaires

Très importante société de Conseil, Paris-8e, crée le poste d'

ASSISTANTE DE DIRECTION

Vous serez responsable des relations professionnelles, de la gestion du planning et des déplacements de notre directeur et de ses 15 collaborateurs, du collationnement des travaux du secrétariat, de l'organisation de notre centre de documentation.

Nous vous demandons 5 à 10 ans d'expérience de secrétariat dans des postes évolutifs, une solide culture générale (niveau BTS minimum) et le sens de l'initiative et des responsabilités.

Rémunération motivante

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération annuelle à France COLMANT, sous réf. 760.

NERVET PONT
15, rue du Louvre, Paris-1er.

Sté PRODUCTION DISTRIBUTION FILMS
recherche

SECRÉTAIRE QUALIFIÉE

Mi-temps. Réf. exigées.
Tél. : 208-01-03 le matin.

ASSISTANTE DE DIRECTION
28/35 ans, cadre
Paris-8e.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
d'une société de conseil multinationale
recherche sa COLLABORATRICE DIRECTE

Ce poste implique :
- Une formation et une culture générale de haut niveau ;
- Une expérience de secrétariat à larges responsabilités dans une entreprise américaine ;
- Un esprit d'initiative et d'organisation ;
- Des qualités de précision et de rigueur ;
- Une parfaite connaissance de l'anglais ;
- Une certaine disponibilité de temps et une réelle autonomie de travail.

Ecrire avec c.v., photo et prétentions à MEKAR no 3.180, 112, bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

CHERCHONS

SECRÉTAIRE

Notions comptabilité
Libre de suite, pour Ecole privée. Contrat déterminé, mi-temps 8 h 30 12 h 30 ou 13 h30 - 17 h 30.
Envoyez curriculum vitae à :
RÉGIE PRESSE
sous no T 68.288 M
7, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS
recherche
pr sa direction de la rédaction

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Sténodactylographe indispensable
Horaires : 9 h 30 à 19 h 30
5 jours par semaine.
Libre immédiatement.
Envoyer C.V. + réf. à S.G.P., 13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

H. 44 a., bilingue anglais, 12 a. gérance. Recherche fonct. ou poste dans édition-publicitaire Paris. Téléphone : 248-73-55.

J.F. 23 a., niv. BAC G1, ch. empl. bur. ou aut. Mlle J. Lapuly, 287-33-83 préf. matin.

J.F. 33 a., lic. en psychologie, dipl. de musicothérapie et d'énurésie, ch. trav. en rapp. Ecr. s/n° 8.397 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PME-PMI
vous recherchez
UN CADRE POLYVALENT

- Homme 41 ans, universitaire, trilingue.
- Exp. direction PME : personnel, adm., gestion, commercial, adjoint à D.G.

Recherche poste à responsab. Ecr. s/n° 6.664 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VOUS AVEZ BESOIN D'UN BRAS DROIT

Qui, outre sa fonction générale de « suppléant »* saura vous décharger de l'administratif et du juridique.
Comme vous, c'est un fonceur, totalement motivé.
Nous devons nous rencontrer. JURISTE HABILE, je suis aussi un VRAI VENDEUR et un homme de dialogue, fort d'une expérience réussie de SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN PME.

* Préavis de trois mois.
Ecr. s/n° 4.031 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

MARKETING

J.F. 21 ans, BAC + ISTEC, anglais courant. Bonnes connaissances allemand, japonais. Expérience dans différents services : marketing direct, téléphone, administration commerciale. Désire se joindre à l'équipe marketing d'une société. Qualités, relations humaines, encadrement, responsabilités. Ecrire n° 99.678 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75001 PARIS.

H. 32 a., cadre administratif anglais, 4 a. exp. Afrique dont 3 a. Mali (y possède résid.)

RECH. POSTE AU MALI

Lib. imm., ou ét. ttes prop., possib. assoc., dépl. poss. pays limitrophes. J. Martin, 22, allée J.-P.-Rameau, 44800 Saint-Herblain. T. (40) 94-06-65.

34 ans, cultivé, connaissance de la peinture, expérience de sa vente, recherche emploi dans galerie. Dispose de 200 huiles et 2 000 dessins. Ecrire GIORDANI, 9, rue Pasquet, 14780 LION-SUR-MER.

J.H. 25 a., maît. langues appl. angl., esp. courants, 1 an USA, diplôme 3e cycle transport international, stage pratique Air France cargo. Étudiera toutes propositions France étranger. Ecr. s/n° 8.409 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Commercial mais créatif

43 ans, 3 ans droit marketing, gestion, diplômé arts déco., bil. anglais, 10 ans exp. cciale haut niveau, ch. poste resp. marketing ou ccial. J.-P. CHEVALLET, 38, rue Guynemer, 75006 PARIS. 222-53-86.

J.H. 27 a., DECS, CSJF, maîtrise droit des affaires, révision en cours, 2 ans exp. cabinet. Étudie toutes propositions. Ecrire M. Kidouchim Meyer, 4, rue E.-Vaillant, 93100 Montreuil. Tél. : 378-53-49.

ACHAT SS-TRAITANCE ASIE J.H. parlant anglais, chinois, 6 a. expér. achat Asie, négociation contrat production, cherche poste responsab. achat-vente, basé préférence Paris. Étudie toutes propositions. Ecr. s/n° 4.040 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme 34 ans, titulaire d'une maîtrise de math. et d'une 1re année de maîtrise d'informatique, souhaite se reconvertir dans l'informatique et accepte tout poste d'informaticien. D. UBERSFELD, 2, r. A.-Daudet, 75014 PARIS.

Ing. études génie civil 37 a., progr. informatique Basic, 3 a. exp. B.A., 5 a. exp. charp. mét. bât. et ingénierie, ch. emploi de B.E. Ecr. J.-P. Djob, 3, rue P.-Picasso, 92160 ANTONY.

TECHNICO-COMMERCIAL

20 ans d'expérience direction PME, distribution biens d'équipements étrangers 30 personnes, C.A. 27 millions de francs, trilingue anglais, allemand, notions italien, espagnol, disponible.

Ecrire à : MEIER, le Grand-Fresneville, 91720 MAISSE.

J.F. FISCALISTE

34 ans, diplômée de l'Ecole nationale des impôts, maîtrise de droit, anglais courant, cherche emploi. Téléph. : 296-33-34.

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

13 ans d'expérience en agence, sur des budgets internationaux et nationaux (institutionnels et produits).
Vous qui dirigez une entreprise, avez-vous besoin d'une Directrice de la Communication ? 220.000 annuel.

Ecrire sous n° 8.412 le Monde Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

OBJECTIF : DÉVELOPPER VOS VENTES DANS UNE OPTIQUE PROFIT

DIRECTEUR DES VENTES

51 ANS
Formation chimie et EOST-CSO.
Anglais courant.

VOUS PROPOSE :
- Une expérience du terrain acquise en PME et groupe multinational américain (chimie-cosmétique) ;
- Une grande disponibilité pour voyager France et étranger ;
- D'établir le plan marketing/ventes et d'action de la force de vente ;
- D'organiser, gérer et contrôler les budgets des ventes ;
- De négocier personnellement vos produits et brevets avec les clients importants ;
- De créer vos bureaux de vente (France et étranger).

Missions durée déterminée acceptées.
Ecrire sous n° T 13.496 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Ma philosophie ?

... C'est celle de l'effort, du mérite, du goût du risque, du dépassement ! 34 ans, homme de communication, de marketing ventes, je vous offre, Messieurs les décideurs et entrepreneurs, une réelle expérience commerciale confirmée et pluridisciplinaire de 13 ans, que m'ont permis d'acquérir sur le terrain de solides connaissances de ventes et d'encadrement commercial. Ensemble, nous resterons des gagneurs !
Ecrire s/n° 8.416 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS pour me dire

Votre philosophie !

J. F. 22 ANS, cherche poste stable d'ANALYSTE PROGRAMMEUR débutant (Cobol-Gap II). Tél. : 857-83-51 après 17 h.

H. 32 a., rech. poste pupitreur IBM/34, LCO + procédure. Tél. 870-38-58, poste 24.

RESPONSABLE PUBLICITÉ HOMME 37 ans exp. achat d'espace Médias/planning (négociations haut niveau tous médias) et gestion de budget. Etudie toutes propositions dans Agence, Centrale d'achat ou chez Annonceur. Ecr. s/n° 6.662 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Juriste 28 ans, DEA de droit des affaires et de droit économique, en fin de doctorat, chargé de travaux dirigés à la faculté de droit de Paris. Etudie ttes propositions M. COSTES 24, r. des Lampes, 92190 Meudon. 534-43-05.

Vous aimez les images
Moi aussi. Je peux vous les classer, vous les rechercher, vous les analyser, qu'elles soient fixes ou animées. VÉRONIQUE NOWAK 38, rue du Four, 75006 Paris Tél. 544-02-38, jusqu'à 11 h 30.

Représentant expérimenté all. courant, résidant sur frontière, 42 ans, disp. pour vos implantations et développement sur Alsace, Suisse, R.F.A. Téléphone : (89) 68-51-73.

F. 39 ans, secrétaire bil., expér., connaissant traitement de textes ch. emploi, temps partiel ou mi-temps. Paris ou banlieue. Ecrire sous le n° T 068.404 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JEUNE FEMME 23 ANS titulaire bac G1, disponible de suite, dynamique et possédant expérience de travail de bureau, études universitaires en :
- Relations internationales.
- Droit civil.
- Droit constitutionnel.
- Sociologie.
- Psychologie sociale.

Étudierait toutes propositions pour un poste stable et motivant de secrétaire-dactylo ou d'animation dans le secteur social, pédagogique ou scolaire à Paris ou région parisienne. Ecr. s/n° 6.661 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DIRECTION homme dynamique, 50 ans. Expérience cadre banque 20 ans + expérience direction administrative, financière, juridique, commerciale, gestion 10 ans, Société services 30 établissements, 2 000 salariés, recherche poste responsabilités, direction administrative, financière. Tél. : 546-34-56 ou écrire n° 99.622 CONTESSE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

CADRE TECHNIQUE. 15 a. expér. études BA et second œuvres, coord. 1 a. expér. étranger, anglais cherche place stable. Ecr. s/n° 6.666 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. DEA. Droit privé (Droit des sociétés) ayant exp. enseignement, droit économique, étudie toutes propositions de domaine enseignement, presse, région Paris sud. Ecr. s/n° 8.423 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune femme syrienne, formation universitaire en français, parlant et écrivant l'arabe et le français couramment, bonne pratique de la machine à écrire dans les deux langues plus le télex recherche un emploi stable. Me joindre au 228-34-04 le matin ou le soir.

CADRE BANCAIRE

37 ans dynamique, expérience diversifiée, Sciences Po, Sciences Eco., anglais, allemand, cherche poste direction financière banque, banque d'affaires, assurances, agt de change, SICAV. Ecr. s/n° 4.042 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 28 ans, DUT personnel, tr. bonne connais. législ. sociale, techn. appréciable en relat. hum., recrutement, formation, gde capacité écoute et compréhension, dynam., fort potentiel ch. poste à resp. dans fonct. personnel étudie toutes propositions. Ecr. s/n° 4.043 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE INGÉNIEUR

Certifié Lettres Capes. Conseil en Relations Publiques et Commerciales haut niveau (MAGHREB-AFRIQUE FRANCOPHONE-PAYS ARABES). Expérience et responsabilité dans l'enseignement et la formation. Connaissances en milieu associatif. Étudierais toutes propositions. Téléphone : 071-44-96.

J.F. 20 ans, DUT techniques de commercialisation bilingue anglais/français recherche poste service commercial (marketing, vente...) Ecrire à Monique MOYAL 6, rue Victor-Hugo 77380 COMBS-LA-VILLE.

ALLEMAGNE

HEC bilingue ch. poste de direction Outre-Rhin. Ecr. s/n° 4039 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

formation professionnelle

IAE

Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
47, rue des Bergers 75740 PARIS Cedex 15

S.I.P.E.M.O.

Formation de RESPONSABLES DES SYSTÈMES D'INFORMATION dans des petites et moyennes organisations.
- Demandeurs d'emploi ou salariés.
- Niveau d'entrée : baccalauréat + 4 années d'études supérieures + expérience professionnelle, ou exceptionnellement admission par un jury.
- Durée de la formation : du 1er décembre 84 au 21 juin 85 + stage obligatoire en entreprise.

Renseignements et inscriptions : Patricia BORGES au (1) 558.02.28 ou au (1) 557.28.41

PROMO.J.

ESE - SUPELEC

INGÉNIEURS
à la recherche d'une RECONVERTION ou d'une DEUXIEME COMPÉTENCE, titulaires d'un D.E.A. ou d'une MAITRISE
DEMANDEURS D'EMPLOI OU SALARIÉS.

Acquérez une solide compétence en ÉLECTRONIQUE

L'ECOLE SUPÉRIEURE D'ELECTRICITÉ vous en donne la possibilité en 12 mois à temps plein, dans le cadre du plan de rattrapage de la filière électronique.

du 3 décembre 1984 au 29 novembre 1985

Renseignements et inscriptions :
École Supérieure d'Électricité
Plateau du Moulon - 91190 GIF s/YVETTE
TÉL : (6) 941.80.40 Poste 1320

COFAP

L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT propose à des

CADRES EXPÉRIMENTÉS

hommes et femmes, en activité ou en recherche d'emploi, de participer au stage de formation SINEGE sur

LA NÉGOCIATION ET L'ANALYSE DES SITUATIONS

Le stage SINEGE s'adresse aux personnes ayant l'expérience de responsabilités (quelles qu'elles soient) et désireuses de donner une nouvelle orientation à leur activité. Il permet de clarifier ses choix et de renouveler ses pratiques en valorisant son potentiel personnel.

Date du stage : lundi 22 octobre 1984.
Durée : 16 semaines.
Lieu : 55, montée de Choulans, Lyon.

Les demandeurs d'emploi peuvent bénéficier de la gratuité du stage et d'une rémunération par l'Etat ; le stage ouvre droit également au congé de formation.

Contacter : Marielle SIGALAS au (7) 842-29-53. INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT (I.G.M.) 55, montée de Choulans, 69323 LYON.

STAGE DE HAUT NIVEAU

BAC, BAC + 2 — La filière informatique : un passeport pour un métier tourné vers l'avenir.

Vous êtes titulaire du bac + 2 années, demandeur d'emploi, salarié en puissance de reconversion ou de promotion ou encore vous bénéficiez du plan de formation de l'entreprise ou d'un congé individuel de formation. Vous pouvez devenir

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
SUR IBM 38

– Formation en 7 mois – propositions d'embauches permanentes sous réserve de l'obtention du certificat de technicité informatique. Agences PARIS, LYON, NANTES.

Renseignements et inscriptions
INSTITUT EUROPÉEN INFORMATIQUE
41, rue Volta, 75003 Paris. Tél. : (1) 274-33-28.



ITC INFORMATIQUE

Programmeur, analyste-programmeur BTS INFORMATIQUE
281-39-15.

JOURNÉES D'INITIATION à la GRAPHOLOGIE

pour les responsables des Services de Recrutement
- 28 septembre.
- 12, 26 octobre.
- 9, 23 novembre.

Rens. et inscriptions : Cab. M. MORACCHINI 22 bis, r. des Belles-Feuilles 75116. Tél. 704-36-39 l'après-midi.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ADELE LANGUES VIVANTES

ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE

COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR
- ANGLAIS COURANT.
- ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES ».

1, rue de la Pépinière, 75008 PARIS
Face gare Saint-Lazare. Tél. : 522-51-18.

propositions diverses

J.F., maj. jolie, cherche parrainage pour études styliste. Ecr. s/n° 4.007 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 - 09 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

EMPLOIS CADRES

Recevez gratuitement des offres d'emploi Cadres correspondant à votre profil. Téléphonez

LA SÉLECTIQUE

34, quai DE DION-BOUTON 92800 PUTEAUX. 16-05-05-04-03 (n° vert). La Sélectique s'engage au secret absolu sur les informations qui lui sont transmises.

travail à domicile

Tous travaux de traitement de textes et dactylographie, travail soigné. Tél. 061-44-48.

capitaux propositions commerciales

ASSISTANCE A CONTROLE FISCAL ET A DEPOT DE BILANS. 720-97-87.

cours et leçons

COURS D'ARABE Collectif et particulier Téléphone : 974-54-56.

enseignement

PARENTS D'ÉLÈVES... Dès la rentrée, aidez vos enfants grâce à nos cours particuliers adaptés à leur niveau, à leur horaire et à votre budget. Cabinet Conseil en Information Pédagogique G.E.G.E. 563-43-43 – 562-13-46.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

Part. vend berline Jaguar X J 6 1978. 70.000 km, intér. cuir, climat., radio, stéréo, pneus neufs, entièrement révisée. 66.000 F. A débattre. Tél. M. BERTEAUX 026-07-16.

divers

BMW SÉRIE 3-5-7

Ex. Tt 84, peu roulé, garantie. Auto Paris XV, 533-69-95 63, r. Desnouettes, Paris 15e.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

ILE DE LA CITÉ PROX. NOTRE-DAME

R.-DE-CH. SUR COURETTE PRIVÉE ancien atelier artisan aménagé GRAND LIVING + CHBRES 2 bains, tt cft, cuis. équipée, calme et original, libre de suite 2.250.000 F. SERGE KAYSER - (1) 329-60-60.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES

1 et RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate 3-4-5 P. et DUPLEX Vis. témoin ts jours 14 h-19 h sauf mercredi et dimanche.

CONTRESCARPE Près SÉJOUR + CHBRE tt cft, refait nf. 450.000. 526-99-04.

6e arrdt

ST-SULPICE, 130 m²

Caractère, soleil. 703-32-31.

7e arrdt

TOURVILLE 180 m²

Soleil, caractère. 703-32-44.

RUE DE BABYLONE Belle chambre, w.-c., douche kitchenette. 140.000 F. GARBI 567-22-88.

15e arrdt

DANS IMMEUBLE NEUF

RUE LECOURBE

RESTE A VENDRE

UN APPART. 3 P.

au 1er ét. (poss. prof. libérale. Prix 948-900 F. Pour renseignements et visites Tél. (1) 258-44-96. (Mardi et samedi 14 h-19 h).

LABROUSTE RÉCENT état neuf liv. 25 m² + 3 chambres, gde cuisine, calme, soleil. RARE 950.000 F. 577-74-38.

17e arrdt

27, RUE SAINT-FERDINAND 6e ét., asc., balc. sans vis-à-vis, tr. beau 3 P., cft, bât. 8 ce jour 11 h-16 h (soir). 588-75-61.

18e arrdt

Résidence « MAIRIE DU 18e »

53, RUE DU SIMPLON

IMMEUBLE NEUF de STAND Prêts conventionnels possib. STUDIO à partir de 354.100 F 2 PCES à partir de 395.900 F 3 PCES à partir de 617.000 F Bureau de vente ouvert du MARDI au SAMEDI (de 14 heures à 19 heures). Tél. (1) 258-44-96 ou CECOGI (1) 575-62-78.

78-Yvelines

NEAUPHLE-LE-CHATEAU (78) Vends appartement F 4, 78 m² 1er étage, double living 2 chbres, w.-c., s. de bns cuis., cave, 2 park. dans imm. 2 étages, calme, verdure. Prix : 370.000 F. Tél. Mme JAVANAUD. Bur. 045-05-79 dom. 489-36-49, apr. 18 h.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-ST-JAMES

JOLIE MAISON PARTICULIÈRE 210 m². ÉTAT REMARQUABLE + gdes terrasses, s. jeux, garage. Claude ACHARD. 637-14-56.

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préf. rive gauche av. ou ss travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

PARIS 14e 3 P., 76 m² ds imm. standing. Reprise justifiée. Tél. 581-01-62.

LOCATIONS DISPONIBLES PART. A PART.

PARIS BANLIEUE

CLP 807-05-46.

68, rue du Chemin-Vert, XIe, MÉTRO SAINT-AMBROISE.

504-20-00 ce numéro de téléphone vous informe 24 h sur 24 des nombreuses offres de location de L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES PROPRIÉTAIRES 3, rue Montévidéo, Paris-16e.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres supérieurs mutés et personnel. GROUPE PÉTROLIER FRANÇAIS rech. divers appts toutes catégories. Même loyer élevé ou villas Paris et environs. 503-37-00.

Région parisienne

Pour stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE

8, av. Messine, 75008 PARIS APPTS STANDING UNIQUEMENT

562-78-99.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction Beaux appts de standing 4 poss et plus. 285-11-08.

immeubles

SAFRU ACH. CPT. TOUS IMMEUBLES AVEC OU SANS TRAVAUX. INTERMÉDIAIRES COMMISSIONNÉS. 755-69-27.

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet. 15e. 566-00-75. Paie compt. 15e-7e arrts. IMMEUBLES même occupés.

maisons de campagne

Part. vend POITOU, maison pr. entièr. rénovée. 6.000 m². Terrain. Poss. étang. 230.000 F. Tél. (16-49) 90-81-25.

propriétés

VERSAILLES 6 KM « FOLIE » 18e siècle.

Parfaitement rénové séj., 4 chbres, 3 salles de bains, tout confort, décoration raffinée, parc 3.000 m², avec pièce d'eau. Prix justifié.

CHESNEAU 950-14-07.

terrains

Au Super-Lioran à 300 m des pistes. Altitude 1.300 m. Vend terrain à bâtir 640 m². Eau, électricité. Téléphone. Prix à débattre. Tél. 415-88-91.

Recherche terrain à bâtir banlieue sud Paris, même avec petite maison. Tél. 938-87-27.

bureaux

Locations

Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL
Location bureaux secrétariat, télex

CONSTITUTION SOCIÉTÉS

et CRÉATION DE TOUTES ENTREPRISES

ASPAC S.A. 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM Constitution de Sociétés Démarches et tous services. Permanences téléphoniques

355-17-50.

Artisan 100 F, RC 180 F. Constitution SARL 2.000 F. SDM, 21, rue de Fécamp (12e) 340-24-54, 8, rue du Fbg-Poissonnière, 9e-10e, 770-54-66.

CHAMPS-ÉLYSÉES

Bureaux équipés av. services ou votre siège social. Tél., télex, secrétariat, salles de réunion av. vidéo, bar, etc. Locat. courte ou longue durée.

ACTE, 562-66-00.

VOTRE SIÈGE SOCIAL RC 160 F, SARL 180 F, constitution rapide de Sté. GSMP, 54, r. Crimée, 19e et 4, r. des Deux-Avenues, 13e. Tél. 607-62-00.

PARIS-ÉTOILE

BUREAUX

MEUBLES Secrétariat, telex. Téléphone : (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e Domiciliation, RM, RC, SARL Constitution Sté. 763-47-14.

ENTREPRENDRE Avec BUSINESS BURO : Bureau ou Domiciliation + services. (1) 346-00-55.

BUREAUX MEUBLÉS

ou votre adresse à Paris SODEC SERVICES Champs-Elysées : 723-55-47 Nation : 341-81-81.

Propriétaire loue directement totalité d'un immeuble à Asnières, 1.400 m² sur 4 niveaux, état neuf, bon standing, ascenseur, parkings, archives. Téléphoner 260-58-40.

locaux commerciaux

Ventes

LOUES 296.500 F

T.T.C. l'an, pptaire vend

CHOISY-LE-ROI

imm., bureaux, locaux, stockage, ateliers construction récente. 1.600 m². Px de vente 2.500.000 F. 766-73-78.

fonds de commerce

Ventes

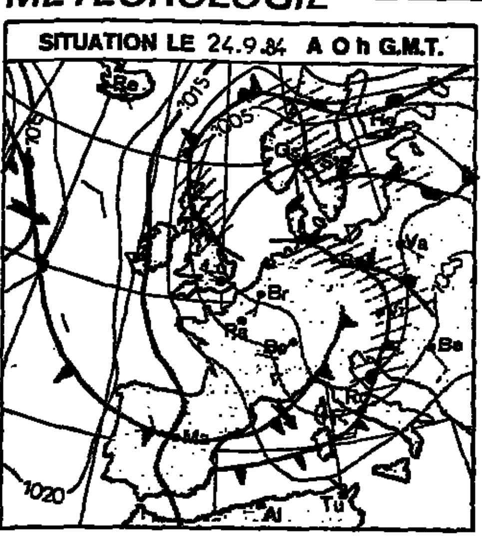
A concéder une boutique de 20 m² en gare de PARIS-SAINT-LAZARE (côté rue d'Amsterdam). Renseignements : SNCF – Service du Domaine-Concessions commerciales dans les bâtiments voyageurs. 5, r. de Florence, 75008 Paris. Tél. 285-63-54.

هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24.9.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 25 9 84 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 24 septembre à 0 heure et le mardi 25 septembre à 24 heures.

Au cours des journées de lundi et mardi, la France restera sous l'influence d'une vaste zone dépressionnaire sur la mer du Nord. De l'air froid et instable traversera ainsi notre pays du nord-ouest au sud-est, y donnant de nombreuses averses.

Une nouvelle perturbation, qui atteindra la Bretagne mardi soir, atténuera l'instabilité mardi après-midi sur nos régions de l'Ouest.

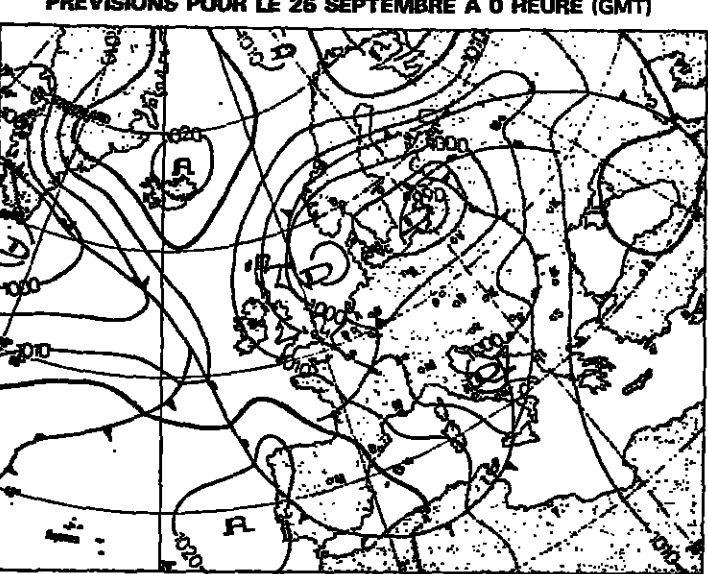
Mardi matin, le ciel sera dégagé sur les régions proches de la Méditerranée ; plus au nord, le ciel sera très nuageux, de l'Aquitaine au Massif Central au nord et au nord-est, où les averses seront assez fréquentes. Sur le quart nord-ouest, le ciel sera variable, il fera assez frais, avec des vents de nord-ouest toujours modérés à assez forts. Dans le courant de l'après-midi, le ciel sera variable et des averses se produiront surtout de la Manche au Nord-Est, à la Bourgogne et au nord des Alpes. Ces averses pourront donner de la neige au-dessus de 1 300 mètres à 1 500 mètres d'altitude. Sur les Pyrénées, également, le temps à averses prédominera.

Sur les régions de l'Ouest, Bassin parisien, Centre, val de Loire et Aquitaine, l'instabilité sera moins marquée l'après-midi, et le ciel deviendra nuageux en soirée en Bretagne et le long de l'Atlantique ; de petites pluies pourront se produire en début de nuit.

Les températures maximales seront basses pour la saison. De l'ordre de 13 à 15 degrés seulement sur la moitié nord du pays, elles atteindront 16 à 18 degrés en Aquitaine et 19 à 22 degrés près de la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 24 septembre à 8 heures, de 1001,5 millibars, soit 751,2 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 25 SEPTEMBRE A 0 HEURE (GMT)



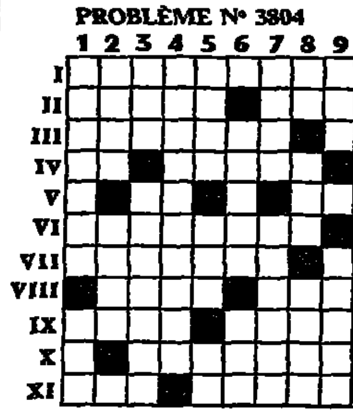
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 septembre; le second le minimum de la nuit du 23 au 24 septembre) : Ajaccio, 24 et 12 degrés; Biarritz, 18 et 12; Bordeaux, 17 et 9; Bourges, 14 et 8; Brest, 15 et 10; Caen, 16 et 10; Cherbourg, 14 et 11; Clermont-Ferrand, 18 et 5; Dijon, 15 et 8; Grenoble-St-M.-H., 21 et 7; Grenoble-St-Geoirs, 20 et 5; Lille, 15 et 7; Lyon, 19 et 8; Marseille-Marignane, 19 et 10; Nancy, 14 et 8; Nantes, 17 et 10; Nice-Côte d'Azur, 21 et 11; Paris-Montsouris, 15 et 10; Paris-Orly, 14 et 9; Pau, 16 et 12; Perpignan, 23 et 14; Rennes, 16 et 8; Strasbourg, 15 et 9; Tours, 16 et 8; Toulouse, 17 et 11; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 33 et 17 degrés; Amsterdam, 15 et 6; Athènes, 29 et 21; Berlin, 12 et 5; Bonn, 12 et 7; Bruxelles, 15 et 7; Le Caire, 37 et 18; îles Canaries, 31 et 22; Copenhague, 16 et 6; Dakar, 29 et 26; Djerba, 28 et 19; Genève, 17 et 7; Istanbul, 27 et 21; Jérusalem, 30 et 17; Lisbonne, 25 et 15; Londres, 13 et 8; Luxembourg, 11 et 7; Madrid, 25 et 10; Montréal, 22 (max.); Moscou, 21 et 12; Nairobi, 27 et 12; New-York, 25 et 17; Palma-de-Majorque, 30 et 18; Rio-de-Janeiro, 23 et 19; Rome, 25 et 19; Stockholm, 13 et 11; Tozeur, 33 et 21; Tunis, 31 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3804



HORIZONTALEMENT

I. Pour lui, tous les moyens sont bons pour s'élever au-dessus de la moyenne. – II. Seules une Anglaise, une Danoise et une Néerlandaise peuvent se parer de ce titre. Sentence d'un juge à la suite d'un mauvais coup. – III Faire accourir un chien ou refouler un cabot. – IV. Préposition. Ont beaucoup moins de pattes que leur nom générique le laisse entendre. – V. En rade. Pratiques. – VI. Evénement d'actualité brûlante. – VII. Deux bras suffisent pour en faire un. – VIII. Descente rapide et généralement dangereuse. A tourmenté plus d'une fois Charles le Mauvais. – IX. Le plus célèbre vécut quatre-vingt-sept ans. Lieu où l'on écorche à plus d'un titre. – X. Exécutée dès l'apparition du « jour ». – XI. Possessif. Points d'attache.

VERTICALEMENT

1. Entre le « bouillon » et la bière. On le trouvait souvent dans le jupon des femmes. – 2. Une concrétion le condamne à une mauvaise sécrétion. Attire l'aiguille quand on fait le point. – 3. Massif marocain. Ceux du génie sont des idées du tonnerre. – 4. Ne saurait évoquer un caractère de chien. – 5. Doté d'un système incontestablement au poil. Habitation en zone verte. Saint béarnais. – 6. Evite un hiatus désagréable. Son type fréquente assidûment les soupes populaires. – 7. Chez les fougères ou dans les Landes. Occasion de se faire soigner à l'œil. – 8. Personnel. Pondeur ayant donné naissance à une Chouette. Casse la tête ou les pieds. – 9. Son départ est le signal de nombreux retours. Combines.

Solution du problème n° 3803

Horizontalement

I. Tournée. Concert. – II. Enliasser. El. Eu. – III. Net. tristesse. – IV. Erines. Réussite. – V. Bémoliser. Tes. – VI. Rua. Unau. Bleus. – VII. Este. Cira. Ere. – VIII. Seulles. Lazaret. – IX. Maurice. Li. – X. Da. Irraisonné. – XI. Ere. Et. Itou. Yen. – XII. Saletés. Ondes. – XIII. Sbire. Epis. Ussé. – XIV. Ile. Tâter. Io. – XV. Nérée. Eternuait.

Verticalement

1. Ténèbres. Dessin. – 2. Onéreuse. Arable. – 3. Ultimatum. Elier. – 4. Ri. Nô. Elan. Er. – 5. Na. Elu. Lu. Etêté. – 6. Es. Sincérité. – 7. Est. Saisir. Sète. – 8. Erreur. Cri. Pet. – 9. Crier. Aléatoire. – 10. Su. Ions. – 11. Nets. Lez. Sud. Un. – 12. Clés. Erato. Eu. – 13. Situer. Nyssia. – 14. Restes. Elne. Soi. – 15. Tuées. Etienne.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 SEPTEMBRE

« Le parc Monceau », 15 heures, métro Monceau, Mme Bouquet des Chaux.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Guillier.

« Histoire de Paris », 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtels de la rue du Bec », 14 h 30, église Saint-Thomas-d'Aquin (Arts et curiosités de Paris).

« L'abbaye de Port-Royal », 14 h 30, métro Port-Royal (Approche de l'art).

« Les primitifs italiens et Giotto », 11 heures, musée du Louvre, près de la Victoire de Samothrace (Mme Caneri).

« Le Marais », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

EN BREF

LE 30 SEPTEMBRE : L'HEURE D'HIVER

Le retour à l'heure d'hiver aura lieu le 30 septembre à 3 heures du matin. Les pendules officielles seront alors retardées d'une heure. A leur réveil, les paresseux pourront reposer la tête sur l'oreiller, et les actifs se frotter les mains : tous auront, ce jour-là, gagné une heure. Comme la plupart des pays européens, la France sera pour six mois en avance d'une heure sur le Soleil.

C'est le dimanche 31 mars 1985, à 2 heures du matin, qu'on retrouvera l'heure d'été. Il faudra alors avancer d'une heure montres et pendules pour prendre deux heures d'avance sur le Soleil.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 23 septembre :

DES DÉCRETS

● Portant application de l'article 23 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

● Créant sur le lait de vache et sur la crème une taxe parafiscale destinée à alimenter le Fonds national de développement agricole.

● Relatif à l'allocation de logement visée à l'article L. 510 du code de la sécurité sociale.

UN ARRÊTÉ

● Portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 1983.

LOTO N° 38 — TIRAGE DU SAMEDI 22 SEPTEMBRE 1984

1 2 11 20 26 33 — 48 (numéro complémentaire)

ATTENTION SAMEDI 29 : SUPER BONUS DE SEPTEMBRE

6 BONS Nos	3	5 034 980,00 F
5 BONS Nos + COMPLÉMENTAIRE	31	114 480,00 F
5 BONS Nos	1 333	9 045,00 F
4 BONS Nos	76 992	140,00 F
3 BONS Nos	1 393 400	15,00 F

3 BONS Nos + COMPLÉMENTAIRE : 15 F x 2 = 30,00 F

CONCOURS

PRIX DE GRAVURE LACOURIÈRE. – Ce prix d'un montant annuel de 30 000 F est destiné à récompenser un jeune graveur en taille douce. Les candidats doivent être âgés de trente-cinq ans au plus, de nationalité française ou résider en France depuis cinq ans. Les œuvres (3 à 5 gravures non encadrées exécutées dans les cinq dernières années) doivent être remises entre le 1er et le 31 octobre entre 9 h 30 et 12 h 30 du lundi au vendredi au secrétariat du Prix Lacourière, Bibliothèque nationale, Cabinet des Estampes, 58, rue de Richelieu, 75084 Paris CEDEX 02.

EXPOSITION

REBUS. – « Rébus », le projet lauréat de la Première Biennale des Jeunes Européens, sera exposé du 22 au 26 septembre place Saint-Sulpice à Paris, de 10 heures à 19 heures. Il s'agit d'une sculpture exposition, *les jeunes Européens et le Patrimoine architectural,* qui associe deux éléments : une forme géométrique moderne, élancée, symbolisant le dynamisme de la jeunesse, et, pour évoquer le patrimoine architectural européen, une maquette géante, faite de panneaux découpés et peints, représentant divers styles, époques et types de bâtiments existant en Europe. Malgré son aspect énigmatique (d'où le titre), on y reconnaît par exemple un élément de château, de théâtre ancien, une porte de chapelle, etc...

TOXICOMANIE

UN SÉMINAIRE SUR L'AVENIR DE LA DROGUE. – Le douzième séminaire de L'Abbaye aura lieu, 66, boulevard Saint-Michel 75005 Paris *du 24 au 28 septembre ;* il aura pour thème : « L'avenir de la drogue ». A ce séminaire participeront notamment le docteur Claude Orsel, directeur général de l'association L'Abbaye, et M. Franck Perriez, président de la mission permanente de lutte contre la toxicomanie, le professeur Ahyi, MM. Christian Brulé, chargé de mission au Conseil de l'Europe, Léon Desclozeaux, cinéaste, Henri-Pierre Jeudy, écrivain sociologue, Germain Latour, avocat, Pierre Legendre, historien du droit, Tobie Nathan, ethnopsychiatre, Pierre Péan, journaliste, Jean-François Six, écrivain. Ce sera l'occasion de débats, de confrontations d'idées et d'échanges d'expériences sur la façon dont les intervenants du secteur social et médico-social envisagent la prévention.

★ **Coordination et secrétariat, 33, rue Linné, 75005 Paris. Tél. : 233-55-88 et 633-10-60.**

VIE ARTISTIQUE

CONNAITRE LA MUSIQUE. – Le Fonds d'assurance-formation des activités du spectacle (AFDAS) organise divers stages gratuits, réservés aux musiciens professionnels pouvant justifier de vingt-quatre cachets par an pour les deux années précédant la session choisie. Du 4 octobre au 25 juin 1985 : arrangement, premier et deuxième cycles (cent seize heures en vingt-neuf séances, quinze participants). Du 3 au 14 décembre, gestion des manifestations musicales (soixante heures, douze participants).

★ **AFDAS, 20, rue Fortuny, 75017 Paris, tél. : 227-95-93.**

LE XXXV[e] SICOB

LA TÉLÉMATIQUE DANS L'ENTREPRISE

Les trésoriers branchés

« Votre argent m'intéresse », affirmait, à un moment, en guise de slogan publicitaire, l'une des plus grandes banques de la place. La clientèle a bien compris le message, surtout celle des entreprises, qui a tôt fait de retourner l'argument en rétorquant aux établissements bancaires : *« Ce que vous faites de mon argent m'intéresse, et surtout ce qu'il m'en coûte ! »*. Qu'elles soient petites ou grandes, voire *« moyennes-grandes »* selon les classifications statistiques, toutes les entreprises sont obnubilées par leurs frais financiers et par le coût de l'argent immobilisé qu'elles veulent essayer de réduire le plus possible en tendant vers la « trésorerie zéro ».

« Dans une société industrielle moyenne qui se finance à un tiers par ses fonds propres, à un tiers par des emprunts à moyen et à long terme, et à un tiers par le court terme fournisseur et bancaire, les jours de banque et les conditions de dates de valeur peuvent atteindre 40 % de ses frais financiers à court terme si celle-ci accepte les conditions standards » qui lui sont faites, rappelle opportunément un consultant (1). Il ne s'agit plus d'attendre passivement l'arrivée par courrier, avec plusieurs jours de retard sur la position bancaire, des relevés de compte, mais d'avoir une vision la plus proche possible, en temps réel, des encaissements à recevoir et des paiements à effectuer tout en négociant au plus serré, avec les différentes banques (une société est rarement cliente d'un seul établissement), les conditions financières relatives à chaque stade de l'exploitation.

Les nouveaux responsables du « cash management »

D'où l'apparition de ces nouveaux responsables du *cash management* que sont les gestionnaires de trésorerie. Sans supplanter les traditionnels comptables, qui ont toujours leur place dans l'entreprise, ces techniciens ont pour mission de tenir au mieux les cordons de la bourse à l'instant présent, mais aussi d'essayer de prévoir quels peuvent être les flux de trésorerie de la firme pour les prochaines semaines, voire les mois à venir, l'évolution des crédits à moyen et à long terme, la position changes ou crédits clients, ou encore les engagements sur des pays à risques et les assurances qu'il convient de prendre.

Un nouveau métier qui explique l'essor de cette Association française des trésoriers d'entreprise (2), créée en 1976, et qui regroupe aujourd'hui plus de quatre cents membres, dont la moitié d'entre eux ont le titre de trésorier ou de directeurs de trésorerie dans de grands groupes industriels et commerciaux. Mais la gestion de trésorerie au jour le jour n'exige pas seulement de solides connaissances financières, elle requiert aussi des outils de traitement appropriés. C'est là qu'intervient le recours accéléré à l'informatique, de plus en plus présente dans les bureaux. Si l'on en croit une enquête récente de l'UFB-Locabail (groupe de la Compagnie bancaire), réalisée auprès de trois cent mille PME environ, près de 40 % d'entre elles étaient équipées ainsi à la fin 1983, une proportion qui devrait passer à plus de 52 % cette année.

Le plus intéressant de cette étude est sans doute le nombre très important (soixante-treize mille) de ces petites sociétés qui disposaient d'ores et déjà de micro-ordinateurs, la « demande informatique » étant particulièrement sensible dans les sociétés employant moins de cinquante salariés. C'est donc un marché en forte expansion qui s'ouvre aux vendeurs de progiciels et de logiciels (*« le prêt-à-porter et la confection sur mesure »*) axés sur la gestion de trésorerie de portefeuilles ou de devises.

De l'avis des professionnels, il existe actuellement une soixantaine, tout au plus, de progiciels de trésorerie sur le marché français. Encore celui-ci est-il détenu, pour l'essentiel, par deux ou trois entreprises (Audival, Cerg Finance, Concept SA) qui ont dépassé la centaine de produits vendus. Groupées en peloton, une dizaine de sociétés viennent ensuite (HGA, Logista, Soffi...) et, très loin derrière, tous les autres producteurs connus, avec quelques clients seulement, qui emploient de toutes petites équipes.

« En effet, constate un professionnel, *« beaucoup de vendeurs de progiciels sont d'anciens ingénieurs (qui viennent d'ailleurs en grande partie de la société de consultants Sema-Metra) qui ont fabriqué eux-mêmes leurs produits. La plupart sont des types géniaux, quelquefois de bons vendeurs mais la natalité et la mortalité restent importantes dans ce secteur en pleine mutation »*, ajoute-t-il. Depuis qu'elle a lancé son premier progiciel de gestion de trésorerie — c'était en 1975, — Audival a toujours pignon sur rue. L'idée est née de l'association conclue entre un banquier et un ancien trésorier d'entreprise, auxquels se sont joints, par la suite, des praticiens du secteur financier, puis des informaticiens. Ces derniers représentent, actuellement, une quinzaine de personnes sur les vingt environ qui composent l'équipe, précise M. Jean-François Trédan, directeur commercial d'Audival : *« Dès le départ, nous avons voulu rester indépendants des banques, des constructeurs en informatique et de ces monstres que sont devenues les SSII (sociétés de services et d'ingénierie informatique) qui font de l'informatique tous azimuts. »*

« Maintenant, ajoute M. Trédan, *« nous avons développé un système de progiciels qui dépasse la gestion au jour le jour pour en arriver à des notions budgétaires, donc prévisionnelles. Nous cherchons à rester implantés sur ce créneau tout en gardant notre autre casquette de conseil en trésorerie, ce qui nous oblige à rester très évolutifs vis-à-vis des nouveaux matériels et de l'environnement bancaire et financier. »*

Compte tenu du prix moyen d'un progiciel de trésorerie (entre 20 000 F et 100 000 F, selon Audival), toute la gamme des entreprises n'est pas concernée. *« Nous visons les firmes qui réalisent environ 200 millions de francs de chiffre d'affaires annuel, ce qui représente déjà un marché de 5 000 entreprises réparties dans tous les secteurs d'activités »*, affirment les responsables de cette société qui revendique une centaine de clients implantés aussi bien dans l'agro-alimentaire, la chimie, la mécanique, et le bâtiment que le commerce et la communication, pour simplifier.

C'est également le haut de la gamme que visait la Compagnie financière (groupe Edmond de Rothschild) lorsqu'elle a lancé, en 1980, sous le nom de Trésor-1, son premier produit de gestion de trésorerie. Depuis, Trésor-2 en 1982 et Trésor-3 en avril dernier sont venus apporter un « plus », cet outil étant actuellement exploitable sur la quasi-totalité des matériels en vente aussi bien par l'intermédiaire du réseau commuté que par Transpac (Vidéotex...). *« Il s'agit de fournir à nos clients, qui figurent, pour au moins 50 % d'entre eux, parmi les mille premières, entreprises françaises, un ensemble d'outils et de prestations afin de leur permettre d'optimiser leur gestion de trésorerie, en saisissant chaque information et chaque étape du processus pour l'intégrer dans un outil spécifique. De même, nous avons voulu accélérer les opérations de transfert et la Compagnie financière a été un des pionniers dans ce domaine de la télétransmission, où elle était présente dès 1980 »*, rappelle M. Geoffroy de Tilly-Blaru, directeur général adjoint de Financière Saint-Honoré, chargé de nouveaux produits.

Des outils modernes

« Un jour de valeur en moins, ce sont 400 F gagnés par million de francs qui tourne. Quand on a dans sa clientèle des entreprises qui brassent 500 millions de francs par jour, on imagine l'importance de ces outils modernes », souligne-t-il en mettant l'accent sur l'intérêt que présente, pour le client, le fait de lui offrir la centralisation de l'ensemble des informations détenues par ses diverses banques, présentées sous une forme unique et immédiatement adaptée au traitement que souhaite le trésorier d'entreprise.

Dans ce domaine, la banque de la rue Saint-Honoré a gagné un échelon supplémentaire en lançant, également en avril 1984, le produit Télémat. Mis au point par la Compagnie financière et par France Câbles et Radio (filiale de la Direction générale des télécommunications), ce service, présenté comme unique en Europe, doit permettre d'obtenir toutes les applications souhaitées, quelle que soit la nature du centre serveur, cette « boîte noire » d'un nouveau genre permettant aussi d'utiliser les terminaux Vidéotex.

A l'image de la Compagnie financière qui dispose de son propre centre serveur, General Information Services (GEIS) propose une série de logiciels de trésorerie branchés sur le réseau MARK III. Installé depuis une quinzaine d'années dans l'Hexagone, GEIS qui a réalisé un chiffre d'affaires de 102 millions de francs en 1983 avec 120 personnes, propose SERCLI II, un logiciel de trésorerie qui permet d'accéder quotidiennement aux mouvements fins de trésorerie et aux soldes en valeurs. Conçus comme des modules destinés à être développés et adaptés aux fonctions voulues par l'utilisateur final, ils peuvent être proposés aux établissements bancaires qui y intègrent leur savoir-faire, le produit final provenant à hauteur de 60 %, de la base logistique fournie par GEIS et, à 40 % de l'apport de l'organisme bancaire, estime M. Charles Fodor, directeur commercial de GEIS. C'est de cette façon que fonctionne, notamment, Paribas avec son système « Prism », qui englobe à présent le triptyque consultation de compte bancaire y compris dans la plupart des implantations à l'étranger, grâce au STEB (suivi de trésorerie et émargement automatique du compte bancaire), complété par un outil de télétransmission d'ordres de virement (ORVIT), auquel peut s'adjoindre le TELEN pour les opérations importantes de transmission en nombre.

« L'action du Comité français d'organisation et de normalisation bancaires a permis de rationaliser le processus et il est possible actuellement de recevoir un même enregistrement en provenance de plusieurs sources sur un même terminal », souligne, M. Michel Poirault, fondé de pouvoir aux affaires bancaires de Paribas. En combinant *les « prestaires de services les plus pointus »* et le centre serveur de General Electric (*« aucune banque française ne peut investir, seule, les 100 millions de dollars nécessaires pour avoir un réseau mondial de télétransmission »*), la banque de la rue d'Antin démarche les PME et PMI, qui réalisent un chiffre d'affaires annuel de 150 à 500 millions de francs.

C'est à ce créneau que s'attaquent progressivement les autres établissements bancaires, y compris les banques étrangères. La Chase Manhattan avec son nouveau service *Infocash* axé sur le marché monétaire européen, Chemical Bank qui est sans doute l'un des tout premiers américains dans le secteur du *cash management* vont ainsi exporter leur technique. Pour Citibank, c'est déjà fait. Sans délaisser les grandes entreprises qui constituent une part importante de son fonds de commerce, cette banque a décidé de prendre pied de façon plus affirmée dans le *retail banking*, le service aux particuliers, tout en développant des outils informatiques appropriés aux moyennes entreprises, explique M. Bruno Leconte, l'un des responsables de la *Citibank, à Paris*, mettant en avant les produits proposés, notamment l'avis d'opération sur écran ou des informations extra-comptables telles que le contrat de change pour les obligations de cessions de devises.

Ce ne sont là que des exemples et il faudrait citer aussi le cas de toutes ces banques qui ont mis à profit le Minitel (si possible dans sa version perfectionnée *Minitel-10*), voire les mini-ordinateurs pour offrir à leur clientèle commerciale des produits qui se veulent concurrents (*le Monde* du 18 avril 1984). A l'évidence, dans le domaine de la télématique bancaire à usage professionnel, la France a encore quelques longueurs d'avance par rapport à d'autres pays européens, notamment, mais il faut admettre que ce sont les entreprises elles-mêmes qui ont incité les banques à élaborer des produits de gestion de trésorerie adaptée à leurs besoins et non pas l'inverse.

Un pas décisif devrait être franchi avec la mise en place du système interbancaire de télétransmission (SIT), actuellement à l'étude au sein de la profession. Destiné à établir une liaison directe entre l'entreprise et son agence bancaire, ce système doit permettre à chaque guichet d'être interconnecté sur n'importe quel autre guichet de banque, indépendamment du réseau auquel il appartient, sans passer, comme c'est le cas actuellement, par les ordinateurs régionaux de compensation. Ce projet est bâti à l'horizon 1988 et, d'ici là, les banques françaises ont tout le temps de remodeler leur image auprès de la clientèle particulière et des entreprises afin de leur prouver qu'elles sont réellement décidées à passer du rôle ancestral de bailleur de fonds à celui, contemporain, de prestataires de services, puisque c'est sur ce point que s'établira la concurrence à l'avenir.

SERGE MARTI.

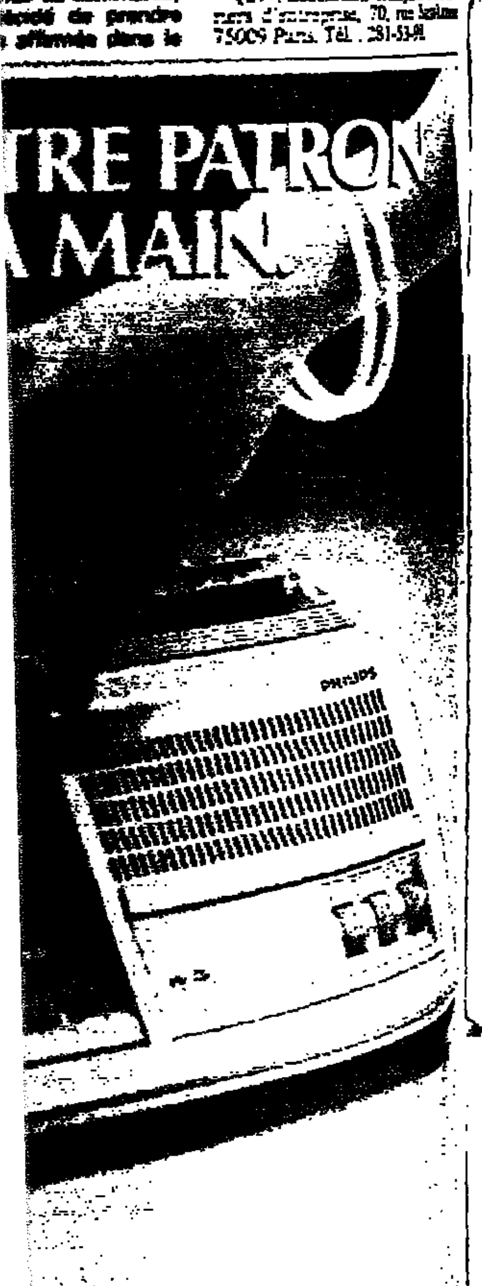
(1) *L'Usine nouvelle*-Tertiel (avril 1984).
(2) Association française des trésoriers d'entreprise, 70, rue Saint-Lazare 75009 Paris. Tél. : 281-53-98.



هكذا من الأصل

مكررا من الاصل

ranchés



Le Monde

économie

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU FONDS MONÉTAIRE ET DE LA BANQUE MONDIALE

En proposant une conférence sur l'endettement les Etats-Unis entendent rester maîtres du jeu

Washington. – Ce lundi 24 septembre, à 10 heures (heure de Washington), doit s'ouvrir l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale qui réunira les délégations des cent quarante-six nations membres, auxquelles doit s'ajouter cette année le Mozambique. Sauf changement imprévu de programme, le président Reagan ne prononcera la traditionnelle allocution de bienvenue du chef de l'Etat, hôte de la réunion, que mardi, car il doit prendre la parole lundi devant les Nations unies.

Mais, selon la procédure habituelle, les jeux sont faits avant l'ouverture officielle de la session, au cours de laquelle la plupart des ministres présents prendront la parole à la tribune. Les décisions prises pendant le week-end, qui a vu se réunir le Comité intérimaire, organe politique de décisions pour le FMI, et le Comité de développement, organe de réflexions conjointes pour le Fonds et la Banque mondiale, peuvent paraître assez mineures, y compris celles qui sont relatives à l'initiative prise par le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, de donner au printemps 1985 une conférence pour parler des grands problèmes intéressant le Nord et le Sud.

Elles n'en marquent pas moins, sur des questions parfois de grande importance, une évolution notable des esprits, tant dans les pays développés que dans les pays économiquement en retard.

De notre envoyé spécial

Cette évolution cependant ne s'applique pas aux seuls sujets qui hantent vraiment les esprits et sur lesquels règne, même pour le proche avenir, une incertitude mystificatrice, à savoir le dollar et le niveau des taux d'intérêt. Dès le dîner de jeudi soir, qui réunissait les ministres et gouverneurs des banques centrales des cinq principaux pays (Etats-Unis, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, France, Japon), autour de M. Regan, celui-ci a mis hors jeu ces paramètres essentiels en écartant toute idée d'intervention concertée sur les marchés des changes.

C'est un fait que vendredi, la Bundesbank est intervenue seule en jetant sur le marché un demi-milliard de dollars, alors que la monnaie américaine était déjà à la baisse (inévitable mouvement de correction après deux bonnes semaines de hausse). De bons observateurs estiment ici qu'en l'absence d'un consensus des Cinq, la baisse de la fin de la semaine dernière pourrait être sans lendemain. Il ne faudrait pas en conclure que tous les Américains sont unanimes pour penser qu'il convient, même dans les circonstances actuelles, d'observer la passivité habituelle. Tel, en particulier, n'est pas l'avis de M. Anthony Solomon, président de la banque fédérale de New-York, chargé des interventions sur le marché dans la mesure où celles-ci sont jugées opportunes par M. Paul Volcker, ce qui, au grand dam des Français, n'arrive guère plus d'une fois par an et pour des montants insignifiants. « *De bons arguments existaient*, nous a déclaré M. Solomon, *pour une intervention concertée au cours des dernières semaines, pendant lesquelles l'ascension du dollar avait un caractère spéculatif, comme semble encore le prouver le fait qu'elle se produise alors que les taux d'intérêt étaient orientés à la baisse* ». Agé de soixante-cinq ans, M. Solomon (démocrate) quittera ses fonctions à la fin de l'année pour être remplacé par M. Gerald Corrigan, un ami de Volcker.

Avec curiosité

Pour une fois, les journalistes attendaient avec curiosité les conférences de presse données samedi en fin d'après-midi par les présidents des deux comités, dont les travaux donnent rarement lieu à la moindre surprise. Tant du président du Comité intérimaire, le ministre belge des finances, M. Willy de Clercq, que du président du Comité de développement, le ministre des finances du Pakistan, M. Ghulam Ishaq Khan, on souhaitait recevoir des précisions sur la forme que prendrait, au mois d'avril prochain, la conférence « *conjointe* » proposée vendredi après-midi par M. Regan, en guise de dialogue entre les pays développés et les pays en voie de développement, au sujet du problème angoissant de l'endettement et des moyens de financement. Le secrétaire américain au Trésor n'avait-il pas été jusqu'à utiliser un vocabulaire insolite dans sa bouche, préconisant une discussion « *globale* » qui semblait faire écho aux revendications des pays latino-américains, qui ont repris la semaine dernière à Mar-del-Plata, les thèmes abordés au mois de juin dernier à Cartagène ?

En fait, le dialogue proposé se présentera tout simplement sous la forme des réunions statutaires du Comité intérimaire et du Comité de développement, normalement prévues pour le mois d'avril.

M. Jacques de Larosière, directeur général du FMI, a insisté, au cours de la conférence de presse de samedi, sur le fait qu'il n'était nullement question de s'écarter de la méthode des négociations « *cas par cas* », et M. A. Clausen, président de la Banque mondiale, s'est chargé de préparer, de concert, des rapports sur les grands problèmes de l'endettement, du déséquilibre des balances des paiements, des flux de capitaux, des taux d'intérêt, du prix des matières premières, etc. Une façon de s'assurer contre les débordements auxquels les discussions sur ces questions épineuses, qui devront être examinées « *dans une optique à moyen terme* », pourraient donner lieu.

A l'intention notamment du gouvernement français, il a été précisé qu'il était hors de question qu'à l'occasion de cette session élargie, mais néanmoins séparée, des deux comités ministériels soit envisagé le projet de réforme du système monétaire international proposé naguère par le président François Mitterrand.

Quant aux affaires propres au Fonds monétaire, elles n'ont fait l'objet que de deux décisions pendant le week-end. L'une a consisté, comme on le savait déjà dès samedi matin, à refuser une allocation nouvelle de droits de tirages spéciaux, réclamée par le groupe des pays en voie de développement.

En revanche, M. Jacques de Larosière a obtenu ce qu'il jugeait le minimum en ce qui concerne la procédure dite d'accès élargi aux ressources du Fonds. Cette procédure avait été inaugurée de façon provisoire en 1978 pour permettre aux pays de tirer pendant trois ans de suite l'équivalent de 150 % annuellement de leur quota, soit plus que le triplement des possibilités de tirage auparavant accordées. Ces pourcentages pouvaient même être augmentés en cas de sinistre.

L'an dernier, les Américains, les Allemands, les Britanniques avaient obtenu l'engagement que cette procédure provisoire ne se prolonge pas indûment et que l'on commence, dès 1984, à en réduire la portée. M. Regan proposait pour 1985 un abaissement substantiel des pourcentages de 102 et de 115 %, selon les cas, qui avaient été décidés il y a douze mois. La France, appuyée par l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, les pays scandinaves et, bien sûr, par l'ensemble des pays sous-développés, obtint une réduction moins importante, qui a un caractère symbolique car les pourcentages maximaux ne sont pas en réalité utilisés.

Selon les nouveaux chiffres, un pays pourra sur trois ans emprunter 280 % ou 345 % de son quota (au lieu de trois fois 102 % – soit 306 – ou trois fois 125 – soit 375 % – précédemment). Plus significative aux yeux de M. de Larosière est la décision de permettre un tirage « *cumulatif* » (toutes facilités de crédits confondues) de 408 ou 450 %, ce qui permettra à des pays comme la Côte d'Ivoire et la Jamaïque d'obtenir tous les crédits déjà demandés. Encore pourra-t-on, dans certaines circonstances, continuer d'obtenir davantage.

PAUL FABRA.

Un programme exceptionnel pour l'Afrique

La Banque mondiale a pris l'initiative de présenter un « *programme d'action concertée pour un développement stable de l'Afrique au sud du Sahara* », document rendu public ce lundi. Ce texte préconise, de la part des pays concernés, menacés, selon le rapport, d' « *un désastre politique, économique et social* » d'ici à la fin du siècle, « *des réformes de politique économique* ». En quoi consistent ces réformes ? A pratiquer des politiques de prix plus réalistes, à renoncer aux investissements inutiles et non rentables, ce qui implique aussi, comme le dit clairement le rapport, que les pays qui les conseillent et qui leur apportent des capitaux renoncent aussi « *à certains intérêts commerciaux à court terme* » ; ces réformes consistent encore à favoriser le secteur privé, et notamment les petites exploitations agricoles, au détriment des ambitieuses sociétés d'Etat ; à mieux gérer le secteur public. Il y a trois ans, la Banque avait, dans un premier rapport sur l'Afrique, déjà formulé des recommandations similaires. Elles avaient été fort mal accueillies, pour ne pas dire taxées de colonialisme. Telle n'est plus aujourd'hui la réaction dominante. Le nouveau rapport rappelle qu'il y a une dizaine d'années l'Inde, pareillement, suscitait de grandes inquiétudes pour son avenir. Malgré l'incroyable pauvreté que continue à connaître ce pays, l'espoir est pourtant venu grâce à la meilleure gestion exercée par les dirigeants indiens.

Le ministre français de la coopération et du développement, M. Nucci, a consacré l'intégralité de son allocution devant le Comité de développement à réclamer des décisions d'ordre financier, pour donner suite au plan d'action de la Banque mondiale. Cependant, la France elle-même reste très en arrière de la main par rapport aux propositions chiffrées avancées, du reste avec prudence, par cette institution. M. Clausen (de nationalité américaine) et ses services préconisent une augmentation annuelle de 2 milliards de dollars de l'aide bilatérale et multilatérale. Un tel accroissement pourrait, selon eux, renverser la tendance à la diminution brutale des transferts nets de capitaux vers l'Afrique, dont le montant a diminué de moitié (de 11 milliards de dollars à moins de 6 milliards en l'espace de deux ans).

M. Regan n'a pas manqué de rappeler que, fort généreusement, les Etats-Unis avaient, dès novembre 1983, proposé un programme de quelque 900 millions de dollars pour l'Afrique. Force est de constater que cette générosité est restée lettre morte, car le Congrès n'a encore voté aucun de ces crédits ; le seraient-ils que la somme prévue pour l'année 1985 par le programme de la Maison Blanche ne s'élèverait qu'à 75 millions de dollars. La France a inscrit à son budget prochain un crédit supplémentaire pour l'Afrique de 527 millions de francs, soit environ 60 millions de dollars ; la RFA a proposé, de son côté, 50 millions de deutschemarks, soit 18 millions de dollars environ. On est loin, en faisant l'addition, même en y ajoutant les fonds promis par la Suisse, pourtant non membre de la Banque mondiale, des 2 milliards de dollars annuels jugés être le minimum nécessaire par la Banque mondiale. Celle-ci devra encore, à la session d'avril prochain, présenter l'état de ses réflexions sur le nouveau rôle qu'elle entend jouer, ce dont nous nous réservons de parler dans nos éditions de demain en rendant compte du discours de M. Clausen devant l'assemblée générale.

P. F.

ÉTRANGER

EN GRANDE-BRETAGNE

Mme Thatcher veut renforcer le contrôle des entreprises nationalisées

De notre correspondant

Londres. – Au moyen de nouvelles dispositions légales, le cabinet de Mme Thatcher a l'intention de renforcer considérablement son contrôle sur le fonctionnement des entreprises nationalisées dans le but de les obliger à limiter leurs pertes, voire à dégager des profits. Cela vient d'être révélé par la « fuite » d'un document transmis au Parti libéral, qui tient actuellement son congrès annuel à Bournemouth.

Le caractère confidentiel qu'avait ce projet suffit à indiquer que le gouvernement s'attend à de vives controverses. Le train de mesures à l'étude depuis plusieurs mois au ministère des finances pourrait être soumis au Parlement dès la prochaine session, qui commencera en novembre.

Cette initiative n'est pas aussi paradoxale qu'elle le paraît à première vue. Elle est pourtant surprenante de la part d'un gouvernement qui se fait le champion du libéralisme, prétendant réduire le plus possible l'intervention de l'Etat dans la marche de l'économie et poursuivant résolument une vaste campagne de dénationalisations. Il y a quelques semaines encore, à propos du conflit dans les houillères, Mme Thatcher réaffirmait qu'elle ne voulait pas s'« *ingérer* » dans les affaires de l'administration des charbonnages et n'avait à donner à celle-ci aucune consigne particulière, notamment quant à l'attitude à adopter face aux mineurs en grève. Mais le premier ministre est au fond fidèle à elle-même et à son souci de rentabilité – si l'on peut dire – à tout prix...

Mme Thatcher veut établir un cadre de principes rigoureux pour inciter ou contraindre les capitaines d'industries nationalisées à se montrer draconiens dans leur gestion et, par conséquent, à ne pas hésiter à supprimer toujours plus d'emplois. Elle vise ainsi des entreprises telles British Steel (sidérurgie) ou British Shipbuilders (chantiers navals), sans parler des charbonnages, qui sont lourdement déficitaires – donc abondamment subventionnés par l'État – et qui ne peuvent être cédés au secteur privé parce que, bien sûr, personne n'en voudrait.

Mais le premier ministre pense également à des sociétés dont la situation est moins mauvaise et qui pourraient un jour, à condition d'une amélioration, devenir en quelque sorte « présentables » à d'éventuels acquéreurs. Ce pourrait être le cas par exemple de British Leyland (automobile) ou d'une partie de ce groupe, dont la filiale Jaguar a déjà été vendue récemment avec succès. Mme Thatcher souhaite allonger la liste des « privatisables ».

Le projet de loi envisagé donnerait aux ministres de tutelle des pouvoirs qu'ils n'ont pas jusqu'à *présent pour démettre au besoin* des membres des conseils d'administration qui ne se conformeraient pas à cette politique, pour ordonner la vente de certains avoirs ou de branches des firmes en question et surtout pour fixer des objectifs financiers très précis qui devront être respectés, au terme d'un exercice ou d'un plan de redressement, sous peine de sanctions.

Remous syndicaux

Les grandes lignes du projet apparaissent dans une lettre circulaire rédigée par le président de l'association des chefs d'entreprises nationalisées et adressée aux membres de cette organisation. L'authenticité du document et l'initiative auxquelles il fait allusion ne font pas de doute, car le gouvernement n'a pas songé à publier le moindre démenti.

Cette révélation ne manque pas de provoquer des remous dans l'opposition et dans l'ensemble des syndicats, qui, aujourd'hui, hésitent, une fois de plus, à soutenir davantage et effectivement les mineurs en grève. Pour sa part, M. Ian McGregor, président de l'administration des charbonnages – National Coal Board (NCB) – continue de vouloir fermer les puits de mines « *non rentables* » et de supprimer des milliers d'emplois afin de rendre à terme « *profitable* » cette industrie.

La démarche gouvernementale ne peut qu'aggraver la tension dans la mesure où elle paraît « *de circonstance* », puisqu'elle est destinée de toute évidence à donner force de loi à l'attitude intransigeante de M. McGregor. Elle fournit des arguments à M. Arthur Scargill, président de l'Union nationale des mineurs (NUM) qui, après l'échec de la dernière série de négociations la semaine dernière, a redit qu'il n'avait pas tant à faire au NCB qu'au gouvernement lui-même, le véritable responsable, selon lui, de l'impasse.

En appelant ses collègues des autres syndicats à manifester une solidarité à laquelle ils rechignent encore, M. Scargill a beau jeu de souligner que le combat des mineurs est celui du personnel de toute entreprise nationalisée.

Ancien président du NCB et membre du Parti libéral, Lord Ezra a, à l'avance, indirectement critiqué, lors du congrès de Bournemouth, le nouveau projet de Mme Thatcher. Il a déclaré que la direction des charbonnages ne devait pas prendre seulement en considération des impératifs d'ordre financier, mais tenir compte aussi de l'aspect social de la restructuration des houillères, alors que l'économie de régions entières pouvait être « sinistrée » par la fermeture d'une mine.

FRANCIS CORNU.

EN THAILANDE

Quand les gros sous mettent le gouvernement en péril

Correspondance

Bangkok. – Une ancienne employée de la Compagnie nationale du pétrole (la Petroleum Authority of Thailand, ou PAT), Mme Chamoy Thipyaso, plus familièrement connue sous le nom de « Mae » Chamoy (Maman Chamoy), est devenue en quelques semaines la vedette incontestée de la presse, de la télévision et du monde austère des finances. Le Fonds qu'elle a mis sur pied (une sorte de tontine) (1), il y a une dizaine d'années, a pris des proportions telles que son effondrement pourrait provoquer une débâcle monétaire, accompagnée sans doute de la chute de l'actuel gouvernement.

Depuis l'école primaire, les petits Thaïlandais sont initiés à ces cagnottes organisées d'ordinaire entre amis, une douzaine de personnes au plus. Les participants peuvent emprunter le capital (somme des cotisations de chacun) à court terme. Le taux d'intérêt est d'ordinaire élevé, mais peut aussi consister en un simple repas offert au groupe lors du remboursement. Les hommes d'affaires n'hésitent pas à pratiquer ces cagnottes, car elles permettent d'emprunter un argent au sujet duquel aucune question embarrassante ne sera posée.

Le Fonds de « Mae » Chamoy représente cependant un formidable bond dans ce genre d'aventure financière.

Au début, seules les personnes fortunées pouvaient se permettre de prendre une ou plusieurs parts au Fonds. La mise minimum était de 160 000 baths, censés représenter la valeur d'un camion-citerne de pétrole. On disait que « Mae », avec ses contacts dans les milieux pétroliers, pouvait réaliser de jolies – et très légales – spéculations, à une époque où les prix pétroliers s'envolaient.

Ce qui attirait c'était un mélange, « très sexy », composé de pétrole, de relations secrètes prêtées à « Mae » Chamoy, de taux d'intérêt prodigieusement élevé. Chaque mois, fidèlement, « Mae » envoyait à chaque membre de la tontine un chèque de 10 000 baths, soit un intérêt mensuel de 6,5 %, représentant un intérêt composé annuel de 113 % !

Les spéculations pétrolières de Maman Chamoy se sont arrêtées sans doute vers 1981, le marché du pétrole s'étant stabilisé. Ce qui n'a pas empêché le Fonds, dont la réputation n'était plus à faire, de s'étendre toujours plus. L'année 1983 fut même celle d'une explosion aussi spectaculaire qu'irrésistible.

Aujourd'hui, plus personne ne sait où en sont les choses. Le Fonds représenterait entre 3 et 10 milliards de baths (plus de 200 millions de dollars) ; les souscripteurs se comptent par milliers. L'opération a débordé Bangkok. Des démarcheurs battent la province. Mère démocratique, « Mae » a rendu son Fonds plus accessible : les camions se débitent désormais en quatre parts de 40 000 baths chacune !

Amie des milieux militaires

Depuis quelques semaines, les autorités s'inquiètent. Qu'est devenu le capital ? « Mae » est plutôt vague...Il est placé en banque, suggère-t-elle. C'est vrai pour une partie de l'épargne collective, mais pour une partie seulement, car les banques n'offrent au mieux que du 12,5 %... La Banque centrale met en garde et parle de catastrophe... Le gouvernement a mis au point un projet de décret royal (réservé aux cas d'urgence), qui limiterait sévèrement ce genre d'associations. Le décret, pour l'instant aux mains du Conseil juridique, interdira les cagnottes de plus de dix personnes. Le versement d'intérêts supérieurs à ceux pratiqués par les institutions financières reconnues sera interdit, tout comme le placement du capital ailleurs que dans lesdites institutions. Des peines de prison et de fortes amendes sont prévues, mais « Mae » Chamoy Thipyaso est puissante...

Grâce aux liens de son mari, membre de la Force aérienne, « Mae » a su rallier à elle les milieux militaires. Comme contributeurs d'abord, comme protecteurs ensuite. Le très puissant général Arthit Kamlang-eg, commandant suprême de l'Armée royale de Thaïlande, vient de lui faciliter l'accès aux chaînes de télévision militaires, pour qu'elle puisse se défendre.

Si le Fonds est interdit, ou s'écroule, « *ce sont les trois quarts des officiers de la Force aérienne qui risquent d'écoper* », affirme un diplomate occidental en poste à Bangkok.

Le ministre des finances est inquiet : le décret est d'abord une mise en garde en direction du public. Si un malheur devait arriver, l'Etat ne compenserait pas les pertes des victimes. Les milieux bancaires sont inquiets : si le Fonds s'écroule, tous ceux qui ont emprunté aux banques (ils sont légion) pour investir chez « Mae » Chamoy seront incapables de rembourser. L'armée est inquiète : la participation au Fonds n'a rien d'illégal, mais les militaires préfèrent camoufler leurs engagements multiples dans cette aventure.

On dit le gouvernement très préoccupé : la chute du Fonds pourrait entraîner celle des ministres.

Les impôts réclament à « Mae » Chamoy quelque 80 millions de baths d'arriérés. La bonne dame fait contre mauvaise fortune bon cœur, ouvrant sa maison à la presse, participant aux ventes de charité – où chacun peut admirer l'aisance avec laquelle elle signe des chèques importants (150 000 baths pour un éventail, le 7 septembre) pour rassurer ceux qui lui ont fait confiance. A ce jour, « Mae » Chamoy a toujours payé ce qu'elle devait...

JACQUES BEKAERT.

(1) La tontine est une association d'épargnants dont les membres cotisent pour verser une rente viagère aux seuls survivants.





CEE

LES PARLEMENTAIRES EUROPÉENS ET AFRICAINS DEMANDENT DAVANTAGE DE CRÉDITS POUR LA CONVENTION DE LOMÉ

(De notre correspondant.)

Luxembourg (Communautés européennes). – Les représentants du Parlement européen et des assemblées des soixante-quatre pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont adopté le 21 septembre une très longue recommandation sur le renouvellement de la Convention de Lomé, au sujet de laquelle les pourparlers au niveau ministériel reprendront le 9 octobre à Luxembourg. Il est demandé aux négociateurs d'arrêter les dispositions en matière de droits de l'homme, en tenant compte de la charte de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) et de la déclaration européenne dans ce domaine.

S'agissant de l'aide financière à consentir par les Dix aux ACP pour les années 1985-1989 – la question centrale de la négociation en cours, – le texte demande à la Communauté d'augmenter de façon significative les moyens financiers « *afin que la Convention de Lomé ne devienne pas un instrument vide de réalité* ». Les délégués de la CEE ont rejeté un amendement de M. Pannella (radical italien) qui portait sur une enveloppe quinquennale de 11 milliards d'ECU (1 ECU = 6,87 F) contre 5,6 milliards pour la période qui s'achève.

En juin dernier, la présidence française avait avancé le chiffre de 7,9 milliards d'ECU (subventions, prêts spéciaux, crédits au taux du marché de la Banque européenne d'investissement) et la commission de Bruxelles, 8,4 milliards. Le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale ont refusé jusqu'à présent d'aller aussi loin.

M.S.

NEUF BANQUES INTERNATIONALES ACCORDENT UN PRÊT IMPORTANT A L'URSS

Un consortium de neuf banques internationales conduit par la Commerzbank ouest-allemande a accordé le 19 septembre un crédit de 500 millions de deutschemarks (environ 160 millions de dollars) à la Banque soviétique du commerce extérieur. D'une durée de sept ans, ce crédit sera remboursé, après une période de quatre ans, par échéances semestrielles. Le taux d'intérêt est d'un demi-point au-dessus du libor (taux interbancaire de Londres) pour les quatre premières années, puis de 5/8 points au-dessus du libor.

Il s'agit du troisième prêt à l'URSS dirigé par une banque ouest-allemande depuis le début de 1984. La Dresdner Bank a déjà accordé un crédit de plus de 250 millions de dollars et la Deutsche Bank un autre de plus de 150 millions de dollars. Le nouveau crédit devrait servir à l'achat, par l'URSS, de marchandises aux pays auxquels appartiennent les banques prêteuses. Aucune banque américaine ne participe à l'opération. – (*AFP*.)



ÉTRANGER

En Norvège

La hausse du dollar amène le gouvernement à dévaluer la monnaie de 2 %

De notre correspondant

Stockholm. — Selon la Banque centrale à Oslo, la dévaluation de 2 % de la couronne norvégienne, annoncée la samedi 22 septembre, est un réajustement « technique » motivé par la récente et spectaculaire hausse du dollar. La valeur de la couronne est liée à un panier de devises dans lequel le billet vert pèse d'une façon déterminante, et la flambée de la monnaie américaine a ainsi entraîné une poussée de la couronne par rapport aux devises des principaux partenaires commerciaux de la Norvège en Europe. Les deux tiers des exportations du pays vont vers la Suède, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et le Danemark.

Cette mesure est « *temporaire* », indique-t-on, mais elle ne sera pas corrigée tant que le cours du dollar ne se stabilisera pas à un niveau plus bas qu'aujourd'hui.

La Norvège déprécie donc sa monnaie pour la quatrième fois en deux ans. En août et septembre 1982, la couronne avait déjà été dévaluée de 6 % au total. La Banque centrale comptait ainsi adoucir les effets d'une dévaluation suédoise qu'elle jugeait inéluctable mais elle ne s'attendait pas au choc que la baisse de 16 % de la devise suédoise, en octobre 1982, a constitué pour les économies nordiques. Le 2 juillet dernier, elle procédait à un nouveau réajustement de 2 %.

Ces mesures sont prises en partie pour protéger la compétitivité du secteur exportateur, qui connaît actuellement une bonne conjoncture.

La politique du gouvernement de centre droit de M. Kaare Willoch vise à renforcer la compétitivité des entreprises du secteur dit « continental » (par opposition à l'industrie du pétrole et du gaz off shore), qui doivent faire face à la fois à des problèmes structurels et à des coûts de revient excessifs. Une amélioration assez sensible, amplifiée par la conjoncture internationale favorable, s'est produite en 1984 par une reprise des investissements de 5 % à 10 % et de la production industrielle d'environ 3 %.

Pour cette année, le ministère des finances prévoit un taux d'inflation inférieur à 7 %. Mais, sur le marché du travail, la situation demeure difficile. Au mois d'août, soixante-douze mille Norvégiens, soit 4,2 % de la main-d'œuvre active, étaient sans emploi. Le nombre de chômeurs a ainsi plus que triplé en quatre ans.

ALAIN DEBOVE.

ISRAËL : FORTES HAUSSES DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Le gouvernement israélien a augmenté fortement, dimanche soir 23 septembre, le prix des denrées de première nécessité. Le pain, le lait, l'huile et les œufs ont augmenté de 18 %, le poulet et la viande congelée de 30 % ; la margarine de 55 %. Le cabinet israélien prévoit également un accroissement des impôts, de nouvelles taxes, et une diminution sensible des subventions accordées aux produits de première nécessité. — (*AFP.*)

AFFAIRES

L'AVENIR DE CREUSOT-LOIRE

Pouvoirs publics, syndicats et repreneurs éventuels se réuniront le 2 octobre

Alors que des délégations d'Usinor et de Framatome rencontrent au Creusot les chefs de départements de Creusot-Loire pour affiner leur connaissance du groupe en difficulté, pouvoirs publics et syndicats ont décidé de se rencontrer de nouveau le 2 octobre avec des représentants des éventuels repreneurs. Lors d'une réunion, le 21 septembre, les pouvoirs publics ont en effet donné l'assurance aux représentants syndicaux du personnel que le tribunal de commerce de Paris autoriserait la poursuite de l'activité du numéro un français de la mécanique lourde au-delà du 28 septembre, date à laquelle règlement judiciaire arrivera au terme de la période de trois mois qui lui est assignée.

D'autre part, Me Hubert Lafont, administrateur judiciaire chargé de Creusot-Loire, a, dans un communiqué, « *fait savoir qu'à l'heure actuelle des contacts et études se déroulent dans chaque division* ». Il a précisé que les propos qui lui ont été prêtés à la suite de l'assemblée générale du 17 septembre (*le Monde* du 19 septembre) « *sont dénués de tout fondement, et qu'il n'entre ni dans ses fonctions ni dans ses intentions de porter atteinte à une solution de quelque origine qu'elle provienne* ».

L'avis de M. Barre

De son côté, M. Raymond Barre, lors de l'inauguration de la Foire de Saint-Etienne, a affirmé qu'on ne pouvait « *laisser à l'abandon une entreprise aussi importante pour l'image industrielle de la France dans le monde* ».

« *Il ne s'agit pas,* a ajouté l'ancien premier ministre, *de contester ou de bloquer des adaptations inévitables, mais de sauvegarder tout ce qui peut l'être d'un groupe dont le sort a certes été affecté par des erreurs de gestion, mais qui risque d'être définitivement compromis par l'indifférence, les hésitations ou les retournements d'attitude qui se sont manifestés depuis plusieurs mois au niveau gouvernemental.* »

Un compromis pourrait être trouvé entre les frères Willot et la compagnie Boussac-Saint Frères

De notre correspondant

Lille. — Les procédures et jugements se succèdent dans l'« affaire Willot » depuis maintenant plus de trois ans sans que jamais on ne sorte de l'imbroglio juridique dans lequel s'enlise ce dossier. Mardi 25 septembre, la cour d'appel de Douai doit examiner une requête des frères Willot, contesta un jugement du tribunal de commerce de Lille, en date du 23 décembre 1983, qui prononçait « *la confusion des masses* » des actifs de la Compagnie Boussac-Saint Frères (CBSF) et de la Société foncière et financière Agache-Willot (SFFAW). Cette fusion des patrimoines était prévue dans l'accord intervenu en juillet 1983 entre les frères Willot et la compagnie Boussac-Saint Frères.

L'accord prévoyait notamment que les quatre frères, propriétaires de 42 % du capital de la SFFAW, abandonneraient un cinquième de leurs titres à Anfinec (filiale de la CBSF chargée de la reconversion des salariés du groupe), l'usufruit des titres restants étant confié à la CBSF.

Cette opération, qui n'allait pas sans contrepartie pour les frères Willot, devait permettre de rassembler autour de la compagnie Boussac-Saint Frères les sociétés textiles déficitaires qu'elle avait déjà en charge et les plus beaux fleurons de l'ancien groupe Willot, eux largement bénéficiaires, qui lui échappaient (Dior, Conforama, Bon Marché, Belle Jardinière).

Mais ces accords de juillet 1983 n'ont jamais été appliqués et d'ailleurs ils ont été dénoncés depuis par MM. Willot eux-mêmes (le tribunal de commerce de Lille pour sa part doit se prononcer sur leur validité le 12 octobre prochain).

Pourtant, un nouveau compromis serait intervenu, laissent entendre des sources bien informées. Les frères Willot renonceraient à leur appel contre le jugement qui prononçait la fusion des patrimoines des deux sociétés. Il s'agirait de l'aboutissement de négociations menées au cours de l'été entre l'avocat général de la cour d'appel de Douai et les conseils des frères Willot.

JEAN-RENÉ LORE.

● **Un groupe agro-alimentaire espagnol se porte acquéreur de Carbonell.** — Le groupe Elosua a fait une offre de 6,5 milliards de pesetas (environ 350 millions de francs) pour l'achat du groupe huilier Carbonell (nº 1 du marché espagnol de l'huile d'olive). Cette offre, appuyée par l'administration espagnole (la Banque d'Espagne prêterait 4,5 milliards de pesetas à taux préférentiel), est destinée à se substituer à l'offre du groupe français Lesieur, qui avait proposé, pour sa part, 4,4 milliards de pesetas (environ 240 millions de francs) au Banco Hispano Americano, propriétaire à 100 % de Carbonell. Un accord conclu en juin avec Lesieur, qui contrôle déjà Koipe, nº 2 du secteur, n'a toujours pas été ratifié par les autorités espagnoles, qui souhaitent une solution nationale. — (*AFP.*)

● **Les Piles Wonder déposent leur bilan.** — La Société des Piles Wonder a procédé, le 21 septembre, au dépôt de sa déclaration de cessation de paiements auprès du greffe du tribunal de commerce de Paris. Le déclenchement de cette procédure, qui équivaut à un dépôt de bilan, était privisible lorsque M. Bernard Tapie fut désigné comme PDG de Piles Wonder le 17 septembre. Le nouveau PDG se propose de continuer l'exploitation après avoir obtenu le bénéfice du règlement judiciaire, mais en menant « *une nouvelle politique commerciale et technique* » (distribution dans les grandes surfaces, élimination de 10 millions de francs de charges mensuelles et, probablement, suppression d'emplois).

SOCIAL

Selon un sondage

81 % DES EMPLOYEURS N'ONT PAS L'INTENTION D'EMBAUCHER UN JEUNE DANS LES TROIS MOIS A VENIR

81 % des dirigeants d'entreprise n'ont pas l'intention de recruter des jeunes dans les trois mois à venir, indique un sondage de l'IFRES que publie le quotidien *France-Soir* ce 24 septembre.

D'après ce sondage, réalisé du 29 août au 5 septembre auprès de 583 employeurs sélectionnées selon la taille de l'entreprise, les secteurs d'activité et les régions, les patrons déclarent, pour 34 % d'entre eux, que la baisse des charges et des impôts serait de nature à les inciter à embaucher des jeunes; 17 % souhaitent des aides du gouvernement et 11 % estiment qu'il faudrait assouplir la procédure de licenciements.

85 % des personnes interrogées précisent encore qu'elles emploient actuellement moins de cinq jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans, mais le chiffre progresse avec la taille de l'entreprise.

Enfin, alors que les employeurs estiment, dans leur majorité, que les dispositifs actuels sont efficaces, ils reconnaissent tout aussi massivement soit qu'ils ne les ont pas utilisés, soit qu'ils n'ont pas l'intention de le faire.

[Notons aussi que le CNPF s'est récemment engagé à favoriser la mise en place de stages de formation pour 300 000 jeunes par an et qu'il se fait fort d'atteindre un objectif de 471 000 embauches si des mesures en faveur de la flexibilité de l'emploi étaient adoptées.]

Légère augmentation du chômage en Europe au mois d'août

Le chômage a légèrement progressé au mois d'août dans la Communauté économique européenne, indiquent les statistiques mensuelles publiées par le bureau Eurostat à Bruxelles. 11 % de la population active est privée d'emploi dans les neuf pays (sauf la Grèce) contre 10,9 % en juillet et le nombre total des chômeurs atteint le chiffre record de 12,4 millions de personnes, « *jamais enregistré au cours d'un mois d'été* », précise le communiqué. En une année, et en données brutes, le chômage a augmenté de 3,5 % et, en un mois, de 1,2 %.

L'Irlande avec 16,9 % de la population active et 214 200 chômeurs est la plus touchée, suivie de la Belgique avec 15,6 % (636 100), les Pays-Bas avec 15 % (839 600), de l'Italie avec 12,7 % (2 863 600), de la Grande-Bretagne avec 11,8 % (3 115 900). En dessous de la barre des 10 %, on trouve la France avec 9,8 % et 2 241 400 chômeurs, le Danemark avec 9,7 % et 259 000 chômeurs, la RFA avec 8,2 % et 2 201 800 chômeurs et, enfin, le Luxembourg avec 1,5 % et 2 468 chômeurs.

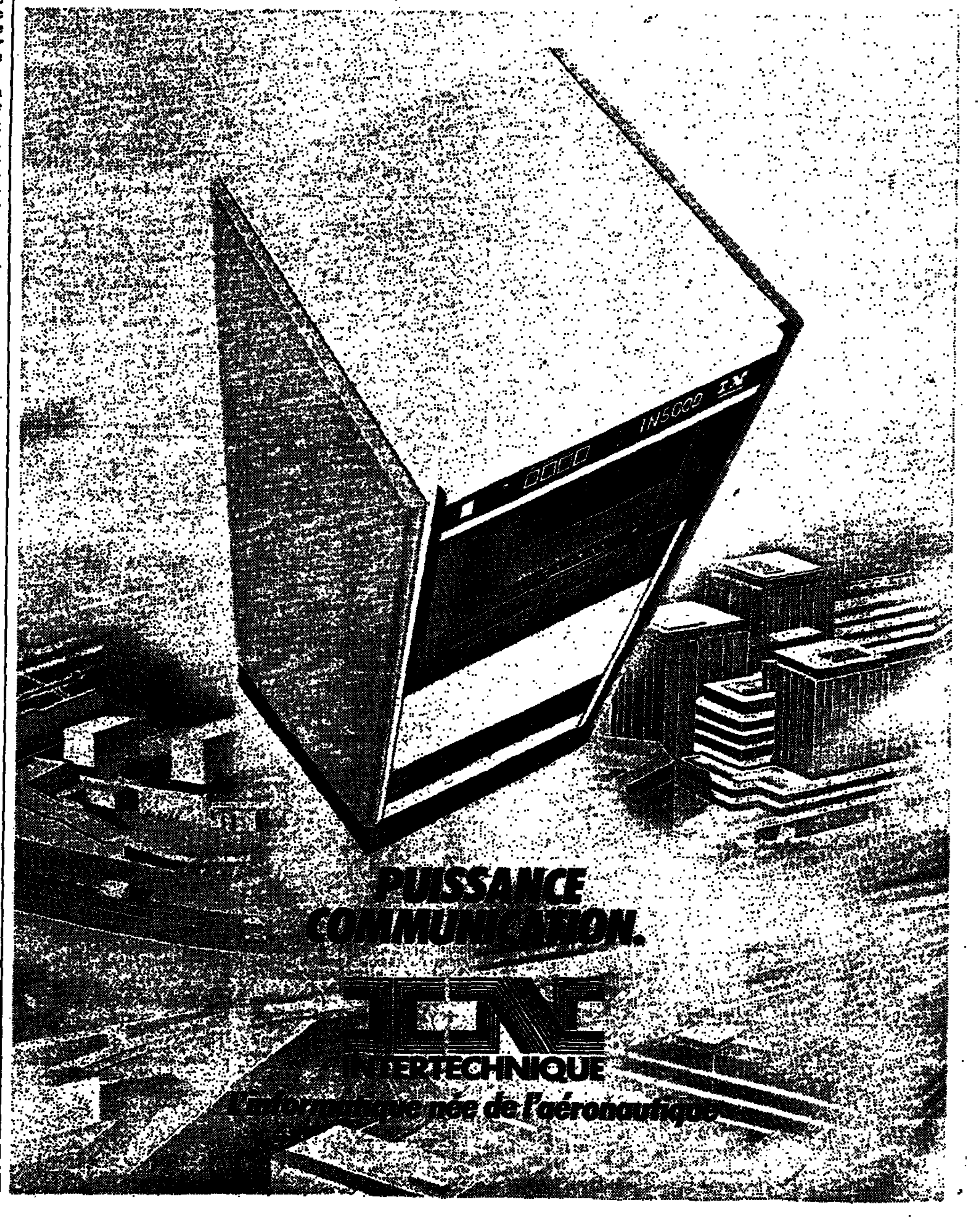
D'un mois sur l'autre, le chômage diminue au Luxembourg (– 3,1 %), demeure stable en RFA et augmente dans tous les autres pays. En données corrigées, observe Eurostat, les chiffres de l'été 1984 « *traduisent une progression* ».

La CFTC annonce une journée d'action nationale sur le thème de l'emploi

« *Nous devons montrer que la CFTC est prête à affronter l'avenir courageusement et de façon efficace* », a déclaré M. Jean Bornard devant mille cinq cents militants de toute la France, réunis samedi 22 septembre à Strasbourg.

Le président de la CFTC a annoncé pour le 25 octobre prochain une journée d'action nationale sur le thème de l'emploi avec une double signification : le « *désembourbement* » de la politique contractuelle et un appel à la responsabilité des militants CFTC face au chômage. Il a rappelé que « *l'indépendance et le réalisme sont les atouts majeurs expliquant le succès de la CFTC et garantissant l'avenir* ».

M. Guy Drilleaud, secrétaire général du syndicat, a souhaité le maintien du pouvoir d'achat en moyenne et une distribution aux salariés de la part qui leur est due lorsque l'entreprise a un bilan positif. Il a condamné « *la prolifération abusive de l'imposition indirecte... face à une baisse des impôts de 5 % sans effet sur le budget des contribuables* ». Le secrétaire général de la CFTC s'est montré sceptique sur l'assurance donnée par le CNPF de créer quatre cent soixante mille emplois grâce à ses propositions sur la flexibilité de l'emploi. Il a déclaré que la CFTC était par contre prête « *à examiner un statut sérieux du travail à temps partiel... et des contrats à durée limitée dans le temps* ».



AUTOMOBILE

APRÈS UN COMPROMIS SUR LES CONGÉS, LA PRIME ET L'EMPLOI

Le travail a repris à l'usine du Mans

De notre correspondant

Le Mans. — *« Il n'y aura pas de licenciements au Mans, seulement des départs en pré-retraite ».* Promesse en poche, avec des assurances sur le montant de la prime de fin d'année et des aménagements sur la cinquième semaine de congé, les délégués CGT et CFDT de l'usine Renault ont, ce lundi matin 24 septembre, appelé à reprendre le travail. Moins d'une trentaine de salariés, sur les sept mille présents devant les portes de l'entreprise s'y montrant hostiles, la reprise a été effective dès 8 heures. En décidant d'annuler la journée de chômage technique prévue lundi, considérant qu'elle avait été effectuée vendredi..., pendant la grève, et en « oubliant » les heures de grève de jeudi, la direction avait facilité cette conclusion.

Il avait tout de même fallu dix-huit heures de négociations pendant le week-end entre les représentants des syndicats (CGT, CFDT, FO et CGC) et ceux de la direction locale, dans un salon du Novotel, sur les bords apaisants de l'Huisne, à bonne distance de l'usine aux issues parfaitement bloquées par des piquets de grève, des voitures de grévistes et des autocars de ramassage. La CGC, elle-même, sans appeler à la grève, avait fait siennes bon nombre des revendications annoncées : toutes les couches du personnel s'étaient senties menacées par l'hypothèse de 15 000 suppressions d'emploi évoquée lors d'un comité central d'entreprise en juillet.

Mais de part et d'autre on souhaitait éviter un enlisement du conflit. La Régie ne pouvait guère se permettre un conflit long et dur dans sa situation financière actuelle. Les syndicats ne souhaitaient pas être accusés de compromettre la sortie de la Super-5, le nouvel atout de la Régie, à une semaine de l'ouverture du Salon de l'auto. Or c'est au Mans que l'on fabrique les trains avant et arrière et les berceaux de la Super-5.

Pas de licenciements donc, mais des départs en pré-retraite au titre du FNE...Mais la direction n'a pas donné de précisions sur le nombre des départs qu'elle jugera nécessaires au Mans. Les délégués ne seront fixés que fin octobre, lors d'un comité central d'entreprise consacré au sujet. Renault-Le Mans compte aujourd'hui huit mille six cents salariés. Il y a dix ans, on dépassait les dix mille. La CFDT en a profité pour remettre les 35 heures sur le tapis et la CGT pour dénoncer la politique de mondialisation de Renault *« au détriment du marché intérieur et des productions nouvelles par l'introduction en France de modèles Renault fabriqués à l'étranger ».*

Mais la négociation a aussi porté sur deux autres points, qui avaient provoqué la colère dans plusieurs ateliers, jeudi, et débouché sur la grève totale, dès 17 heures.

La cinquième semaine de congé, d'abord : *« Il est impératif d'arrêter l'usine entre Noël et le Jour de l'An »,* avait annoncé la direction. Ce qu'elle a maintenu devant les délégués. La solution trouvée est souple. Les journées du 24 et du 31 décembre, normalement incluses dans le salaire de décembre, devront être récupérées en 1985 en fonction des nécessités de la production. Pour les trois autres jours, les salariés pourront les inclure dans leur cinquième semaine, ou les prendre au titre de leur ancienneté ou sur les jours de récupération auxquels ils peuvent avoir droit.

Restait la prime de fin d'année : comme une partie est liée aux résultats de la Régie, elle risquait d'être amputée de 20 % (plusieurs centaines de francs). Les délégués ont obtenu, pour le personnel du Mans, une prime supplémentaire de 300 francs, qui doit permettre aux catégories les plus basses (agents de production et ouvriers professionnels) de maintenir (et même pour les plus défavorisés d'améliorer) leur rémunération.

Un « plus » qui peut donner des idées dans les autres usines de la Régie : M. Gilbert Lebescond, responsable de la coordination CGT pour le groupe Renault, qui a suivi la négociation du Mans, a souligné que le même rapport de force pouvait être créé ailleurs. Mercredi prochain, des actions sont prévues à Cléon et à Douai. Et M. Jean-Pierre Boustouler, le leader cégétiste manceau, souligna : *« Au cours des CCE nous réclamerons la parité pour les autres usines... »*

ALAIN MACHEFER.

Les paris de Renault

(Suite de la première page.)

De plus, la Régie, qui produira 2000 R5 par jour à Flins (1650), Billancourt, Dieppe et Haren (Belgique) à la fin de 1984, 2800 courant 1985 avec les productions espagnole et portugaise, arrive sur un marché encombré. La Supercinq sera en concurrence directe avec la Fiat Uno (2350 véhicules par jour), la Peugeot 205 (1 900 véhicules par jour), l'Opel Corsa (1 200 véhicules par jour) et la Golf de Volkswagen. Alors que le marché européen auquel est destinée la R5 ne progressera plus que de 1 % à 2 % par an, les objectifs de Renault ne pourront donc être atteints qu'au détriment des autres marques, et d'abord de Peugeot, son concurrent national. Même si la part des « petites » voitures sur le marché européen est passée de 17,56 % en 1978 à 22 % en 1984 (soit 2,2 millions de véhicules par an).

Pour gagner ce pari industriel, la Régie n'a d'ailleurs pas lésiné sur les moyens : 4,3 milliards de francs dont 1,2 milliard de frais d'études et 2,4 milliards d'investissements y ont été consacrés.

Le pari commercial n'est pas moindre d'avoir choisi une voiture que Renault dit *« entièrement nouvelle sur le plan technique »* — d'autres en jugeront — mais au style si proche de l'ancienne R 5 qu'au cours de 300 kilomètres d'essais en Ile-de-France nulle tête ne s'est retournée sur ce nouveau modèle. Un choix que la Régie défend : *« Nous marquons notre capacité à nous situer au meilleur niveau technologique, notre souci de moderniser et notre volonté de « coller » aux demandes du public tout en restant fidèle à l'esprit Renault 5 » ;* une voiture qui a été en tête des ventes européennes tous modèles confondus en 1980, 1981 et 1982.

Enfin il y a aussi pour Renault un pari social. L'automatisation de l'usine de Flins, qui dispose de 123 robots et de 6 lignes de presse automatique, a abaissé le temps de montage de 4 h 40 par rapport à une R 5 construite au début de 1984 (20 heures au lieu de 24 h 40). La Régie a beau affirmer que ces gains de productivité seront répercutés socialement *« en douceur »* grâce aux départs en pré-retraites, au retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays et à une *« charte de mobilité »* qui permet d'orienter 200 personnes vers d'autres usines Renault, la question des sureffectifs dans l'entreprise va bien devoir être traitée dès le mois d'octobre. Douze mille emplois seraient ainsi menacés selon la CGT. Or un conflit social dur — même si Renault pense avoir construit 17 000 nouvelles R 5 début octobre au moment de sa commercialisation — compromettrait gravement les objectifs de la Régie. *« La CGT, qui a tué Talbot, sait qu'elle ne peut compromettre la sortie de la R 5. Elle n'a d'ailleurs rien fait qui puisse nuire à la 205 »,* murmure-t-on quai du Point-du-Jour, comme pour conjurer le sort.

Voilà sans doute pourquoi dès le début du conflit du Mans — où sont fabriqués le berceau moteur et le train de la Supercinq — M. Tiberghien, patron de l'automobile chez Renault, a affirmé que le lancement de ce nouveau modèle *« pourrait être compromis ».* Et pourquoi l'on a senti, de part et d'autre, une volonté de parvenir rapidement à un accord. Mais les assurances obtenues au Mans ne peuvent pas l'être dans toutes les usines. Au Mans, où la moyenne d'âge est élevée (46 ans), les départs en préretraite permettent de supprimer 1 450 emplois, ce qui résorbe largement le sureffectif de cette usine. Cela ne sera pas le cas dans les usines à moyenne d'âge plus faible, où Renault devra bien licencier.

Cela fait beaucoup de paris pour M. Bernard Hanon, patron de Renault, désormais contesté jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat.

BRUNO DETHOMAS.

● **Les forêts en danger.** — L'aggravation « alarmante » de la dégradation des forêts pas les pluies acides était à l'ordre du jour de la quatorzième conférence régionale pour l'Europe de la FAO (ONUAA, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), qui s'est réunie à Reykjavik (Islande). Le texte adopté le 21 septembre réclame en priorité le renforcement de la coopération internationale pour lutter contre ce phénomène. Il demande aux gouvernements nationaux de sensibiliser l'opinion à l'importance des forêts et de prendre des mesures pour remédier à leur dégradation. On a également recommandé au directeur de la FAO d'étudier la possibilité de *« faire de la forêt un thème de préoccupation mondiale en 1985. »*

ESPAGNE

● **Aggravation du chômage.** — Le taux de chômage espagnol a augmenté de 1,9 % en août, ce qui correspond à 45 239 chômeurs de plus que le mois précédent. Selon l'Institut national de l'emploi, l'Espagne comptait 2 449 035 chômeurs fin août, soit 18,7 % de la population active. Pour l'ensemble des huit premiers mois de 1984, le chômage s'est accru de 0,5 %. — (AFP.)

LES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS RÉAGISSENT VIGOUREUSEMENT A LA DÉCISION ALLEMANDE DE SUPPRIMER LE PLOMB DANS L'ESSENCE

« La chambre syndicale des constructeurs français d'automobiles élève une vive protestation à l'encontre des mesures décidées par le gouvernement allemand en matière d'essence sans plomb, d'adoption des catalyseurs et d'incitations fiscales en faveur des voitures répondant à ces mesures, déclare la CSCA dans un communiqué.

» Par leur caractère unilatéral, poursuit le texte, *ces mesures sont contraires au traité de Rome, et elles risquent d'introduire des distorsions graves dans les échanges intracommunautaires. On se demande si les autorités allemandes ont bien mesuré le risque de voir s'effondrer le marché commun dans le domaine de l'automobile.*

» Les mesures allemandes favorisent la pénétration japonaise, au détriment de la construction européenne tout entière.

» La chambre syndicale demande aux autorités françaises et communautaires de mettre en garde le gouvernement allemand contre l'application de ces dispositions. »

● **Peugeot-Talbot-Allemagne livrera des voitures avec catalyseurs en 1985.** — La firme automobile Peugeot-Talbot Deutschland Gmbh, dont le siège est à Sarrebruck, livrera à partir de 1985 sur le marché allemand des voitures munies de catalyseurs, a annoncé le 21 septembre la direction de la société. Une station d'essence sans plomb, comprenant deux réservoirs de 20 000 litres chacun, sera en outre installée à la même période sur le site de l'entreprise à Sarrebruck. Le gouvernement fédéral allemand a décidé, on le sait, de rendre obligatoire la vente de voitures à catalyseurs à partir du 1er janvier 1989. — *(AFP.)*

● **Vingt mille suppressions d'emplois par an dans l'automobile ?** — Selon M. Jean-Pierre Chaffin, élu le 22 septembre président de la fédération CGC de la métallurgie en remplacement de M. Paul Marchelli, il faudrait s'attendre à *« environ vingt mille suppressions d'emplois par an pendant plusieurs années »* dans l'industrie automobile française. La CGC préconise un emprunt national de 20 milliards de francs, des économies de gestion, des mesures de reclassement pour compenser l'application des nouvelles technologies.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	9,2450	9,2550	− 50	− 30	− 100	− 65	− 400	− 280
$ can.	7,0282	7,0380	− 91	− 65	− 177	− 134	− 495	− 388
Yen (100)	3,7904	3,7961	− 19	− 10	− 37	− 23	− 154	− 105
DM	3,0638	3,0747	+ 133	+ 146	+ 271	+ 288	+ 716	+ 773
Florin	2,7151	2,7260	+ 103	+ 112	+ 213	+ 227	+ 578	+ 625
F.B. (100)	15,1806	15,2220	− 32	+ 38	− 2	+ 106	+ 41	+ 367
F.S.	3,7024	3,7213	+ 151	+ 169	+ 326	+ 353	+ 978	+ 1053
L. (1 000)	4,9465	4,9525	− 198	− 174	− 401	− 363	− 1182	− 1083
£	11,5840	11,6150	+ 2	+ 45	+ 13	+ 84	+ 32	+ 229

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	10 3/4	11 1/8	11 1/8	11 1/2	11 1/4	11 5/8	11 1/2	11 7/8
DM	5 3/16	6 1/16	5 5/16	5 3/4	5 3/8	5 7/8	5 7/8	6 1/8
Florin	5 1/2	6 1/16	5 15/16	6 1/4	5 7/8	6 5/16	6	6 3/8
F.B. (100)	11 5/8	12 3/8	10 3/8	11 1/8	10 3/8	11 1/8	10 3/8	11 1/8
F.S.	1 1/8	1 7/8	5 5/16	5 11/16	5 1/4	5 5/8	5 3/16	5 9/16
L. (1 000)	14 1/2	15 1/2	15 1/8	15 7/8	15 1/4	16 1/16	15 5/8	16 3/8
£	10 3/8	10 7/8	10 5/8	11 1/16	10 11/16	11 1/16	10 11/16	11 1/16
F. franç.	10 7/8	11 1/4	10 3/4	11 1/8	10 15/16	11 5/16	11 1/4	11 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANQUE NATIONALE DE PARIS

La situation au 3 juillet 1984 s'élève à 715 milliards 228 millions.

Au passif, la rubrique « Banques, Organismes et Etablissements Financiers » figure pour 19 306,4 millions (comptes à vue) et 213 110,1 millions (comptes et emprunts à échéance).

Les comptes de Sociétés, Entrepreneurs individuels et divers s'inscrivent pour 52 090,9 millions (comptes à vue) et 52 936,8 millions (comptes à échéance).

Les comptes de particuliers atteignent 42 080,2 millions (comptes à vue), 19 248,4 millions (comptes à échéance) et 55 709,5 millions (comptes d'épargne à régime spécial).

Les bons de caisse apparaissent pour 35 922,7 millions.

Le total des ressources de clientèle s'élève à 257 988,5 millions.

A l'actif, les crédits à la clientèle s'élèvent pour le portefeuille à 258 902,3 millions, répartis comme suit : 43 002,5 millions de créances commerciales, 67 118,3 millions d'autres crédits à court terme, 81 977,8 millions de crédits à moyen terme, 66 803,7 millions de crédits à long terme.

Les comptes débiteurs atteignent 28 591,3 millions.

Les banques, Organismes et Etablissements financiers figurent pour 9 231,4 millions (comptes à vue) et 229 186,7 millions (comptes et prêts à échéance).

Le total de la situation consolidée du Groupe à la date du 3 juillet 1984 s'établit à 830 milliards 902 millions.

VINIPRIX

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 20 septembre 1984, sous la présidence de M. Jacques Petit, président-directeur général.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983 qui se soldent par un bénéfice net comptable de 66,47 millions de francs dont 92,5 millions de plus-values d'apport et a décidé d'affecter le bénéfice à la réserve facultative pour 50 millions et le solde en report à nouveau.

Ce résultat tient compte des différentes incidences financières entraînées par les modifications de structure qui ont été approuvées par l'assemblée générale extraordinaire du 29 décembre 1983 avec effet au 1er janvier 1983 : les chiffres de l'exercice 1983 ne sont donc pas comparables à ceux de l'exercice précédent.

Viniprix est devenu pour l'essentiel un holding :

A ce titre, il perçoit les loyers relatifs aux propriétés immobilières qu'il conserve et qu'il gère; le patrimoine immobilier (constitué de murs de magasins et leurs annexes, de l'entrepôt et du siège de Rungis ainsi que de l'immeuble de bureaux de Charenton) rapporte un revenu annuel locatif hors taxes, charges comprises, de l'ordre de 12 millions de francs.

Par ailleurs, au titre de ses participations, Viniprix a reçu en 1984 de sa filiale Euromarché, dont il détient 52,86 % du capital, un dividende au titre de l'exercice 1983 de 20,18 millions de francs.



MOBIPLUS

Constituée en juillet dernier, à l'initiative de la CAISSE DE GESTION MOBILIÈRE, et dotée d'un capital initial de 400 millions de francs, MOBIPLUS représente un instrument original de collecte de l'épargne, conçu pour intéresser un éventail très large d'investisseurs structurels (institutions, entreprises, sociétés financières) désireux de privilégier une valorisation du capital à une perception régulière des revenus.

Son portefeuille est composé, pour l'essentiel, d'obligations classiques à taux fixe et à taux variable ou révisable, géré de façon active sur les marchés.

Compte tenu de l'optique retenue, MOBIPLUS ne peut assurer sur un court laps de temps le lissage régulier de sa performance, apanage de la Sicav MOBIVAL.

La Direction est assurée par :

- Monsieur Yves Tual, Président-Directeur général
- Monsieur Jean-Patrick CHATILLON, Vice-Président
- Monsieur Christian DESBOIS, Directeur général.

L'ouverture au public de MOBIPLUS est prévue le 1er octobre 1984.

FIAT

FIAT S.p.A.

TURIN

Augmentation de capital

Fiat S.p.A. multiplie par six son capital, qui passe de Lit. 337,5 milliards à Lit. 2 025 milliards par la réalisation simultanée, entre le 18 septembre 1984 et le 2 novembre 1984 en Italie, et entre le 25 septembre 1984 et le 26 octobre 1984 en France, des trois opérations suivantes :

A titre gratuit par incorporation de réserves à hauteur de Lit. 1 012,5 milliards, par :

(1) doublement de la valeur nominale des actions, qui passe de Lit. 500 à Lit. 1 000 ;

(2) attribution d'une action nouvelle pour chaque action détenue ;

A titre onéreux par rapport en numéraire de Lit. 675 milliards, par :

(3) émission d'une action nouvelle pour chaque action circulant antérieurement à l'attribution gratuite citée en (2).

Ces actions nouvelles sont proposées en option aux anciens actionnaires au prix de Lit. 1 130 chacune.

La jouissance des actions nouvelles est fixée au 1er janvier 1984.

Une note d'information portant le visa n° 84-226 de la Commission des Opérations de Bourse en date du 17-9-1984 est tenue à la disposition du public. BALO du 24-9-84.

N.B.-K 1 FF = 200 Lit. environ.



FACTOFRANCE-HELLER

Le Conseil d'administration de la Société Factofrance Heller, réuni le 17 septembre 1984, a nommé M. Jacques de Marignan aux fonctions d'Administrateur et de président directeur général.

M. Jacques de Marignan, âgé de 58 ans, vient du Crédit Lyonnais, où il assumait la responsabilité de l'ensemble des directions chargées du traitement de l'information et de l'informatique.

Lors de la même séance, Monsieur Michel AUSSAVY a été confirmé dans sa fonction de Directeur Général.

On rappelle que Factofrance Heller, établissement financier spécialisé dans l'affacturage, a été créé à l'initiative du Groupe de Suez et du groupe financier américain Walter E. Heller Overseas, qui en sont à ce jour encore les deux groupes actionnaires.

Factofrance Heller, au terme d'une croissance rapide et continue, est aujourd'hui le leader de sa profession en France. Elle a développé en 1983 un chiffre d'affaires voisin de 9 milliards de francs réalisé pour l'essentiel avec une clientèle de PME/PMI.



FINANCEMENT DIRIGÉ PAR LA BNP DU PREMIER CONTRAT ENTRE AIRBUS ET AIR ALGÉRIE

La Banque nationale de Paris a organisé, le mercredi 19 septembre, une réception en l'honneur de M. Slimane Bendjedid, président d'Air Algérie, et de M. Habib Djafari, président de la Banque nationale d'Algérie.

Cette réception marquait la signature du crédit acheteur destiné à financer le contrat entre Air Algérie et le consortium européen Airbus-Industrie, portant sur la livraison de deux A-310-200.

Aux côtés des représentants d'Airbus-Industrie, ont participé notamment à cette manifestation les responsables de la Dresdner Bank et de la Midland Bank, chefs de file pour les parts allemande et britannique, ainsi que ceux de la Banque française du commerce extérieur, chargée du financement à long terme de la part française.

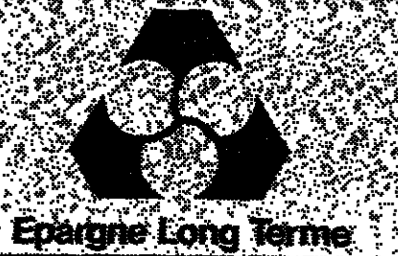
Il est rappelé que la décision d'achat des deux Airbus avait été annoncée lors de la visite officielle à Paris du président Chadli Bendjedid, en novembre 1983.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 9,30 % novembre 1973.

Les intérêts courus du 2 octobre 1983 au 1er octobre 1984 sur les obligations Electricité de France 9,30 % novembre 1973 seront payables, à partir du 2 octobre 1984, à raison de 83,70 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 9,30 F (montant global : 93 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 13,94 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,93 F faisant ressortir un net de 68,83 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.



MARCH[É]
PARIS
24 septembre
Réaction technique
LA VIE D[ES SOCIÉTÉS]
INDICES QUOTIDIENS
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
COURS DU DOLLAR A TOKYO

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

24 septembre

Réaction technique

Une réaction, qualifiée de « technique », s'est produite, lundi 24 septembre, à la Bourse de Paris, où l'indice moyen des valeurs françaises a perdu 0,6 % environ. Il est vrai qu'il avait progressé de 1,7 % à la veille du week-end, pour le premier jour du nouveau mois boursier.

Cette réaction à la baisse est due, essentiellement, au vif recul du dollar, qui, après son envolée, vendredi 21 septembre, à plus de 9,70 F, est revenu, brutalement, à 9,2680 F (– 4 %) en ce début de semaine, sous l'effet des interventions des banques centrales, essentiellement la Bundesbank.

Ce recul a deux effets. D'abord, il a un peu refroidi l'enthousiasme des étrangers pour certaines des valeurs françaises qu'ils achetaient vendredi d'autant moins cher que le dollar montait et que le franc baissait. C'est ainsi que Moët-Hennessy, après un bond de 4 % à la séance précédente, a reperdu 2 %, ce qui était considéré comme très raisonnable par les familiers de la corbeille, peu impressionnés par les cabrioles du dollar.

Ainsi, également, le Club Méditerranée a fléchi de 2,4 % sur les 6 % gagnés précédemment. Autres réflexes, ceux de Darty (+ 5 %) précédemment, et de Crouzet.

Le deuxième effet de la baisse du dollar a été le recul du cour du lingot à 103 200 F (– 2 400 F), bien que celui de l'once d'or à Londres ait gagné 7 dollars à 347,25 dollars.

Le napoléon, en revanche, a gagné 8 F à 619 F, sa « prime » redevenant positive à + 3,3 %, après avoir été négative vendredi à – 0,95 %, événement passé, historique.

Aux valeurs étrangères, la tendance est irrégulière. Les mines d'or ont monté, ainsi que les japonaises.

Le dollar-titre, qui était brusquement, vendredi, de 10,44 F-10,46 F à 10,70 F, en liaison avec l'envolée du dollar commercial, est revenu à son niveau antérieur.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	14 sept.	21 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	1474	1490,6
Valeurs étrangères	3474,5	3460,5
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	212,7	215,1
Dont valeurs industrielles	215,1	218,2
Valeurs étrangères	470,1	468,2
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	184,8	186,9
Dont valeurs industrielles	188,2	190,9
Pétroles-Energie	157,3	158,6
Métallurgie	93	96,2
Chimie	224,8	228,6
Bâtim., mat. constr., trav. publics	111,7	112,2
Constructions mécaniques	134,2	142,5
Matériel électrique	198,3	198,7
Automobile et accessoires	130	133,1
Industr. de consom. non alim.	295,8	298,5
Agro-alimentaire	268,4	283,5
Distribution	119	118,9
Transports	171,5	171,8
Services	211,2	221
Assurances	169,4	168,8
Banques	222,5	224,5
Immobilier et foncier	168,5	168,3
Investissement et portefeuille	208,3	207
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	107,2	108,2
Emprunts d'Etat	107,7	109,3
Emprunts garantis et assimilés	107	107,7
Sociétés	107,5	108,1
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	94,1	94,7
Sociétés	102,2	102,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	175,3	177,7
Produits de base	165,7	166,8
Construction	112,7	113,5
Biens d'équipement	142,9	148,4
Biens de consom. durables	171,7	176,4
Biens de consom. non durables	252,8	253,3
Biens de consom. alimentaires	250,4	257
Services	147,2	148,6
Sociétés financières	212,5	213,7
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	151,8	150
Valeurs industrielles	177,3	180,4

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	147,8	150

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ESSO SAF. — Au cours du premier semestre 1983, la société a réalisé un bénéfice net comptable de 133 millions de francs, contre une perte de 307 millions durant les six premiers mois de l'exercice précédent. Ce résultat, précise Esso SAF, comprend le dividende reçu d'Esso Rep au titre des résultats de l'année 1983 et qui sont d'un montant de 425 millions de francs, comparable à celui de l'an dernier. Pour le seul secteur raffinage/distribution (c'est-à-dire hors dividende reçu d'Essor Rep), le résultat comptable reste toutefois déficitaire de 292 millions de francs pour les six premiers mois de l'exercice en cours (contre une perte de 729 millions). Compte tenu d'une variation de valeurs des stocks, à volume constant, positive de 97 millions de francs au cours du premier semestre 1984, alors qu'elle avait été négative durant le premier semestre 1983 (moins 537 millions), le résultat courant économique d'Esso SAF se traduit par une perte de 389 millions de francs comparés à 192 millions au premier semestre de l'exercice précédent. Ce résultat négatif est la conséquence, non seulement, du niveau déprimé des prix internationaux des produits, mais aussi, du délai important de répercussion de la hausse du dollar et de l'application incomplète de la formule des prix des produits pétroliers.

ESSILOR INTERNATIONAL. — Confirmant ce que l'on attendait d'elle, la société annonce, pour le premier semestre de l'exercice 1984, un bénéfice consolidé de 103 millions de francs, en augmentation de 22,6 % par rapport aux six premiers mois de 1982, le chiffres d'affaires ayant progressé de 23,4 % dans le même temps pour atteindre 1,42 milliard de francs. Précisant que le périmètre de consolidation retenu n'a pas subi de modification significative, contrairement à l'année précédente, la société ajoute que la part des filiales étrangères dans le chiffre d'affaires consolidé est passée de 54 % à 56 %.

La tendance plus favorable enregistrée au cours du premier semestre pourrait se poursuivre durant le second, estime Essilor International, rappelant qu'elle prévoit pour 1984 une croissance globale de 15 %.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	20 sept.	21 sept.
Valeurs françaises	115,7	
Valeurs étrangères	92,5	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	20 sept.	21 sept.
Indice général	174,9	177,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 24 septembre .... 11 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 sept.	24 sept.
1 dollar (en yens)	247,45	244

BOURSE DE PARIS — Comptant — 24 SEPTEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	26 20	2 951
5 %	40 60	3 238
3 % amort. 45-54	71	0 452
Emp. 7 % 1973	9200	..
Emp. 8,80 % 77	116 95	3 014
9,80 % 78/93	94 95	2 014
8,80 % 78/86	94 92	6 925
10,80 % 79/94	96 65	0 621
13,25 % 80/90	102 90	4 138
13,80 % 80/87	104 92	13 008
13,80 % 81/99	102 90	9 577
16,75 % 81/87	112 75	0 688
16,20 % 82/90	115 45	11 331
16 % juin 82	115 35	4 734
E.D.F. 7,8 % 61	140 50	10 333
E.D.F. 14,5 % 80-92	104	4 255
Ch. France 3 %	135 20	..
CNB Bques janv. 82	102 49	3 044
CNB Paribas	102 70	3 044
CNB Suez	102 80	3 044
CNI janv. 82	102 50	3 044

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	48 10	....
A.G.F. (St Cent.)	369	371
A.G.P. Vie	5640	5800
Agr. Inc. Madag.	71 50	71 50
Amrep	165	109 80 o
André Roudière	139	139

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Eurocom	630	....
Europ. Accumul.	29 70	....
Eternit	377	375
Félix Potin	1315	1282
Ferm. Vichy (Ly)	107 50	107 50
Finalens	105	105
FIPP	120	122
Fonc	320	320
Focep (Chât. eau)	1000	....
Foncière (Cie)	246	243 80
Fonc. Agache-W.	214 40	213
Fonc. Lyonnaise	1770	....
Foncina	186	186
Forges Strasbourg	146	148
Fonmar	1240	....
Fougerolle	48	....
France I.A.R.D.	119	114 20 o
France (La)	795	795
Frankel	170 50	171 50
Fromageries Bel	801	....
From. Paul Renard	400	....
GAN	726	765
Gaumont	498	....
Gaz et Eaux	1350	....
Gerny S.A.	300	310
Gévrain	110	....
Gér. Arm. Hold.	26 45	26 45
Gerland (Ly)	468	466
Gévelot	240	....
Gr. Fin. Constr.	220	220
Gds Moul. Corbeil	81	....
Gds Moul. Paris	390	....
Groupe Victoire	889	....
G. Transp. Ind.	166	170
Hutchinson	280	268 80
Hydro-Energie	270	306 80 d
Hydroc. St-Denis	42 80	41

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1730	1742
C.D.M.E.	530	535
C. Equip. Elect.	220	225
Delsa	309	319
Dauphin O.T.A.	1670	....
Guy Degrenne	800	805
Merlin Immobilier	1550	1580
Métallurg. Minière	160	162
M.M.B	277	270
Om. Gest. Fin.	279	272
Petit Bateau	415	....
Petrofigaz	532	523
Poron	399	....
Salomon	1800	1765
S.C.G.P.M.	275	276
Far East Hotels	0 99	1
Sofibus	215	....
Savac	595	595
Zodiac	1205	1234

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	210	....
Borie	297	295
Cellulose du Pin	27	....
C.G.M.	17	....
Cochery	39 60	24 60 o
C. Sabl. Seine	115 30	....
Coparex	550	550
Dunlop	9 20	....
F.B.M. (LI)	70	3 50 o
La Mure	60	....
Mic	294 50	....
Novotel S.I.E.H.	1850	....
Profils Tubes Est	1 52	....
Pronuptia	106	....
Ripolin	39	....
Roranto N.V.	623	630
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F. (Applic. méc.)	45	65 d
S.P.R.	146	146
Total C.F.N.	44 10	....
Ufinex	296	308

SICAV 21/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	238 64	227 82	Invest. St-Honoré	670 24	639 85
Actions-Investiss.	275 16	262 68	Japacic	111 67	106 61 ◆
Actions sélectives	356 86	340 68	Laffitte-crt-terme	115742 70	115742 70
Aedificandi	367 01	350 37	Laffitte-Expansion	667 57	637 30
A.G.F. 5000	252 44	240 99	Laffitte-France	211 48	201 87

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1721	4,5 % 1973	1740	1732	1730	– 0 57
3683	C.N.E. 3 %	3725	3720	3710	– 0 40
2870	Essilor	2980	2975	2975	– 0 16
580	Esso S.A.F.	590	596	600	+ 1 69
140	Sencor	146	145 70	145 50	– 0 34
310	Gén. Belgique	311	305 20	305	– 1 92
585	Gén. Electr.	604	584	584	– 3 31
770	Gen. Motors	814	805	806	– 0 98
61	Goldfields	62 90	66	67 50	+ 7 31
40	Gd Metropolitain	42 20	42 10	42 10	– 0 23
172	Harmony	186	184 70	185	– 0 53
36	Hitachi	38 05	38 30	38 40	+ 0 91
590	Hoechst Akt.	599	600	601	+ 0 33
85	Imp. Chemical	86 10	85 95	85 95	– 0 17
114	Inco. Limited	120 10	119 50	119 50	– 0 49
1460	Siemens A.G.	1468	1490	1490	+ 1 49
156	Sony	162	166 30	166 30	+ 2 65
230	T.D.K.	230 80	233 90	230 50	– 0 12
19 50	Toshiba Corp.	19 80	20 15	20 15	+ 1 76
875	Unilever	870	891	890	+ 2 29
395	Unit. Techn.	407	390 10	390 30	– 4 10
990	Vaal Reefs	1090	1088	1088	– 0 18
455	West Deep	490	492 50	495	+ 1 02
385	West Hold.	405	409	408	+ 0 74
410	Xerox Corp.	418	404	404	– 3 34
2 08	Zambia Corp.	2 13	2 15	2 17	+ 1 87

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/9	Cours des billets aux guichets: Achat	Cours des billets aux guichets: Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 718	9 268	8 850	9 430
ECU	6 887	6 860	....	....
Allemagne (100 DM)	306 730	306 950	293	313
Belgique (100 F)	15 218	15 162	14 500	15 600
Pays Bas (100 fl.)	272 130	272 150	260	280
Danemark (100 krd)	84 900	84 650	79	87
Norvège (100 k)	109 880	105 900	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 788	11 604	11 150	12 050
Grèce (100 drachmes)	7 847	7 540	6 900	8 400
Italie (1 000 lires)	4 978	4 943	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	377 850	372 650	357	378
Suède (100 krs)	110 330	107 900	104	111
Autriche (100 sch)	43 630	43 750	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 512	5 488	5 150	5 750
Portugal (100 esc.)	5 900	5 840	5 200	6 400
Canada ($ can 1)	7 346	7 037	6 800	7 150
Japon (100 yens)	3 923	3 793	3 650	3 810

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/9
Or fin (kilo en barre)	105800	103800
Or fin (en lingot)	105600	103200
Pièce française (20 fr)	611	619
Pièce française (10 fr)	411	.....
Pièce suisse (20 fr)	807	800
Pièce latine (20 fr)	605	594
Souverain	756	754
Pièce de 20 dollars	4105	4105
Pièce de 10 dollars	2110	2110
Pièce de 5 dollars	1180	.....
Pièce de 50 pesos	3905	3835
Pièce de 10 florins	631	623



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

ÉTRANGER

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

SPORTS

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

CULTURE

ÉCONOMIE

Le numéro du « Monde » daté 23-24 septembre 1984 a été tiré à 414 399 exemplaires

Le Venezuela obtient un rééchelonnement de sa dette

Après le Mexique, le Venezuela a obtenu des banques internationales le rééchelonnement de la plus grande partie de sa dette extérieure, soit 20,75 milliards de dollars ; ce chiffre correspond à 94 % de la dette publique renégociable, le montant total de la dette, y compris 6 milliards de dollars de dettes privées, atteignant 34 milliards de dollars. L'accord de rééchelonnement a été calqué sur le modèle de celui conclu avec le Mexique le 12 septembre 1984 : étalement de remboursements sur douze ans et demi à partir de 1985, réduction de la rémunération des banques en sus des taux de base (ramenée à 1 1/8 %), adoption du LIBOR (taux des eurodollars à six mois sur la place de Londres) retenu comme taux de référence au lieu du taux de base des banques américaines (historiquement plus cher), absence de toute pénalité financière pour renégociation des crédits, autorisation donnée aux banques non américaines de passer du dollar à d'autres monnaies pour leurs prêts.

Seule différence avec le Mexique, le Venezuela a refusé tout contrôle du Fonds monétaire sur sa politique économique dans les années à venir, ce qui devrait contribuer à apaiser une opinion publique nationale très montée contre le Fonds. L'accord a été solennellement annoncé samedi 22 septembre depuis New-York par le chef de l'État venezuelien, M. Jaime Lusinchi, qui a estimé qu'il constituait un *« triomphe »* pour son gouvernement et pour son pays. Selon les milieux financiers américains, une forte pression avait été exercée sur les banques internationales pour les inciter à signer avec le Venezuela juste avant l'ouverture de l'Assemblée générale du Fonds. M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis aurait été particulièrement insistant, soucieux de prouver au monde que les Etats-Unis continuaient à se préoccuper d'alléger le fardeau des pays endettés.

RENAULT VA IMPLANTER DES USINES EN SAVOIE ET EN LORRAINE

Renault a finalement décidé d'implanter à côté de Chambéry au Bourget-du-Lac (Savoie) la société créée par la Régie avec l'entreprise japonaise Stanley pour concevoir, réaliser et commercialiser des afficheurs à cristaux liquides. D'autres sociétés françaises et notamment Geiger seront associées à la nouvelle firme. En 1987 deux cents emplois à haut degré de qualification auront ainsi été créés.

Cette implantation avait été annoncée par le président de la République le 6 septembre dernier lors de sa visite au conseil général de Savoie, tandis que M. Laurent Fabius l'avait promise en Lorraine. La Régie fait toutefois savoir qu'elle tiendra ses engagements vis-à-vis de la Lorraine et de Marange-Silvange puisqu'elle y installera une unité de fabrication de capteurs électroniques, créant ainsi dès 1986 deux cents emplois de haut niveau.

M. JEAN BOILLOT REPREND LA PRÉSIDENCE DES AUTOMOBILES PEUGEOT

M. Jean Boillot, qui avait, en octobre 1983, laissé la présidence des Automobiles Peugeot à M. Jacques Calvet, devenu également président des Automobiles Citroën, reprend cette présidence, M. Jacques Calvet devenant vice-président. Cette nomination, annoncée à l'issue du conseil d'administration de Peugeot SA du 24 septembre, était attendue après le remplacement, par M. Calvet, le 4 septembre dernier, de M. Jean-Paul Parayre à la présidence du directoire de Peugeot SA (*le Monde* du 6 septembre 1984).

● *Perturbations des vols de la compagnie UTA.* – Le personnel au sol (hôtesses, manutentionnaires et agents d'exploitation) de la compagnie UTA à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle arrête le travail par roulement pendant deux heures afin d'obtenir des augmentations salariales en 1984. Cette grève perlée provoque des retards au décollage qui peuvent atteindre quatre heures pour les avions gros porteurs.

Du 24 au 30 septembre

LES JOURNÉES DES JEUNES CRÉATEURS

Le coup d'envoi des journées des jeunes créateurs, organisées par *Autrement* et *le Monde*, qui se dérouleront jusqu'au 30 septembre, sera donné le lundi 24 septembre par le Centre dramatique du Nord-Pas-de-Calais qui présentera, à 20 h 30, à l'Espace Kiron (10, rue de la Vaquerie, 75011 Paris), une pièce adaptée de *la Jalousie du Barbouillé*, de Molière.

Le peintre Ben animera, le mardi 25 septembre à la galerie Jean et Jacques Donguy (57, rue de la Roquette, 75011 Paris), une performance de présentation des peintres et graphistes participant à ces journées. A 19 heures, au même endroit, Elizabeth Morcellet proposera une performance – installation intitulée *Moon light et Silver money.* Leos Carax sera le premier des neuf jeunes cinéastes de notre sélection à présenter son film *Boy meets girl* au Studio 43 (43, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris), tandis qu'aura lieu à l'Escurial (11, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris) la première nuit de la vidéo à partir de 0 heure.

Rafik, Frédéric Früh, Desdémone, Sylvie Sans et Nathalie Vallax lanceront de leur côté, à 22 heures, au Théâtre Déjazet (41, boulevard du Temple, 75003 Paris), les défilés des jeunes stylistes. Ouverture enfin des expositions de bandes dessinées, photographies et mobilier contemporain dans de nombreuses galeries de la capitale.

Lire le programme paru dans notre supplément Jeunes créateurs du *Monde* daté 23-24 septembre, ou téléphoner au 633-11-84).

● *Deux Israéliens tués.* – Un soldat israélien et un membre du Shim Beth (sécurité intérieure) ont été tués dans une embuscade dans la nuit de dimanche à lundi près de Rashaya, dans l'est du Liban, a annoncé Jérusalem lundi 24 septembre. – *(Reuter)*

La guerre du Golfe

L'IRAK A BOMBARDÉ LE COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE DE BANDAR-KHOMEINY

L'Irak a annoncé, samedi après-midi 22 septembre, avoir bombardé, *« à titre d'avertissement »*, le complexe pétrochimique iranien de Bandar-Khomeiny, à l'extrémité nord-est du Golfe. Un porte-parole militaire irakien a précisé que ce raid a été effectué en représailles contre le bombardement, il y a une semaine, par l'Iran de deux terminaux pétroliers irakiens.

Un consortium japonais, conduit par la compagnie Mitsui, participe à la construction de ce complexe géant qui était achevé à 85 %. Suspendue lors de la révolution islamique en 1979, puis complètement arrêtée au début de la guerre en septembre 1980, la construction du complexe avait repris en janvier dernier. Elle a été à nouveau suspendue un mois plus tard – le 12 février – après l'attaque de la ville portuaire de Bandar-Khomeiny par l'aviation irakienne. Le coût total du projet est estimé à plus de 2 milliards de dollars.

De source proche du consortium japonais à Téhéran, on affirme que le raid de samedi a apparemment causé peu de dégâts et n'a pas fait de victimes. On ajoute, de même source, que l'armée iranienne a procédé à l'évacuation de tous les techniciens du complexe, y compris les spécialistes japonais. – *(AFP, Reuter.)*

FORTE BAISSE DU DOLLAR : 9,26 F

Sur des marchés des changes extrêmement nerveux en début de matinée, beaucoup plus calmes par la suite, le dollar a été coté, lundi 24 septembre, en très forte baisse sur les cours officiels enregistrés vendredi 21 septembre en milieu de journée. A Francfort, le « billet vert » est passé de 3,17 DM à 3,02 DM environ, après un démarrage à 3,05 DM et un repli à 2,98 DM. A Paris, il s'est inscrit d'abord à 9,35 F contre 9,71 F vendredi dernier, puis à 9,13 F pour remonter à 9,26 F environ. La Banque fédérale d'Allemagne, qui était vigoureusement intervenue vendredi après-midi à New-York (*le Monde* daté 23-34 septembre) en vendant 500 millions de dollars et en faisant chuter la monnaie américaine de 3,17 DM à 3,05 DM, a récidivé en début de semaine, d'abord à Hongkong, puis sur les places européennes, s'efforçant de « casser » le marché du dollar. Pour l'instant, elle y est parvenue.

● *Mort de Semion Tsarapkine.* – Semion Tsarapkine, diplomate soviétique de haut rang, est mort à l'âge de soixante-dix-huit ans, a annoncé mercredi 19 septembre l'agence Tass. Semion Tsarapkine, qui a représenté l'URSS à plusieurs conférences internationales, notamment à Genève dans les années 60, a été successivement en charge de l'Europe de l'Est, des Etats-Unis et de l'ONU au sein du ministère soviétique des affaires étrangères. Ambassadeur à Bonn de 1966 à 1971, il a été jusqu'en 1979 responsable du service des « missions extraordinaires » du ministère. – *(AFP.)*

Sur le vif

Recherche de paternité

Ils sont marrants tous ces politiciens. Ils sont là à tirer à hue et à dia sur l'accord franco-libyen, à se battre comme des chiens et à crier : c'est moi, c'est moi, c'est pas lui, qui ai réussi à convaincre Kadhafi de se retirer et de ficher la paix à Hissène Habré.

Déjà, quand on a demandé à Cheysson à la télé s'il n'y avait pas du Hassan là-dessous, du Hassan chauffé par Mitterrand pendant leur partie de golf au Maroc, ça ne lui a pas plu. Ça l'a même drôlement vexé. Il a répondu qu'il était assez grand garçon pour mener tout seul les négociations avec Tripoli et qu'elles ne devaient rien, mais alors strictement rien, à l'escapade du président de la République entre Rabat et Lisbonne. Naturellement, Hassan dément : c'est lui l'intermédiaire.

Là-dessus, qu'est-ce qu'on entend à la radio ? L'ex-chancelier Kreisky, qui tire la couverture à lui. Et allez, vlan ! Sans lui, sans son amitié pour Kadhafi, c'est son pote, son grand copain, les Français seraient ensablés dans le désert tchadien jusqu'à la Saint-Glinglin. Même son de cloche du côté de Papandréou, ainsi que du premier ministre bulgare, et d'un ambassadeur de France dont j'ai oublié le nom. Faites comme moi, comptez sur vos doigts, ça fait au moins six personnes qui revendiquent la paternité de ce traité.

Et puis, dimanche soir, à RTL-*le Monde*, les confrères profitent de la présence de Roland Dumas pour en avoir le cœur net. C'est qui le vrai papa ? Et lui, aussi sec : c'est moi. Enfin, c'est nous, c'est Mitterrand et moi. On a tout fait, tout négocié. Et ce pauvre Cheysson du coup ? Il a signé les papiers après que tout a été décidé, arrêté, marqué noir sur blanc. La diplomatie classique a échoué, suivez mon regard, alors on a eu recours à la diplomatie secrète, pardon, au secret de la diplomatie. Nuance. Ce secret, Cheysson n'était pas dedans, de toute évidence.

Dur, dur, cher confrère des relations extérieures ! Allons, ne faites pas cette tête-là. Ce cher Roland a quand même été beau joueur, il a couvé l'accord pendant neuf mois comme la brave Patricia, la première mère porteuse française.

Et il vous a laissé le déclarer à l'état civil de l'histoire.

CLAUDE SARRAUTE.

21 millions de francs recueillis en deux jours pour l'opération « Sahel 84 »

L'opération « Sahel 84, les camions de l'espoir », organisée par RTL et FR 3 (*le Monde* du 21 septembre), et à laquelle participe notamment l'UNICEF, a dépassé ses objectifs au cours du week-end : 21 millions de francs ont été collectés, soit plus du double de ce qui avait été espéré. Cette somme doit servir à acheter des tablettes vitaminées et du matériel, qui seront ensuite acheminés par camions et distribués en Mauritanie, au Sénégal, au Mali et au Niger.

En quarante-huit heures, plus de 50 000 volontaires de la Croix-Rouge se sont mobilisés dans les trente points fixes (mairies, églises, bureaux de poste, quotidiens régionaux, préfectures, antennes de FR 3) répartis dans toute la France. Plus d'un millier de routiers se sont portés volontaires pour se rendre dans les villes et les villages.

L'opération continue. RTL a lancé, ce lundi 24 septembre, un appel aux communes, départements et régions pour financer d'autres opérations de collecte avant l'acheminement vers le Sahel, prévu fin octobre.

A B C D F G H

